

INSTITUT  
**KURDE**  
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°393

DECEMBRE 2017

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions  
des Ministères français des Affaires étrangères  
et de la Culture*

---

Ce bulletin paraît en français et anglais  
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €  
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel  
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN  
Maquette et mise en page : Şerefettin  
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS  
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

[www.fikp.org](http://www.fikp.org)  
E-mail: [bulletin@fikp.org](mailto:bulletin@fikp.org)

- **ROJAVA : ÉLECTIONS DANS LE CALME**
- **TURQUIE: L'ÉTAT AKP, UN ÉTAT MAFFIEUX ? LES ACCUSATIONS DE CORRUPTION CONTRE ERDOĞAN SE PRÉCISENT**
- **FRANCE: LE PREMIER MINISTRE DU KURDISTAN D'IRAK REÇU OFFICIELLEMENT À L'ÉLYSÉE**
- **KURDISTAN: VIOLENTES MANIFESTATIONS SUR FOND DE BLOCAGE AVEC BAGDAD**
- **TREMBLEMENTS DE TERRE: LES KURDES D'IRAN SE SENTENT ABANDONNÉS PAR LES AUTORITÉS**
- **IRAN : LES MANIFESTATIONS ANTIGOUVERNEMENTALES GAGNENT UN KURDISTAN IRANIEN À L'ÉCONOMIE SINISTRÉE**
- **CULTURE: PRIX LITTÉRAIRE ALLEMAND POUR UN ÉCRIVAIN KURDE**
- **PARUTIONS RÉCENTES**

---

### ROJAVA : ÉLECTIONS DANS LE CALME

**L**es tentatives diplomatiques pour rétablir la paix en Syrie continuent à piétiner. Ouverte le 28 novembre, la 8<sup>e</sup> session de pourparlers de Genève s'est interrompue le 1<sup>er</sup> décembre avec le départ de la délégation du régime, qui a refusé de poursuivre les discussions tant que l'opposition ne retirerait pas son exigence de départ de Bachar el-Assad, dont elle fait un préalable à toute discussion. Bien que l'envoyé des Nations Unies Staffan de Mistura ait prolongé les pourparlers jusqu'au 15 décembre,

ce qui a permis au gouvernement de regagner Genève le 12 (mais sans rencontrer de nouveau l'opposition), la session s'est achevée le 15 sans résultat. Comme Mistura, les diplomates occidentaux doutent de l'intérêt du régime, proche d'une victoire militaire, pour une négociation qui ne se réduirait pas à une simple reddition de ses adversaires. Par ailleurs, la Fédération du nord syrien, dominée par les Kurdes du PYD, qui contrôle pourtant près de 28% du pays, n'avait pas été invitée en raison de la farouche opposition turque...

Si, avec la défaite annoncée de Daech, la Turquie s'inquiète toujours du «corridor kurde» dans le nord syrien, Israël s'inquiète pour sa part de l'installation près de son territoire du «corridor chiite» vers la Méditerranée souhaité par l'Iran – au point de tirer le 2 décembre plusieurs missiles sur un site militaire au sud de Damas, peut-être un dépôt d'armes. Prémisses du conflit suivant? En tout cas, Poutine a annoncé le 11 un nouveau retrait russe depuis la base aérienne de Khmeimim, déclarant ensuite que le temps était maintenant à la diploma-

tie. Après sa 7<sup>e</sup> rencontre de l'année avec Erdoğan, le président russe a annoncé dans sa conférence de presse commune avec celui-ci la mise en application prochaine des décisions prises le 22 novembre à Sotchi entre présidents russe, iranien et turc, mettant notamment l'accent sur le «Congrès national de dialogue syrien» qu'il souhaite organiser à Sotchi début 2018. Selon Poutine, «les participants [...] analyseront les problèmes [...] comme la future structure de l'État, l'adoption d'une constitution et la tenue d'élections sur la base de la Constitution et sous la supervision des Nations Unies». Les choses sont probablement plus complexes que Poutine veut le croire: le Congrès a été plusieurs fois retardé, la Turquie s'opposant à la présence du PYD que les Russes souhaitent inviter. D'autre part, le régime durcit ses opérations militaires pour arriver à Sotchi en vainqueur: il a notamment bombardé durant 20 jours l'une des dernières zones tenues par les rebelles, la Ghouta orientale de Damas, pourtant estampillée «zone de désescalade» après les pourparlers d'Astana, et où seraient piégés 400.000 civils. Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), au moins 192 personnes, dont 43 enfants, 21 femmes et quatre membres de la défense civile, y ont été tuées depuis le 14 novembre, et *Amnesty International* accuse Damas d'y avoir lancé des bombes à sous-munitions d'époque soviétique, interdites dans 100 pays.

Concernant la lutte anti-Daech, les Forces démocratiques syriennes (FDS), alliance kurdo-arabe dont la principale composante demeure la milice kurde YPG, affiliée au PYD (Parti de l'unité démocratique), ont déclaré le 3 la fin de leurs opérations dans la province de Deir Ezzor, affirmant avoir avec l'aide de tribus arabes chassé les djihadistes de leur zone d'opérations à l'Est de l'Euphrate. L'armée gouvernementale continue quant à elle à combattre Daech sur la rive Ouest du fleuve. Mais ce qui a surpris les

observateurs, c'est que dans leur communiqué, les FDS ont remercié non seulement la coalition internationale dirigée par Washington, qui les soutient depuis longtemps, mais aussi «les forces russes», pour leur «soutien aérien et logistique» et leur «coordination sur le terrain». Selon l'agence kurde ANHA, une délégation militaire russe dirigée par un général était même présente lors de l'annonce, et le Ministère russe de la défense a confirmé le 4 que «l'aviation russe [avait] mené 672 sorties et a bombardé 1.450 cibles en soutien à l'offensive des milices tribales de l'est de l'Euphrate et des milices kurdes». Le 4, le Général Eugeny, représentant de l'armée russe en Syrie, a annoncé après avoir rencontré les YPG l'établissement d'une salle conjointe de commandement avec eux contre Daech. Le 5, les États-Unis, qui ont environ 2.000 militaires sur place, ont annoncé qu'ils maintiendraient une présence militaire en Syrie «aussi longtemps que nécessaire».

Il est probable que Daech conservera un moment une capacité de nuisance. Son agence de presse, *Amaq*, a revendiqué le 10 une contre-attaque près des champs de pétrole d'Omari, où 14 combattants des FDS auraient été tués... Cette persistance d'un danger djihadiste comporte paradoxalement des aspects positifs pour les FDS, toujours confrontées à l'hostilité persistante du voisin turc. Le maintien d'une présence américaine, même minimale, et de relations de coordination militaire avec les Russes pourraient contribuer à limiter le danger turc comme celui d'une attaque du régime, et peut-être à obtenir l'acceptation par ces deux acteurs d'une autonomie kurde *de facto* dans un cadre constitutionnel? M. Erdoğan, qui depuis quelques mois, centre son discours belliqueux sur la région d'Afrîn, ne semble pas prêt à accepter une telle perspective, ayant même déclaré contre toute évidence le 3 dans un meeting AKP qu'il n'y avait «aucune différence entre Daech et les YPG»... Et le 17, le jour-

nal pro-AKP *Yeni Şafak* fulminait en ligne: «Malgré l'engagement du président Donald Trump, les États-Unis ont recommencé à envoyer des armes aux terroristes de la branche syrienne du PKK à Afrine, incluant des missiles antitank TOW» («US sends anti-tank TOW missiles to PKK terrorists in Afrine»).

Même si cela ne doit pas faire oublier que c'est l'ensemble du Rojava qui est menacé, c'est bien Afrîn et ses environs qui sont depuis un an les cibles principales des bombardements des Turcs et de leurs supplétifs syriens – islamistes considérés par les YPG comme des mercenaires. Rien qu'en novembre, les YPG ont dénombré 44 attaques, 13 violations aériennes (avions et drones militaires), 12 échanges de tirs, 3 civils tués, 2 autres blessés. Les YPG-YPJ ont mené 24 ripostes, blessant 7 mercenaires et au moins un soldat turc. Le 4, selon l'agence kurde ANHA, l'armée turque a été repoussée du district de Bulbul, près d'Afrîn, où elle déclarait vouloir établir des points d'observation comme à Idlib. Le 9, un important convoi militaire comprenant près de 20 véhicules blindés et des dizaines de militaires est entré en Syrie par le poste-frontière de Kafr Losen pour se diriger vers le Mont Sheikh Al-Aqel à l'ouest du gouvernorat d'Alep. Le 13, les YPG ont déclaré avoir tué à l'ouest de Kobanê deux soldats turcs et blessé plusieurs autres qui tentaient de traverser la frontière en faisant exploser l'un de leurs véhicules. Le 16, toujours selon l'ANHA, l'armée turque est entrée dans la ville de Bailya, dans le canton d'Afrine, cherchant à ouvrir un couloir d'invasion à ses troupes.

Si le danger semble moins pressant du côté de Damas, les relations restent tendues. Le 12, le responsable de la défense du Rojava, Rezan Gilo, a réitéré sur *Kurdistan 24* que les FDS étaient prêts à rejoindre l'armée syrienne si «une nouvelle constitution [était] rédigée sur une base fédérale et les droits de toutes les compo-

santes syriennes préservés», mais le 18, devant des médias russes et officiels syriens, Bachar el-Assad a qualifié les FDS de «traîtres», car «travaillant pour le compte d'un pays étranger». Les FDS ont rétorqué n'avoir aucune leçon à recevoir d'Assad, qui avait lui-même ouvert les frontières du pays aux jihadistes étrangers et «libéré les terroristes de ses prisons pour qu'ils versent le sang des Syriens». Le 29, le Secrétaire américain à la Défense, Jim Mattis, a averti le président syrien de ne pas attaquer les FDS, mais la meilleure assurance des FDS contre une telle attaque est probablement le développement des relations avec les Russes, déjà mentionné au niveau militaire. Sur le plan politique, le 8<sup>e</sup> round des pourparlers d'Astana entre Russie, Turquie et Iran a abouti le 22 à la convocation à Sotchi d'un «Congrès des peuples syriens» pour les 29 et 30 janvier 2018. Le PYD n'y sera pas officiellement invité, a expliqué le 22 à *Interfax* l'envoyé spécial de Poutine en Syrie, Alexandre Lavrentiev: «Nous avons essayé d'assurer la plus large présence possible des Kurdes sans encourir le rejet de nos collègues turcs». Pour la Turquie, le PYD ne représente pas les Kurdes, et une liste de représentants «autorisés» des Kurdes syriens a été remise à la Russie...

Le 26, un groupe de partis kurdes, arabes et assyriens du Nord syrien (incluant le PYD au pouvoir), a dans un communiqué commun demandé à participer non comme groupes séparés mais sous l'ombrelle de la Région fédérale, cette entité autoproclamée en mars 2016 qui a permis

l'intégration de régions à majorité arabe à un projet originaire du Rojava, arguant que «[La Région] représente la volonté des groupes et forces sociales [du Nord Syrien]». Cela éviterait une présence officielle PYD-YPG, mais il est trop tôt pour dire si cela surmonterait l'opposition de M. Erdoğan, en grande partie motivée par sa politique d'alliance avec les ultranationalistes du MHP en vue des présidentielles. Quoi qu'il en soit, le Commandement général des YPG a déclaré le 27 que la Région fédérale serait bien invitée, précisant: «Malgré les objections de la Turquie, pas moins de 155 délégués de la Région Nord-Est de la Syrie, peuplée principalement de Kurdes, seront présents à ce forum» (*Tass*). De son côté, l'opposition a objecté au rôle d'hôte de la Russie, considérée comme un agresseur.

Malgré ces incertitudes sur l'avenir, le 1<sup>er</sup> décembre se sont tenues les élections aux Conseils locaux dans les trois «Cantons» (Afrîn, Euphrate, et Cizre) de la «Fédération démocratique du Nord-Syrien», 2<sup>e</sup> phase d'élections ayant commencé le 12 septembre dernier à l'échelle du quartier («Commune»), et concernant les districts ou les villes. Bien que Damas ne reconnaisse pas la Fédération et ait qualifié ces élections d'«action unilatérale», celles-ci se sont déroulées dans le calme, un réel accomplissement dans la situation actuelle de la Syrie et du Moyen Orient. La Commission électorale en a annoncé les résultats dès le 5: avec une participation de 69 %, la «Liste pour une Nation démocratique» (*Lîsta Netewa demokratîk*,

LND), comprenant le PYD, a remporté 4.621 sièges locaux, et l'Alliance nationale kurde (*Hevbendiya nîştimanî a Kurdî li Sûriyê*, HNKS) et les candidats indépendants 339 sièges. Selon les chiffres de la Commission, la LND a obtenu à Cizre 93,6% des voix et 2.718 élus (sur 2.902 sièges), 88,7% et 847 élus (sur 954 sièges) pour l'Euphrate, et 89,8% et 1.056 élus (sur 1.176 sièges) à Afrîn. A Cizre, la liste HNKS a remporté 40 sièges et les candidats indépendants 144, l'Euphrate, le HNKS a obtenu 40 sièges et les indépendants 67, et à Afrîn les chiffres s'établissent respectivement à 8 (HNKS) et 40 sièges (indépendants). L'ENKS (*Encûmena Nîştimanî ya Kurdî li Sûriyê*) avait fait le choix de boycotter la consultation.

Listes	Afrîn	Euphrate	Cizre
LND	1.056	847	2.718
HNKS	8	40	40
Indépendants	40	67	144

La dernière phase de ces élections prendra place le 19 janvier, quand seront élus les Conseils législatifs de chaque canton et une Assemblée législative de la Fédération.

A côté de la mise en place progressive d'une gouvernance régionale, le Rojava travaille aussi à la réhabilitation des services: ainsi après 8 mois, malgré les pénuries d'électricité et d'eau, ses ingénieurs ont réussi à remettre en service le train Hassakeh-Qamishlo-Al-Ya'rubiyah (Tell Koher en Kurde), une ville frontière avec l'Irak. Cette ligne de 80 km, qui n'avait pas fonctionné depuis 2005, a redémarré avec 2 trains et bientôt 3.

## TURQUIE:

### L'ÉTAT AKP, UN ÉTAT MAFFIEUX ?

#### LES ACCUSATIONS DE CORRUPTION CONTRE ERDOĞAN SE PRÉCISENT



New York, le procès de Mehmet Hakan Atilla, l'ancien dirigeant de la banque publique turque *Halkbank* accusé d'avoir violé les sanctions américaines

contre l'Iran élabousse les cercles dirigeants de l'AKP et notamment le Président turc et ses proches. Les deux principaux témoins, l'homme d'affaires turco-iranien Reza Zarrab, et son ancien adversaire Huseyin

Korkmaz, policier d'Istanbul, chargé en 2014 de le pister, livrent paradoxalement des témoignages concordants et explosifs sur le système de contournement turc des sanctions américaines, évidemment utili-

sé pour générer de gros profits. Arrêté à Miami en mars 2016, Zarrab, sous protection du FBI, a commencé à parler pour éviter une condamnation, et Korkmaz, démis puis incarcéré 2 ans pour avoir arrêté Zarrab et surtout les fils de 3 ministres, est venu aux États-Unis avec sa famille... et des documents incriminant Erdoğan.

En démettant policiers et procureurs, celui-ci était parvenu à stopper l'enquête et à étouffer l'affaire, mais ce procès la fait ressurgir et les conséquences politiques pourraient être dévastatrices: sont impliqués le fils cadet d'Erdoğan, son gendre, 4 ministres du gouvernement de l'époque... Malgré d'énormes pressions sur la justice américaine, la Turquie n'a obtenu ni la libération de Zarrab ni le report du procès. Le 2 décembre, sans crainte du ridicule, le ministre des Affaires étrangères Mevlut Çavuşoğlu a accusé la magistrature américaine de gülenisme et le parquet d'Istanbul a annoncé l'ouverture d'une enquête sur les deux procureurs suivant l'affaire! Un mandat a même été émis le 20 contre les proches et l'avocat de Korkmaz, sans pouvoir le faire taire, puisque la police n'a pu les trouver...

La liste des hauts responsables mis en cause par Zarrab est longue. Mehmet Hakan Atilla, l'accusé, était directeur adjoint de la *Halkbank*: documents comptables à l'appui, Zarrab démontre sa complicité pour dissimuler les transactions. À Zafer Çağlayan, ministre de l'Économie de l'époque: entre mars 2012 et mars 2013, Zarrab aurait versé 60 millions d'US\$ et promis «50-50» sur les profits! Egemen Bağış, ministre des Affaires européennes, a forcé une autre banque turque aux États-Unis à ouvrir un compte à Zarrab. Berat Albayrak, gendre d'Erdoğan (et actuel ministre de l'Énergie!), servait d'intermédiaire avec celui-ci. Selon Zarrab, le Président turc,

alors Premier ministre, a, une fois Korkmaz limogé, ordonné personnellement la reprise des achats illégaux de pétrole iranien... Korkmaz, lui, a désigné Erdoğan et Bilal, son fils cadet, comme les principaux corrompus de son enquête de 2014.

Ce scandale a maintenant un impact politique. Fin novembre, lors d'une réunion du groupe parlementaire du parti kémaliste d'opposition CHP, son leader Kemal Kılıçdaroğlu a brandi des documents bancaires détaillant les transactions financières du beau-frère d'Erdoğan Ziya İlgen, de son frère Mustafa Erdoğan, de son fils Burak Erdoğan, du beau-père de celui-ci, Osman Ketenci, et de l'homme d'affaires Mustafa Gündoğan, avec les dates et montants de virements de millions de dollars effectués en 2011 et 2012 vers la compagnie *Bellway Ltd*, ouverte en 2011 sur l'île de Man. L'avocat du Président turc a dénoncé des faux, et Erdoğan a menacé publiquement à plusieurs reprises Kılıçdaroğlu de lui «faire payer le prix» de ses accusations. La répression s'est accrue sur le CHP, parti laïc accusé contre toute vraisemblance de «rouler pour Gülen»: parmi les 60 députés dont le Premier ministre a demandé le 29 novembre la levée de l'immunité, à côté des «cibles habituelles» HDP, on trouve Kılıçdaroğlu et plusieurs députés CHP. Le 13, la police a convoqué le représentant du FBI à Ankara à propos de l'audition de Korkmaz.

Est-ce pour faire oublier ces accusations? Le Président turc poursuit sa fuite en avant répressive, accroissant encore son isolement international. Ce mois-ci ont débuté dans tout le pays les procès des universitaires accusés de «propagande terroriste» pour leur pétition du 11 janvier 2016 dénonçant le massacre de civils kurdes par les forces de sécurité et appelant au retour de la paix. Signée par plus de 2.000 intellectuels turcs

et étrangers, elle avait suscité la fureur du président Erdoğan, qui l'avait qualifiée de «trahison». Les premières audiences, visant 147 universitaires, et d'abord des enseignants de Galatasaray, Marmara et Istanbul, ont débuté le 5 décembre. Pour isoler les accusés, les procureurs poursuivent chacun d'eux individuellement, quasiment «à la sauvette», en une audience de quelques minutes, prévoyant 147 procès devant 7 tribunaux différents. Plusieurs diplomates, dont l'ambassadeur de France, ont assisté à la première audience où comparaissaient notamment 25 enseignants de l'université franco-turque de Galatasaray. Jugement renvoyé au 12 avril, les prévenus risquent plus de 7 ans de prison. Une 2<sup>e</sup> audience s'est tenue le 7 pour une trentaine d'autres signataires.

Les attaques contre le HDP ont continué. Le 1<sup>er</sup>, 66 personnes ont été arrêtées pour liens présumés avec le PKK ou Daech lors de raids policiers dans 2 provinces, dont Istanbul. Le 4, le procureur d'Ankara a demandé au ministère de la Justice la levée de l'immunité de 19 députés HDP, accusés de «propagande pour le PKK» en raison de slogans soutenant son leader emprisonné, Abdullah Öcalan. Le 7, après un an de détention préventive, s'est enfin tenue la première audience du co-président du HDP, Selahattin Demirtaş, dans un complexe pénitentiaire d'Ankara, et sans sa présence, refusée pour «raison de sécurité». Accusé de «direction d'une organisation terroriste», «propagande terroriste» et «incitation à la haine et au crime», Demirtaş risque 142 ans de prison. Alors que 1.250 avocats voulaient participer, la salle était limitée à 20 personnes, et les observateurs étrangers interdits d'entrée. Le tribunal a prolongé sa détention et renvoyé l'audience au 14 février... Petite victoire, il a accepté que l'accusé compare en personne au tribunal régional d'Ankara, et non dans la salle pénitentiaire. Sa co-présidente, Figen Yüksekdağ, a comparu le 12

dans des conditions similaires pour une nouvelle audience, après avoir été condamnée à un an de prison deux semaines auparavant. Là encore, les observateurs internationaux ont été refoulés. Nouvelle mesure vexatoire, l'obligation faite aux accusés d'«infraction à l'ordre constitutionnel» de comparaître en combinaison orange et grise. Demirtaş a déclaré le 24 «préférer porter un lin-cueil que [cet] uniforme et plier devant le fascisme». En fin de mois, il a annoncé qu'il ne serait pas candidat aux élections de 2019, dont les présidentielles.

On revient aussi aux interdictions linguistiques des années 80, des livres pour enfants au parlement: ainsi la médiathèque pour enfants handicapés de Diyarbakir, ouverte en 2014, a été fermée le 3 pour «terrorisme» par l'administrateur nommé après l'arrestation des élus, ses employés licenciés: les enregistrements étaient en kurde. Le 13, Osman Baydemir, député HDP de Şanlıurfa, a été banni de deux sessions du Parlement et condamné à une amende de 3.100 \$ pour avoir prononcé le mot «Kurdistan» lors d'une intervention. Les députés AKP et MHP ont soutenu la sanction, les autres législateurs HDP sont sortis avec Baydemir en protestation. Le même jour, le procureur de Diyarbakir a demandé une enquête pour «propagande PKK» contre le site web d'information *1HaberVar* créé par des journalistes de médias fermés par le gouvernement, suite à des reportages sur les prisonniers en grève de la faim et... l'utilisation du mot «Kurdistan» par les commentateurs (*Turkeypurge*). Le 14, la police a mené de nouveaux raids contre des membres du HDP et d'une plate-forme d'avocats (ÖHP). Le 27, le sociologue turc Ismail Besikçi (79 ans) a été brièvement arrêté et interrogé à Ankara et son domicile perquisitionné: suite à un «tweet» posté sous son nom, un mandat avait été émis contre lui pour «appartenance à une organisation

terroriste armée». Le compte Twitter incriminé ne lui appartenait pas, et Besikçi (qui a déjà passé 17 ans en prison pour ses recherches et son soutien aux Kurdes) a été relâché après quelques heures. Ce même jour, *Hurriyet Daily News* a rapporté que les forces de sécurité étaient maintenant autorisées à ouvrir des lettres suspectes sur demande d'un procureur, sans autorisation d'un juge. Le 29, la police a arrêté 18 personnes soupçonnées de liens PKK dans les trois provinces d'Izmir, Mersin et Iğdir (*Yeni Safak*).

La Turquie continue aussi à condamner des étrangers accusés de coopérer avec les YPG, la bête noire du Président, tels Marketa Vselichova et Miroslav Farkas, deux travailleurs humanitaires médicaux tchèques condamnés en août dernier à 6 ans et 3 mois de prison et emprisonnés à Van, qui ont vu leur peine confirmée en appel le 4. La défense va en appeler à la Cour suprême turque, ce qui pourrait prendre jusqu'à 9 mois (*Prague Daily Monitor*). Parallèlement, les menaces d'assassinat planent toujours sur la diaspora kurde en Europe et notamment en Allemagne: le député HDP Garo Paylan a déclaré posséder des informations à ce propos (*Turkish Minute*), ce qui a contraint le 22 le parquet d'Ankara à ouvrir une enquête qui risque peu d'aboutir. La veille aux États-Unis, deux accusés dans l'affaire de l'agression des manifestants prokurdes de mai dernier à Washington, qui avaient plaidé coupable en seconde instance, ont été condamnés à 1 an et 1 jour de prison. Cette répression tous azimuts commence à provoquer des réactions même à l'AKP, témoin les critiques voilées d'Abdullah Gül contre un décret d'Erdoğan exemptant de toute poursuite pénale les civils s'étant opposés aux soldats rebelles de la tentative de putsch de juillet

2016. Gül a qualifié d'«inquiétant» pour la primauté du droit le fait qu'il protège aussi ceux qui prennent la justice entre leurs propres mains contre les activités «putschistes» et «terroristes». Sans même nommer Gül, Erdoğan l'a vertement remis à sa place.

Enfin, les accrochages militaires ont été nombreux, en Turquie comme au Kurdistan irakien. En Turquie, découverte troublante, un garde de village de Şırnak arrêté à Mardin le 8 a été trouvé en possession d'explosifs identiques à ceux utilisés le 10 décembre 2016 pour perpétrer l'attentat de Beşiktaş, revendiqué par les TAK, qui avait tué 46 personnes (*Hürriyet*). Le 13, le gouverneur de Diyarbakir a mis sous couvre-feu plusieurs zones près de Batman et Mardin et 4 villages près de Hasankeyf en raison d'opérations militaires, et le lendemain plusieurs autres villages. Le 14, les Forces spéciales, appuyées par des hélicoptères, ont mené des opérations contre les militants kurdes près du mont Ararat. Le 28, selon le bureau du gouverneur de Hakkari, 6 soldats ont été blessés par des roquettes visant deux bases militaires de Çukurca, Zer Tepe et Kırmızıyaya, ce qui a déclenché une opération aérienne. Les militaires s'attaquent même aux cimetières: selon plusieurs députés HDP de Bitlis, ils ont démoli au bulldozer le 22 sur l'ordre du gouverneur provincial un cimetière où étaient enterrés 267 combattants du PKK, transférant les restes à l'institut médico-légal d'Istanbul. Le 29, le HDP a accusé militaires ou policiers d'avoir détruit au moins 13 cimetières.

Au Kurdistan irakien, les frappes aériennes se sont succédé: la région d'Asos, dans la province de Sulaimaniyeh, déjà frappée fin novembre, a été prise pour cible plus d'une douzaine de fois; le 6, un avion a tiré un missile sur le camp de réfugiés de Makhmour, dans la province de Mossoul, tuant

6 gardes, sans réaction du gouvernement irakien. Le 11, l'armée de l'air turque a déclaré avoir éliminé 29 militants kurdes, et le 14 au soir, c'est le district de Soran, près de Sidakan, qui a été visé par des

frappes aériennes et des tirs d'artillerie. Le lendemain, l'armée a annoncé avoir neutralisé 5 combattants du PKK (*Anadolu*). Puis le 23, l'armée turque a annoncé une opération terrestre anti-PKK, en accord

avec Bagdad, sans donner de précisions. Le 26, d'autres frappes ont visé les les régions de Garê et Avashin, puis le soir des villages dans la région de Xakurke, contrôlée par le PKK.

---

## FRANCE:

### LE PREMIER MINISTRE DU KURDISTAN D'IRAK REÇU OFFICIELLEMENT À L'ELYSÉE

**S**amedi 2 décembre, le président français Emmanuel Macron a reçu à l'Élysée une délégation du Gouvernement régional du Kurdistan, arrivée à Paris la veille sur son invitation officielle. Il s'agissait de la première visite officielle du GRK à l'étranger depuis le référendum du 25 septembre dernier.

Le Premier ministre de la Région du Kurdistan, Nechirvan Barzani, et le Vice-premier ministre, Qubad Talabani, dirigeaient la délégation. Après les entretiens, une conférence de presse commune s'est tenue devant les drapeaux français, européen, irakien et kurde. Emmanuel Macron, rendant hommage à la lutte des pechmergas contre Daech, et jugeant positif le cessez-le-feu kurdo-irakien décrété fin octobre, a réaffirmé «l'attachement de la France à la pleine mise en œuvre des droits constitutionnels des Kurdes d'Irak». Il a également rappelé que si «la France est attachée à un Irak fort», à «une intégrité territoriale essentielle dans la région», elle l'est aussi à «un plein respect du pluralisme dans la région comme en Irak». Il a notamment demandé «le plein respect des pro-

cessus prévus par la constitution de 2005» et a réitéré son appel au lancement d'un «dialogue national [] constructif en Irak».

Si le Président français a pris position pour «la légitimité d'un contrôle fédéral des frontières extérieures», alors que le GRK défend plutôt l'idée d'un contrôle conjoint, il a aussi appelé à «des [...] transferts financiers justes dans l'esprit de la constitution pour permettre à l'ensemble des régions de vivre», pointant là les tentatives du gouvernement central pour diminuer la dotation du Kurdistan. Il a aussi appelé à «une démilitarisation progressive en particulier de la mobilisation populaire», appelant au démantèlement des milices Hashd al-Shaabi, ce qui a provoqué la colère des dirigeants chiites. Il a aussi lancé un appel au «plein respect des éléments territoriaux prévus par la constitution, en particulier l'article 140» [selon lequel les populations des territoires disputés auraient dû décider elles-mêmes de leur devenir par référendum avant 2007], appelant par ailleurs à l'unité des Kurdes pour mieux faire valoir leurs droits. Le Premier ministre du GRK a répondu que son gouvernement était prêt à des négociations

avec Bagdad «pour régler tous les problèmes», ajoutant que la France pouvait «jouer un rôle très important» dans ce processus. Le président français a indiqué qu'il ferait part à Haydar al-Abadi de son échange avec la délégation kurde et qu'il lui rendrait compte des concessions qu'était prête à faire la Région du Kurdistan pour renouer le dialogue.

Rappelons que dès le 27 septembre dernier, Emmanuel Macron avait téléphoné au premier ministre irakien pour proposer sa médiation entre Bagdad et Erbil – une proposition à l'époque sèchement repoussée par Abadi, que le Président français avait ensuite invité le 5 octobre à Paris, avant de lui téléphoner de nouveau le 28 octobre.

La délégation kurde partait ensuite pour Berlin, où elle avait été également invitée officiellement. Elle y a été reçue par la chancelière allemande Angela Merkel et son ministre des Affaires étrangères qui ont promis que l'Allemagne continuerait à former les pechmergas et à intervenir auprès de Bagdad pour une reprise de dialogue avec le GRK.

---

## KURDISTAN:

### VIOLENTES MANIFESTATIONS SUR FOND DE BLOCAGE AVEC BAGDAD

**L**es confrontations militaires kurdo-irakiennes se sont apaisées, mais la tension demeure vive par endroits, comme près de Kalar, où une milice chiite a tenté le 2 décembre de prendre 2 checkpoints tenus par les pechmergas

depuis 2003. Le 26, quand les Irakiens ont tenté de prendre le contrôle d'une route entre Jalawla et Kalar, l'affrontement n'a été évité que sur intervention du Ministre de l'intérieur irakien, Qasim al-Araji, qui a ordonné leur arrêt – il a été accusé le lendemain par Abadi

d'«interférence dans les affaires militaires». A Touz Khourmatou, les Irakiens ont riposté le 12 à des tirs de mortier en bombardant des villages kurdes, et le 19, Le Conseil de sécurité du Kurdistan s'est alarmé de mouvements irakiens à Makhmour (Sud-Ouest d'Erbil).



Bagdad a aussi poursuivi ses mesures punitives. Des voyageurs contraints par la fermeture des aéroports kurdes de transiter par Bagdad ont dû payer jusqu'à 430 US\$ de «frais administratifs». Le 13, 77 ONG ont appelé Abadi à stopper ce blocage qui empêche l'aide humanitaire aux déplacés. Alors que le 26, le ministre irakien de l'Intérieur avait promis à une délégation kurde (la première à Bagdad depuis le référendum) qu'il demanderait la réouverture des aéroports, l'interdiction, qui expirait le 29, a été prolongée de 2 mois le lendemain. Bagdad a aussi cessé depuis 3 mois tout envoi de fournitures médicales sous prétexte du «manque de sécurité des routes», et, exhumant une loi de 1998, demande maintenant aux sociétés kurdes voulant investir ou vendre des produits dans le reste de l'Irak d'obtenir d'abord une autorisation... Petite bouffée d'air, l'Iran a annoncé le 18 la réouverture des 2 postes-frontières de Haji Omran et Parwez Khan.

Le 26, le Premier ministre irakien a annoncé l'ouverture de «discussions techniques» avec Erbil sur les aéroports et les postes-frontières, réitérant son exigence qu'ils soient placés sous contrôle fédéral. Inflexible, il a rejeté le 30 une tentative de médiation du président turc qui suggérait une gestion conjointe kurdo-irakienne, ainsi que tous les appels au dialogue et au respect de la Constitution lancés tardivement par différents dirigeants étrangers qui avaient abandonné le Kurdistan en octobre: celui, après sa rencontre avec le Nechirvan Barzani le 2, du Président français, ceux du secrétaire d'Etat américain Rex Tillerson le 13, du Premier ministre néerlandais Mark Rutte le 15, du Ministre allemand des Affaires étrangères le 18 (qui a exprimé son soutien aux «droits constitutionnels du GRK et du peuple kurde au sein d'un Irak unifié»), de la Secrétaire générale adjointe de l'OTAN (qui a appelé à un «statut spécial» pour les Kurdes), des députés européens dans un

courrier daté du 20. Il a aussi ignoré les appels au dialogue venus d'Irak même, comme celui le 26 du Vice-président Iyad Allawi, qui a appelé à cesser les mesures punitives et exprimé son inquiétude à propos de Kirkouk.

En effet, la situation des «territoires disputés» maintenant contrôlés par Bagdad apparaît dramatique. A Touz Khourmatou, 17 policiers kurdes ont été arrêtés le 4 et envoyés à Tikrit pour avoir participé au référendum, après 12 de leurs collègues arrêtés le 18 octobre puis libérés. Le 12, le maire de la ville a appelé le GRK, le gouvernement irakien et les agences internationales à faciliter le retour des habitants déplacés et a appelé à la création d'une force conjointe kurdo-irakienne, accusant Bagdad d'avoir empêché le déploiement de la Garde présidentielle. Le 16, la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Irak (UNAMI), venue en ville les 7 et 13 décembre, a confirmé que des centaines de maisons kurdes ou turkmènes avaient été incendiées ou bombardées. Pourtant, affirme un responsable local de l'UPK, l'UNAMI, guidée par les *Hashd* chiites, n'a pas visité les quartiers kurdes les plus touchés: *Rûdaw* avait montré le 26 novembre des milliers de maisons pillées, brûlées, bombardées ou confisquées... Depuis, seuls les médias pro-Bagdad peuvent entrer en ville. Le 17, l'UNAMI appelait l'Irak à juger les auteurs des crimes de Khourmatou, mais le gouverneur intérimaire nommé par Bagdad, le sunnite Said al-Jabouri a qualifié la situation sécuritaire de «normale», engageant les déplacés à revenir.

Al-Jabouri, justement, a été accusé le 11 par plusieurs membres du Conseil provincial de gouverner en autocrate, tandis que la situation locale rend difficile la réunion du Conseil nécessaire à l'élection d'un nouveau gouverneur, comme le souhaiterait l'UPK. Le président du Conseil, Rebwar Talabani (Union islamique, *Yekgirtû*) et les élus du

PKD refusent toute réunion en ville. De nombreux locaux de partis kurdes ont été pillés et confisqués par les milices et forces irakiennes, et les employés kurdes subissent limogeages et pressions: le 9, trois responsables kurdes du Département de la santé ont été remplacés par des Turkmènes, le 24, plusieurs employés municipaux ont reçu des questionnaires demandant s'ils avaient participé à l'organisation du référendum d'indépendance. Le Directeur de l'agriculture pour Kirkouk s'est réfugié à Erbil et le 27, celui de Daquq a été remplacé par un turkmène... Les Kurdes en général sont réprimés: le 17, «Journée du drapeau» au Kurdistan, puis le 19, les *Hashd* ont mené de véritables raids à l'université pour appréhender des étudiants portant leur costume traditionnel, qui ont subi des heures d'insultes avant d'être libérés. La nuit suivante, des groupes armés circulant dans des véhicules militaires au drapeau irakien ont taggé des menaces de mort sur des maisons kurdes. Enfin, des villageois kurdes de la région de Dibis ont témoigné de raids dirigés par un officier du renseignement accompagné de forces de police et de centaines de membres de tribus arabes, munis d'ordres d'expulsion signés du gouverneur: on leur a donné 72 heures pour quitter leurs maisons. Informé, le ministre de l'Intérieur irakien a le 29 fait transférer et sanctionner l'officier responsable.

Dans la province voisine de Mossoul, les villageois chrétiens de la plaine de Ninive continuent à demander une protection internationale et se montrent de plus en plus alarmés par l'action de l'Iran, qui a même récemment suscité la création d'une milice chrétienne liée à l'organisation Badr, la «Brigade de Babylone»...

La colère des Kurdes a aussi été suscitée par la proclamation officielle le 9 par M. Abadi de la défaite de Daech en Irak, dans une allocution télévisée où les *pechmergas*, qui ont

subi 2.000 morts et 10.000 blessés, n'ont été ni remerciés ni même mentionnés. Le Bureau du Premier ministre a ensuite corrigé sa déclaration écrite pour inclure les peshmergas, et le 12, le porte-parole du gouvernement a attribué cette omission à une... «erreur d'impression». De plus, Daech a lancé le 19 une nouvelle attaque à Makhmour, que les peshmergas, en alerte face aux Irakiens, ont repoussée. En fin de mois, d'autres attaques djihadistes dans la province d'Al-Anbar ont même fait craindre pour Hawija...

Le bras de fer Bagdad-Erbil concerne aussi le budget du Kurdistan, qu'Abadi prétend réduire de 17% à 12,6%. De plus, le projet de loi de finances parle de «Provinces du Nord» et non de «Région du Kurdistan», pourtant reconnue constitutionnellement. Abadi a promis à plusieurs reprises de payer les salaires des fonctionnaires du GRK, annonçant le 6 avoir commencé un audit de leur liste, mais le porte-parole du GRK, Safin Dizayi, a déclaré que Bagdad n'avait même pas encore demandé les listes... Le 11, la discussion sur le budget fédéral à Bagdad avait déjà été repoussée deux fois en raison de l'opposition des députés kurdes et sunnites. Le 21, le FMI a déclaré le budget proposé insuffisant pour «couvrir les besoins du GRK» et suggéré une augmentation de 5,56 à 8,43 milliards de dollars. Le 27, Bagdad a envoyé leurs salaires de novembre aux 400 employés des 17 barrages du Kurdistan, qui fournissent une grande partie de l'eau de l'Irak, et Abadi a déclaré que les listes des ministères GRK de l'Éducation et de la Santé étaient en cours d'audit. Ces 2 ministères l'ont confirmé le 29, précisant qu'avant de les envoyer à Bagdad, ils les vérifiaient sur la base du système biométrique introduit en octobre.

Dans la seconde partie de décembre, d'importantes manifestations anti-corruption et anti-austérité ayant dégénéré en émeutes ont éclipsé les autres nouvelles, dont la demande

de Nechirvan Barzani au Parlement le 17 d'entamer la préparation des élections parlementaires et présidentielles, à tenir sous 3 mois. L'annonce du GRK le 11 d'une priorité 2018 aux salaires et aux services de base n'a pas suffi à calmer la colère de la population. Considérant que le GRK, incapable de payer les salaires comme d'entamer des négociations avec Bagdad, a perdu toute légitimité, Goran a décidé le 14 de s'en retirer. Le 16, des centaines de personnes sont descendues dans la rue à Chamchamal, protestant notamment contre les coupures d'eau et d'électricité. Le 18, des milliers de manifestants exigeant leurs salaires et la démission du GRK, lui reprochant sa corruption et son incapacité à défendre les territoires disputés, ont défilé à Souleimaniyeh et dans sa province, dans des villes de la province d'Erbil et à Kalar, Ranya, Taqtaq, Chamchamal, Koya, Rawanduz, Halabja, Said Sadiq, et Qala Dize. À Piramagroun, à 30 km au Nord-Ouest de Souleimaniyeh, ils ont incendié les sièges des 5 principaux partis kurdes; à Souleimaniyeh, les policiers ont utilisé des gaz lacrymogènes pour protéger les sièges des partis. Les manifestations ont repris le lendemain à Souleimaniyeh, Ranya, Kifri et Halabja, ainsi qu'à Koysinjaq, où la mairie et le bureau du PDK ont été incendiés. A Souleimaniyeh, la police a établi des barrages sur les axes principaux et tiré en l'air pour disperser les manifestants; à Halabja, les manifestants ont attaqué le bureau de l'UPK. L'incident le plus grave s'est déroulé à Ranya (130 km au Nord de Souleimaniyeh), où les sièges du PDK et de l'UPK ont été incendiés, et où les forces de sécurité ont ouvert le feu, faisant 5 morts et au moins 70 blessés. De source médicale, le bilan global s'établit à 12 morts et près de 200 blessés, dont de nombreux policiers. Le même jour, Shashwar Abdulwahid, l'ex-propriétaire de la chaîne de télévision *NRT*, fondateur du mouvement *New Generation*, accusé d'incitation à manifester «pour renverser le gou-

vernement», a été arrêté avec sa femme à son arrivée de Londres à l'aéroport de Souleimaniyeh. Il avait publié la veille un communiqué appelant à manifester, mais de manière pacifique, ajoutant qu'il revenait pour lui-même participer. Le soir, la Sécurité a investi le siège de la *NRT* et interrompu ses émissions. Le lendemain, Souleimaniyeh était quadrillée par la Sécurité en un dispositif impressionnant. A Ranya, les manifestants, défiant la police, ont jeté des pierres sur le siège de *Goran*. Au 26, on comptait au moins 600 arrestations depuis le 18, alors qu'Abdulwahid était remis en liberté sous caution.

Face à cette grave crise, *Goran* a retiré ses 10 ministres du GRK (dont la plupart ne siégeaient plus depuis plus d'un an), comme le Groupe islamique (*Komal*, 2 ministres), avant d'appeler sur *KNN* à la grève générale. Le 21, Barham Salih, ancien Premier ministre du GRK ayant quitté l'UPK en septembre pour lancer sa «Coalition pour la démocratie et la justice», alertant contre toute intervention irakienne dans les affaires internes du Kurdistan, a appelé à manifester pacifiquement et à un gouvernement intérimaire de «Salut national» – demande rejetée par le GRK. Le 24, à l'issue de 2 jours de réunions, l'Union islamique (*Yekgirtû*) a décidé de constituer une commission d'enquête parlementaire sur les violences et de demeurer au GRK, mais sous conditions, notamment le paiement des salaires. Le 26, le Président du Parlement, Youssef Mohammed (*Goran*), annonçait sa démission; le même jour, le ministère de la Culture du GRK prolongeait d'une semaine la suspension de la *NRT* pour maintenir le calme à Souleimaniyeh, une décision annulée par décret le lendemain par le Vice-premier ministre Qubad Talabani – sous condition que *NRT* déclare son respect des lois. Le 28, *New Generation* a reçu l'aval de la Commission électorale du Kurdistan pour participer aux élections.

## TREMBLEMENTS DE TERRE: LES KURDES D'IRAN SE SENTENT ABANDONNÉS PAR LES AUTORITÉS

**L**e Kurdistan a été de nouveau frappé par plusieurs secousses sismiques ce mois-ci: les 7 et 8 décembre, deux séismes de magnitude 4,2 et 4,1 ont frappé les régions frontalières entre la ville de Halabja au Kurdistan d'Irak et le Kurdistan d'Iran. Puis quelques jours plus tard, le 11, un autre séisme de magnitude 5,4 a frappé Halabja vers 17 h, suivi une demi-heure plus par une autre secousse de magnitude 4,9. Onze personnes ont été blessées côté irakien et il y a eu des dommages matériels. Près de 50 personnes souffrant de traumatismes psychologiques ont également été hospitalisées. Le 12, le Kurdistan iranien a été frappé par une autre secousse.

Mais ces tremblements de terre apparaissent mineurs comparés à celui du 12 novembre au matin, qui avait fait des centaines de morts et de blessés en Irak et en Iran. La population du Kurdistan d'Iran, et en particulier de la région de Kermanshah, s'est sentie abandonnée par les autorités et 15 jours après le séisme, le 30 novembre, des personnes interviewées demandaient ouvertement pourquoi celles-ci «envoyaient de l'aide au Liban, en Palestine, en Syrie, mais pas à nous?». Les critiques du gouvernement iranien se sont intensi-

fiées sur les réseaux sociaux, certains accusant celui-ci de ne pas apporter d'aide «parce que nous sommes Kurdes»... Particuliers et organisations à but non lucratif se sont mobilisés pour suppléer au manque d'action publique. Ainsi un professeur de l'Université de Téhéran, a entamé dès qu'il a appris la catastrophe une récolte de fonds par le financement participatif, parvenant à lever plus de 300.000 US\$ en moins de 2 jours. De manière significative, il n'a pas fait confiance aux organismes publics pour distribuer l'aide et a décidé de se rendre sur place lui-même pour superviser la distribution... Tout aussi significativement, ce n'est que le 9, près de 3 semaines après la secousse, que de nombreuses nouvelles victimes ont pu être identifiées et que le bilan a été revu à la hausse pour s'établir à 579 morts. Cela en dit long sur le manque de réactivité des autorités...

De plus, dans cette zone frontalière très montagneuse, les températures hivernales peuvent être très sévères. Le 11, le temps s'est brusquement aggravé, amenant d'importantes chutes de neige alors que de nombreux habitants de la région de Kermanshah victimes des secousses en étaient toujours réduits à vivre dehors près des décombres de leur maison. Ceci est venu rendre leurs conditions de vie encore plus diffi-

ciles. Le nombre élevé de morts est aussi en grande partie dû à la mauvaise qualité de construction des logements sociaux attribués à la population des zones kurdes, parmi les plus pauvres du pays. Enfin, quinze personnes désespérées de leur propre situation et du manque d'assistance des autorités se seraient suicidées dans le mois qui a suivi le séisme...

Au total, le tremblement de terre du 12 novembre apparaît comme le plus meurtrier du monde en 2017.

Côté irakien, la chaîne kurde *Rûdaw* a lancé le 15 décembre une souscription pour aider les habitants de Derbandikhan victimes du séisme de novembre à retourner dans la ville et y reconstruire leur maison. La ministre irakienne de la Santé, Adila Hamud, a exprimé le 21 son soutien à cette campagne, qui avait au 28 décembre permis de collecter, en deux semaines, 270.000 US\$ et des tonnes d'aide en nature provenant de personnes privées kurdes. A noter que l'aide envoyée par la milice chiite *Asa'ib Ahl al-Haqq* dans les villes kurdes de Darbandikhan et Sartaki Bamo, consistant en tentes et autres fournitures de première nécessité, avait été refusée le 17 novembre par Sartaki Bamo, qui a accusé le groupe d'être responsable de violations des droits de l'homme à Touz Khourmatou.

### IRAN :

## LES MANIFESTATIONS ANTI-GOUVERNEMENTALES GAGNENT UN KURDISTAN IRANIEN À L'ÉCONOMIE SINISTRÉE

**L**es nouvelles en provenance du Kurdistan d'Iran concernent toujours hélas les abus des forces de sécurité contre la population et en particulier contre les porteurs de marchandises appelés *kolbars*, que *pasdaran* (Gardiens de la révolution) et gardes-frontières, qui les considèrent comme des contrebandiers, prennent régulièrement

pour cible. Le 6 décembre, trois d'entre eux ont encore été abattus dans la province d'Ourmia, selon l'agence kurde *Hawar News*, qui rapporte aussi que dans le village de Kaiman Bahurman, 1 *kolbar* a été blessé, plusieurs autres arrêtés et leurs marchandises confisquées. A Zanzan, un autre porteur a été grièvement blessé. Près de Sardasht, des porteurs ne transportant pourtant

aucune marchandise ont été arrêtés sur le chemin du retour et battus par les gardes-frontières. Le 17, toujours près de Sardasht, les gardes-frontières ont tué par balles deux autres porteurs.

Le 19, Ali Shamkhani, secrétaire du Conseil national de sécurité iranien, en visite dans la province du Kurdistan, a déclaré que le gouver-

nement entendait développer l'économie de la province pour mettre fin au commerce des *kolbars*. C'est qu'en effet, l'état de l'économie du Kurdistan d'Iran, déjà gravement sinistrée, a encore été aggravé par la fermeture des postes-frontières avec le Kurdistan irakien suite au référendum d'indépendance du 25 septembre. Cette fermeture a contraint de nombreux commerçants kurdes d'Iran à se tourner vers la contrebande, principalement d'alcool et de cigarettes. De plus, malgré l'annonce par le ministère de l'Intérieur le 18 de la réouverture «dans les 48 heures» du poste-frontière de Parvizkhan, dans la province de Kermanshah, le 26 la frontière était selon le directeur de la Chambre de Commerce de cette ville toujours fermée, ce qui a entraîné la perte de 3 000 emplois. Côté irakien, le maire du district de Haji Omran a déclaré le même jour qu'il en était de même pour le point de passage donnant sur cette ville, et le député kurde iranien Heshmatollah Falahatpisheh a même évalué les pertes causées par la fermeture des postes-frontières à 2,5 milliards de dollars (*Financial Tribune* en ligne du 30/12, <https://financialtribune.com/articles/economy-domestic-economy/78892/mp-closure-of-iraq-border-resulted-in-25b-loss>).

Dans ce contexte socialement tendu, les forces de sécurité ont encore resserré leur contrôle et leur répression, et emprisonnements et condamnations abusives se sont succédé, visant activistes politiques, intellectuels ou même personnes du commun ayant osé manifester leur soutien au référendum d'indépendance organisé le 25 septembre de l'autre côté de la frontière. Selon l'organisation *Iran Human Rights Monitor*, elles ont le 2 décembre arrêté et emmené dans un endroit inconnu deux citoyens kurdes de Marivan, puis sévèrement battu un autre qui a subi des fractures au visage, à la tête et aux côtes. Le 3, l'activiste Mohammad Karimi a été arrêté à Bokan, et 6 autres convoqués et

interrogés par l'Agence de renseignement de Sanandaj. La police a également arrêté deux activistes politiques kurdes, Tahsin Dadras et Aram Nickpayee, dans la ville de Mariwan (WKI).

Ces abus ont aussi touché des Kurdes de la province de Khorasan. Le 5, la police a arrêté Eli Reza Spahi, un écrivain kurde populaire de la ville de Meshhed. Auteur de nombreux livres, Spahi est connu comme très critique du régime.

Le 7, le frère du prisonnier politique Afshin Hossein Panahi, Amjad Hussein Panahi, a déclaré que des agents du ministère du Renseignement avaient torturé son frère à coups de décharges électriques et lui arrachant les ongles à la prison de Sanandaj pour le forcer à avouer avoir communiqué avec des groupes politiques kurdes. Les chocs électriques ont été si violents que la tête du prisonnier a été brûlée, et il a été aussi blessé au genou et au dos. Malgré cela, on lui a refusé tout traitement médical. Le 13, une femme, Soheila Zobeiri, 46 ans, et sa fille, Safa Hassanpour, 18 ans, ont été emprisonnées à Sardasht pour avoir participé en mai 2015 à des rassemblements de protestation contre la mort à Mahabad d'une jeune femme kurde, Farinaz Khosravani, 26 ans, travaillant à l'hôtel *Tara* de Mahabad, qui s'était défenestrée du 4 étage le 4 mai 2015 pour échapper à un viol par un agent du ministère du Renseignement. Sa mort avait provoqué des manifestations massives dans tout le Kurdistan iranien. Les deux femmes ont été condamnées respectivement à 24 et 6 mois de prison pour «trouble à l'ordre public» (*NCRI Women Committee*). Le 17, 3 militants kurdes ont été condamnés respectivement à 7, 7 et 4 ans de prison pour leur activisme politique.

Par ailleurs, depuis le 25 septembre, les *pasdaran* orchestrent une campagne d'arrestations massives contre les personnes accusées d'avoir sou-

tenu le référendum d'indépendance du Kurdistan irakien (WKI). Ainsi Zamana Zewiya, étudiante à l'Université Payam Noor de Saqqez, qui avait participé à un rassemblement de soutien au référendum, accusée les 4 et 5 novembre d'«actes contre la sécurité nationale», «participation à des rassemblements illégaux» et «trouble à l'ordre public», déjà condamnée à Saqqez le 15 novembre à une peine de prison, puis libérée sous caution, a été le 12 décembre condamnée à 50 coups de fouet. Le 27, 3 autres Kurdes ont reçu la même peine pour la même raison, augmentée de 1.800.000 tomans d'amende.

Selon l'Association pour les droits de l'homme au Kurdistan d'Iran à Genève (KMMK-G), l'Iran a exécuté durant les 10 premiers mois de 2017 au moins 64 prisonniers kurdes, tué 57 *kolbars* et en a blessé 120 (mais *Rûdaw* parle de 165 *kolbars* tués et 150 blessés en 2017). Par ailleurs, 23 journalistes et activistes ont été arrêtés au Kurdistan, et 5 journalistes kurdes condamnés à 12 ans et 6 mois de prison. Par ailleurs, des actions ont été menées à l'étranger contre des cibles désignées comme les membres du parti kurde iranien *Komala* réfugiés dans un camp près de Sulaimaniyeh, au Kurdistan d'Irak, où 3 bombes ont été découvertes le 30 décembre et désamorcées. Rappelons qu'après un an, aucune conclusion n'a encore été apportée à l'enquête concernant l'attaque meurtrière contre le siège du PDKI près de Koysandjak, qui avait le 20 décembre 2016 fait 5 victimes parmi les membres de ce parti et 2 autres chez les forces de sécurité du GRK... L'Iran, soupçonné de se trouver derrière cet attentat, n'a jamais confirmé, ni nié sa participation.

Le 28 décembre, ont débuté à Mashhad, la 2<sup>e</sup> ville d'Iran, dans le Nord-Est du pays, des manifestations qui ont d'abord concerné la rapide flambée des prix des produits de base, mais ont rapidement pris un caractère politique et se sont éten-

dues dans d'autres villes, dont la capitale Téhéran et Kermanshah au Kurdistan. Face à la colère populaire, le régime a recouru à la théorie du complot, désignant des «agitateurs étrangers». Des vidéos ont montré des manifestants scandant «Laissez la Syrie tranquille, occupez-vous de nous!», en critique du coûteux soutien militaire apporté au régime syrien alors que les Iraniens sont victimes de difficultés économiques considérables. Malgré de nombreuses arrestations et les menaces des autorités, les appels à la protestation ont continué à circuler sur les médias sociaux, les manifestants reprenant des slogans contre la corruption et pour la démission du Président Rohani, pour la libération des prisonniers politiques et l'arrêt des brutalités de la police.

Le 29, les manifestations ont été massives à Kermanshah, où les slogans appelaient à la libération des prisonniers politiques. Des vidéos diffusées sur les réseaux sociaux ont montré à Kermanshah les forces de sécurité attaquant les manifestants avec des matraques et utilisant des canons à eau pour disperser la foule, ainsi que des manifestants blessés.

Le 30, de nombreuses forces de sécurité ont été déployées pour empêcher les manifestations. Un manifestant de Kermanshah a témoigné que la police avait mené de violentes attaques «avec des matraques, des coups de poing et des pierres». Le PDKI a rapporté que plusieurs manifestants avaient été tués et 4 blessés dans la province de Kermanshah après que les *pasdaran* aient ouvert le

feu sur la foule, et qu'au moins 6 autres personnes avaient été tuées au Lorestan. Les partis politiques kurdes PDKI et *Komala* ont exprimé leur soutien aux manifestations dans une déclaration conjointe, appelant les autorités à libérer les personnes arrêtées les jours précédents et caractérisant les manifestations comme «le signe d'une colère collective contre la mauvaise gouvernance, la corruption, l'injustice et la dictature qui ne laisse aucun espace pour exprimer des demandes pacifiques par des moyens pacifiques».

Malgré la violence de la répression, les manifestations se sont poursuivies le 31 pour une quatrième journée. C'est le plus important mouvement populaire dans le pays depuis le «Mouvement vert» de 2009.

## CULTURE:

### PRIX LITTÉRAIRE ALLEMAND POUR UN ÉCRIVAIN KURDE

**L**e romancier kurde Bakhtyar Ali a reçu le 10 décembre en Allemagne, à Dortmund, le prestigieux prix littéraire Nelly-Sachs, attribué par la ville tous les deux ans. Deux des romans d'Ali, *La Cité des*

*musiciens blancs*, et *Le dernier fruit de grenade au monde*, ont été traduits du kurde soranî en allemand, permettant à l'auteur de devenir le premier lauréat du prix pour des ouvrages écrits dans une autre langue. Le communiqué présentant l'attribution du

prix note que «Le fait qu'un auteur kurde ait pu recevoir ce prix alors que seulement deux de ses romans ont été traduits est à marquer d'une pierre blanche dans l'histoire du prix – mais montre aussi l'étendue du talent de l'auteur».

## PARUTIONS RÉCENTES

L'Institut kurde a récemment reçu deux ouvrages concernant la musique kurde, accompagnés de deux DVD. Il s'agit de *Şakarên Muzîka Kurdî*, en français *Les chefs-d'œuvres de la musique kurde*, véritable somme de 900 pages, et produit de plusieurs années de travail par la chercheuse Zeynep Yaş, qui retrace l'histoire des chanteurs et des chansons kurdes, au travers de 142 chansons différentes et 142 artistes, couvrant la période de 1803 à 2015 (le premier volume concerne 52 artistes de la période 1803-1930, le second 58 artistes et 1931-2015). Les chansons présentées couvrent les dialectes kurmançî, soranî et zazakî. Ces deux volumes, qu'on ne peut que recommander, ont pu



être publiés avec le soutien de la municipalité métropolitaine de Diyarbakir.

(<http://www.pirtukakurdi.com/Sakaren-Muzika-Kurdi-1.html> et <http://www.pirtukakurdi.com/Sakaren-Muzika-Kurdi-2.html>).



L'Institut a également reçu deux ouvrages récents (2017) portant sur les événements politiques au Rojava, dont, pour chacun d'entre eux, l'auteur ou les auteurs sont venus faire une présentation dans les locaux de l'Institut. Il s'agit d'une part de *La Commune du Rojava. L'alternative kurde à l'État-nation*, une co-édition Syllepse (Paris)

et Critica (Bruxelles), un ouvrage collectif dirigé par Stephen Bouquin, Mireille Court, et Chris den Hond, et de *La Révolution kurde. Le PKK et la fabrique d'une utopie*, à La Découverte, d'Olivier Grojean.

*La Commune du Rojava*, résolument engagé aux côtés du Rojava, rassemble des contributions de plus d'une vingtaine d'auteurs différents (dont Immanuel Wallerstein, Michael Löwy ou encore David Graeber) allant d'exposés plutôt théoriques à des entretiens avec des militants kurdes, et tente de replacer les développements récents au Rojava dans un contexte politique plus large, en montrant que les ceux-ci doivent concerner bien au-delà de celles et ceux qui s'intéressent aux Kurdes, comme «enjeu politique de première importance», bien au-delà du Moyen Orient. Les différents chapitres abordent entre autres le confédéralisme démocratique de Murray Bookchin, l'une des bases de la tentative de cette tentative anti-étatique, et la position des femmes au Rojava constitue le thème central de quatre des contributions. L'ouvrage, qui n'évite pas les contradictions de l'expérience en cours, se conclut par la transcription d'une table ronde consacrée à la compréhension et à la manière de soutenir ce «combat des Kurdes pour une société libérée».

*La Révolution kurde* est, en contraste, le produit de la recherche d'une seule personne, universitaire enseignant en sciences politiques. L'auteur constate d'abord que, si l'utopie du Rojava intéresse largement dans le monde

entier, l'organisation politique qui lui donne largement sa structure, le PKK, Parti des travailleurs du Kurdistan, au travers de son «organisation-sœur» kurde syrienne, le PYD, Parti de l'unité démocratique, demeure «largement méconnue». Le livre s'attache donc à retracer l'évolution de ce parti (et de sa mouvance), depuis sa fondation en Turquie dans les années 70, avec son idéologie d'origine marxiste-léniniste tirant aussi des éléments des révoltes kurdes qui l'ont précédé, son passage à la lutte armée qui débouche sur une «sale guerre» impitoyable menée contre lui par l'État turc, jusqu'à son changement de paradigme, consécutif à l'incarcération de son leader Abdullah Öcalan, vers le confédéralisme démocratique inspiré du «municipalisme libertaire» du penseur américain Murray Bookchin (dont la veuve, Janet Biehl, signait justement une intervention dans l'ouvrage précédent). Tout en posant la question de l'ambiguïté de l'expérience en cours, entre confédéralisme démocratique et léninisme maintenu de l'organisation, l'auteur conclut que cette ambiguïté lui permet justement de mobiliser largement et rend l'expérience politique en cours porteuse d'une émancipation qui pourra difficilement être remise en cause – si les circonstances géopolitiques régionales le permettent.



# Irak: Macron appelle à l'ouverture du dialogue entre Bagdad et les Kurdes

AFP, le samedi 02 décembre 2017

L'Express.fr

**E**mmanuel Macron a appelé samedi à l'ouverture "le plus rapidement possible" d'un dialogue entre les autorités irakiennes et les Kurdes d'Irak, en recevant à l'Élysée le Premier ministre de la région autonome kurde.

"La France appelle à ce qu'un dialogue national, constructif, puisse s'enclencher en Irak", a déclaré le président après s'être entretenu avec Nechervan Barzani et le vice-Premier ministre Qoubad Talabani.

M. Barzani lui a répondu, en assurant que les autorités kurdes étaient "prêtes à entamer des négociations pour régler tous les problèmes" avec Bagdad. Il a souligné que la France pouvait "jouer un rôle très important" dans ce processus.

La crise persiste entre Erbil, capitale du Kurdistan irakien, et le gouvernement irakien, deux mois après le référendum d'indépendance organisé par les autorités kurdes et auquel Bagdad s'était fermement opposé.

Depuis, M. Macron, qui a reçu le Premier ministre irakien Haider al-Abadi le 29 octobre, cherche à "faciliter le dialogue" en profitant "des bonnes relations que Paris entretient avec les différentes parties" selon l'Élysée.

"Avoir un Irak fort, réconcilié, pluraliste et qui reconnaît chacune de ses composantes est une condition de la stabilité immédiate et de moyen terme" du Moyen-Orient, a déclaré le chef de l'État français.

Pour cela, le dialogue doit "se construire" sur plusieurs "éléments" en "plein respect de la constitution de 2005". M. Macron a ainsi appelé à "une démilitarisation progressive, en particulier de la +mobilisation populaire+ qui s'est constituée ces dernières années, et que toutes les milices soient progressivement démantelées".

Les Unités paramilitaires de mobilisation populaire (Hachd al-Chaabi, en arabe) sont une force combattante créée en 2014 avec le sou-



Emmanuel Macron (D) lors d'une conférence de presse conjointe avec le Premier ministre de la région autonome kurde Nechervan Barzani (C) et son vice-Premier ministre Qoubad Talabani (G) ©Etienne LAURENT, AFP

tien de la principale figure spirituelle chiite du pays, l'ayatollah Ali Sistani. Elles chapeautent une myriade de groupes paramilitaires dominés par des milices chiites souvent décrites comme étant patronnées par l'Iran.

Ces forces ont joué un rôle déterminant dans la lutte contre le groupe Etat islamique (EI), notamment pour la reprise de Mossoul, la grande ville du nord du pays.

M. Macron a souhaité en outre que les discussions portent sur un autre sujet sensible, le budget, alors que Bagdad veut réduire les transferts financiers vers Erbil et reprendre le contrôle de champs pétrolifères qui assurent une bonne partie des revenus de la région kurde.

Pour le président français, la "nouvelle génération de dirigeants kurdes" que représentent Nechervan Barzani, neveu de l'ex-président du Kurdistan irakien Massoud Barzani, et

Qoubad Talabani, fils de l'ancien président irakien Jalal Talabani décédé en octobre, "a une responsabilité historique à jouer".

"La France se mettra à disposition des parties pour que ce dialogue national constructif puisse réussir", a ajouté M. Macron, en indiquant qu'il s'entreferait prochainement avec M. Abadi.

Nechervan Barzani a réaffirmé samedi que les Kurdes "respectaient" la décision de la cour fédérale irakienne jugeant anticonstitutionnel le référendum de septembre. Il a également assuré n'avoir "aucun problème avec le gouvernement fédéral au sujet du contrôle des frontières", Bagdad exigeant de reprendre en main celles qui sont contrôlées par les Kurdes.

Pour l'Élysée, M. Barzani "se situe dans la logique d'un cadre unifié de l'Irak", ce qui est "constructif". ■

## Irak: colère chiite après l'appel de Macron à démanteler une force paramilitaire

AFP

Bagdad, 3 décembre 2017 (AFP)

**UN APPEL** du président français Emmanuel Macron au démantèlement des forces paramilitaires irakiennes du Hachd al-Chaabi a provoqué la colère de personnalités chiites, qui ont dénoncé une "interférence" française dans les affaires de leur pays.

En 2014, face à une offensive éclair des jihadistes du groupe État Islamique (EI), qui s'était emparé du tiers du pays et menaçait l'existence du pays, plus de 60.000 Irakiens avaient répondu à l'appel à la mobilisation du chef spirituel de la communauté chiite, l'ayatollah Ali Sistani.

Ils avaient formé le Hachd al-Chaabi (Unités de mobilisation populaire), une coalition hétéroclite dominée par des milices chiites. Les plus puissantes d'entre elles sont souvent présentées comme parrainées par l'Iran.

Si le Premier ministre Haider al-Abadi n'a pas réagi à la demande française, son prédécesseur et rival Nouri al-Maliki ne s'en est pas privé.

"Emmanuel Macron s'est mêlé de manière inattendue dans les affaires intérieures irakiennes en appelant au démantèlement d'une institution légale, le Hachd al-Chaabi", a-t-il écrit sur Facebook.

Actuel vice-président de la République et chef du plus important groupe chiite au Parlement, il a ajouté: "nous voulons qu'aucun pays n'impose sa volonté au

gouvernement irakien et à la brave nation irakienne".

"Les Irakiens attendaient de la communauté internationale, et notamment de la France, qu'elle félicite les combattants qui ont donné leur vie pour leur pays et pour le monde", a pour sa part déclaré Houman Hamoudi, vice-président du Parlement, dans un communiqué.

"Sans le Hachd, Daech (acronyme arabe de l'EI) serait arrivé au cœur de Paris", a-t-il argué.

Pour un des chefs du Hachd, Ahmad al-Assadi, "toute discussion (sur le sujet, ndr) est rejetée et nous n'acceptons pas d'ingérence dans les affaires irakiennes". "Demander la dissolution de Hachd, c'est comme demander la dissolution de l'armée irakienne car le Hachd est un élément clé de la sécurité irakienne", a-t-il poursuivi.

Recevant samedi à Paris le Premier ministre de la région autonome du Kurdistan irakien, Nechervan Barzani, M. Macron avait appelé à "une démantèlement progressive, en particulier de la +mobilisation populaire+ qui s'est constituée ces dernières années, et que toutes les milices soient progressivement démantelées".

Le Parlement irakien a reconnu le Hachd en novembre 2016 comme une "institution de l'Etat" et décidé leur intégration "au sein des forces régulières".

Les Kurdes reprochent au Hachd d'avoir chassé en octobre, en soutien de l'armée irakienne, les combattants kurdes des territoires disputés, notamment de Kirkouk, et d'avoir expulsé la population kurde de la ville de Touz Khormatou. ●



## Syrie: La Russie a effectué des frappes en soutien aux milices kurdes

Moscou, 4 décembre 2017 (AFP)

**LE MINISTÈRE russe de la Défense a indiqué lundi que son aviation avait effectué des dizaines de missions de soutien aux milices, notamment kurdes, de l'est de la Syrie, affirmant que la région serait bientôt libérée des jihadistes.**

Ce communiqué a été publié au lendemain d'une déclaration des Unités de protection du peuple kurde (YPG), principale milice kurde en Syrie, en présence d'une délégation de militaires russes, selon laquelle elles achevaient leur opération contre les jihadistes du groupe Etat islamique de leur zone d'opération à l'est de l'Euphrate, remerciant non seulement la coalition internationale menée par Washington, mais aussi les "forces russes" pour leur appui.

"L'aviation russe a mené 672 sorties et a bombardé 1.450 cibles en soutien à l'offensive des milices des tribus de l'est de l'Euphrate, et des milices kurdes", a déclaré le ministère russe.

"Toutes les activités des milices armées à l'est de l'Euphrate sont coordonnées par le commandement du contingent russe en Syrie", a affirmé dans le communiqué le général Evgueni Poplavski, qui participait à la visite de dimanche

en Syrie.

Selon le général, des conseillers militaires russes sont sur le terrain avec les milices à l'est de l'Euphrate.

"La totalité du territoire syrien situé à l'est de l'Euphrate va être entièrement libérée des terroristes dans les jours à venir", a-t-il déclaré, cité dans le communiqué.

Des officiers russes aident également les chefs locaux, religieux et tribaux, à gouverner la zone, et vont contribuer à la distribution d'aide humanitaire, selon la même source.

Autrefois un des principaux fiefs de l'EI en Syrie, la province pétrolière de Deir Ezzor (est) est visée depuis l'été par deux offensives distinctes: l'une menée par les Forces démocratiques syriennes (FDS), dominées par les Kurdes et appuyées par Washington, l'autre par l'armée syrienne et soutenue par la Russie.

La zone d'opérations des FDS, dominées par les Unités de protection du peuple kurde (YPG), était située à l'est de l'Euphrate, fleuve qui coupe la province de Deir Ezzor en deux. L'armée, elle, combat toujours la poignée de jihadistes à l'ouest du fleuve. ●



3 décembre 2017

## Les Kurdes annoncent la fin des opérations anti-EI

03 décembre 2017  
<http://www.20min.ch>

La principale milice kurde a annoncé dimanche la fin de sa bataille contre le groupe Etat islamique dans la province de Deir Ezzor.

«Les YPG (...) ont libéré la partie est de Deir Ezzor des mercenaires de l'EI», a indiqué la milice kurde dans un communiqué. D'après l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), il reste encore plusieurs villages sur la rive est comme sur la rive ouest du fleuve où l'EI est encore présent.

De manière inattendue, les YPG ont remercié non seulement la coalition internationale dirigée par Washington, mais également «les forces russes». Une délégation russe menée par un général était même présente à la lecture du communiqué dans la ville de Deir Ezzor, selon l'agence kurde ANHA.



*Deux fosses communes contenant des dizaines de corps de civils et militaires syriens assassinés par l'EI ont été découvertes dans l'ouest de la province de Raqa. (Vendredi 29 décembre 2017)*

Ces remerciements sont d'autant plus surprenants que les FDS assurèrent qu'il n'y avait aucune coordination entre elles et le régime de Damas ou Moscou. Les YPG ont néanmoins soutenu dans leur communiqué que les forces russes avaient offert «un soutien aérien et logistique», signalant une «coordination sur le terrain».

**DEUX OFFENSIVES DISTINCTES**  
Autrefois un des principaux fiefs de

l'EI en Syrie, la province pétrolière de Deir Ezzor est visée depuis l'été par deux offensives distinctes: l'une menée par les Forces démocratiques syriennes (FDS), dominées par les Kurdes et appuyées par Washington, l'autre par l'armée syrienne et soutenue par la Russie.

La zone d'opérations des FDS, dominées par les Unités de protection du peuple kurde (YPG), était située à l'est de l'Euphrate, fleuve qui coupe

la province de Deir Ezzor en deux. L'armée, elle, combat toujours la poignée de djihadistes se trouvant à l'ouest du fleuve.

### «AJUSTEMENTS» DU SOUTIEN AMÉRICAIN

Avec l'effondrement du «califat» autoproclamé de l'EI en Syrie et en Irak, les Kurdes, qui ont été à la pointe de la lutte contre l'organisation djihadiste, se retrouvent dans une position vulnérable. La Maison Blanche a récemment annoncé des «ajustements» concernant «le soutien militaire apporté à (ses) partenaires au sol en Syrie».

La Turquie avait semé le doute en assurant avoir reçu des assurances de la Maison Blanche pour l'arrêt de la livraison d'armes aux combattants kurdes. Les YPG sont considérés comme un groupe «terroriste» par Ankara, qui voit d'un mauvais oeil l'autonomie acquise par cette minorité ethnique dans le nord syrien. Après Deir Ezzor, les FDS ne combattent plus l'EI que dans une poignée de villages dans la province voisine de Hassaké (nord-est). (npx/ats) ■



# La justice américaine met en cause Erdogan

## Un procès à New York incrimine le président turc dans le viol des sanctions contre l'Iran

ISTANBUL - correspondante

Témoin-clé dans un dossier judiciaire embarrassant pour le président turc Recep Tayyip Erdogan, l'homme d'affaires turco-iranien Reza Zarrab l'a mis en cause, jeudi 30 novembre, au deuxième jour de sa déposition devant un tribunal fédéral de Manhattan (New York). Ce dossier, dérangeant pour M. Erdogan et pour son entourage proche, à qui Reza Zarrab reconnaît avoir versé d'importants pots-de-vin, risque d'aggraver les tensions diplomatiques entre Ankara et Washington et d'aboutir à la pénalisation de six banques turques, menacées de tomber sous le coup de fortes amendes de la part de la justice américaine.

A l'automne, le département américain de la justice a mis plusieurs ressortissants turcs en examen, dont d'anciens membres du gouvernement, ainsi que des cadres de Halkbank, la principale banque publique turque, pour blanchiment d'argent en faveur de l'Iran et de sociétés iraniennes en échange de plusieurs milliards de dollars de pots-de-vin. Deux suspects ont été arrêtés aux Etats-Unis. Le tradeur Reza Zarrab a été interpellé par le FBI à Miami en mars 2016 et Mehmet Hakan Atilla, vice-président de Halkbank, a été arrêté à New York en mars 2017. Pour le moment, le banquier est seul sur le banc des accusés.

Reza Zarrab, lui, comparait en tant que témoin assisté, ce qui est très embarrassant pour les autorités turques, car cela signifie qu'il a décidé de coopérer pleinement avec la justice américaine. Libéré de la prison fédérale de Manhattan début novembre, il est désormais détenu dans un lieu secret, sous la protection du FBI.

Ancien courtier, jadis bien introduit auprès du gouvernement, Reza Zarrab a reconnu jeudi que M. Erdogan, alors premier ministre, avait donné des « instructions » à des banques dans le cadre d'un vaste schéma de blanchiment d'argent mis en place au

plus haut niveau de l'Etat turc afin de contourner les sanctions américaines imposées à l'Iran. Selon lui, le ministre de l'économie de l'époque, Zafer Çaglayan, lui avait confirmé que le premier ministre « avait donné son accord pour que les banques Ziraat et Vakif participent à ce travail ».

### Gaz et pétrole contre lingots

Entre 2010 et 2015, la Turquie a réalisé de multiples transactions commerciales avec la République islamique, en dépit des sanctions décrétées par les Etats-Unis. Ces transactions ont culminé en 2012, lorsque l'Iran a été écarté du système Swift de transfert international d'argent. Comme l'embargo interdisait le commerce en devises, les échanges avaient lieu sur la base de l'or. Ankara achetait du gaz et du pétrole à l'Iran contre des lingots. Ce qui explique l'envolée sans précédent des exportations turques du métal précieux vers l'Iran – passées de 53 millions de dollars (45 millions d'euros) en 2011 à 6,5 milliards en 2012 (5,5 milliards d'euros), alors que la Turquie était jusque-là un pays importateur.

Les lingots étaient ensuite convertis en dollars ou en euros lors de transactions bancaires au cours desquelles ces sommes apparaissaient comme étant le produit d'opérations humanitaires. Selon les procureurs américains, rien qu'en l'espace de dix mois, en 2012, Zarrab aurait blanchi 900 millions de dollars destinés à l'Iran par l'intermédiaire de banques turques et américaines. Le réseau a ensuite été élargi aux Emirats arabes unis et à plusieurs Etats africains, les transferts étant facilités par Halkbank.

Selon le témoignage livré par Zarrab au premier jour de sa déposition, mercredi 29 novembre, l'ancien ministre Zafer Çaglayan lui aurait proposé de devenir le principal intermédiaire pour Halkbank, « à condition de partager les profits à 50-50 ». A la tête de ce juteux commerce, Reza Zarrab, 34 ans, marié à Ebru Gündes, une reine de la variété turque, avait ses entrées au gouverne-

ment dirigé alors par Recep Tayyip Erdogan. Jouissant d'une totale liberté de manœuvre, le *golden boy* arrosait largement ses protecteurs.

Le trafic fut dévoilé en décembre 2012 lorsque des douaniers s'enhardirent à vérifier le contenu d'un Airbus 330 venu du Ghana, qui se réapprovisionnait en carburant à Istanbul avant de faire route vers les Emirats arabes unis. A l'intérieur, il y avait 1,5 tonne d'or. Immobilisé pendant trois semaines sur intervention des douanes, l'avion put bientôt s'envoler vers Dubaï. Zarrab avait utilisé son entregent. Quelques coups de fil avaient suffi à étouffer l'affaire.

En décembre 2013, nouveau scandale. Quatre ministres de M. Erdogan, dont M. Çaglayan, furent poussés à la démission après que des procureurs liés au prédicateur religieux Fethullah Gülen eurent révélé leur implication dans un vaste schéma de corruption au centre duquel figurait Reza Zarrab. Révélé par des écoutes téléphoniques, le scandale éclaboussa bientôt M. Erdogan et son fils cadet, Bilal. Criant au complot, M. Erdogan, alors premier ministre, accusa l'imam Gülen, son ancien partenaire, de chercher à le renverser.

M. Zarrab, incarcéré pendant soixante-dix jours, fut bientôt libéré tandis que les poursuites contre les ministres furent abandonnées. Les procureurs à l'origine de l'enquête prirent la fuite. Les policiers à l'origine des perquisitions furent révoqués.

Le scandale aurait pu être oublié. Mais le 19 mars 2016 Reza Zarrab est arrêté par le FBI à Miami. En réalité, cette arrestation n'avait rien de fortuit. Il s'agissait d'une question de survie pour l'homme d'affaires turco-iranien. Deux semaines plus tôt, son « patron » iranien, le milliardaire Babak Zanjani, venait d'être condamné à mort par un tribunal islamique de Téhéran pour corruption.

La décision de Zarrab de coopérer avec la justice américaine donne des cheveux blancs aux autorités turques qui s'efforcent, autant que faire se peut, de décréd-

**En 2016, Reza Zarrab est arrêté par le FBI à Miami. Pour lui, il s'agissait d'une question de survie**

débiliser le procès qui s'est ouvert à Manhattan. Tous les biens du tradeur viennent d'être saisis sur décision du parquet d'Istanbul.

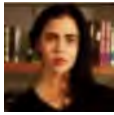
Vu d'Ankara, il s'agit d'un procès « politique » prouvant que la justice américaine a été infiltrée par le réseau du prédicateur Gülen, à qui Ankara fait porter la responsabilité du putsch manqué de juillet 2016. Est-ce vraiment un hasard ? Vendredi 1<sup>er</sup> décembre, le parquet d'Istanbul a émis un mandat d'arrêt contre Graham Fuller, un ancien responsable de la CIA qui est aussi un ardent défenseur de Fethullah Gülen aux Etats-Unis. Voilà qui promet d'envenimer davantage la relation américano-turque. ■

MARIE JÉGO



December 4th, 2017

# Iraqi Kurds still love US despite its opposition to Kurdish independence, says Kurdish leader



By Hollie McKay | Fox News  
December 4th, 2017  
<http://www.foxnews.com>

**ERBIL, Iraq** - U.S. opposition to an independence referendum by Iraqi Kurds will not break a long-standing alliance between the stateless community and the United States, the Kurdish prime minister says.

While Washington opposed the September 2017 referendum for independence, Kurdish Prime Minister Nechiravan Barzani insisted that the people of Kurdistan still see America as their No. 1 partner and have hope the U.S. will come to endorse their ongoing dream of independence.

"There was disappointment among the Kurdish people; the people of Kurdistan have had high expectations from the United States and they believe that the values the U.S. cherishes, we also cherish," Barzani told Fox News in an exclusive interview last week in his office.

"But the people of Kurdistan, they still love the United States," he said. "Kurds consider themselves a friend and partner to the United States. We want this to continue long term."

The U.S., joined by most of the international community, backed the Baghdad Central Government in opposing the referendum over fears the push toward independence would have potentially "catastrophic consequences" on the fight against ISIS and on the region as a whole, given that neighbors Iran and Turkey worry that their own significant Kurdish populations would attempt to carve out land for themselves.

Barzani noted that his people's disappointment stemmed not only from the U.S. policy to oppose their freedom quest, but what happened next.

After the Kurds refused Baghdad's insistence that the vote be canceled as unconstitutional



Kurdish Peshmerga soldier waves the Kurdish flag while manning a front line in the battle against ISIS (Fox News/Hollie McKay)



Kurdistan Regional Government Prime Minister Nechiravan Barzani (Fox News/Hollie McKay)

and an antagonizing act aimed at weakening the Iraqi government, Iraqi Prime Minister Haider al-Abadi ordered the army to retake "disputed territories" -- which the Kurdish Peshmerga had been guarding since the ISIS invasion. Iran-backed fighters known as the Popular Mobilization Units assisted the effort.

Most notably, violent tensions arose around the strategic oil-rich city of Kirkuk. Several casualties were reported on both the Peshmerga and Iraqi sides as a result of the Oct. 16 clashes, which ended when the Peshmerga withdrew.

"Over 1,846 Peshmerga soldiers have sacrificed their lives and more than 10,000 were wounded fighting ISIS," Barzani said. "ISIS was a threat not only to Kurdistan, but to Europe, the U.S., to humanity. Therefore, the Kurdish people were expecting that when a threat comes in, the U.S. would stand by them. They were not expecting that American tanks given to the Iraq government would be used against them by the Popular Mobilization Units."

Iraqi officials have denied that the Iranian-backed forces have possession over any U.S.-issued tanks or weaponry or that they were used against the Kurds.

Barzani also contended that it was never his government's intention to "control" or grab Kirkuk or the disputed territories from the Iraqi government. He said the Peshmerga forces went there in 2014 as the ISIS threat loomed at the behest of Abadi's predecessor, Nouri al-Malaki.

"The fact is neither Baghdad nor Erbil had full control over these areas," Barzani said, stressing that the issues should have been "addressed in accordance with the constitution" and not by military pressure.

The prime minister said Iraq's military action in response to the referendum, which included shutting down the region's two international airports, was never anticipated.

"What we saw was a very peaceful experience of people to express their right to self-determination by putting their finger in the ink and voting, while the reaction from Baghdad was to use force," Barzani said. "We have made it clear we want to address all these issues through dialogue with Baghdad, but they have not yet shown their readiness for this."

Barzani - who is currently at the helm of the autonomous region after his uncle Masoud Barzani stepped down as president in the weeks after the referendum - welcomed a deeper involvement by the U.S. to resolve the issue, but maintained that they have no regrets about holding the referendum.

"I don't believe anyone here, any political party, thinks they made a mistake or they did something wrong. What we have seen was a democratic process," he said. "It was an expression of will, not less, not more."

The long-awaited Sept. 25 vote - of which more than 92 percent of some 8 million Iraqi Kurds voted "yes" to part ways with the Baghdad government - was non-binding in that unilateral succession would not immediately take place. Iraqi Kurds hoped it would prompt negotiations for eventual separation.

While it remains to be seen when and how Kurdish aspirations for an independent state will now move forward - some analysts suggest it is in tatters and U.S. officials have doubled down on the long-held policy to "support a federal, prosperous, unified and democratic Iraq" - Barzani said they remain committed to the process and are still hopeful for American backing.

"We have to look at Iraq very realistically," he said. "For those who talk about a strong, centralized Iraq we have seen that doesn't work. The most important point for Iraq and what the international community wants to see in Iraq is stability, which means we should find a model that all communities in Iraq can agree upon and can be sustained."

He added, "Our position after the referendum is to address our problems with Baghdad on the basis of the constitution. But our right to self-determination will remain as it is. This is a new era and we hope the American people will come to support our cause."

Hollie McKay has been a FoxNews.com staff reporter since 2007. She has reported extensively from the Middle East on the rise and fall of terrorist groups such as ISIS in Iraq. Follow her on twitter at @holliesmckay ●

# Israel, Iran duel on Syrian soil

The growing presence of Iran in Syria, combined with attacks against a missile plant and a base for Iranian forces, indicate that Israel and Iran are practically already at war.



Ben Caspit  
December 4, 2017  
www.al-monitor.com

On Nov. 15, Israeli Defense Minister Avigdor Liberman tweeted: "I just completed a two-day visit along the northern front. We will not allow Shiite Iran to establish itself in Syria, and we will not allow it to transform Syria into an advance position against Israel. Anyone who doesn't understand this, should."

On the night between Dec. 1 and 2, unidentified aircraft bombed a military base about 14 kilometers (9 miles) southwest of Damascus while it was undergoing renovations. On Nov. 11, just four days before Liberman's tweet, the BBC released satellite images as evidence of the extensive construction and renovations underway at the base that was later bombed. According to the British news service, the base was planned to house troops and weaponry. Western intelligence sources added that these would be fighters from the Shiite militias inspired by Iran, who have operated in Syria over the last few years during the civil war there. In other words, this would be the first time that the long arm of Iran was about to hunker down in a permanent military base on the outskirts of Damascus, within mortar range of the Israeli border on the Golan Heights.

According to foreign news sources, this was the second time that Israel launched such an attack, intended to prove that the red lines it laid out over the past few months are still very much in force. Furthermore, it plans to stand behind these red lines and use military force whenever they are crossed. The previous attack occurred on Sept. 7, when air-to-surface missiles were fired at a factory that installed "kits" on missiles to enhance their precision. Israel has declared Iran's "precision project" in Syria and Lebanon to be another clear red line and a casus belli, which it would not let pass in silence.

While Israel did not take responsibility for this week's attack on the base, the Arab media in general and the Syrian media in particular say there is no doubt that the Israeli air force was behind it.

In other words, an attack on a military facility being built by the Iranians for the Shiite militias, which operates under Iran's command, is being attributed to Israel. What this really means is that Israel and Iran are already at war, even if it is only on a low flame and at low intensity. It is not a direct war yet. It is being fought by Iran's various proxies in the region. Nevertheless, the fact that it is being fought at all cannot be denied. It is being waged steadily, in the air, at sea and on the ground. The two parties are sizing each other up as much as possible. They are stretching their intelligence capacities to the maximum and trying to maneuver according to the obscure rules of the game, which are being set while the game is being played. Each party is trying to deter the other, while in the same breath to prevent the situation from deteriorating into an all-out war. It sure is complicated.

There can be one clear conclusion from the activities attributed to Israel over the past few months: Israel's warnings were serious. It has decided to use force to prevent any crossing of the red lines that it set. It attacked when it discovered a manufacturing facility for precision rockets and missiles, and it attacked when it learned that a base for Shiite militias was being built near Damascus. It did not take responsibility for these attacks, but no one has any illusions about the identity of the jets that conducted the assault.

Al-Monitor has learned that in recent meetings that Prime Minister Benjamin Netanyahu and Liberman held with their Russian counterparts, Israel announced unequivocally that it is reserving the right to act at its discretion and that it plans to launch attacks to ensure that its security interests do not suffer. Israel also insinuated that it would prefer if the Russians themselves took steps to enforce the status quo, while the Iranians at bay and help prevent Hezbollah's missiles and rockets from attaining greater precision. If you don't do it, said the Israelis, we will have to do it ourselves.



An Israeli F-15 fighter jet takes off during a joint international aerial training exercise hosted by Israel and dubbed "Blue Flag 2017" at Ovdal military air base, Israel, Nov. 8, 2017. REUTERS

Some recalled a similar threat made by Israel in response to the Iranian nuclear project. Then, too, Israel terrified the West with its threats of an attack on Iran's nuclear infrastructure. These threats actually expedited the imposition of sanctions on Tehran significantly. Back then, however, between 2009 and 2014, Israel blinked first. It hesitated and eventually decided that it would not attack. In 2017, it blinks less. Today, Israel is far more determined, even if the current attacks are far less demanding.

Could these attacks deteriorate into an all-out war? The answer is yes, although there are still enough forces on the ground to rein things in and enough conflicting interests to contain the new situation and prevent it from deteriorating into war, even if local skirmishes continue to break out here and there. Israel must take into account that the Syrian-Iranian ability to absorb its blows has limits, too. Another working assumption is that if these attacks continue, Syria could, sometime in the future, develop its own policy of reciprocity, which extends beyond the sporadic firing of anti-aircraft missiles, which don't actually hit anything, just as Syria has been doing until now. The Syrians could, for instance, fire a single missile at the Israel Defense Forces' (IDF) command post in the Northern Command or at the Golan Heights. This would not be a comprehensive war, but it could initiate a series of actions and reactions that could deteriorate quickly. Things like that have happened before in this part of the world.

According to Israeli intelligence, there are now some 9,000 Shiite militia fighters in Syria under Iranian command. These need to be housed in permanent bases as long as they are in the region to assist Syrian President Bashar al-Assad re-establish his regime and extend his control over the shattered country. While 9,000 militia fighters do not pose any threat whatsoever to the IDF, the problem is not in numbers. "It's actually a matter of principle," one senior Israeli security source told Al-Monitor on condition of anonymity. "Once there is a presence, it can strike roots and eventually be expanded. We have reached the decision that Syria must not become an advance position in Iran's conflict with Israel. We will do whatever it takes to show how serious we are about this."

As of now, this war is being waged by proxies, on a low flame and at low intensity. It is, essentially, a war of nerves. Israel hopes that the Iranians get the message and initiate, of their own volition, the withdrawal from Syrian territory of all forces identified with them. Israel also hopes that the Russians realize that by continuing to turn a blind eye to Iranian activities, they could put their own interests in the region at risk.

**What this really means is that Israel and Iran are already at war, even if it is only on a low flame and at low intensity. It is not a direct war yet. It is being fought by Iran's various proxies in the region.**

But what Israel really hopes is that once the US administration determines its positions in the region, it will reconsider its own withdrawal from the Middle East in general and Syria in particular. "The last word and the final decision on the matter has yet to be made," a senior Israeli diplomat told Al-Monitor this weekend on the condition of anonymity. "The Americans will not abandon this region. They are aware of how important it is to the Middle East as a whole and to their aspiration of renewing negotiations between Israel and the Palestinians."

So now, everybody is waiting for President Donald Trump while the faltering duel between Iranian measures and Israeli responses continues to fester beneath the surface. ♦

Ben Caspit is a columnist for Al-Monitor's Israel Pulse. He is also a senior columnist and political analyst for Israeli newspapers and has a daily radio show and regular TV shows on politics and Israel. On Twitter: @BenCaspi

# Le dictionnaire kurde - français présenté

le 06/12/2017

<https://www.lanouvellerepublique.fr>

De Tours, l'association France-Kurdistan suit les périples de ce peuple de 40 millions de personnes réparties entre Irak, Iran, Syrie et Turquie.

A défaut d'un État, les Kurdes ont une langue, accessible aux francophones grâce au dictionnaire supervisé par Kendal Nezan, cofondateur et président de l'Institut kurde de Paris.

Ce physicien de métier est venu présenter samedi un dictionnaire, fruit de trente ans de recherches, à l'association.

Le même jour, Emmanuel Macron recevait Nechivran Barzani et Qubad Talabani, Premier ministre et vice-premier ministre du Gouvernement régional du Kurdistan. « Dans les années 30 et 40, mon prédécesseur avait commencé ce travail et collecté, avant sa mort, environ 25.000 mots. Notre équipe a poursuivi son œuvre, avec des chercheurs, dans tous les registres de la langue, y compris rural, en recueillant des mots de bergers, d'artisans, ou une approche plus littéraire, dans les contes, les proverbes, explique Kendal Nezan. Maintenant, nous disposons de 70.000 mots, voire 85.000

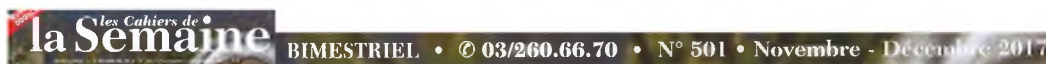


Kendal Nezan présente le dictionnaire kurde - français et reçoit de Josette Blanchet un livre sur Tours. © Photo NR

avec les doublons. Il s'agit d'une langue indo-européenne. »

Interrogé sur l'avenir du Kurdistan, il se dit optimiste : « La Grèce a vécu quatre siècles occupée par l'empire Ottoman. Il faut être patient, nous comptons le temps en siècles. Les Kurdes sont nombreux. Engagés contre Daesh, ils défendent des valeurs universelles, de tolérance, de droit des femmes. »

L'association a remis un dictionnaire à la bibliothèque municipale, un au maire de Château-Renault, Michel Cosnier, qui prévoit en mars une semaine sur le Kurdistan. ●



LECTURES par Luc BEYER de RYKE

## Dictionnaire Kurde-Français Un socle pour la langue kurde

L'ouvrage dont Kendal Nezan est l'inspirateur et le maître d'œuvre n'a pas figuré dans la compétition annuelle des prix littéraires. Il ne brigait ni le Goncourt ni le Femina. Il y a en outre peu de chances qu'hormis des spécialistes, il s'arrache dans les librairies. Malgré cela l'œuvre fait figure d'événement. Elle est magistrale et marque un moment dans l'Histoire.

Kendal Nezan est président de l'Institut kurde à Paris. C'est un des hommes les mieux informés des tragédies qui déchirent la région. Il est souvent consulté par les présidents de la République. Très proche de François Mitterrand, entièrement dévoué à la cause kurde, il a été il y a peu reçu par Emmanuel Macron et son épouse Brigitte auprès desquels, m'a-t-il confié, il a trouvé "une écoute attentive."

L'œuvre qui vient de paraître est un dictionnaire Kurde-Français<sup>(1)</sup>. Parallèlement à son rôle politique Kendal Nezan y a consacré trente ans de sa vie. Plus de cent quarante collaborateurs l'ont entouré, accompagné.

Pourquoi peut-on parler d'un moment d'Histoire ? Parce que désormais une langue orale est fixée dans l'écrit.

Certes, des ébauches ont été entreprises au 19<sup>ème</sup> siècle mais ici on aboutit à un parachèvement.

Le grand linguiste Alain Rey, dans la préface où il honore



cette œuvre, souligne "l'étape majeure" qu'elle représente pour "la description d'une langue malmenée par l'Histoire".

L'entreprise était immense et ardue. Les chasse-trapes nombreuses. Il fallait répertorier les dialectes dont les principaux sont le kurmandji, le sorani et le zazaki. Prendre en compte qu'il existe une trentaine d'appellations pour déterminer les degrés de parenté. Analyser et traduire avec finesse l'apport des alluvions de l'Histoire et celles des siècles. Elles sont nombreuses et empruntent à l'Arabe, au Turc, au Persan et même à l'Italien et au Français.

Que ce dictionnaire paraisse au moment où les Kurdes d'Irak se sont prononcés sur leur destin à travers un référendum revendiquant leur indépendance, n'est qu'une coïncidence. Soit dit en passant, destin dont par ailleurs leurs voisins ne veulent pas entendre parler.

Mais il est des coïncidences qui se confondent avec le destin. Kendal Nezan est un de ses artisans.

(1) Institut Kurde et Riveneuve Editions – 1995 pages – 60 €

# Turquie: appel pour la liberté des universitaires

**Les premiers procès de 150 enseignants et chercheurs, accusés de propagande par le gouvernement Erdogan, ont commencé mardi.**

Ces collègues hommes et femmes, de toutes disciplines et de toutes générations, sont poursuivis pour les mêmes motifs : leur adhésion à la pétition des «Universitaires pour la paix», s'alarmant du sort des populations civiles kurdes prises en otages par la guerre entre le PKK et les forces de sécurité de l'Etat, signée par 1128 d'entre eux dès le 11 janvier 2016 (et par plus de 1000 universitaires encore la semaine suivante). Très vite, le pouvoir en la personne même du président de la République, Recep Tayyip Erdogan, cible les signataires accusés d'être de «pseudo-intellectuels», une «foule informée», des «traîtres à la nation», des «forces occultes» qui se permettent de critiquer l'Etat turc et qui sont donc «des terroristes». Le mot est lancé, les articles du code pénal sont là pour engager des poursuites contre les signataires, victimes en parallèle de mesures de rétorsion administrative, licenciements de leur université, mises à l'écart définitives de l'enseignement conduisant certains au suicide (Mehmet Fatih Tras) et aux grèves de la faim (Semih Ozakça et Nuriye Gülmen). La répression consécutive à la tentative de coup d'Etat du 15 juillet 2016 qui s'abat bien au-delà des responsables directs vise particulièrement les universitaires coupables de vouloir maintenir la liberté de pensée, de recherche et d'enseignement indispensable à une vie démocratique et à laquelle, en Turquie particulièrement, nombreux ont été celles et ceux à sacrifier leur carrière et même leur vie.



Manifestation contre l'arrestation de journalistes et de chercheurs, le 21 juin 2016, à Istanbul.

## Parmi les signataires :

**Michel Agier** anthropologue (EHESS) **Tuna Altinel** mathématicien (université Lyon-I) **Stéphane Audoin-Rouzeau** historien (EHESS) **Igor Babou** sémioticien (université Paris-Diderot) **Annette Becker** historienne (université de Paris-Nanterre) **Alain Blum** démographe (EHESS) **Luc Boltanski** sociologue (EHESS) **Patrick Boucheron** historien (Collège de France) **Olivier Bouquet** historien (université Paris-Diderot) **Hamit Bozarslan** historien (EHESS) **Edouard Brézin** physicien (ENS) **Michel Broué** mathématicien (université de Paris-Diderot) **André Burguière** historien (EHESS, LDH) **Alain Caillé** sociologue (université Paris-Nanterre) **Claude Calame** historien (EHESS) **Pierre Cartier** mathématicien (université Paris-Diderot, IHES) **Christophe Charle** historien (université Paris-I-Panthéon-Sorbonne) **Yves Déloye** politiste (Sciences-Po Bordeaux) **Sophie Desrosiers** anthropologue (EHESS) **Vincent Duclert** historien (EHESS, Sciences-Po) **Selim Eskitzmiriler** neuroscientiste (université Paris-Diderot) **Eric Fassin** sociologue (université Paris-VIII) **Kristian Feigelson** sociologue (université Sorbonne nouvelle) **Bastien François** constitutionnaliste (université Paris-I-Panthéon-Sorbonne) ; **Diana Gonzalez** sociologue (Sciences-Po) **Ahmet Insel** économiste (université de Paris-I-Panthéon-Sorbonne) **Raymond Kévorkian** historien (université Paris-VIII) **Christiane Klapisch** historienne (EHESS) **Pascal Laborier** politiste (université Paris-Nanterre) **Rose-Marie Lagrave** sociologue (EHESS) **Nicole Lapierre** sociologue (CNRS-EHESS) **Frédéric Le Blay** littéraire (université de Nantes) **Emmanuelle Loyer** historienne (Sciences-Po) **Catherine Mayeur-Jaouen** historienne (université Paris-Sorbonne) **Pierre-Michel Menger** sociologue (EHESS, Collège de France) **Edgar Morin** sociologue (CNRS Paris) **Claire Mouradian** historienne (CNRS) **Véronique Nahoum-Grappe** sociologue (EHESS) **Thomas Piketty** économiste (EHESS) **Emmanuel Terray** anthropologue (EHESS) **Irene Théry** sociologue (EHESS) **Stéphane Tirard** historien des sciences (université de Nantes) **Lucette Valensi** historienne (EHESS) **Sophie Wauquier** linguiste (université Paris-VIII)...

Aujourd'hui, les «Universitaires pour la paix», qui n'ont fait qu'exercer leur métier et les valeurs qui s'y attachent, sont traduits en justice dans des procès séparés pour déjouer la solidarité des signataires et intimider la société déjà assommée par la politique répressive du régime d'Erdogan. Ces universitaires sont accusés de propagande en faveur du PKK, considéré comme une organisation terroriste, et d'atteinte à l'image de la Turquie à l'étranger : un crime passible de sept années et demie d'emprisonnement. Les soussignés, chercheurs et enseignants des établissements français de l'enseignement supérieur et de la recherche, entendent dénoncer la caricature de justice mise en œuvre par le régime d'Erdogan. Après la mise au pas de la presse qui a jeté en prison 160 journalistes et près de 500 avocats, phénomène unique parmi les grands pays se réclamant aujourd'hui de l'Etat de droit et de la démocratie parlementaire, après la répression implacable contre le parti d'opposition HDP, dont les principaux dirigeants et cadres sont détenus, après l'arrestation de figures éminentes de la société civile engagées pour la paix, dont Osman Kavala, les soussignés condamnent les violations multiples des libertés universitaires en Turquie qui visent à briser toute autonomie intellectuelle chez celles et ceux qui contribuent au savoir et à la capacité de jugement de la société. Les universitaires français sont nombreux à manifester leur vigilance sur la question de la liberté de pensée, de recherche et d'enseignement depuis le tournant liberticide de la Turquie que plusieurs des signataires avaient dénoncé dès 2011. Ils saluent par cet appel le courage de leurs collègues de Turquie qui sont aujourd'hui, dans leur résistance aux violences d'un pouvoir oppressif, l'honneur de notre métier et l'honneur de la Turquie. ◀

L'appel est aussi publié sur le site du Groupe international de travail (GIT) «Liberté de recherche et d'enseignement en Turquie» et sur le site de Solidarité avec les Universitaires pour la paix et défense des droits humains en Turquie.



# Erdogan 'open to working with Assad' against Syrian-Kurds

**Analysis: Continued US support for Kurds on the other side of the Turkish border will likely push Ankara to deal with Damascus, writes Paul Iddon.**

Paul Iddon / 6 December, 2017  
<https://www.alaraby.co.uk>

"The door of politics is always open until the last moment," Turkish President Recep Tayyip Erdogan recently said, regarding the possibility of ad-hoc coordination between Ankara and Damascus.

While such cooperation with the regime of Syrian President Bashar al-Assad against the Syrian Kurdish People's Protection Units (YPG) may not actually materialise, Erdogan clarified there was "no such situation at the moment".

There are, instead, plenty of diverging interests between the Turkish president and his former arch-enemy when it comes to this Syrian Kurdish group.

The Turkish president has for years expressed frustration with the US for supporting the YPG - through the YPG-led Arab-Kurdish Syrian Democratic Forces (SDF) coalition - against the Islamic State group, invariably arguing the YPG was no different than the Kurdistan Workers' Party (PKK), which has been proscribed by Turkey.

One "terrorist" group cannot feasibly be used against another, argues Ankara.

While the Trump administration recently promised Washington would no longer arm the YPG, the Kurdish group is still receiving equipment from Washington and the Americans appear set to retain their military forces in Kurdish-held areas of Syria for the foreseeable future.

For years Erdogan called for the ousting of Assad. The growing autonomy of Kurdish-held areas on northern Syria, however, has in recent years eclipsed his opposition to the regime in Damascus. Erdogan has essentially discarded his prior determination to depose Assad, after the Russian military intervention essentially decimated the opposition along with any realistic chance of regime change.

**When the US intervened in Syria against IS... Ankara was furious, arguing that US forces should also have put Assad in their**



Turkey sees Syrian Kurds as a cross-border threat [Getty]

When the US intervened in Syria against IS, in September 2014, and, shortly thereafter, began supporting the YPG against IS, Ankara was furious, arguing that US forces should also have put Assad in their cross-hairs. That never happened.

Turkish efforts to get the US to assemble a new fighting force of Syrians to combat IS (the so-called "train and equip" programme) and later sideline the SDF/YPG in the Raqqa operation, in favour of an American-Turkish military attack, failed - as the US threw its lot in with the Kurdish-led group to defeat IS.

Since the summer Turkey has been preparing to attack the YPG in its isolated northwestern Afrin canton. It struck an agreement with the Tahrir al-Sham (HTS) group in Idlib province to send in forces to further encircle and cut off that territory. As the war against IS winds down, Erdogan will likely review other options to put pressure on the YPG elsewhere.

**If the US decides to stay in Syria in order to build up the Kurds, both Turkey and Assad will be driven closer together**

Now that he has discontinued efforts to support Assad's remaining opponents and struck a rapprochement with Russia - following the tense fallout from the November 2015 Turkish downing of a Russian Su-24 bomber plane on its border with Syria - ad-hoc coordination with Assad against the YPG makes a lot of sense from Ankara's perspective.

"Turkey has largely stopped arming the Syria rebel factions and has moved away from its early position that Assad must go," Professor Joshua Landis told The New Arab.

"Erdogan has brought Turkey into Russia's orbit in order to counter the US decision to help Syria's Kurds train, arm and finance its YPG forces," he added. "In order to limit the growth of Kurdish power in Syria, Turkey will have to cooperate with Assad and Russia."

In the same Hurriyet interview in which Erdogan left the possibility of working with Assad against the YPG open, he also complained that the US was providing the YPG "not only with arms but also with personnel", in reference to the American troops that have helped the SDF/YPG against IS.

Not only is this not the first time he has complained about this troop presence in Syria but it's not even the first time in recent weeks. After US President Donald Trump and his Russian counterpart Vladimir Putin agreed there was no military solution to the Syrian conflict, Erdogan lambasted them.

"If a military solution is out of the question, then those who say this should pull their troops out... and steps for a political solution should be



Turkey is concerned about the growing autonomy of the three Kurdish-controlled cantons in northern Syria

taken," he declared.

Assad is content with retaining a Russian military force in Syria - Moscow has a deal with Damascus to keep its naval depot and airbase in Latakia for another 49 years - but opposes the American and Turkish troop presence in his country. Nevertheless, both Assad and Erdogan are uncomfortable with the US troop presence in Syria and Washington's continued support to the SDF/YPG.

"If the US decides to stay in Syria in order to build up the Kurds, both Turkey and Assad will be driven closer together in order to drive out America and limit the damage that Kurdish autonomy will do to both their countries," Landis anticipated. "The Kurds now control Lake Assad, most of Syria's major producing oil and gas fields, and much of its best agricultural lands."

In September, the US-backed SDF made a major push into Deir az-Zour to seize many of these oilfields, including Syria's biggest, from IS.

The SDF even told Damascus - which was simultaneously advancing with Russian support into the same province - not to cross over to the east bank of the Euphrates river.

The SDF/YPG plan to administer the oil-rich swathes of the province they've seized from IS with their Deir az-Zour Military Council, something opposed by both Ankara and Damascus.

"Assad and Turkey are likely to play a long game against the US, figuring that Washington will not want to be embroiled in an expensive and open-ended nation-building project in northeast Syria," Landis concluded. ●

*Paul Iddon is a freelance journalist based in Erbil, Iraqi Kurdistan, who writes about Middle East affairs.*

**TheNational** DECEMBER 13, 2017

## US national security adviser: Qatar and Turkey are new sponsors of radical ideology

### General HR McMaster attributed the rise of the Justice and Development party in Ankara to Turkey's growing problems with the West

Joyce Karam December 13, 2017  
<https://www.thenational.ae>

US national security adviser HR McMaster condemned Qatar and Turkey for taking on a "new role" as the main sponsors and sources of funding for extremist Islamist ideology that targets western interests.

"Radical Islamist ideology is a grave threat to all civilised people," Gen McMaster said.

The US national security adviser said this threat has been identified "myopically" in the past.

"We didn't pay enough attention to how it's [radical Islamist ideology] being advanced through charities, madrassas and other social organisations."

While Gen McMaster made reference to Saudi Arabia's support for some of these organisations decades ago, he singled out Qatar and Turkey as main supporters at present. "[It] is now done more by Qatar, and by Turkey," he said.

He claimed Turkey's growing problems with the West were largely a result of the rise of the Justice and Development Party, to which president Recep Tayyip Erdogan belongs.

In a rare public policy appearance with his British counterpart Mark Sedwill at an event hosted by the Policy Exchange think tank in Washington, Gen McMaster revealed that US president Donald Trump will roll out his latest national security strategy on Monday.

Four "vital national interests" would be prioritised. These are protecting the homeland and American people, advancing American prospe-



*General HR McMaster, pictured with US President Donald Trump, criticised Qatar's and Turkey's "new role" in sponsoring and funding extremist ideology. Susan Walsh/AP Photo*

...rity, preserving peace through strength, and advancing American influence.

Appointed to lead the National Security Council in February, Gen McMaster said the approach would contest three big threats to US interests globally. Two of these have had a major impact on the Middle East.

China and Russia are viewed by the White House "as revisionist powers" encroaching on US allies and undermining the international order. Another tier of danger was described as rogue regimes, such as Iran and North Korea, which "support terror and are seeking weapons of mass destruction".

The third threat came from extremist Islamist organisations.

Gen McMaster struck a hawkish tone on Russia. He said: "We are facing a threat from Russia that involves also so-called new generation warfare."

"These are very sophisticated campaigns of subversion and disinformation, and propaganda, using cybertools operating across multiple domains that attempt to divide our communities

within our nations."

Gen McMaster called himself a "big fan" of the review conducted by former British diplomat Sir John Jenkins in 2015 about the topic. The review - which the UK government did not make public - is believed to warn of the threat of political Islam.

He added that the Trump administration is committed to countering extremist ideologies and funding and referred to the centre established during the US president's visit to Saudi Arabia. It is a "big problem when Islamist radical ideology bridges into political Islam," he said.

While stressing that not all the Muslim Brotherhood branches were alike, he urged to build opposition groups that respect individual freedoms, and in order to avoid another "Morsi model" in reference to former Egyptian president overthrown in 2013. Gen McMaster said that the Brotherhood operated clandestinely and monopolised opposition after the street upheavals and fall of Hosni Mubarak in 2011.

The other model that Gen McMaster identified with the Brotherhood is Turkey's AKP. "By operating through civil society, they consolidate power through one party, sadly it is a problem contributing to Turkey's drift from the West" he said.

On Iran, Gen McMaster described the government in Tehran as a "rogue regime also and a revisionist regional power" and said "We need to counter destabilising activity especially in Syria" as well as blocking support for its proxies and its paths to nuclear weapons. He also advocated looking for sanctions outside the nuclear deal, and abandoning the Barack Obama approach that made the deal itself a focal point of the strategy toward Iran.

Gen McMaster ended the conversation abruptly by saying "I have a phone call I absolutely have to take" but only after emphasising that US is not seeking regime change in North Korea.

"That's not our policy. What we are emphasising is the de-nuclearisation of the peninsula," he said. ●

LE FIGARO 8 décembre 2017

# Très attendu en Grèce, Erdogan joue les provocateurs

Le chef d'État turc, le premier reçu depuis 65 ans, a remis en cause les frontières.

**DELPHINE MINOUI** @DelphineMinoui  
CORRESPONDANTE À ISTANBUL

**EUROPE** Le voyage grec de Recep Tayyip Erdogan avait été annoncé comme une visite historique, la première d'un chef d'État turc en 65 ans. Elle devait marquer un tournant positif dans les relations houleuses entre Ankara et son voisin européen. Mais, dès son arrivée, le président turc n'a pas manqué d'évoquer des questions qui blessent. Lors d'un échange direct avec son homologue grec, Prokopis Pavlopoulos, il a notamment critiqué le traité de Lausanne de 1923, qui définit le partage territorial entre les deux pays. Il a également dénoncé la « discrimination » religieuse et économique des musulmans (qu'il appelle « turcs ») de Thraces. Ces derniers, a-t-il précisé, ne peuvent pas avoir de mufti et gagnent moins bien leur vie que le Grec moyen.

Il y a moins d'une semaine, le gouvernement Tsipras avait fait adopter un projet de loi rendant l'application de la charia facultative pour les quelque 120 000 à 150 000 musulmans turcophones de Grèce. L'initiative, qui visait vraisemblablement à desserrer l'emprise d'Ankara sur cette minorité, a évidemment froissé l'autorité concernée. Dans une interview diffusée à la veille de cette visite d'envergure par la chaîne de télévision grecque Skai, Erdogan avait déjà joué la carte de la

provocation, en critiquant ouvertement le découpage territorial hérité du traité de Lausanne de 1923. Pour lui, ledit traité doit être « révisé ». « L'interview d'aujourd'hui avec Recep Tayyip soulève de sérieuses préoccupations et questions », avait aussitôt réagi, via un communiqué, le porte-parole du gouvernement grec, Dimitris Tzanakopoulos.

## L'épineuse question chypriote

Après plusieurs décennies de rapports tendus, qui ont même failli dégénérer en affrontements en 1996, les deux pays ont entamé un dégel, initié en 1999 par l'aide d'Athènes à la Turquie à la suite d'un séisme ayant dévasté Istanbul. Cette détente a favorisé un renforcement des échanges commerciaux qui s'illustre par l'ampleur de la délégation qui accompagne cette visite officielle : pour ses deux jours de déplacement, Erdogan est arrivé avec une centaine de ministres et d'hommes d'affaires.

Outre leurs liens économiques, Athènes et Ankara partagent des préoccupations communes. Les deux pays sont notamment en première ligne dans la crise migratoire qu'affronte l'Europe. Une question fondamentale aux yeux des dirigeants de l'UE, qui comptent sur les efforts d'Ankara pour continuer de contenir le départ de migrants et réfugiés vers les îles égéennes grecques. Cette coopération, engagée l'an passé dans le cadre d'un accord conclu en mars 2016 entre



Le premier ministre grec, Alexis Tsipras, et le président turc, Recep Tayyip Erdogan, jeudi à Athènes. ALKIS KONSTANTINIDIS/REUTERS

l'UE et Ankara, a permis de réduire considérablement le flux migratoire vers le continent européen.

Sur un autre volet, celui de la sécurité, les autorités grecques ont arrêté, fin novembre, neuf personnes soupçonnées d'appartenir à un groupe d'extrême gauche, le DHKP-C, classé organisation « terroriste » en Turquie. Les analystes y ont vu un « geste » de la part d'Athènes à l'approche de la visite du président Erdogan. Mais la Turquie en attend plus de son voisin : elle réclame toujours l'extradition de huit officiers turcs, réfugiés en Grèce, et accusés d'avoir participé au

D'autres sujets de friction pèsent sur ce déplacement, notamment l'épineuse question chypriote. L'île de Chypre est coupée en deux depuis l'invasion en 1974 de sa partie nord par l'armée turque en réaction à un putsch visant à rattacher le pays à la Grèce.

Dans son communiqué, le gouvernement grec avait exprimé le souhait de voir se « construire des ponts, pas des murs » entre les deux pays. Alors qu'Erdogan s'appête à mettre le cap, ce vendredi, sur Komotini, où il assistera à la prière dans la mosquée centrale, les observateurs craignent que ce ne soit le contraire qui se produise. ■

## Syrie: Washington maintiendra sa présence militaire "aussi longtemps que nécessaire"

Washington, 5 décembre 2017 (AFP)

**"NOUS ALLONS MAINTENIR notre engagement sur le terrain aussi longtemps que nécessaire, pour soutenir nos partenaires et empêcher le retour de groupes terroristes" dans ce pays, a déclaré à l'AFP un porte-parole du Pentagone, Eric Pahon.**

Les Etats-Unis ont actuellement quelque 2.000 soldats, notamment des forces spéciales, déployés en Syrie en soutien à leurs alliés des Forces démocratiques syriennes, une coalition de combattants kurdes et arabes.

"Nous allons rester en Syrie pendant un bon moment", a-t-il ajouté. "Je ne veux pas dire que ce sera 10 ans, mais en même temps je ne veux pas dire que ce ne sera pas le cas".

Un retrait militaire des Etats-Unis "dépendra de la situation" sur le terrain, a-t-il ajouté.

En liant l'ampleur du déploiement militaire à la situation sur le terrain, le Pentagone apparaît vouloir prendre le contre-pied de la stratégie pour l'Afghanistan du président précédent Barack Obama, qui avait insisté sur un retrait graduel, dont le calendrier avait été annoncé à l'avance.

Ces annonces avaient provoqué la colère des militaires qui y avaient vu un signal donné aux talibans pour la reprise de leurs opérations.

"Pour que la défaite de l'EI soit durable, la coalition doit s'assurer qu'il ne peut pas se régénérer, reprendre du terrain perdu ou préparer des attentats à l'étranger", a poursuivi le porte-parole du ministère américain de la Défense.

Au moment où la coalition antijihadiste conduite par les Etats-Unis estime qu'il reste moins de 3.000 membres du groupe Etat islamique (EI) en Irak et en Syrie, Washington ne veut pas laisser le terrain libre à la Russie et l'Iran.

Les Etats-Unis sont intervenus en Syrie non à la demande du président syrien Bachar al-Assad mais officiellement en vertu de l'article 51 de la charte →



→ des Nations unies qui autorise la défense d'un pays ou d'un groupe d'alliés, en réponse aux attentats de l'EI dans les pays européens alliés de Washington au sein de l'Otan.

**- CONTRE LA RUSSIE ET L'IRAN -**

Pour déloger l'EI de Raqa, dont le mouvement jihadiste avait fait la capitale de facto de son "califat" autoproclamé, la coalition s'est alliée aux FDS, dominées par les Unités de protection du peuple kurde (YPG).

Or les FDS ont annoncé dimanche la fin de leurs opérations anti-EI dans l'Est du pays, assurant avoir chassé le groupe de leur zone d'opérations. Dans leur communiqué, les FDS ont remercié pour leur aide la coalition internationale mais aussi la Russie.

Signe apparent que Washington ne veut pas perdre cet allié dans le pays, Eric Pahon a insisté sur le travail de stabilisation politique restant à effectuer et a critiqué l'action de Moscou en Syrie.

"Il ne faut pas croire que dès le dernier combattant de l'EI tué, nous allons

abandonner nos alliés des FDS", a-t-il noté. Les Etats-Unis "poursuivront les efforts nécessaires en termes de lutte anti-terroriste et de stabilisation" sur le terrain.

Par stabilisation, Washington entend "la restauration de services publics essentiels, les opérations de déminage et la distribution de l'aide humanitaire", a-t-il expliqué. Les Etats-Unis veulent aussi aider les FDS à devenir des "forces de sécurité locales durables, auto-suffisantes et ethniquement diverses".

De son côté, Moscou "n'a mené qu'une fraction des opérations anti-terroristes" en Syrie, a ajouté Eric Pahon, notant que la lutte contre l'Etat islamique n'avait "pas été la priorité" de la Russie en Syrie.

La Russie "n'a apparemment aucun plan" pour mettre un terme à la guerre civile en Syrie, ni pour "régler les problèmes fondamentaux qui ont mené à l'émergence de l'EI", a-t-il noté. La Russie "ne cherche pas sérieusement non plus à obtenir le retrait des combattants pro-iraniens" de Syrie, notamment le Hezbollah libanais considéré comme une organisation terroriste par Washington. ●

# Chez les Kurdes de Syrie, la peur d'être lâchés par Washington

**Avec un risque de désengagement, une offensive de la Turquie voisine est à craindre selon des analystes et des habitants kurdes.**

OLJ/AFP/Delil Souleiman  
14/12/2017  
<https://www.lorientlejour.com>

**L**a guerre en Syrie leur a offert une semi-autonomie et la lutte contre les jihadistes les a transformés en enfant chéri des autorités américaines. Mais aujourd'hui, les Kurdes syriens sentent le vent tourner.

Washington a annoncé un futur "ajustement" du soutien aux forces kurdes après l'effondrement du groupe jihadiste Etat islamique (EI) et le rapatriement de 400 Marines déployés en Syrie.

Avec un risque de désengagement, une offensive de la Turquie voisine est à craindre selon des analystes et des habitants kurdes, la montée en puissance des Kurdes pendant le conflit ayant provoqué l'ire d'Ankara.

"Nous avons peur que les Etats-Unis nous lâchent après la fin des combats contre l'EI", confie à l'AFP Nada Abbas, professeure d'anglais de 30 ans dans la ville de Qamichli, grande ville à majorité kurde du nord-est syrien. "Ce sera un cadeau pour la Turquie car elle n'accepte pas que les Kurdes aient leur propre force; elle nous attaquera", craint-elle.

Estimés à 15% de la population syrienne, opprimés pendant des décennies sous le régime du clan Assad, les Kurdes ont profité de la guerre déclenchée en 2011 pour établir une autonomie de facto dans les territoires qu'ils contrôlent, dans le nord et le nord-est du pays.

En 2016, ils ont proclamé une "région fédérale" et organisent désormais des élections locales. Ils ont



*Des soldats américains, accompagnés de combattants des Unités de protection du peuple (YPG), près de Darbachia, en Syrie, près de la frontière avec la Turquie, le 28 avril 2017. AFP / DELIL SOULEIMAN*

introduit la langue kurde longtemps bannie dans les écoles et ont créé leurs propres forces de sécurité et surtout leur propre milice, les Unités de protection du peuple kurde (YPG).

**"UTILISÉS COMME UNE CARTE"**

Considérées comme un groupe "terroriste" par Ankara, les YPG ont pourtant été la colonne vertébrale de la lutte contre l'EI et pensaient avoir en Washington un partenaire indéfectible, alors que les Etats-Unis ont mis sur pied une coalition internationale antijihadistes.

"La menace de l'EI est toujours présente, l'EI n'est pas fini", martèle Nesrine Abdullah, porte-parole des Unités de protection de la Femme (YPJ), force kurde exclusivement féminine, se référant aux cellules dormantes et attaques sporadiques des jihadistes. "La Turquie est aussi une menace pour le peuple kurde",

poursuit-elle. "Les forces de la coalition doivent rester pour garantir la sécurité et la stabilité", plaide la responsable. Mais, à présent, les jihadistes en déroute ne contrôlent plus que quelques portions du territoire syrien et la donne pourrait changer.

"Nous avons peur des Etats-Unis", affirme Rafee Ismaïl, vendeur ambulancier d'accessoires à Qamichli. "Depuis longtemps, ils nous utilisent comme carte entre leurs mains. Quand nous ne leur serons plus utiles, ils nous oublieront", estime cet homme âgé de 37 ans. Pour lui, "après ce qui s'est passé en Irak, nous nous sommes rendus compte que nous (les Kurdes) étions encore faibles".

Washington a dénoncé le référendum sur l'indépendance organisé le 25 septembre dans la région autonome du Kurdistan irakien. La consultation a été rejetée par le pouvoir central à Bagdad, dont les troupes se sont ensuite emparées

des territoires disputés. "Les gens se jouent encore de nous. En Irak, il y a une constitution qui respecte les droits des Kurdes; en Syrie, nous n'avons rien de ces droits donc nous sommes doublement vulnérables", ajoute Rafee Ismaïl.

**PROTECTION RUSSE?**

En 2016, la Turquie a lancé une offensive en Syrie contre l'EI mais aussi les YPG. "La principale menace pour les Kurdes en Syrie, c'est la Turquie", confirme Nicholas Heras, expert du Center for a New American Security à Washington. Le président turc Recep Tayyip Erdogan "a été très clair à ce sujet, dès que les Américains ne seront plus là, il prévoit d'écraser les Kurdes de Syrie", avance-t-il.

Une perspective qui pourrait jeter les Kurdes dans les bras de la Russie, grand rival des Américains dans la guerre complexe qui ensanglante la Syrie. Moscou, un allié du régime syrien de Bachar el-Assad, a montré des signes de soutien à cette minorité, affirmant notamment que son aviation avait effectué des dizaines de missions de soutien aux milices kurdes dans la lutte anti-EI, notamment dans l'est. "Les rapports entre les YPG et l'armée russe deviennent très spéciaux, souligne M. Heras. La Russie, c'est une assurance pour les Kurdes de Syrie si les Etats-Unis venaient à les abandonner." Dans la région kurde syrienne d'Afrine (nord), frontalière de la Turquie et où l'EI n'a aucune présence, les Kurdes ont bénéficié de formations militaires russes. "Pour une protection face à toute offensive ou occupation turque, Afrine peut compter uniquement sur les Russes, pas sur les Américains", conclut M. Heras. ●

# Syrian Kurds move closer to Russia

**The Russian-Kurdish collaboration in Deir ez-Zor shows that after the United States, Russia, too, will be standing in the way of Turkey's efforts to block out Syria's Kurds.**



Fehim Tastekin  
December 7, 2017  
www.al-monitor.com

For the past several years, Turkey has feared and sought to prevent two things in Syria: the United States' partnership with the Kurdish People's Protection Units (YPG) in northern Syria and a role for the Kurds in the settlement process that would eventually make their de facto autonomy permanent.

Despite all its efforts, Turkey has failed to stop US military aid for the YPG-dominated Syrian Democratic Forces (SDF). Now it seems to be losing also the second chapter, in which Russia is the lead player. Ankara has signaled readiness even for dialogue with Damascus, but preventing a Kurdish role in the solution process via the Russian track is becoming increasingly difficult.

After a Nov. 24 call between Presidents Donald Trump and Recep Tayyip Erdogan, Turkish Foreign Minister Mevlut Cavusoglu claimed that Trump had promised to stop arming the YPG, but things look quite different from what Ankara is trying to paint. The Pentagon has since said that its support will continue as long as the fight against the Islamic State (IS) continues. Moreover, the Kurds insist they have received assurances that US military presence in liberated areas will continue until a political settlement is reached in Syria. This signals that the United States could stay in the play as a "guarantor" state in a process that would enshrine the de facto Kurdish autonomy into a constitutional framework — an alarming prospect for Ankara.

The most critical developments, however, are taking place in the Kurds' relations with Russia, which they are building in parallel to their ties with the United States in line with a third-way strategy resting on the balancing of powers.

While the Turks were busy debating whether Russia would greenlight a Turkish military move on YPG-controlled Afrin for the sake of Turkey's collaboration in the Russian-led Astana process, a new Kurdish-Russian partnership took shape in Deir ez-Zor. In Afrin, the Russians had refrained from publicizing their partnership with the Kurds, though it served to rein in Turkey. But in Deir ez-Zor, they chose to openly declare it. No doubt, this was a move seeking to balance the United States along the Euphrates line and change the rules of the game in favor of Damascus.

At Deir ez-Zor, the Russians backed the Syrian army on the western side of the Euphrates, and chose to team up with the Kurds on the eastern side of the river. The parties first met in al-Salihyah, a town in Deir ez-Zor province, on Dec. 3, and subsequently Gen. Yevgeny Poplavsky, the Russian commander at the Hmeimim military base, and YPG spokesman Nuri Mahmoud made a joint press statement in a room adorned with Russian and YPG flags. Poplavsky said they were conducting a joint operation against IS in Deir ez-Zor with various forces, including the YPG. Russian warplanes, he said, have carried out 672 sorties in support of the YPG and other groups, striking some 1,450 targets. Mahmoud said the Kurds would provide security to Russian forces on the eastern side of the Euphrates.

Another meeting, attended by YPG General Commander Sipan Hemo, resulted in a decision to set up a joint operation room in al-Salihyah, which Poplavsky described as very important in terms of support for the YPG. Hemo thanked both Russia and the United States for their help in fighting IS, adding, "We declare our readiness to form joint operation rooms with



our partners in the war against IS to increase the momentum of this coordination and eliminate this terror completely."

Turkey, which cooperated with Russia and Iran in creating de-escalation zones through the Astana process, has remained silent about the meeting in Deir ez-Zor. The Russian Defense Ministry, meanwhile, said the Russian and YPG representatives "evaluated the steps to be taken" after the ouster of IS.

In March, Russia had deployed troops to the village of Kafr Janneh in Afrin with the stated aim of monitoring the cease-fire in the area. In July, while the Raqqa operation was underway, it set up a joint operation room with the Syrian army and the YPG in a desert area near Rusafa. Now, with al-Salihyah, Russia's partnership with the Kurds takes on a more significant dimension.

The Russian-Kurdish cooperation in Deir ez-Zor "developed on Russia's initiative," an official from the Democratic Union Party (PYD), the YPG's political wing, told Al-Monitor. As the fight against IS draws to an end, the Kurds are entering a period of critical choices, according to the Kurdish official, who is involved in civil administration work in Raqqa.

"We are trying to stay on good terms with the Russians [but] this does not diminish the importance of our partnership with the United States. American officials have told us they will not pull out until a political solution is reached in Syria, meaning that US support in areas liberated from IS will continue," the official said.

"Then, there is another process going on," he continued. "Russia, too, is trying to pull us to its side. Despite Turkey's objections, we will attend the Syrian National Dialogue Congress in Sochi in February. More precisely, representatives of the Democratic Federation of Northern Syria will attend. We will go as a big delegation including various quarters — probably 40 people or so."

The official stressed the United States could make an important political gesture to the Kurds in the coming days. "For now, the partnership is on a military level. From the very beginning, we have been asking for political recognition. We expect progress on this issue in the coming days. I mean there could be a US opening vis-a-vis the Democratic Federation of Northern Syria," he said.

The official could not specify what the "opening" might be, but said the issue was being "discussed as an idea." He added, "Many countries lent support to the civil administration in Raqqa. This support could reach a new level. No doubt, the United States will continue to consider Turkey's sensitivities, both because of their alliance in NATO and the military bases [in Turkey]. Turkey will remain an element of threat and balance. This is something we take into account, but our cooperation with both Russia and the United States is creating a balance for us as well."

Because of uncertainties in Washington's game plan in Syria, the Russian plan is progressing faster. Hence, the Kurds are inclined to put more of their eggs in the Russian basket, as evidenced by a series of statements recently that leave the door open to collaboration with Moscow as well as directly with Damascus. The PYD's Moscow representative Abd Salam Muhammad Ali, for instance, told Russia's Izvestiya daily last week that the SDF could be integrated into the Syrian army if a political solution that satisfied all parties was found.

In other remarks to the Russian press, the PYD representative said that the time had come for dialogue with Syrian President Bashar al-Assad, stressing that the Kurds were not seeking independence but "a federate demo-

cratic republic within a united Syria."

In sum, the latest Kurdish positions reflect a greater willingness for dialogue with Damascus, which means that the Russian option is gaining weight in terms of cooperation prospects. Ankara, for its part, remains opposed to any scenario that involves the Kurds as stakeholders in the post-IS political and reconstruction process. ♦

*Fehim Tastekin is a Turkish journalist and a columnist for Turkey Pulse*

*who previously wrote for Radikal and Hurriyet. He has also been the host of the weekly program "SINIRSIZ," on IMC TV. As an analyst, Tastekin specializes in Turkish foreign policy and Caucasus, Middle East and EU affairs. He is the author of "Suriye: Yikil Git, Diren Kal," "Rojava: Kurtlerin Zamani" and "Karanlık Coktugunde - ISID." Tastekin is founding editor of the Agency Caucasus. On Twitter: @fehimtastekin*

**TheNational** DECEMBER 3, 2017

# US senior official estimates 80% of Assad fighting force is Iranian sourced

## CIA chief and national security adviser say Tehran is stepping up campaign for influence in the region

Joyce Karam / December 3, 2017  
[www.thenational.ae/](http://www.thenational.ae/)

Senior members of the Trump administration upped the ante against Iran over the weekend, revealing a warning sent to Revolutionary Guard commander Qassem Soleimani and promising a regional strategy to roll back Tehran's proxies across the Middle East.

CIA director Mike Pompeo and national security adviser HR McMaster spoke at length about Iranian expansion in "weak states" in the Middle East at the 2017 Reagan National Defence Forum in California on Saturday.

Mr Pompeo, who leads the list of contenders to possibly replace Rex Tillerson as secretary of state, confirmed that he sent a letter recently to Maj Gen Qassem Soleimani, head of the Iranian Revolutionary Guard's foreign operations arm.

"I sent a note. I sent it because he had indicated that forces under his control might in fact threaten US interests in Iraq," the CIA chief said.

"He refused to open the letter. It didn't break my heart to be honest with you. What we were communicating to him in that letter was that we will hold him and Iran accountable for any attacks on American interests in Iraq by forces that are under their control. We wanted to make sure he and the leadership in Iran understood that in a way that was crystal clear."

Referring to the changing dynamic in Iraq after the Kurdish independence referendum and the Revolutionary Guard's most recent presence in Kirkuk, he said: "You need to only look to the past few weeks and the efforts of the Iranians to exert influence in northern Iraq, in addition to other places in Iraq, to see that Iranian efforts to be the hegemonic power throughout the Middle East continues to increase."

Last week the semi-official Iranian news agency Fars quoted Mohammad Golpayegani, a senior Iranian official, as saying that a CIA representative sent a letter to Gen Soleimani when he was in the Syrian town of Abu Kamal

Armoured vehicles of Iraq's Iran-backed Popular Mobilisation Forces militias advance through Anbar province in the western desert bordering Syria on November 25, 2017. Ahmad Al Rubaye / AFP



last month, supervising the battle against ISIL.

"I will not take your letter nor read it and I have nothing to say to these people," Mr Golpayegani quoted Maj Gen Soleimani as saying.

Mr McMaster also struck a hawkish tone on Iran at the forum, which was being held two months after Mr Trump announced his strategy of decertifying the Iran nuclear deal and countering Tehran regionally.

"What the Iranians have done across the Middle East is fuel and accelerate cycles of violence so that they can take advantage of chaos and weak states to make them dependent on Iran for support," the national security adviser said.

He assigned blame to the Obama administration without mentioning it by name. "In recent years, what we can say in retrospect, it was unrealistically hopeful [US] strategy that, given the nuclear deal - that this president called worst deal ever - that this deal will result in an Iran that would integrate effectively in region. The exact opposite happened," Mr McMaster said.

"The fact that we were trying to accommodate Iran has empowered Iran across the globe, and when president says he inherited a mess that is in greater Middle East, we have to address growing Iranian capability, and their use of militias, proxies and terrorist organisation."

Mr McMaster accused Iran of seeking "hegemonic aims" in the region.

He said Tehran was "using a campaign of subversion in Iraq" and providing support for president Bashar Al Assad of Syria, where "about 80 per cent of Assad fighters are Iranian proxies in Syria to establish a land bridge over into the Mediterranean".

The threat in particular is the "prospect of Iran having a proxy army on the borders of Israel. What we see is weaponisation of Iran's network in Yemen and in southern Lebanon," he said.

Arabic media outlets reported over the weekend that Israel struck an "Iranian base" in Syria on Saturday. Neither Iran nor Israel confirmed such attack.

"What we have in place now is a comprehensive strategy for Iran, and denying Iran all access to a nuclear weapons is one part of that strategy," Mr McMaster said. "Countering behaviour is another critical part of the strategy."

Jonathan Schanzer, vice president of research at the Foundation for Defense of Democracies, told The National that "the intent [to counter Iran] is there" but "the implementation is now the key".

"Can this administration rally the relevant government agencies to engineer a broad pushback on Iran's regional aggression? We'll find out in the months ahead, particularly as ISIL melts away and Tehran seeks to fill the void in Iraq and Syria." ■

# Deadly explosion at Kurdish refugee camp was airstrike, statement

By Rudaw.net 7/12/2017

**E**RBIL, Kurdistan Region – A deadly explosion that hit a Kurdish refugee camp in Makhmur Wednesday evening was from an airstrike, Council of Makhmur Camp claimed in a statement.

It stated that they do not know who carried out the alleged airstrike, but added that the Iraqi government is in charge of the air space in the reported areas, and therefore, they expect the Iraqi government to release an "urgent statement" in this regard.

"A number of Makhmur Protection Units were martyred and injured," the statement said without providing figures.

Three people were killed, and seven more were injured as the result of the explosion, according to medical sources. At least four of the injured were taken to a hospital in

Erbil, one of whom later succumbed to his injuries.

The so-called Makhmur Protection Units (MPU) was established in 2014 when ISIS militants attacked areas in northern parts of Iraq, including Makhmur.

The then Kurdish President Masoud Barzani visited the camp in August 2014 when Kurdish Peshmerga and camp units pushed ISIS militants out from Kurdish territories southwest of Erbil. The PKK media then reported that Barzani thanked the resistance put up by the PKK-linked fighters against the ISIS group.

The refugee camp hosts more than 12,000 Kurdish refugees who have fled the Turkish state's persecution mostly in the 1990s.

MPU is linked to the Kurdistan Workers' Party (PKK), a Kurdish armed group that has waged a three-decade insurgency against the



An explosion hit Makhmur Refugee Camp for Turkey's Kurds killed three people, and injured 7 more. The camp organizers claim the cause of the explosion was an airstrike. Photo:Rudaw/Farhad Dolamari

Turkish state fighting for greater national and cultural rights for millions of Kurds in Turkey. Turkey considers the PKK a terrorist organization, regularly targeting its bases in the Kurdistan Region.

Turkey's airstrikes are limited to border areas where PKK has maintained a presence since 1990s, but the Turkish air force earlier in April targeted PKK-linked groups in Sinjar that killed and injured tens of its Yezidi fighters from Shingal Protection Units (YBS).

ANF, a PKK-affiliated media, had initially reported on Wednesday that the explosion was a car bombing.

The target was an outpost guarded by PKK fighters at the gate of the camp, Rashad Galali, a Patriotic Union of Kurdistan (PUK) official in Makhmur, told Rudaw after the explosion.

Kurdish Peshmerga lost control of Makhmur in October to the Iraqi forces following Baghdad's military incursion into the disputed or Kurdistan areas claimed by both Erbil and Baghdad.

The camp is now located in Iraqi-controlled territories, but the PKK-linked groups are largely in charge of its administration. ■



DECEMBER 9, 2017

# Three Kurdish officials removed from posts in Kirkuk, replaced by Turkmen

Karzan Sulaivany December 09-2017  
<http://www.kurdistan24.net>

**E**RBIL, Kurdistan Region (Kurdistan 24) – Three Kurdish officials from the Department of Health in Kirkuk Province were removed from their positions, local sources told Kurdistan 24 on Friday.

Since Iraqi forces and Iranian-backed Shia Hashd al-Shaabi militias took control of the city on Oct. 16, dozens of Kurdish officials have been removed from their posts, including former Kirkuk Governor Najmaldin Karim.

Noreldin Bayez Rasool, the senior manager in the Department of Administrative, Financial, and Legal Affairs, Hemin Fayege, Director of Operations and Emergency Medicine, and one more Kurdish doctor were replaced with three Turkmen ones, according to sources.

Kurdish officials say most of the measures implemented by the newly-appointed authorities in the province are illegal and target only one ethnic group—the Kurds.

Kirkuk, one of the disputed areas between the Kurdistan Regional Government (KRG) and the

Iraqi government, is a multi-ethnic region home to Kurds, Turkmen, Christians, as well as Sunni and Shia Arabs.

"The exemption of people from a specific ethnic group and the assignment of others from one single component [Turkmen] is an unacceptable procedure," Ramla al-Obeidi, a member of the Kirkuk Council, said in a press statement.

Obeidi added that the removal of the Kurdish directors was "incorrect," and the matter "must be addressed as soon as possible," adding that the Health Department should "clarify the reasons for these changes."

Kurdistan 24 was unable to get an immediate comment from the sacked Kurdish officials.

Following the Kurdistan Region's historic Sep. 25 independence referendum, Iraqi troops and Iranian-backed militias seized control of Kirkuk in an assault on Peshmerga forces who had previously protected the province since 2014.

Activists say the Hashd al-Shaabi militias have launched a campaign to spread Shia symbols on the streets in the city of Kirkuk while murals belonging to historical Kurdish figures are torn down and vandalized.



Niazi Miramar Oglu, a Turkmen official, sparked controversy in Kirkuk after sitting on the seat allocated to former Governor Najmaldin Karim in the wake of an Iraqi and Iranian-backed Shia militia attack on the area.

Images circulated on social media during the week showed the removal of the Kurdish language from the front of a municipal building in the province.

However, according to the Iraqi Constitution, Arabic and Kurdish are the official languages of Iraq. ♦

# The next battle in Syria

With the war on the Islamic State winding down, other tensions in Syria are dialing up as Israel and Turkey worry over forces amassing on their borders.



Mona Alami  
December 8, 2017  
www.al-monitor.com

Turkey, Russia and Iran agreed Nov. 22 on fighting terrorist groups in Syria at a tripartite presidential meeting in the Russian Black Sea resort of Sochi. Nearly concomitantly, Israeli Prime Minister Benjamin Netanyahu alluded to a possible action in Syria against Iran and its proxies, against the backdrop of a US escalation on Iran. As the war on the Islamic State (IS) in Syria winds down, will the next regional "terror" focus be on Kurdish and Shiite militias?

The fall of much of IS territory in November to the Syrian Democratic Forces (SDF) or to forces aligned with the regime of Syrian President Bashar al-Assad heralds a new tug of war between international and regional powers in Syria.

At the meeting in Sochi, Turkish President Recep Tayyip Erdogan declared that Turkey would not accept the existence of "terrorist groups in Syria," referring to the Syrian Kurdish People's Protection Units (YPG). Around the same date, Israeli media reported increasing threats voiced by Israeli security figures of a possible major strike on Iranian presence in southern Syria, while the United States has been much more vocal about rolling back Iran.

On Nov. 26, the Times of Israel reported that Netanyahu warned Assad that Israel will intervene militarily in the Syrian civil war if the Syrian president gives formal permission to Iran to establish a military presence in Syria.

For Turkey and Israel, the war on terror has not ended with the war on IS, which they view as a secondary danger to their national security.

Turkey considers the YPG and its political wing, the Democratic Union Party (PYD), as directly affiliated with the Kurdistan Workers Party, which is fighting against the Turkish state and which the United States has designated a terrorist group. The YPG is a main faction in the SDF, an alliance comprised of Kurdish and Arab militias, which led the ground campaign against IS in northern Syria and was directly supported by the US-led coalition. Turkey sees the expansion of Kurdish control over the area running along its border with Syria as a direct threat to its national security. According to a recent article by Al-Monitor columnist Amberin Zaman, the YPG controls nearly one-fifth of Syria and more than half of Turkey's 800-kilometer (497-mile) border with Syria.

On Dec. 3, the Military Times reported that the US military appears to be shifting its stance in Syria, with the program to arm the Kurdish opposition coming to a close and being replaced by support to local police and security forces. These reports follow White House Press Secretary Sarah Huckabee Sanders' announcement Nov. 28 that the United States would stop actively providing arms to Syrian Kurds, as well as a statement by Turkey's Foreign Minister Mevlut Cavusoglu who said the United States would stop providing weapons to the YPG.

Wladimir van Wilgenburg, a journalist focusing on Kurdish issues who covered the Raqqa battle from Syria, told Al-Monitor he believes that the shift in support to the Kurds is normal and driven by military operation needs. "I do not believe that support to the Kurds will change. However, it is true that there is no clear and coherent US policy on Syria. When it comes to the tripartite [Russian, Turkish and Iranian] vow to fight terror, it mostly aims at the [Hayat Tahrir al-Sham] Idlib and [Kurdish] Afrin area. It would be difficult for Turkey to attack Afrin since the Kurds are very well dug in there and will fight back. It is a complicated situation and I doubt Russia will allow Turkey to attack the Kurds, despite the improving relations between Turkey and Russia since 2016," van Wilgenburg told Al-Monitor.

This is an opinion also shared by SDF spokesman Mostafa Bali, who told Al-Monitor that it was mostly the Turks who had circulated the rumor that the United States would stop providing Kurdish forces with weapons. "It is true — in the absence of ongoing battles such as the Raqqa offensive, Kurdish forces are currently not in need of sophisticated weapons. The



Iran's President Hassan Rouhani, Russia's Vladimir Putin and Turkey's Recep Tayyip Erdogan meet in Sochi, Russia, Nov. 22, 2017.

Pentagon has declared it will continue to support us and we know that Washington considers us as true partners in the anti-terror coalition," he said.

The Kurdish position in Syria would nonetheless be weakened by a possible US withdrawal from Syria, according to Zaman, who was told this could happen before the end of 2019, although confusion surrounds the issue with the Pentagon declaring Dec. 5 that the United States would remain in Syria as long as needed.

In such a context, Turkey and the Assad regime would likely join forces against the Kurds. But the regime has implied it could be open to Kurdish autonomy, with experts telling Al-Monitor such a deal would be against a YPG withdrawal from majority Arab areas. Yet the regime is known for going back on its word, and an autonomous federal area in northern Syria would likely threaten Assad's hold on the country.

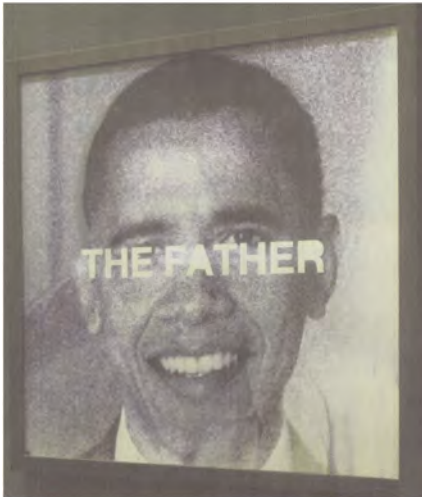
While Syria and Turkey could unite to counter the Kurds, the regime appears to be in a tricky position on its southern front with Israel and the United States over Iranian presence there. Besides its massive deployment in Syria, alongside those of its proxies such as Hezbollah and Iraqi militias, Iran has provided financial and logistical support and training to the Assad regime. In October, US Secretary of State Rex Tillerson told Iraqi militias to "go home."

"The pushback on Iran is clearly on the US agenda, but it remains a mystery how they are going to go about it. President Donald Trump also supports any Russian initiative on Syria, but we need to see what the Russians will come up with," Middle East Institute Iran expert Alex Vatanka told Al-Monitor.

Israel is increasingly wary of Iranian expansion in Syria, despite a Nov. 12 cease-fire deal that would include the expulsion of Iranian-backed militias from the border with Israel in the Golan Heights. Avi Melamed, fellow at the Eisenhower Institute, told Al-Monitor that Netanyahu's threats are very serious and should not be taken lightly. Israel has been upping the ante in south Syria with two strikes targeting Syria on Dec. 2 and Dec. 4.

"Clearly, Iran and Russia are not on the same page over south Syria, yet the US is not doing much in the absence of clear thinking over the Syrian dossier. Another question is if Assad is powerful enough to stop Iran from meddling on its southern border," Vatanka said. ♦

Mona Alami is a French-Lebanese journalist and analyst who writes about political, security and economic issues in the Arab world. She focuses on non-state armed actors in Lebanon, Syria, Iraq and Jordan such as Hezbollah, Hayat Tahrir al-Sham and the Islamic State.



« **Father, Son and The Holy Ghost** » (« **Le Père, le Fils et le Saint-Esprit** »), installation photographique de Vivek « Ubik » Premachandran, exposée à Dubaï, le 18 mai 2011. Degauche à droite : Barack Obama, Mahmoud Ahmadinejad et Oussama Ben Laden.

JUMANA EL-HELOUEH/REUTERS

# Al-Qaida - Iran

## Liaisons dangereuses

La CIA a rendu publiques, début novembre, des archives inédites détaillant la relation trouble qu'entretenaient le régime iranien et le réseau djihadiste. Ces documents avaient été saisis, le 2 mai 2011, lors du raid américain sur le dernier refuge d'Oussama Ben Laden, au Pakistan

MADJID ZERROUKY

**C**e sont des fragments d'une histoire aussi longue que secrète, que la CIA a décidé de mettre en lumière: la relation trouble qu'entretiennent la République islamique d'Iran et les djihadistes d'Al-Qaida. Des centaines de milliers de documents, saisis lors du raid des Navy SEALs, le 2 mai 2011, à Abbottabad, au Pakistan, au cours duquel Oussama Ben Laden avait été tué, ont été déclassifiés le 1<sup>er</sup> novembre. Ils sont désormais accessibles sur le site Internet de la centrale américaine du renseignement. Alors que tout les sépare, qu'ils s'affrontent sur le terrain, l'Iran chiite et les extrémistes sunnites d'Al-Qaida ont-ils coopéré face à l'ennemi américain commun? Et à quel point?

Avec la déclassification de ces archives, l'objectif avoué de la CIA, et de son directeur, Mike Pompeo, est d'exposer ces liens entre Al-Qaida et l'Iran. « *Ces relations existent bel et bien. L'Iran a coopéré et coopère encore avec Al-Qaida. Certaines connexions équivalent pour le moins à des pactes de non-agression* », résumait Mike Pompeo lors d'une rencontre organisée, le 19 octobre, par la Fondation pour la défense des démocraties, un think tank qui a eu un accès privilégié à ces documents.

### LE « FILS PRÉFÉRÉ » DE BEN LADEN

« *A première vue, l'examen de ces documents n'altère pas l'image d'un mariage de convenance, qui s'interrompt parfois, lors d'accès d'acrimonie* », écrivait pour sa part Ned Price, ex-porte-parole du Conseil de sécurité nationale sous l'administration Obama, dans une

tribune parue, le 8 novembre, dans *The Atlantic*. Autrement dit, ces nouvelles archives n'apporteraient rien de nouveau par rapport aux précédentes. La remarque de Ned Price est une réponse à l'administration Trump qui accuse Barack Obama d'avoir tenu secrets ces documents dans l'objectif de ne pas compromettre l'accord sur le nucléaire iranien, et de ne pas embarrasser Téhéran lors de la négociation qui s'est tenue entre 2013 et 2015.

Parmi cette masse de documents déclassifiés, quelques pépites inédites sur les correspondances entre le chef d'Al-Qaida, ses subordonnés et des membres de sa famille. De nombreuses lettres et documents retracent le parcours d'Hamza Ben Laden, le « fils préféré » d'Oussama Ben Laden. Il y a ainsi la vidéo d'une cérémonie de mariage, en Iran, en 2007, de celui qui est devenu le second porte-parole officiel d'Al-Qaida après son patron, Ayman Al-Zawahiri. Ce sont les premières images à l'âge adulte du « prince héritier du djihad » que l'on découvre.

Un document de dix-neuf pages, en particulier, attire l'attention. Il s'agit d'un mémo adressé à la direction d'Al-Qaida par l'un de ses « commandants ». Celui-ci décrit l'arrivée en Iran des premières vagues de djihadistes fuyant l'Afghanistan, et les forces américaines lancées à leur poursuite à partir de l'hiver 2001-2002. Les combattants s'installent dans le pays avec facilité, au vu et au su des services de renseignement iraniens.

Selon le mémo, les Iraniens s'intéressent particulièrement aux « frères saoudiens » qu'ils hébergent et tentent en même temps de retourner. Les services « leur ont proposé de leur fournir tout ce dont ils auraient besoin : de l'argent, des armes et une formation dans des camps du Hezbollah, à condition qu'ils attaquent des intérêts américains en Arabie saoudite et dans les pays du Golfe ». Si l'auteur prétend que les « frères » ont refusé ces avances, cet épisode est un élément à charge contre les services de renseignement iraniens. Plus surprenant, sachant que c'est la CIA qui déclassifie, ce mémo montre que, au moment où Téhéran tentait d'instrumentaliser les combattants d'Al-Qaida, Washington faisait la même chose avec les djihadistes du Sistan-et-Balouchistan pour déstabiliser Téhéran. Cette

province iranienne, située à la frontière avec le Pakistan et l'Afghanistan, peuplée de sunnites, est le berceau de groupes armés luttant contre la République islamique chiite.

« L'Amérique est prête à soutenir toute personne et tout groupe, même modeste, qui voudrait frapper le régime iranien. C'est ce qu'ils ont fait dans le Sistan-et-Balouchistan, avec une organisation de frères balouches, que nous connaissons bien, souligne l'auteur du mémo. Ils ne leur ont pas seulement proposé leur aide, ils les ont effectivement soutenus. Ce sont pourtant des frères salafistes et djihadistes. » Et de conclure : « Ces deux agresseurs [Etats-Unis et Iran] sont, chacun, prêts à soutenir l'ennemi de leur adversaire. »

L'identité de ce rédacteur n'est pas révélée, mais, à la lecture de son rapport, on comprend qu'il est nord-africain : il sous-entend, par exemple, avoir quitté l'Algérie dans les années 1990 pour rejoindre l'Afghanistan. Il fait partie des premiers djihadistes pourchassés en Afghanistan qui se réfugient en Iran. C'est un poisson-pilote, envoyé par Al-Qaïda au contact des Iraniens. Il « travaille » alors avec une figure bien connue des djihadistes, le Mauritanien Abou Hafs Al-Mauritani, qui l'a précédé. C'est, écrit-il, « le premier à être entré en Iran ».

Proche de Ben Laden, Al-Mauritani est chargé de prendre langue avec les services iraniens en décembre 2001, au moment où Al-Qaïda est traquée par les Américains, pour organiser l'exfiltration des familles de membres du réseau islamiste en Iran. Feu vert de Téhéran. A cette première vague succède celle des membres du premier cercle d'Al-Qaïda à l'été 2002 : Saïf Al-Adel, ancien colonel des forces spéciales égyptiennes, qui a organisé, en 1998, les attaques contre des ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie (224 morts), ou encore Abou Mohammed Al-Masri, un Egyptien lui aussi, et l'un des bras droits de Ben Laden. Suivent, quelques semaines plus tard, les membres de la famille du chef d'Al-Qaïda, dont deux de ses fils, Hamza et Saad.

#### « REJOINDRE L'IRAN »

Al-Mauritani a donc passé un accord avec Téhéran. Le contact établi entre Iraniens et djihadistes n'avait rien d'une première en cet hiver 2001. La commission d'enquête américaine mise en place après le 11-Septembre accusait déjà Iraniens et membres d'Al-Qaïda d'entretenir des relations depuis les années 1990. Des émissaires des deux camps se seraient notamment rencontrés au Soudan, où vécut Ben Laden, selon les Américains.

Saïf Al-Adel avait, quant à lui, admis, dans un texte diffusé en 2005 par Al-Qaïda, l'existence d'une activité soutenue du réseau djihadiste en Iran, dès la fin des années 1990. S'était ainsi établie une route entre l'Iran et l'Afghanistan par laquelle transitaient les combattants en provenance des pays arabes : « Cette nouvelle route était importante pour nous, écrit Al-Adel. Et elle se révéla utile par la suite [en 2001, lors de la retraite d'Afghanistan]. » Quand les djihadistes feront le chemin inverse. « Nous avons commencé à rejoindre l'Iran les uns après les autres. Les frères des pays du Golfe qui vivaient en dehors de l'Afghanistan y étaient déjà arrivés, et ils y possédaient des fonds abondants. Nous y avons établi une cellule centrale de commandement », écrivait alors Al-Adel.

## « L'AMÉRIQUE EST PRÊTE À SOUTENIR TOUTE PERSONNE ET TOUT GROUPE, MÊME MODESTE, QUI VOUDRAIT FRAPPER LE RÉGIME IRANIEN »

UN DJIHADISTE  
auteur d'un mémo  
déclassifié par la CIA

Qu'entendait le responsable du conseil militaire d'Al-Qaïda par « cellule centrale de commandement » ? Était-il chargé des attaques d'Al-Qaïda dans la région ? En mai 2003, des attentats ont frappé trois quartiers résidentiels à Riyad, en Arabie saoudite, tuant plus de trente-cinq personnes, dont neuf Américains, quelques heures avant l'arrivée dans le pays du secrétaire d'Etat américain Colin Powell, alors en tournée au Proche-Orient.

Cette année-là, les Iraniens emprisonnent Saïf Al-Adel. Téhéran surveille de près les membres du réseau djihadiste, lesquels vont connaître des fortunes diverses. Les cadres sont placés en résidence surveillée, voire en prison, après plusieurs vagues d'arrestations. Les autorités iraniennes leur reprochent de ne pas avoir respecté la clause du contrat les autorisant à rester dans le pays : la discrétion, alors que les djihadistes, de leur propre aveu, rebâtissent leurs réseaux au grand jour. Les membres d'Al-Qaïda pensent alors que les autorités iraniennes sont soumises à la pression des Etats-Unis, mais ne semblent pas se douter qu'une autre partie est en train de se jouer entre Téhéran et Washington.

L'Iran va, à plusieurs reprises, proposer de livrer des membres du réseau, dont Saad, le fils aîné d'Oussama Ben Laden. Ainsi, en 2003, à la suite de l'invasion américaine de l'Irak, les Iraniens proposent de les échanger contre des membres des Moudjahidin du peuple, un groupe armé iranien, hébergé et soutenu par le régime de Saddam Hussein. En vain, explique une enquête fouillée du magazine *Time*, en 2009 : l'administration Bush, qui a placé l'Iran sur la liste des pays de l'« axe du Mal », refuse toute coopération.

Les membres dirigeants d'Al-Qaïda et la famille d'Oussama Ben Laden sont placés en détention à partir de 2003 sur une base des Forces Al-Qods, branche des opérations extérieures des gardiens de la révolution – la force d'élite du régime – près de Téhéran. « [Les Iraniens] ont décidé de garder nos frères pour s'en servir comme d'une éventuelle carte à jouer », résume le rédacteur du mémo de dix-neuf pages. Les autres, combattants et commandants de second rang, sont autorisés à quitter le pays vers les « destinations de leur choix. L'Iran a facilité leur départ ».

#### TÉHÉRAN FERME LES YEUX

Parmi ceux qui choisissent l'Irak se trouve

## LES DATES

**11 septembre 2001** Dix-neuf pirates de l'air et kamikazes membres d'Al-Qaïda précipitent trois avions contre les tours du World Trade Center, à New York, et le Pentagone, à Washington. Un quatrième avion s'écrase en Pennsylvanie. Les attaques font 3 000 morts.

**7 octobre 2001** Début de l'intervention américaine en Afghanistan. Lors de la bataille de Tora Bora, en décembre, Oussama Ben Laden, présent dans le massif montagneux, réussit à fuir.

**20 mars 2003** Début de l'invasion américaine de l'Irak. Le régime de Saddam Hussein est renversé.

**2011** Soulèvements populaires en Egypte, en Libye et en Syrie. En mars, la contestation syrienne tourne au conflit armé.

**2 mai 2011** Oussama Ben Laden est tué par les forces américaines à Abbottabad, au Pakistan.

un certain Abou Moussab Al-Zarqaoui, qui prendra la tête de l'insurrection djihadiste antiaméricaine après l'invasion du printemps 2003. Pendant des années, Téhéran semble fermer les yeux sur des passages de combattants qui continuent de transiter sur son territoire pour rejoindre l'insurrection sunnite affrontant les Américains, mais aussi des milices chiites soutenues par l'Iran. Ce paradoxe contraint Oussama Ben Laden à un périlleux numéro d'équilibriste, tandis que la branche irakienne d'Al-Qaïda veut en découdre avec l'Iran.

Dans une lettre adressée, le 18 octobre 2007, à un responsable opérationnel irakien, Ben Laden déplore ainsi les menaces proférées en Irak contre Téhéran : « Vous ne nous avez pas consultés sur cette question sensible qui touche aux intérêts de tous (...). Tu sais que l'Iran est notre principale voie de passage en termes de fonds, d'hommes et pour nos échanges de communications », assène-t-il.

« Si vous décidez quand même d'ouvrir un front contre l'Iran, poursuit le chef d'Al-Qaïda, je suis d'avis qu'il ne faut pas l'annoncer publiquement. Frappez en silence et laissez les Iraniens arriver à la conclusion que c'est vous qui êtes à l'origine [de l'attaque]. » Ben Laden insiste : « Et il y a la question des prisonniers... »

Avec ces prisonniers, Téhéran a identifié le talon d'Achille de Ben Laden : maintenir ses proches en détention, c'est dissuader Al-Qaïda de frapper sur son sol. Et même, espèrent les services iraniens, d'attaquer leurs alliés en Irak. En 2008, Miriam, l'une des filles d'Oussama Ben Laden, implore le Guide de la révolution iranien, Ali Khamenei, d'allé-

ger les conditions de détention des membres de sa famille. En particulier les « *enfants et les femmes* », maltraités, selon ses dires, par les services de renseignement. « *Malgré r-s demandes, [votre gouvernement] a continué de tergiverser pendant six ans et les a pris en otage pour faire du chantage à mon père. Au lieu de les libérer, assène Miriam Ben Laden, vous exigez qu'Al-Qaida en Irak cesse de lutter contre les milices loyales au régime de Téhéran.* »

Hamza Ben Laden confie à son père ses peurs et les pressions psychologiques qu'exercent sur lui les Iraniens : « *J'ai passé mon adolescence dans cet endroit [la prison], et j'ai peur de passer le reste de ma jeunesse derrière des barreaux.* » Ses geôliers ne voient de toute évidence aucun inconvénient à ce que ce type de lettre parvienne à Oussama Ben Laden.

Al-Qaida riposte par une série d'enlèvements de ressortissants iraniens, dont un diplomate, pris en otage, en 2008, au Pakistan. Sa libération, en 2010, coïncide avec celle de membres de la famille Ben Laden, dont Hamza et sa mère. Cette dernière veut se rendre au Qatar, où Hamza souhaitait s'inscrire à l'université. Refus iranien : ce sera le Pakistan. Ben Laden est alors persuadé que Téhéran veut remonter jusqu'à lui et fait prévenir son épouse : « *Elle doit tout abandonner derrière elle : livres, bagages, vêtements... Les Iraniens peuvent poser un traqueur [de géolocalisation] partout...* »

Les archives déclassifiées par la CIA s'arrêtent à la veille de la mort d'Oussama Ben Laden. Quant à l'histoire, elle continue, troublante. Des hauts dirigeants d'Al-Qaida restent retenus en Iran jusqu'en 2015. Deux d'entre eux, l'Égyptien Abou Khayr Al-Masri et le Jordanien Abou Al-Qassam, sont finalement libérés en échange d'un nouveau di-

## « [...] TU SAIS QUE L'IRAN EST NOTRE PRINCIPALE VOIE DE PASSAGE EN TERMES DE FONDS, D'HOMMES ET POUR NOS ÉCHANGES DE COMMUNICATIONS »

**OUSSAMA BEN LADEN**  
chef d'Al-Qaida, en 2007

plomate iranien, enlevé cette fois par Al-Qaida au Yémen. Ils refont surface quelques semaines plus tard en Syrie... A priori, cette indulgence est difficile à comprendre, sachant que l'Iran combat les djihadistes aux côtés de l'armée de Bachar Al-Assad, en Syrie.

« *En "injectant" des personnalités d'Al-Qaida dans la rébellion sunnite syrienne, l'Iran en a peut-être profité pour essayer de délégitimer l'opposition aux yeux de l'Occident. C'est l'une des hypothèses* », avance Cole Bunzel, chercheur à l'université de Princeton et auteur de *From Paper State to Caliphate: The Ideology of the Islamic State* (« De l'Etat de papier au califat. L'idéologie de l'Etat islamique », Brookings, 2015, non traduit).

### DES RELAIS EN SYRIE

Deux autres hommes, Saif Al-Adel et Abou Mohammed Al-Masri, sont aujourd'hui encore en Iran, selon plusieurs dirigeants de l'ex-branche d'Al-Qaida en Syrie. Ce qui ne les empêcherait pas de rester particulièrement

actifs. Dans un texte diffusé dans la nuit du 29 au 30 novembre 2017, l'un de ces dirigeants, Abdel Rahim Atoun, décrit le rôle des deux hommes entre fin 2013 et 2016 quand il était impossible, pour les djihadistes syriens, de communiquer avec le chef d'Al-Qaida, Ayman Al-Zawahiri, probablement caché au Pakistan. Al-Zawahiri indisponible, Al-Qaida aurait confié sa direction à Abou Khayr Al-Masri (tout juste libéré d'Iran), secondé par Abou Mohammed et Saif Al-Adel depuis l'Iran (le chef djihadiste syrien prend tout de même soin de les anonymiser en les désignant « deuxième » et « troisième suppléant »). « *Le troisième suppléant* » communique par Internet, précise Atoun.

« *Saif Al-Adel vit là-bas [en Iran]. Il est en relation étroite avec ses relais en Syrie et il dispose d'un accès régulier à Internet* », a confié au *Monde* le chercheur Tore Hamming, contributeur au site Jihadica, qui se fonde notamment sur des entretiens et un suivi des déclarations de djihadistes. Jihadica avait repéré, depuis plusieurs mois, le manège des deux dirigeants d'Al-Qaida résidant en Iran.

Abou Al-Qassam, l'un des deux hommes libérés en 2015 par Téhéran, abonde : « *Si les Iraniens interdisent aux cheikhs Abou Abdallah et Saif Al-Adel de voyager en dehors du pays, ils peuvent néanmoins se déplacer et mener une vie normale.* » Le 30 novembre, c'est au tour du chef du bureau des communications extérieures d'Al-Qaida, Abou Abdallah, d'apporter sa contribution à ce grand déballage. Dans un message aussi rare que surprenant, il prétend que la direction d'Al-Qaida peut aujourd'hui communiquer « *presque quotidiennement* » avec qui elle veut. Si le mariage de convenance entre Téhéran et le groupe djihadiste s'interrompt à l'occasion, le divorce ne semble pas encore prononcé. ■

## La CIA déclassifie « dans l'intérêt de la transparence »

**LES FAITS QU'ÉTAIT** la nouvelle série de documents publiés par la CIA sont pour l'essentiel déjà connus : même si elles étaient limitées et parfois conflictuelles, l'Iran a entretenu des relations avec Al-Qaida, organisation qui lui est pourtant hostile, dès les années 1990. Mais leur publication par le renseignement américain, aujourd'hui, dans un contexte de forte tension sur l'accord nucléaire iranien de 2015, alimente l'idée, défendue par les plus virulents critiques du « deal » nucléaire à Washington, que ces deux bêtes noires des Etats-Unis conspirent contre les intérêts américains.

Ce raccourci coïncide avec le discours du président Donald Trump, qui a lié la menace djihadiste et celle que représente l'Iran dès le mois de mai, à l'occasion de sa visite à Riyad, en Arabie saoudite, puis à la tribune des Nations unies, en octobre. Après avoir défini ce nouvel « axe du Mal »,

M. Trump avait jugé en octobre que l'accord nucléaire n'était pas dans l'intérêt national des Etats-Unis en le « décertifiant ». Dans ce contexte chargé, d'anciens responsables du renseignement américain expriment ouvertement leur crainte de voir la CIA instrumentalisée à des fins politiques.

### Un directeur de la CIA très politique

Ils s'interrogent sur les raisons qui ont poussé l'agence de Langley à rouvrir les archives Ben Laden. En janvier, à la veille de la prise de fonctions de Donald Trump, le renseignement américain avait pourtant annoncé avoir achevé de sélectionner et publier les éléments de ces archives qui pouvaient être rendus publics sans compromettre ses sources et ses méthodes. Ce processus avait duré trente mois.

La récente initiative de la CIA a été autorisée par son directeur, Mike

Pompeo, précise l'agence, qui héberge les nouveaux documents sur son site, à l'écart des autres archives, rassemblées sur celui du bureau du directeur pour le renseignement national (DNI). Le DNI n'aurait pas été consulté avant cette nouvelle publication, estime Ned Price, ancien responsable du Conseil de sécurité nationale sous la présidence Obama.

M. Pompeo a agi « *dans l'intérêt de la transparence* », indique un communiqué de la CIA. Le directeur avait insisté sur les éclaircissements que ces documents fourniraient sur l'Iran et Al-Qaida, lors d'un sommet sur le renseignement organisé, en octobre, par la Fondation pour la défense des démocraties (FDD), un think tank conservateur basé à Washington, à la pointe de la critique de l'accord nucléaire.

Mike Pompeo, un proche de Donald Trump, à qui il délivre lui-même un briefing de renseignement presque

chaque jour, est un directeur de la CIA inhabituellement politique. Cet ancien élu à la Chambre des représentants avait été un farouche opposant à l'accord sur le nucléaire négocié par l'administration Obama. Après sa prise de fonctions, il a promis de pousser l'agence à « *prendre des risques* », de la rendre plus agressive contre l'Iran.

De façon inaccoutumée, la CIA a partagé ces documents, avant leur publication, avec la FDD et un média qui lui est lié, le site d'information *The Long War Journal*, une source respectée par les experts du djihadisme. La FDD, proche d'Israël et des Emirats arabes unis, n'hésite pas, quant à elle, à promouvoir des intellectuels militant pour un changement de régime en Iran. Ces derniers insistent de longue date sur les liens entretenus par l'Iran avec Al-Qaida. ■

LOUIS IMBERT



# Le procès du leader kurde Selahattin Demirtas s'est ouvert en son absence

Accusé de diriger une organisation terroriste, l'opposant turc risque jusqu'à 142 ans de prison

ISTANBUL - *correspondante*

Étrange procès que celui du leader kurde, Selahattin Demirtas, qui s'est ouvert en son absence, jeudi 7 décembre, au tribunal de la prison de Sincan, non loin d'Ankara. Craignant que sa présence physique au tribunal n'entraîne des troubles à l'ordre public, la cour avait exigé qu'il participe par visioconférence, depuis la prison d'Edirne, dans le nord-ouest de la Turquie, où il est incarcéré depuis plus d'un an. M. Demirtas a refusé.

«J'ai été incarcéré sous prétexte que je me dérobaux à la justice mais, depuis treize mois, c'est elle qui me fuit», a-t-il écrit dans un message posté par des proches sur son compte Twitter, juste après l'audience. A l'issue de la première journée de procès, le juge a ordonné son maintien en

détention. La prochaine audience a été fixée au 14 février 2018.

## Une farce

Accusé de diriger «une organisation terroriste», le coprésident du Parti de la démocratie des peuples (HDP, prokurde), deuxième formation d'opposition au Parlement, risque jusqu'à cent quarante-deux ans de prison. Les autorités accusent le HDP d'être la vitrine politique du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), en guerre contre l'État turc depuis 1984. Le PKK est répertorié comme terroriste par la Turquie, l'UE et les États-Unis.

Les observateurs européens et les diplomates étrangers qui avaient fait le déplacement ont dû s'entasser dans une salle exiguë prévue pour 120 personnes; certains n'ont pas pu entrer. Selahattin Demirtas, qui est défendu par des centaines d'avocats, a refusé



de participer, car il estime que ce procès est une farce. Dans une lettre au juge, il avait posé ses conditions, aucune n'a été respectée. Il exigeait, entre autres, que la salle soit assez vaste pour accueillir tous les observateurs et tous les avocats. Il réclamait qu'une table lui soit fournie pour qu'il puisse y poser ses documents.

Son procès est suivi de près par ses partisans. Jeudi, une foule de plusieurs centaines de personnes était rassemblée à la sortie du tribunal. Des feux avaient été allumés autour desquels les militants ont dansé tout en scandant: «Demirtas est notre honneur!»

Leader charismatique des Kurdes de Turquie, M. Demirtas, 44 ans, avocat de formation, avait entraîné le petit parti HDP vers la victoire (près de 13% des voix) lors des législatives de juin 2015. Le Parlement sortant ayant été dis-

sous, le HDP avait recueilli 10,4% des suffrages aux législatives convoquées en novembre 2015, ce qui lui avait permis d'être représenté au Parlement avec 59 députés.

Le 4 novembre 2016, alors que la répression de l'après-putsch raté s'étendait aux cercles de la gauche prokurde, M. Demirtas a été arrêté avec neuf autres députés du HDP. Leurs sièges au sein de l'hémicycle sont désormais vides. Tous sont poursuivis pour leurs liens supposés avec le PKK.

Dans un communiqué publié jeudi, le HDP a réfuté les charges pesant contre Demirtas, largement tirées de ses discours et de ses interventions au Parlement. Selon l'ONG Human Rights Watch, le procès «est une tentative politique du gouvernement turc de miner l'opposition parlementaire».

Aux yeux de la plupart de ses partisans, le seul crime du leader kurde est de s'être affirmé comme l'opposant le plus à même d'affronter Recep Tayyip Erdogan, l'homme fort de Turquie. En raison des poursuites judiciaires engagées contre des figures du parti, le camp prokurde risque de voir sa représentation amoindrie lors des prochaines échéances électorales – les municipales de mars 2019, les législatives et la présidentielle de novembre 2019. ■

MARIE JÉGO

REUTERS

# Iraq oil minister says Kirkuk oil swap deal with Iran is for one year

DECEMBER 10, 2017 / Ahmed Hagagy / KUWAIT (REUTERS)

**IRAQI OIL MINISTER** Jabar al-Luaibi said on Sunday that a deal signed with Tehran to swap up to 60,000 barrels per day of crude produced from the northern Iraqi Kirkuk oilfield for Iranian oil is for one year and subject to renewal.

The agreement signed on Friday by the two OPEC countries provides for Iran to deliver to Iraq's southern ports, on the Gulf, "oil of the same characteristics and in the same quantities" as those it would receive from Kirkuk.

"This is an agreement for one year and then we will see after that whether to renew it," Luaibi told reporters in Kuwait City on the sidelines of an Arab oil ministerial meeting.

The deal in effect allows Iraq to resume sales of Kirkuk crude, which have been halted since Iraqi forces took back control of the fields from the Kurds in October.

Between 30,000 and 60,000 bpd of Kirkuk crude will be delivered by tanker trucks to the border area of Kermanshah, where Iran has a refinery.

Luaibi also said that the construction of an oil pipeline from Kirkuk to the Turkish port of Ceyhan will take one year to build.

It will replace an old, badly damaged section of the Kirkuk-Ceyhan pipeline.



Iraqi Oil Minister Jabar al-Luaibi speaks during news conference at the ministry of oil in Baghdad, Iraq November 27, 2017. REUTERS/Thaier Al-Sudani

It will start from the nearby city of Baiji and run to the Fish-Khabur border area with Turkey.

The territory that the Kirkuk-Ceyhan pipeline ran through was taken by Islamic State militants in 2014 and then recaptured by U.S.-backed Iraqi forces over the past two years.

The minister said he plans to visit Kirkuk oilfield on Thursday with a senior executive from BP to "activate" an agreement signed with the British oil company to help Baghdad halt a huge decline in output from Kirkuk and increase production to higher levels.

"We have a memorandum of understanding with BP to evaluate Kirkuk oilfield to raise output and enhance its reservoirs," Luaibi said.

Iraq has asked BP to help increase output from Kirkuk oilfield to more than 700,000 barrels per day.

Kirkuk is one of the biggest and oldest oilfields in the Middle East, still estimated to contain around 9 billion barrels of recoverable oil, according to BP. BP has provided technical assistance in the past to the Iraqi state-owned North Oil Company to aid the redevelopment of the Kirkuk field. ■



## Olivier Grojean : « Le PKK n'est pas une institution monolithique »

15 décembre 2017

<https://www.revue-ballast.fr>

### ENTRETIEN INÉDIT POUR LE SITE DE BALLAST

Dans les pages de son essai *La Révolution kurde – Le PKK et la fabrique d'une utopie*, paru aux éditions La Découverte, le chercheur Olivier Grojean retrace l'histoire du Parti des travailleurs du Kurdistan. De sa fondation en Turquie, en 1978, à la lutte qu'il mène de nos jours aux côtés des ses organisations satellites, notamment en Syrie et plus particulièrement au Rojava. Mais c'est une lecture critique que l'auteur propose, tout en clair-obscur : le PKK a-t-il changé ainsi qu'il le prétend ? le Rojava est-il le cœur de la révolution socialiste contemporaine ? L'État islamique s'est effondré, Washington a rappelé 400 de ses Marines, Poutine vient d'annoncer le retrait d'une part significative du contingent militaire russe – Assad a salué l'action menée par son partenaire au nom de « la guerre contre le terrorisme » – et le huitième cycle de pourparlers de paix sur la Syrie s'est achevé hier : c'est dans ce contexte que nous en discutons.

**La victoire des Kurdes syriens contre Daech fait d'eux des acteurs de premier plan, d'autant qu'ils revendiquent un projet fédéral pour l'ensemble de la Syrie : quel est leur poids dans les négociations et l'avenir du pays ?**

Pour bien comprendre ce qu'on entend par « Kurdes syriens », il me semble d'abord nécessaire de revenir sur l'emboîtement des différents groupes kurdes ayant participé en Syrie à la lutte contre l'État islamique. La bataille de Raqqa a en effet été remportée par les Forces démocratiques syriennes (FDS), qui est une armée d'environ 60 000 hommes et femmes kurdes, arabes et assyriens, soutenue par une coalition internationale dominée par les États-Unis. Ce sont d'ailleurs les États-Unis qui ont préconisé la création de cette force principalement arabo-kurde afin de faciliter son déploiement dans des zones majoritairement arabes et ainsi poursuivre la lutte contre l'État islamique au-delà du Kurdistan syrien. Car cette armée est en fait une émanation des YPG (Unités de défense du peuple) et YPJ (Unités de défense des femmes), bras armés du PYD (Parti de l'union démocratique) qui contrôle depuis 2012 le Rojava. Fondé en 2003, le PYD est quant à lui une organisation-sœur du PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan, qui mène



une guerre contre la Turquie depuis 1984. Cet emboîtement explique ainsi comment le PKK – considéré comme une organisation terroriste par la Turquie, mais aussi l'Union européenne et les États-Unis – s'est retrouvé, via des sous-groupes qui lui sont affiliés, partenaire privilégié de Washington et principal vainqueur de la bataille de Raqqa contre l'État islamique, après notamment celles de Kobané, Tal-Abyad ou Manbij.

Par ailleurs, vous y faisiez référence, le PYD n'est pas dans une logique indépendantiste telle qu'elle a pu s'exprimer – au moins stratégiquement – au Kurdistan irakien avec le référendum d'autodétermination du 25 septembre 2017. Suivant en cela l'idéologie développée par Abdullah Öcalan, le chef historique du PKK ➤

➤ emprisonné en Turquie depuis 1999, les Kurdes syriens ne revendiquent en effet même pas une autonomie territoriale : l'objectif est l'« autonomie démocratique », c'est-à-dire la formation d'institutions parallèles à l'État, capables de rivaliser avec lui et de le contourner. Autonomie d'action, donc, qui n'est pas bornée par des frontières et pourrait à terme être proposée à tous les peuples qui le désirent. Pour autant, le régime syrien a lui-même évoqué en septembre la possibilité d'une Syrie fédérale, qui permettrait ainsi aux Kurdes de bénéficier d'une véritable autonomie institutionnelle dans

## « Si le PKK et le PYD sont aujourd'hui des acteurs de premier plan, ils sont également dans une situation très délicate en raison des incertitudes de l'après-État islamique. »

le cadre étatique syrien. Même si, dans le même temps, les élections locales organisées le 21 septembre et le 1er décembre dans les zones contrôlées par le PYD ont été qualifiées de « blague » par le vice-ministre syrien des Affaires étrangères, Fayçal Mokdad...

Pour revenir à votre question, si le PKK et le PYD sont aujourd'hui des acteurs de premier plan, ils sont également dans une situation très délicate en raison des incertitudes de l'après-État islamique. La Turquie pourrait-elle envahir le Rojava, comme le laisse penser le progressif encerclement du canton d'Afrin ? Le régime de Bachar el-Assad ne se retournera-t-il pas contre les Kurdes une fois sa viabilité assurée ? Ces questions dépendent notamment du soutien politique et militaire américain et de la capacité de Washington à contenir les velléités turques, iraniennes et syriennes. Jusqu'à présent, la plupart des observateurs étaient persuadés que les États-Unis chercheraient à se désengager rapidement de Syrie afin de ne pas répéter la même erreur qu'en Irak après 2005. Or, début décembre, un porte-parole du Pentagone a affirmé que les États-Unis pourraient rester « un bon moment » en Syrie afin d'« empêcher le retour de groupes terroristes » — évoquant même une durée de 10 ans. Il a également assuré que Washington n'abandonnerait pas les FDS et les aiderait à devenir des « forces de sécurité locales durables, auto-suffisantes et ethniquement diverses ». Ce qui n'empêche pas le PKK de se rapprocher également de la Russie, qui a déployé des soldats dans le canton d'Afrin et a bombardé des positions de l'État islamique à Deir ez-Zor en soutien aux YPG... Les Kurdes syriens sont donc au centre de nombreuses tractations, mais qui ne les concernent qu'indirectement. C'est aussi pour cette raison qu'il est extrêmement difficile de prévoir leur place, leur rôle et leur poids dans l'avenir du pays...

**Le représentant du Rojava en France, Khaled Issa, nous disait qu'en dépit de l'aide circonstanciée de Washington, « On ne nous impose rien, et ça ne changera pas » : l'appui américain aura-t-il un impact sur le processus révolutionnaire en cours ?**

Depuis la bataille de Kobanê, la coopération avec les États-Unis concerne presque exclusivement les questions sécuritaires et la lutte contre l'État islamique. Je ne crois pas que Washington ait eu des exigences particulières et directes concernant l'ordre économique, social ou politique en train de se construire au Rojava. En revanche, un certain nombre de questions sécuritaires ont évidemment des répercussions sur les relations entre les institutions kurdes et la société. Comme je le disais, ce sont bien les États-Unis qui ont préconisé la création des FDS, et l'existence de cette entité a évidemment permis une meilleure acceptation des forces kurdes parmi les populations arabes sous son contrôle, mais aussi une plus grande légitimité à l'international. Les États-Unis ont sans doute également cherché à s'assurer de la présentabilité de la mouvance PKK/YPG/FDS en termes de droits humains, ce qui a pu avoir des conséquences positives sur la contre-insurrection menée notamment à l'égard des Arabes (souvent soupçonnés d'avoir collaboré avec l'État islamique). De fait, ces conséquences indirectes concernent surtout les forces kurdes en zones majoritairement arabes et le PKK lui-même a pris contact avec des ONG

européennes spécialisées dans la résolution des conflits pour apprendre à mieux gérer les populations non-kurdes passées sous son contrôle. Néanmoins, une fois les questions sécuritaires réglées, nul ne sait quelle influence pourraient avoir les États-Unis sur les institutions du Rojava. Peut-on imaginer une promesse de protection en échange de la mise en place d'un véritable pluralisme politique (alors que le PKK est aujourd'hui toujours obnubilé par son hégémonie) ? Ou en échange de contrats pétroliers (ce qui, évidemment, viendraient quelque peu édulcorer l'image de cette révolution) ? Pour l'instant, d'un point de vue sécuritaire, la question réelle est celle du maintien de la présence américaine, dont dépendent directement les nouvelles institutions kurdes. Et d'un point de vue plus politique, c'est la Russie qui porte les espoirs kurdes, car c'est elle qui peut faire pression sur Damas et Téhéran.

**Début novembre, Bernard-Henri Lévy a rassemblé, à Paris, de nombreuses personnalités autour d'une soirée en soutien aux Kurdes et on assiste régulièrement à la dépolitisation totale du Rojava socialiste, au nom d'une certaine lutte contre l'islamisme ou d'un certain féminisme. Comment l'entendre ?**

Depuis la fin des années 1980, les soutiens français aux Kurdes sont davantage orientés vers les Kurdes d'Irak : de Danièle Mitterrand ou Frédéric Tissot à Bernard Henri-Lévy, de Bernard Kouchner à aujourd'hui Manuel Valls et Caroline Fourest, toutes et tous s'intéressent

## « Les dynamiques politiques sont surtout impulsées par le haut et les politiques économiques et sociales mises en œuvre ne remettent pas frontalement en cause l'économie capitaliste. »

d'avantage aux dynamiques kurdes irakiennes — même si Ségolène Royal et François Hollande avaient, dans les années 1990 puis 2010, affiché un réel intérêt pour les questions kurdes de Turquie et de Syrie. Ce phénomène est d'ailleurs très différent en Allemagne, où les projets du PKK et du PYD sont bien davantage relayés par la gauche, qu'elle soit radicale ou social-démocrate. De fait, pour de bonnes ou de mauvaises raisons, les intellectuel.le.s et les politiques français.e.s se sont toujours senti.e.s plus proches du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Barzani ou de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Talabani que du PKK — et maintenant du PYD. Il faut d'abord y voir des stratégies d'internationalisation différentes : si les Kurdes irakiens ont avant tout cherché des contacts institutionnels avec la France et se sont engagés dans du lobbying, le PKK a davantage misé sur la mobilisation de la diaspora kurde de Turquie et la stratégie de la rue face aux États européens. De même, dans les années 1980 et 1990, l'Irak de Saddam Hussein, qui a lancé la campagne Anfal contre les Kurdes en 1988, a bénéficié de beaucoup moins de soutiens en Europe que la Turquie, dont la candidature à une adhésion à l'Union européenne a finalement été acceptée en 1999. Enfin, le modèle de militantisme propre au PKK, la place d'Öcalan dans l'imaginaire politique du parti ainsi que l'utilisation de la technique des attaques-suicides à la fin des années 1990 ont parfois quelque peu « refroidi » ses soutiens potentiels, et en premier lieu les intellectuel.le.s s'intéressant aux Kurdes et les femmes et hommes politiques engagé.e.s au PS ou au PCF. En conséquence, il faut attendre la guerre civile syrienne puis la bataille de Kobanê pour observer un nouvel intérêt pour cette mouvance et pour son projet, mais autour d'acteurs moins médiatiques — ou moins reconnus — comme l'« écrivain-aventurier » Patrice Franceschi ou l'intellectuel libertaire Pierre Bance...

**Vous expliquez que la thèse d'une mutation du PKK (du marxisme-léninisme rigide au fédéralisme écologiste à tendance libertaire) doit être « fortement nuancée ». En quoi ?**

J'ai failli revenir là-dessus, lorsque vous avez parlé de « Rojava socialiste ». En effet, je ne suis pas du tout certain que les ➤



Manifestation pour la libération d'Öcalan, en Allemagne, le 18 mars 2017 (Boris Roessler / dpa / AFP)

➤ pratiques du PKK se soit radicalement transformées au milieu des années 2000, de même que je ne suis pas sûr que la révolution en cours au Rojava soit d'ores et déjà « socialiste » ou « libertaire ». En fait, si Öcalan a effectivement contribué à radicalement transformer l'idéologie du parti quelques années après son incarcération, la plupart de ces « nouvelles » questions possédaient une histoire longue au sein de l'organisation : les rapports entre les hommes et les femmes sont abordés dès le milieu des années 1980, la question de l'environnement – d'abord associée à la culture et aux traditions kurdes – émerge suite à la contre-insurrection des années 1990, le caractère libertaire de la révolution peut être relié à une certaine théorie de l'émancipation de soi et de la responsabilité personnelle observable dès la fin des années 1980, et les revendications d'autonomie en lieu et place d'indépendance sont d'ores et déjà présentes au début des années 1990, même si le concept d'autonomie a été fortement revisité par Öcalan au milieu des années 2000. De fait, le PKK n'est pas une institution monolithique et, au contraire, il faut insister sur le caractère très malléable des discours idéologiques d'Öcalan, en constante évolution depuis la fondation du PKK. Pourtant, il faut bien distinguer les discours des pratiques. Et il me semble que les pratiques du PKK restent aujourd'hui fortement marquées par une certaine théorie de l'Homme nouveau (engagement total, obéissance, autocritique, rupture avec son ancienne vie, etc.), l'idée d'avant-garde éclairée (s'assurer que les sympathisants et la population suivent les recommandations du parti, ce qui vient remettre en cause l'idée d'une « démocratie par le bas »), ou encore l'idée d'une violence qui serait libératrice (la lutte armée, le combat intérieur, etc.). C'est donc aussi pour cette raison que je nuancerais le caractère socialiste ou libertaire de la révolution au Rojava : les dynamiques politiques sont en effet surtout impulsées par le haut et les politiques économiques et sociales mises en œuvre, toujours embryonnaires et dépendantes d'une économie de guerre, ne remettent pas frontalement en cause l'économie capitaliste, du moins pour le moment.

**La mouvance PKK a « favorisé le militaire » au détriment du politique, dites-vous : n'était-ce pas inévitable, par temps de guerre et de fronts multiples ?**

Inévitable, je ne sais pas, mais, sur le fond, je comprends votre question. Comme je l'explique dans le livre, il n'est pas envisageable d'analyser la mouvance PKK en l'extrayant de ses contextes d'action, comme si l'on pouvait juger « toutes choses égales par ailleurs ». Or si l'on s'en tient aux quarante dernières années, force est de constater que le PKK est bien le produit d'une histoire singulière, d'une conflictualité particulière, qu'il faut relier au coup d'État de 1980 en Turquie, à la contre-insurrection turque des années 1990, aux multiples espoirs déçus des années 2000, et aux événements qui secouent le Moyen-Orient depuis l'intervention américaine en Irak en 2003. Et si l'on remonte encore davantage dans le temps, à la fondation de la République turque en 1923 par exemple, on

s'aperçoit que le nationalisme kurde s'est construit sur le modèle inversé du nationalisme turc (social darwiniste, car celui-ci est dominant en Europe à l'époque), ou encore que le culte d'Öcalan ressemble étrangement au culte d'Atatürk, là encore sur un mode inversé. Par ailleurs, au-delà de la dimension socio-historique, on ne peut rendre compte de la violence du PKK sans la recontextualiser au sein de systèmes d'interactions singuliers : les stratégies du parti sont situées, c'est-à-dire qu'elles sont pensées et mises en œuvre à l'aune d'un univers des possibles contraint par le jeu des autres protagonistes, qu'ils soient des États (turc, iranien, américain, russe) ou d'autres groupes politico-militaires comme l'État islamique. Ceci étant dit, il me semble que le parti s'est engagé depuis 2011 dans une nouvelle dynamique plus intransigeante qui a favorisé le militaire aux dépens du politique, même si évidemment des divergences peuvent encore exister au sein de la mouvance PKK à propos de l'option violente. On l'a notamment vu avec l'armement du Mouvement de la jeunesse révolutionnaire patriotique en Turquie et sa stratégie de « libération » des villes à l'été 2015. Or, du fait de la répression turque, extrêmement massive, cette option militaire n'a pas eu les effets escomptés et s'est avérée particulièrement coûteuse politiquement. Bref, des choix sont également faits, qui orientent dans une voie ou dans une autre...

**Le portrait que vous brossez du leader du PKK, Öcalan, n'est pas fameux : culte de la personnalité, autoritarisme, etc. Serait-il, en cas de libération et si l'on vous suit dans votre scepticisme quant à son évolution, un frein au processus de démocratisation des mouvements révolutionnaires kurdes ?**

Au vu des dynamiques actuelles en Turquie, je ne crois pas qu'Öcalan sera un jour libéré. Il faut par ailleurs fortement relativiser l'influence du Serok – Président – dans les processus politiques en

**« Personne ne sait quelle sera la position du régime Assad sur le Rojava une fois que les questions sécuritaires seront réglées. »**

cours. En fait, Öcalan est emprisonné depuis bientôt 19 ans, il est à l'isolement total depuis septembre 2016, il n'a plus rencontré de personnalités politiques ou étatiques depuis avril 2015, et ne peut plus voir ses avocats depuis juillet 2011 : il ne peut donc plus désormais conseiller le mouvement kurde depuis sa prison comme il le faisait dans les années 2000. Pourtant, sa figure continue de rassembler, de mobiliser, d'être au centre de toutes les luttes et de presque toutes les revendications kurdistes encore aujourd'hui. De fait, elle a constitué et constitue encore aujourd'hui un marqueur d'adhésion au PKK : on ne peut critiquer ouvertement le chef au sein du ➤

➤ mouvement et, inversement, se parer de l'aura d'Öcalan permet de légitimer toute sorte de décision. Votre question en amène donc une autre : la domination charismatique d'Öcalan avant son emprisonnement et la place du leader dans l'imaginaire politique de la mouvance PKK aujourd'hui sont-elles un frein à la démocratisation du parti ? C'est une question assez complexe. La « magie » n'est pas forcément incompatible avec la démocratie. Mais quand elle sert à exclure, à soumettre, ou à trancher une discussion au départ argumentée, la figure d'Öcalan peut toujours être vectrice de diverses formes d'autoritarisme.

**Vous rappelez que des fonctionnaires en poste au Rojava sont encore payés par le régime de Damas. On sait également le malaise des Kurdes syriens face à l'hégémonie islamiste au sein de la rébellion syrienne. Comment les cadres du Rojava voient-ils Assad ?**

Oui, la rébellion est souvent perçue comme un bras armé de la Turquie et, inversement, il y a une coopération de longue date entre le régime syrien et le PKK. La Syrie a hébergé le parti d'Öcalan de 1980 à 1999, Bachar el-Assad a remis les clés du Rojava au PYD en 2012, des fonctionnaires syriens sont toujours en poste au Kurdistan, et on a pu voir les YPG/YPJ se retirer de certaines zones afin d'y laisser la place aux soldats du régime. Néanmoins, le PYD a été violemment réprimé dans les années 2000 et les cadres politiques et militaires du mouvement ne se font aucune illusion sur la sincérité ou la droiture de Bachar el-Assad : il s'agit d'une alliance tactique, pragmatique, qui n'exclut pas des heurts et des tensions — et même des revirements spectaculaires. Personne ne sait quelle sera la position du régime Assad sur le Rojava une fois que les questions sécuritaires seront réglées.

**Vous avancez que les politiques d'égalité entre les sexes lancées par le PKK et ses satellites sont « inédites » au Moyen-Orient. Tout en nuanciant leur dimension « féministe ». Dans Libérer la vie : la révolution de la femme, Öcalan appelle pourtant explicitement à la lutte contre le patriarcat, la domination masculine et « l'homme sexiste » ?**

Les militantes et combattantes du PKK elles-mêmes ne se déclarent pas « féministes » et critiquent souvent le féminisme tel qu'il s'est développé en Occident. Comme je l'ai montré en détail dans plusieurs articles et dans le livre, la question féminine émerge au sein du PKK moins comme un projet égalitaire que comme une volonté de corriger les comportements féminins (associés à la trahison potentielle) et masculins (associés à la puissance et à la domination) afin de soumettre les militants. Il s'agit également au départ de rationaliser les rapports de genre et l'économie libidinale (les histoires d'amour, la sexualité) dans des groupes de guérilleros ou clandestins soumis à une certaine forme de promiscuité. Si le parti a donc promu les femmes dans ses différentes instances (jusqu'à l'institutionnalisation de co-directions mixtes), il a également exigé l'interdiction des relations sexuelles entre ses membres, instauré un code de la pudeur proche de ce qui s'observe au sein de la société kurde, et a lié ces éléments à un idéal d'engagement, d'obéissance et d'investissement de soi explicité dans les théories de l'« Homme nouveau » et de la « Femme libre ». En raison de toutes ces règles et normes instituées, de cette déssexualisation, il est impossible aujourd'hui pour un.e militant.e ou un.e combattant.e d'inventer de nouveaux rôles féminins et masculins alternatifs. Par exemple, dans Libérer la vie, Öcalan explique ce qu'il entend par « science de la femme » — la jineolojî, en kurde — en réessentialisant l'identité féminine : les femmes seraient ainsi par nature pacifistes, anticapitalistes, écologistes, auraient une intelligence émotionnelle, une esthétique, une compréhension de la vie et une responsabilité éthique bien supérieures aux hommes. Il y a donc au sein du PKK à la fois une véritable sensibilisation à la domination masculine et aux sentiments d'incompétence féminins, et une incontestable disciplinarisation des corps des militant.e.s et combattant.e.s. Notez que je parle bien ici des branches politiques et militaires des organisations : cette disciplinarisation ne touche pas de la même manière les sympathisants en Europe ou les membres des partis pro-kurdes légaux en Turquie, qui profitent par contre fortement de la sensibilisation, et se mobilisent également contre la domination masculine. C'est ainsi que de nombreuses femmes participent aujourd'hui à la vie politique

**« Les Kurdes se battent depuis près de 100 ans pour leur reconnaissance et subissent des répressions qui ont fait plusieurs centaines de milliers de morts. »**

kurde en Turquie, s'engagent dans des associations ou ont été encouragées à se lancer dans une vie professionnelle rémunérée. Cette politique dépasse donc de loin les cercles des organisations clandestines stricto sensu, et a des effets sociaux qui pourront difficilement être remis en cause.

**L'historien Jean-Pierre Filiu, inlassable contempteur de la cause révolutionnaire kurde, a qualifié de « gauchistes » les « libérateurs » de Raqqa, dont il dit vouloir révéler le « vrai visage » : vous contestez quant à vous les accusations de nettoyage ethnique mais évoquez la difficulté pour la minorité organisée kurde de se lier à la majorité arabe. Sont-ils à vos yeux partis sur la bonne voie ?**

Comme je le disais, les YPG/YPJ ont depuis 2015 élargi leur champ d'action à des zones à majorité arabe et, après nombre de victoires militaires contre l'État islamique, ont ainsi été amenées à gérer des populations non-kurdes. Or, cette gestion s'est faite au départ d'une manière quasi coloniale (les Arabes étant considérés comme arriérés, anarchiques ou tribaux) renforcée par une crainte (souvent fondée) de cellules dormantes de l'État islamique. Progressivement, après diverses expériences plus ou moins réussies, ce mode de gouvernement des populations a évolué avec l'objectif de s'engager dans une contre-insurrection plus « démocratique », non fondée sur des critères ethniques. En Irak, les peshmergas kurdes ont d'ailleurs été confrontés aux mêmes problèmes et ont été interpellés par des organisations internationales des droits humains pour avoir discriminé ou refusé le retour de populations arabes. Dans les deux cas, il me semble cependant qu'il ne s'agit pas d'une politique délibérée et de long terme, mais de tensions — parfois inévitables en pratique — entre enjeux sécuritaires et principes d'égalité ethno-confessionnelle.

**La comparaison entre le mouvement zapatiste au Mexique et le Rojava est régulièrement effectuée. En juin dernier, le Mouvement des Femmes du Kurdistan a d'ailleurs adressé un message de soutien à la représentante des indigènes aux prochaines élections présidentielles mexicaines. Quelles sont toutefois leurs divergences essentielles ?**

Les similitudes entre l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) et le PKK sont en effet nombreuses. Toutes deux d'origine marxiste-léniniste, ces organisations ont évolué vers une idéologie qui privilégie l'auto-gestion, l'écologie ou encore l'égalité entre les hommes et les femmes. Trois éléments fondamentaux me semblent cependant différencier les deux mouvements. Tout d'abord, le phénomène charismatique est bien plus puissant au Kurdistan qu'au Chiapas, où le sous-commandant Marcos s'est retiré. Ensuite, les zapatistes n'ont pas développé une martyrologie telle qu'on peut l'observer au sein de la mouvance PKK. Enfin, et ceci explique peut-être aussi cela, le contexte de guerre est autrement plus violent au Moyen-Orient, où les Kurdes se battent depuis près de 100 ans pour leur reconnaissance et subissent des répressions qui ont fait plusieurs centaines de milliers de morts. Alors que les Indiens du Chiapas se pensent encore au sein de la nation mexicaine, les Kurdes ont beaucoup de mal à s'identifier à la nation turque (fondée sur la turcité) ou à la nation syrienne. Alors que l'EZLN semble avoir réellement laissé le pouvoir aux civils, les forces militaires du PKK restent pour le moment aux commandes au Kurdistan et influencent fortement les processus politiques en cours. L'avenir nous dira si la stabilisation des questions sécuritaires permettra à terme de redonner de l'autonomie au politique. ●

# Kurds claim oppression in Kirkuk region two months after Iraqi takeover

**Fears that heavy-handed tactics might fuel new Sunni insurgency as UN investigates claims Kurdish homes were burned.**

By Seth J. Frantzman

December 17, 2017 18:59  
<http://www.jpost.com>

A video posted online shows Kurdish students in the northern Iraq city of Kirkuk holding a Kurdish flag. They raised the flag to mark "Kurdish Flag Day," an annual event that includes celebrations in the Kurdistan region of Iraq. This flag day was marred, however, by reports of arrests of Kurdish students in Kirkuk and gun battles overnight in the city that continues to be a center of tension between Kurds who live there and the Iraqi central government.

In mid-October, following the Kurdistan Regional Government's independence referendum, the Iraqi central government took over Kirkuk in a display of force, sending tanks and armored columns to wrest the city from Kurdish control. After three years of war on Islamic State, the central government was attempting to reassert its power and reduce Kurdish control of the disputed city that had been defended by Kurdish Peshmerga since 2014. Kurdish activists say that since October, Kurdish stores, homes, cultural and political centers have been targeted in Kirkuk and the nearby city of Tuz Khurmatu. More than 100,000 Kurds fled the city and its neighboring areas in October, and many have not returned home.

Kirkuk and the region around are an ethnically diverse part of Iraq. The area has been claimed by the Kurdish autonomous region and has been a center of contention between Kurds and Baghdad for many decades. Some Kurds call it the "Jerusalem" of Kurdistan. However, many Turkmen and Arabs in the city wish it would be governed by Iraqi security forces. Some support the pro-Iranian Shi'a militias, often called Hashd al-Shaabi, or Popular Mobilization Forces (PMF).

On the night of December 16, locals in Kirkuk reported gunfire. A Turkmen political office was targeted. On Sunday morning, several Kurdish students at the University of Kirkuk were detained by the PMF, locals claimed. The Shi'ite militias were supposed to withdraw from Kirkuk in late October, and their continued presence has resulted in extrajudicial detentions of locals, especially Kurds, say activists. Hemin Hawrami, a senior assistant to former Kurdistan region president Masoud Barzani, tweeted: "Atrocities, oppressions, blockade and collective punishment by Iran-backed Shi'ite militias in Kirkuk failed to break the will and firm determination of our people."

This reminds residents of the lack of security in the city that existed in the years leading up to rise of ISIS. Terrorist groups in and around Kirkuk often targeted the city before 2014. The

divisions within the city enabled terrorist cells to grow. Now, Kurdish resentment at heavy-handed Iraqi tactics risks another round of protests and violence. The Iraqi government and its allied militias removed Kurdish flags when they rolled into the city in October. They replaced them with Iraqi flags and Turkmen nationalist flags. At schools, monuments and other places, the symbolic change angers Kurdish locals. Under Kurdish governance, the Provincial Council in Kurdistan voted in March 2017 to raise the Kurdish flag alongside the Iraqi one. In August, the local Turkmen Front appealed to an Iraqi court, which ruled that the Kurdish flag should be taken down. Two months later, the Iraqis carried out the court decision by force. The Kurdish governor, Najmaldin Karim, was expelled from his office and Kurdish officials fled the city.

Since October, the Iraqi government has sought to increase its control of the economy in the city, signing a new oil deal on December 9 to export 60,000 barrels of oil per day to Iran, in exchange for Iran sending a similar amount to Iraq's southern ports. Baghdad wants to redirect Kirkuk's oil to Iran and elsewhere after years in which the KRG exported that oil via Turkey.

On December 15, the UN high commissioner for human rights issued a report expressing "serious concern" about violence in the city of Tuz Khurmatu, southeast of Kirkuk. The city had been occupied by Iraqi forces in October. "In recent weeks, clashes have broken out between Kurdish Security Forces, also known as the Peshmerga, and

Turkmen Popular Mobilization Units. This fighting has to date resulted in an unconfirmed number of deaths in each group." A UN team visited the area for a week in early December, and noted that 150 buildings had been burned. The UN noted in October that many Kurdish families had fled the city and not returned, and that Kurds reported their houses had been looted.

Since early December, there have also been clashes near Tuz Khurmatu in the mountains to the east of the city. According to Kurdish media network NRT, the Iraqi Army sought to attack a group of "Sunni fighters" on Ghara Mountain. In addition, mortars and rockets were fired at Tuz from the mountains, and Iraqi warplanes bombed the area in response. Rudaw, a Kurdish media network, has also reported that an armed group of Kurds had formed a "liberation army" in the mountains to resist Iraqi control. There were also rumors that other armed men, comprised of Kurds and Arabs, were operating in rural areas near Tuz. The picture painted in various reports is that the swift advance of the Iraqi Army and Shi'ite militias will be contested by disaffected groups, including Kurds and Sunni Arabs. This could represent a return to the years before 2014, when jihadist groups such as Ansar al-Sunnah and Ansar al-Islam operated in the area, fueled by Sunni grievances against what they saw as a pro-Iranian regime in Baghdad. A new insurgency could be ignited by these grievances as well as by former ISIS fighters who survived and fled into the Hamrin Mountains and other rural areas, awaiting their chance to return. ♦



DECEMBER 14, 2017

## Iraqi MP: 600 tankers of oil smuggled from Kirkuk, disputed areas daily

Baxtiyar Goran November 14-2017  
<http://www.kurdistan24.net>

**ERBIL, Kurdistan Region (Kurdistan 24)** – An Iraqi Member of Parliament on Tuesday revealed that oil in Kirkuk and other disputed areas is being smuggled and sold illegally.

During a press conference, Nadhim al-Sa'idi, Head of the Services and Constructions Committee in the Iraqi Parliament, warned that oil smuggling in Kirkuk and other disputed areas continues. He also urged the government to take action to prevent the crime.

"Smuggling oil from Kirkuk oil fields and other regions in the disputed areas continues with over 600 trucks of oil smuggled on a daily basis," the Iraqi MP stated. "Each barrel of oil is sold for 10

USD."

Sa'idi urged Iraqi Prime Minister Haider al-Abadi to take all the necessary legal and military measures to stop the smuggling.

"Iraqi forces are present in the areas where the oil is being smuggled and can stop it," he added.

Sa'idi did not name those responsible for smuggling the oil, but claimed the money was sent to terrorist organizations.

On Oct. 16, the Iraqi army and Iranian-backed Hashd al-Shaabi attacked Peshmerga forces in Kirkuk and other disputed territories, taking control of the oil fields previously managed by the Kurdistan Regional Government's (KRG) Ministry of Natural Resources.

Following the attack and takeover of the oil



**Meeting between Commander of the Iranian-backed Hezbollah Brigades Abu Mahdi al-Muhandis and the Iraqi Oil Minister, Jabar al-Luaibi.**

fields, currently protected by Shia militia groups supported by Iran, the Iraqi Oil Ministry has begun discussions with Iranian officials regarding oil exports from Kirkuk and other disputed areas.

According to recent reports, Deputy Commander of the Hashd al-Shaabi Abu Mahdi al-Muhandis, a US-designated terrorist, met with the Iraqi Oil Minister to discuss different ways of protecting Kirkuk's oil fields. ♦

# Why is Turkey Silent on Russia's Cooperation with the Syrian Kurds?

Gönül Tol — December 19, 2017  
<https://warontherocks.com>

Turkey's President Recep Tayyip Erdogan never misses an opportunity to swipe at the United States for its cooperation with the Syrian Kurdish militia, the YPG (People's Protection Units), a key U.S. ally in the fight against ISIL. On an almost daily basis, he slams Washington for "giving weapons to a terror organization" and declares U.S. policy to be a violation of the NATO treaty. When Brett McGurk, the U.S. official responsible for coordinating the international coalition against ISIL, visited YPG members in the Syrian town of Kobane and posed for the cameras with Kurdish commanders, Erdogan asked the United States to "choose between us or the terrorists." The Turkish foreign minister said he should be sent home while pro-government columnists called for his detention.

But when it comes to Russian support for the YPG, Ankara is mute. Neither Erdogan nor other top ruling party officials uttered a word when the Russian commander at the Hmeimim military base and the YPG spokesman appeared before cameras and made a joint press statement. The Russian commander said they were conducting a joint operation against ISIL in the eastern city of Deir ez-Zor. Russian warplanes provided air cover for the YPG while the Kurdish forces protected Russian forces on the eastern side of the Euphrates.

Turkey's muted response to Russia's collaboration with the YPG points to an inconvenient truth for the ruling AKP: Ankara has historically been vulnerable to Russia's Kurdish policy. In the past, it had leverage to keep Moscow in check. But today, Ankara's hands are tied. Turkey has no leverage to steer Russia away from cooperating with its archenemy. Ankara might hope Moscow will drop the Kurds as the campaign against ISIL begins to draw to a close. But Russo-Kurdish partnership has deep roots that stretch back to the turn of the last century and might last longer than Turkey would like. As American power in the region is perceptibly in retreat, Russia is trying to fill the vacuum. In Moscow's regional calculations, the Kurds might prove to be more than great fighters. They could provide the Kremlin with further leverage.

## RUSSIA'S DEEP-ROOTED RELATIONS WITH THE KURDS

The Kurds have historically played an important role in Russian efforts to exert its influence in the Middle East. During the Cold War, the Soviet Union used the Kurds to bypass America's containment strategy in the region.

Shortly after World War II, Moscow supported the creation of the Kurdish Republic of Mahabad in Iranian Kurdistan to increase its influence in the region. After the Iranian army crushed the Kurdish forces, the fighters led by Mustafa Barzani took refuge in the Soviet Union.

In Iraq, Moscow used the Kurds as a trump card not just against Washington but also against Baghdad. The Soviets supported Kurdish demands for national autonomy. Throughout the 1950s, when Moscow had an opponent in Baghdad, this support became a lever to keep the central government in check. But even in the case of pro-Soviet governments that followed the 1958 revolution, Moscow wanted to preserve the Kurdish trump card. In the 1960s, Moscow led international efforts at the United Nations charging Iraq with conducting a genocidal war against the Kurds. In 1970, Moscow mediated between Baghdad and the Kurds to sign a peace agreement that provided for the autonomy of Iraqi Kurds. After 1973 when the Kurds adopted an openly pro-Western stance due to growing ties between the Iraqi and Soviet governments, the Soviets supported Baghdad's war against the Kurds, which generated demand for Soviet weapons. No matter which direction they leaned, the Kurds served as Moscow's leverage in Baghdad.

During this period, the Soviet Union established close relations with Turkey's Kurds as well. In the 1970s, the Kurdistan Workers' Party (PKK) was established as a Marxist-Leninist and Kurdish nationalist organiza-



tion. The works of Vladimir Lenin and Joseph Stalin became the "main, if not the only, ideological sources of the PKK's assumptions, beliefs, and values." After the extensive repression that followed the 1980 military coup in Turkey, many PKK members left the country for Syria, a close Soviet ally, where they received considerable support from the Hafez al-Assad regime. Moscow provided material support and training through their proxies but the political support to the PKK was public.

After the Cold War, Russia kept the Kurds as a trump card to exert pressure on Turkey. In an effort to close its widening foreign trade gap and fill the void left by the collapse of the Soviet Union, Turkey sought to cultivate closer ties to the new republics in Russia's backyard. To restrain Turkey's influence, Moscow played the Kurdish card.

The 1990s were marked by the height of Turkey's war against the PKK that had been waging an insurgency against the Turkish state since the 1980s. To exert pressure on Turkey, in the mid-1990s, Russia entertained the possibility of establishing a Kurdish parliament-in-exile in Moscow. In 1995 and 1996, Moscow held several international conferences featuring organizations close to the PKK. Turkish media even circulated reports that the PKK set up a camp in Moscow where the militants were receiving military training.

Turkey responded in kind. During those years, Russia was waging its own fierce war against Chechnya. In the early 1990s, after the fall of the Soviet Union, separatists in the newly formed Russian Federation Republic of Chechnya launched a coordinated campaign for independence, which led to two bloody wars. Russia opposed Chechen independence, arguing Chechnya was part of Russia.

Chechens enjoyed strong support in Turkey. During the first Chechen war that started in 1994, Turkey hosted exiled Chechen warlords. Turkish mayors who were members of the Islamist Welfare Party provided medical aid for the Chechen guerrillas. There even emerged calls within Turkey's Islamist and nationalist circles for a military intervention in Chechnya to support their war of independence. Both Turkish media and Russian officials argued that Turkey was channeling financial and military aid to Chechnya through Turkey-based Chechen organizations. The most notable was the Chechen-Caucasus Solidarity Association, which was reported to have some 10,000 members in Turkey. Russian officials repeatedly asked the Turkish government to close down these organizations and stop sending volunteers and weapons to the Chechens.

This culminated in a protocol agreement to "prevent terrorism" in 1995. Russia agreed not to allow the PKK to set up organizations in Russia. In return, Turkey promised that it would not support the Chechen cause. Despite the agreement, the distrust remained in bilateral ties.

Moscow and Ankara decided to open a new chapter in bilateral ties at the turn of the century. In 2005, Erdogan and Russian President Vladimir Putin met in the Russian Black Sea resort of Sochi and

reached an agreement to support each other's positions on Chechnya and the Kurds. For a while, frictions over the Kurdish issue seemed to be dissipating.

#### SYRIAN CONFLICT REIGNITES THE KURDISH QUESTION

After the Syrian conflict started, however, the Kurdish issue flared up again in Turkey's relations with Russia. After Turkey shot down a Russian military jet for violating its airspace, Moscow delivered weapons to the YPG in western Syria. In February 2016, a Syrian Kurdish diplomatic mission opened in Moscow. In March 2017, reports surfaced that Russia was building a military facility in Kurdish-controlled Afrin, where Russian military advisors were to provide training to Kurdish forces. The move raised eyebrows in Ankara.

Russia has also provided diplomatic support to the Syrian Kurds. To Turkey's dismay, Russia proposed a draft constitution earlier this year, which included Kurdish autonomy. More recently, Moscow decided to invite the Democratic Union Party — the political arm of the YPG — to a congress of Syrian ethnic groups in Sochi, and announced the party would be included in the Astana talks. These decisions have become thorns in bilateral relations. Despite Turkey's objections, Russian officials continue to argue that the Democratic Union Party must be at the table when discussing the future of Syria.

To Moscow, cooperation with the YPG maintains political pressure on Turkey and supports an effective fighting force against the Islamic State, which is a key security concern for Russia. But as in the past, the Kurds of the region serve a larger purpose for Russia's regional policy. They provide Moscow with a channel of influence in the Middle East.

To that end, Russia has been cozying up to the Iraqi Kurds as well. While Washington, European countries, Turkey, and Iran opposed a

move by Iraq's Kurds to hold an independence referendum in September, Moscow issued no such call to cancel the vote. Instead, Russia announced its latest energy investment in Iraqi Kurdistan and became the lead funder of Kurdish energy deals. The move not only provides Russia with leverage in Iraqi politics but could also establish Moscow in a market that Turkey has been seeking to exploit to reduce its energy dependence on Russia.

Given Russia's interest in returning in force to the region, Moscow is likely to deepen its ties to the Kurds. In Ankara, that prospect calls up memories of the 1990s. Like in those years, the Kurdish question is Turkey's Achilles heel. But unlike then, Ankara has no leverage to moderate Russia's actions. With a pro-Russia Chechen leader in charge, Russia is not as vulnerable to the Chechen nationalist movement, denying Turkey the lever of influence it enjoyed before.

That leaves Turkey weak vis-à-vis Russia. The only way out is for Ankara to return to the peace negotiations with its own Kurds. But that is a dim prospect before the 2019 presidential elections. Erdogan is playing on the Turkish nationalists, rendering a return to negotiations with the Kurds politically risky for the Turkish president. Until Turkey resolves its Kurdish question, Ankara will remain silent on Russia's cozying up to the Kurds while bashing Washington for doing the same. ●

*Gönül Tol is the founding director of The Middle East Institute's Center for Turkish Studies. She is also an adjunct professor at George Washington University's Institute for Middle East Studies. Previously, she was an adjunct professor at the College of International Security Affairs at the National Defense University. She has written extensively on Turkey-U.S. relations, Turkish domestic politics, and foreign policy and the Kurdish issue.*

## Tehran Pressures Syrian Regime into a Kurdish Standoff

21 December, 2017 Moscow, Beirut, London-Taha Abdelwahad, Caroline Akkoun and <https://aawsat.com/>

Tehran continues its pressure on the Syrian regime in Damascus to go into a military confrontation with the Washington-backed Syrian Democratic Forces, a largely Kurdish group, Kurdish sources told Asharq Al-Awsat.

Sources cited the Syrian Deputy Foreign Minister Fayssal al-Miqdad labeling the SDF, in an interview with an Iranian television, a terrorist organization.

Iran has sided with the Syrian regime in the six-year civil war and is at odds with Kurdish people seeking to cement autonomous rule in areas under their control.

For their part, the Kurdish People's Protection Units stepped up patrols in areas in eastern and northern Syria and reinforced their points with additional troops, fearing moves by Arab tribesmen who rejected the Kurds' dominance after the regime ordered them to do so.

Regime head Bashar al-Assad labeled the SDF, backed by the US-led coalition, as "traitors" which later provoked a response in which Kurdish leaders called Assad a "terrorist."

Sources pointed out that the regime began



SDF forces in Syria. PHOTO: Asharq Al-Awsat

to open channels of communication with Arab tribes in the country's east, inciting them to rebel against Kurdish "units".

On the other hand, the eighth round of consultations in Astana on the Syrian crisis is currently underway.

The talks held in Kazakhstan's capital kicked off with the participation of UN special envoy on Syria Staffan de Mistura and representatives from both the United States and Jordan.

The Kazakh Foreign Ministry said that the delegations of guarantor states had confirmed their participation in the current round of

consultations.

Sources predicted that Astana 8 would shift from focusing on military concerned topics, which had been the main theme of the Astana process since its start, to issues such as political settlement.

It is expected that the Syrian National Dialogue Conference which took place in Sochi will be a highlight in Astana.

Kazakhstan is hosting negotiations that aim to end the Syria crisis. Discussions in the past few months have focused on establishing de-escalation zones in Syria. ◆



# Guerre des mots entre Assad et les Kurdes en Syrie

## les Kurdes accusent Assad d'avoir ouvert les frontières aux jihadistes

Qamichli (Syrie) AFP le 18/12/2017  
<http://www.lepoint.fr>

Le président Bachar al-Assad et les forces kurdes ont échangé lundi des accusations violentes et inédites depuis le début de la guerre en Syrie, faisant craindre un déclenchement des hostilités entre les deux camps.

Pendant près de sept ans de conflit, les Kurdes et le régime ont réussi pratiquement à s'éviter hormis quelques accrochages. Mais avant la guerre déclenchée en mars 2011, cette minorité - 15 % de la population - avait été opprimée pendant des décennies sous le régime du clan Assad.

C'est le président syrien qui a déclenché cette guerre des mots, en qualifiant de "traîtres" les milices kurdes syriennes soutenues par les Etats-Unis et considérées comme la colonne vertébrale de la lutte contre le groupe jihadiste Etat islamique (EI) en Syrie.

Les milices kurdes au sein des Forces démocratiques syriennes (FDS) ont réussi à chasser l'EI de plusieurs villes avec l'aide de la coalition internationale menée les Etats-Unis. Leurs opérations ont été lancées sans coordination avec le régime Assad qui lui, appuyé par l'allié russe, a combattu ces mêmes jihadistes dans d'autres régions du pays.

"Lorsqu'on parle de ceux qu'on appellent 'les Kurdes', ce ne sont pas juste des Kurdes. Tous ceux qui travaillent pour le compte d'un pays étranger, notamment sous commandement américain, sont des traîtres", a dit M. Assad, dont les propos ont été diffusés par la présidence sur les réseaux sociaux.

"C'est notre évaluation de ces groupes qui travaillent pour le compte des Américains", a ajouté le président syrien devant des médias russes et officiels syriens, après avoir reçu une importante délégation russe.

### 'HORDES DE TERRORISTES ÉTRANGERS'

En réponse, les FDS, une alliance de milices dominées par les Kurdes syriens, ont accusé le régime Assad d'avoir ouvert les frontières du pays aux jihadistes étrangers.

"Bachar al-Assad et ce qui reste de son régime sont les derniers à pouvoir parler de trahison, car ce régime (...) est celui qui a ouvert les portes du pays aux hordes de terroristes étrangers venus des quatre coins du monde", ont-elles affirmé dans un communiqué.

"C'est lui-même qui a libéré tous les terroristes de ses prisons pour qu'ils versent le sang des Syriens de tous bords", ont ajouté les FDS.

L'opposition syrienne avait aussi accusé le régime d'avoir libéré de prison tous les extrémistes au début du conflit afin de porter atteinte au caractère pacifique de la révolte syrienne.

"Ce régime (...) est lui-même une définition de la trahison", ont encore dit les FDS, dominées par les Unités de protection du peuple kurde (YPG). "Si les Syriens n'y font pas face, le pays ira vers la partition, ce que nos forces ne permettront en aucun cas".

Au début de la guerre, les Kurdes ont adopté une position de "neutralité" envers le pouvoir et la rébellion, cherchant à rester à l'écart du conflit.

Les forces du régime se sont retirées unilatéralement des zones kurdes mi-2012, un retrait perçu alors comme une tactique destinée essentiellement à encourager les Kurdes à ne pas s'allier aux rebelles.

### CRAINTES D'OFFENSIVES

Les Kurdes ont ensuite bénéficié du chaos pour établir une autonomie de facto dans les terri-



Le président syrien s'en est pris également violemment hier à la France, l'accusant de « soutien au terrorisme ». AFP/SANA/HO

toires sous leur contrôle dans le nord et le nord-est du pays, créant leurs propres forces de sécurité et leur propre milice, les YPG.

Soutenues au sol par des forces spéciales américaines et par l'aviation de la coalition, les FDS ont chassé en octobre l'EI de Raqa, sa capitale de facto en Syrie.

Elles poursuivent actuellement leur ultime offensive contre l'EI dans l'est de la province de Deir Ezzor, les jihadistes contrôlant désormais moins de 10 % de cette région.

Le régime, appuyé par l'allié russe et les combattants du Hezbollah libanais et iraniens, poursuit une offensive parallèle dans la même région.

L'intervention militaire russe en 2015 au côté du régime Assad a permis à ce dernier de remporter d'importantes victoires contre les rebelles et les jihadistes et à reprendre d'importants pans du territoire.

Le régime contrôle 55 % du territoire syrien après avoir chassé rebelles et jihadistes de nombreux fiefs, tandis que les Kurdes en contrôlent 28 %.

Les Kurdes ont récemment exprimé leurs inquiétudes quant à une offensive du régime syrien contre eux ainsi que de la Turquie voisine contre eux.

Ankara considère les YPG comme un groupe "terroriste". Jadis alliée de Damas, la Turquie a soutenu la rébellion anti-Assad et abrite l'opposition syrienne en exil à Istanbul.

Déclenché par la répression de manifestations pacifiques, le conflit en Syrie s'est complexifié avec l'implication de pays étrangers et de groupes jihadistes, sur un territoire morcelé. Il a fait plus de 340.000 morts. ●



Des combattants kurdes marchent dans une rue détruite de Raqa après en avoir chassé les jihadistes, le 20 octobre 2017 © BULENT KILIC AFP/Archives

REUTERS

## Turkish air strikes kill 29 Kurdish militants in northern Iraq

DECEMBER 11, 2017 / ISTANBUL / (REUTERS)

TURKISH warplanes hit Kurdistan Workers Party (PKK) targets in northern Iraq on Monday and killed 29 of the

group's militants, Turkey's armed forces said.

The PKK fighters were believed to be preparing an attack on Turkish border posts from the Hakurk and Metina regions of northern Iraq, the army said in a written statement.

Several caves and shelters used by the militants were destroyed in the air strikes, it said.

The PKK, which has been waging an insurgency in southeast Turkey since the 1980s, is designated a terrorist group by Turkey, the United States and the European Union. More than 40,000 people have been killed in the conflict. ●



19 décembre 2017

# Mouvement de colère au Kurdistan irakien, cinq morts lors d'une manifestation

Par FRANCE 24 avec AFP et Reuters 19/12/2017  
france24.com

**C**inq personnes ont tuées mardi près de Souleimaniyeh, dans le Kurdistan irakien, lors de rassemblements contre leurs dirigeants qu'ils jugent responsables de la crise politique et économique que traverse la région autonome d'Irak.

Au moins cinq personnes ont été tuées et 80 autres blessées, mardi 19 décembre, à Rania, au Kurdistan irakien, où des centaines de manifestants exprimaient leur colère après des années d'austérité et de retards dans le versement des salaires de la fonction publique.

À Souleimaniyeh, 1 250 manifestants environ, enseignants, étudiants et fonctionnaires pour la plupart, ont défilé dans la ville avant de se heurter aux forces de l'ordre. Selon les services de santé, six d'entre eux ont été blessés après avoir essuyé des tirs de balles en caoutchouc et de gaz lacrymogènes.

Les protestataires ont incendié les bureaux des partis politiques kurdes à Koya et Kifri et les autorités ont de leur côté coupé les axes routiers menant à Souleimaniyeh, principal foyer de la contestation, a constaté un journaliste de Reuters.

Lundi, déjà, plusieurs bureaux de formations politiques avaient été incendiés dans la province de Souleimaniyeh, celui qui abrite le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), au pouvoir, et celui de son partenaire, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), notamment.

Tout en reconnaissant le "droit légitime" de manifester, le gouvernement régional du Kurdistan a dénoncé mardi les attaques de bâtiments publics et de sièges de partis politiques, les qualifiant d'inacceptables.

Shaswar Abdul Wahid, ex-patron de la chaîne de télévision kurde NRT et fondateur du mouvement de contestation "Nouvelle génération", a été arrêté, mardi, avec sa femme à son arrivée à Souleimaniyeh. Il est accusé d'incitation à manifester contre les autorités kurdes. Par ailleurs, les forces de sécurité ont pénétré dans la soirée au siège de la chaîne NRT et ont arrêté sa diffusion, selon son directeur général,



Photo d'un siège d'un parti politique au Kurdistan irakien incendié lors de manifestations, à Piramagroun, dans la province de Souleimaniyeh, le 19 décembre 2017 ((c) Afp)

Awad Ali.

"VERS UN CHANGEMENT RADICAL"

Les protestataires entendent marquer leur défiance vis-à-vis des formations qui dominent la vie politique du Kurdistan depuis des décennies, qu'ils accusent de corruption tout en exigeant la démission du gouvernement de cette région autonome, affaibli par le récent fiasco du référendum d'indépendance.

Interrogé par l'AFP, Issam al-Fayli, professeur de Sciences politiques à l'Université d'al-Moustansariya à Bagdad, estime que "ces manifestations visent tous les politiciens car les gens ont le sentiment que ces derniers les font vivre dans l'injustice". Et d'ajouter : "C'est la première fois qu'il y a des manifestations contre toutes les personnalités kurdes et je crois que l'on va vers un changement radical, car il n'y a pas actuellement de politicien capable de gérer le dossier politique et de régler les problèmes des citoyens."

La crise économique qui couvait déjà au Kurdistan s'est aggravée à la suite du référendum d'indépendance organisé par Massoud Barzani le 25 septembre dernier malgré la ferme opposition du pouvoir central et de la communauté internationale. Le "oui" à l'indépen-

dance l'a largement emporté, mais Bagdad n'a jamais reconnu ce résultat ni le scrutin lui-même.

**SALAIRES AMPUTÉS**

Dans la foulée du référendum, les forces gouvernementales ont fait mouvement en direction du Kurdistan irakien et se sont emparées de territoires que Bagdad et Erbil se disputaient, notamment la riche province pétrolière de Kirkouk, réduisant de moitié les revenus pétroliers de la région autonome.

Le pouvoir central, en position de force, a en outre fermé l'espace aérien international pour les liaisons avec les deux aéroports du Kurdistan : beaucoup de compagnies privées kurdes et étrangères ont par la suite fermé leurs portes.

Selon les habitants interrogés par l'AFP à Erbil, la capitale du Kurdistan irakien, les salaires ont été amputés et, dans le même temps, alors que l'hiver s'installe, le prix du kérosène pour le chauffage a atteint 150 dollars le baril (200 litres), le double d'il y a deux ans. Il n'y a que quatre heures d'électricité par jour et les gens n'ont plus les moyens de payer l'abonnement au générateur collectif. ●



Une permanence du Groupe islamique kurde a été incendiée hier à Rania, dans la province de Souleimaniyeh. Shwan Mohammad/AF P

# TURQUIE Des «civils terrifiés» dans le fief assiégé du PKK

L'austère province de Hakkari, proche de l'Irak et de l'Irak, a vu le Parti des travailleurs du Kurdistan reprendre sa guérilla. Les forces étatiques traquent des habitants accusés de complicité, comme dans le village isolé d'Altinsu, en partie déserté.

**REPORTAGE**

Par  
**QUENTIN RAVERDY**  
Envoyé spécial à Hakkari

En Turquie, on ne leur jette guère plus qu'un rapide coup d'œil habitué. Articles lapidaires, aux formules copier-coller, les *sehit haberi*, ces chroniques nécrologiques annonçant la mort d'un membre des forces de sécurité tué par les combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), sont monnaie courante, voire quasi quotidiennes. Lourdemment défait dans les combats urbains (entre juillet 2015 et mars 2016) après la fin du cessez-le-feu dans les régions à majorité kurde du sud-est de la Turquie et acculé dans les zones montagneuses, le PKK a dû renouer avec ses méthodes de guérilla plus traditionnelles. Désormais, c'est à coups de raids éclairs et avec des engins explosifs improvisés que l'organisation kurde (classée terroriste par l'UE et les Etats-Unis) mène la lutte.

Depuis l'été, une quarantaine de policiers et de soldats ont ainsi perdu la vie. Inlassablement, Ankara répond à la guérilla par de vastes opérations militaires sur le terrain, soutenues désormais par un vaste arsenal de drones d'attaque ouvrant l'accès aux zones d'ordinaire hors d'atteinte. Rien qu'en septembre,

222 membres du PKK ont été tués. Si bon nombre de Turcs des métropoles ne prêtent désormais plus qu'une oreille distraite aux échos sanglants de ce conflit «périphérique» vieux de plus de trente ans, pour les habitants du sud-est du pays, c'est une réalité bien concrète. Hakkari, austère province à la frontière de l'Irak et de l'Irak, où le PKK a toujours trouvé un refuge «idéal» (87% de la région est montagneuse), vit ainsi dans un état de siège permanent.

## Guerre larvée

Depuis des décennies, ses crêtes rocheuses ont vu se multiplier casernes militaires et miradors. Partout sur ses routes, à l'entrée de ses villes, d'impressionnants check-points de la gendarmerie et de la police cadencent le quotidien des habitants. Ces civils kurdes, constamment suspectés par les forces de sécurité d'aider en sous-main la guérilla, sont devenus les victimes de cette guerre larvée. Début août, après la mort d'un policier, une traque est lancée dans le village isolé d'Altinsu (sud-est de la région d'Hakkari, dont la ville principale porte le même nom). «Une centaine d'habitants ont été sortis de chez eux, rassemblés sur la place publique et brutalisés. Des hommes, des femmes, des vieillards, peu importe», relate l'un des villageois, contacté par téléphone – au moment du reportage, l'accès au village était quasiment impossible à cause des check-points. Avec 35 autres personnes, il est ensuite emmené en garde à vue où des actes de torture auraient été commis.

Face à ce que les locaux dénoncent comme une bavure, le gouvernement turc a lancé une vaste enquête et promet des sanctions : «Nous ne laisserons pas ces actes se poursuivre», jurait ainsi le conseiller du Premier ministre turc. Une

trentaine de policiers ont depuis été démis de leurs fonctions. Qu'importe, le mal est fait. «Les gens sont terrifiés, certains ont préféré fuir le village et partir s'installer ailleurs», poursuit l'habitant d'Altinsu. Et l'omerta règne : «Certains ont été menacés s'ils parlaient aux journalistes [...], d'autres ont subi des pressions pour abandonner les poursuites judiciaires.»

Se cantonnant d'ordinaire à frapper les objectifs sécuritaires, le PKK a multiplié ces derniers mois les attaques contre les civils, frappant notamment les représentants du Parti de la justice et du développement (AKP), formation majoritaire au Parlement, dirigée par le chef de l'Etat turc, Recep Tayyip Erdogan. La voix un peu fébrile, le regard un brin perdu, Salih Kahraman, leader du parti conservateur à Hakkari, relate cette soirée du 27 septembre. «J'étais rentré chez moi vers 19h30. Deux heures plus tard, alors que deux de mes enfants s'apprêtaient à prendre ma voiture, le véhicule, garé en bas de chez nous, a explosé. Je n'avais jamais reçu de menace auparavant... Je ne comprends pas», déplore l'homme, qui rappelle que récemment plusieurs de ses collègues n'ont pas eu autant de chance. Tout aussi inacceptable encore pour cet élu de l'AKP, la vague d'attaques contre les ouvriers travaillant sur des projets d'infrastructures régionales (plus d'une dizaine de morts depuis juillet). «C'est inhumain. Ces gens-là sont souvent originaires de la région, ils sont à son service, ils ne font cela que pour gagner leur



*pain. Tout ce que veut le PKK, c'est que la province ne se développe pas.»*

Dans sa croisade contre la guérilla kurde, l'Etat turc sait qu'une victoire sur le terrain militaire n'est pas suffisante. Ankara veut également déraciner le PKK de son ancrage local. Pour cela, le pouvoir a une cible : le Parti démocratique des peuples (HDP, gauche prokurde), deuxième force d'opposition du pays, accusé par le président Erdogan d'être la «vitrine politique» de la guérilla. Privés de leur immunité parlementaire par un vote de l'Assemblée nationale turque, plusieurs députés du parti prokurde (dont ses deux coprésidents, Selahattin Demirtas et Figen Yüksekdağ) ont été arrêtés en novembre 2016. Neuf sont toujours derrière les barreaux, en attente de leur procès.

### «Gagner les cœurs»

La branche locale du parti, le DBP n'est pas épargnée: «Nous étions à la tête de six municipalités sur huit dans la région d'Hakkari. Les six maires ont été arrêtés et remplacés par des kayum [administrateurs publics, proches du pouvoir, ndlr], résumé amèrement Metin Besi, chef de fil local du HDP. Le parti de gauche paie ainsi le prix de son incapacité à prendre ses distances avec la guérilla kurde – bien qu'il en condamne les violences – très implantée socialement dans le Sud-Est. «En tant qu'homme politique kurde, je me

*refuse à désigner le PKK comme une organisation terroriste. Ils se battent pour les droits de la population locale.»*

Un positionnement qui condamne le HDP, pourtant ultramajoritaire dans la région (83 % des voix à Hakkari aux élections de novembre 2015, loin devant l'AKP) à l'impuissance. «Nos locaux ont été perquisitionnés, nos ordinateurs confisqués, on ne peut pas organiser de manifestation à cause de l'état d'urgence et, du fait de tous les check-points ici, c'est très compliqué de faire notre travail d'élu sur le terrain.» Et de conclure: «Difficile donc de pouvoir peser politiquement pour un retour à la paix.» Désormais, dans la province d'Hakkari, ce sont les kayum qui font la loi. A travers eux, l'Etat entend «gagner les cœurs», en investissant massivement dans l'une des régions les plus pauvres de Turquie: le salaire moyen annuel s'élève à environ 2300 euros, quatre fois moins qu'à Istanbul.

### L'emploi, enjeu stratégique

«Grâce à un prêt d'une banque d'investissement turque, nous avons lancé dans la ville des projets de construction routière, de canalisations, de récupération

*des eaux de pluie. Pour un montant total de plus de 11 millions d'euros», se félicite Mehmet Kizilkaya, conseiller spécial du kayum d'Hakkari.*

A l'extérieur de la mairie, des dizaines d'ouvriers s'activent jour et nuit à reconstruire l'avenue principale. «Grâce à un financement de la grande municipalité d'Istanbul [AKP, ndlr], précise le fonctionnaire. L'autre bataille de l'Etat ici, c'est l'emploi, notamment chez les jeunes.» Le défi est titanesque: à Hakkari, un habitant sur quatre a entre 15 et 24 ans et le chômage chez les jeunes caracole à près de 80 % (quatre fois plus que dans le reste du pays). «C'est très difficile d'implanter des usines dans la région. Tout ce qu'on peut faire, c'est engager quelqu'un comme fonctionnaire pour que sa famille puisse vivre de son salaire», explique-t-il. Pourtant, l'emploi des jeunes est un enjeu stratégique dans la guerre contre le PKK, confirme Mehmet Kizilkaya: «Développer l'économie locale, c'est endiguer le recrutement de l'organisation.»

**Dans sa croisade contre la guérilla kurde, l'Etat sait qu'une victoire sur le terrain militaire n'est pas suffisante. Ankara veut également déraciner le PKK de son ancrage local.**



30 décembre 2017

## En crise, le Kurdistan irakien est plus dépendant que jamais de Bagdad

Par RFI Publié le 30-12-2017  
www.rfi.fr/

**L**e Kurdistan irakien est désormais en crise. De violentes manifestations réclament le départ de la plupart des partis politiques kurdes, à qui il est reproché d'être corrompus et de ne pas défendre les intérêts de la population. Une crise politique est également ouverte avec le pouvoir central de Bagdad, alors qu'il y a seulement quelques mois les Kurdes tiraient des bénéfices considérables du pétrole irakien et rêvaient d'un état indépendant.

Lorsque l'Etat islamique se rend maître de Mossoul, en juin 2014, devant une armée irakienne qui se débande, les Peshmergas kurdes stoppent l'avancée des jihadistes, et les combattants kurdes d'Irak y sont pour beaucoup concernant la défaite des jihadistes de l'Etat islamique.

En revanche, leurs dirigeants feront une erreur catastrophique pour la cause kurde. Forts de leurs victoires, ils organisent, malgré le désaccord du pouvoir central de Bagdad, un référendum sur l'indépendance du Kurdistan le 25 septembre.

Pour Bagdad c'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Hormis Israël, tous les pays s'abstiennent de reconnaître les résultats du référendum (93% des voix en faveur de l'indépendance).

Le Premier ministre irakien ordonne la fermeture de toutes les frontières avec le Kurdistan, la fermeture également des aéroports kurdes et surtout,



Vue général de la ville d'Erbil au Kurdistan dans le nord de l'Irak.  
REUTERS/Ahmed Jadallah

ordonne à l'armée irakienne de reprendre, séance tenante, la province de Kirkouk.

Riche en ressources pétrolières, les Kurdes avaient fait main basse trois ans auparavant sur la ville et les six champs pétroliers de la région. C'est un retour à la case départ pour le Kurdistan, qui pour nourrir ses habitants et payer ses fonctionnaires est entièrement à la merci de Bagdad. L'indépendance du Kurdistan irakien devra attendre. ■

# At least 6 killed during violent protests in Iraqi Kurdistan



Iraqi Kurds protest against the authorities on December 19, 2017, in the town of Rania in their autonomous region



Civil servants in Sulaymaniyah protest salary delays

By Gul Tuysuz, Hamdi Alkhshali and Muwafaq Mohammed, CNN  
December 19, 2017  
<http://edition.cnn.com>

- PROTESTS, VIOLENT AT TIMES, ERUPTED FOR SECOND STRAIGHT DAY IN NORTHERN IRAQ
- SIX PEOPLE HAVE DIED AND MORE THAN 70 INJURED, OFFICIAL SAYS

(CNN) At least six people were killed and more than 70 injured Tuesday as anti-government protests erupted for a second straight day, said a provincial health director in Iraq's semi-autonomous Kurdish region.

Five people died during demonstrations over unpaid civil servant salaries and rising tensions with Baghdad in the Kurdish city of Rania in Sulaymaniyah province, according to Miran Mohammad, the provincial health director.

Another person died while undergoing treatment at a hospital, said a security source who spoke on the condition of anonymity because he's not authorized to speak to the media.

Iraqi Kurds have built a semi-autonomous region in northern Iraq with their own regional government, the Kurdistan Regional Government, or KRG, their own armed forces and an oil-dependent economy.

Who are the Kurdish people?

Kurds -- most of whom reside in Middle East countries, including northern Iraq, eastern Turkey, western Iran and small portions of northern Syria and Armenia -- do not have an official homeland or country. They have never achieved nation-state status. In Iraq, portions of the region are recognized by Baghdad.

Some Kurdish security forces were injured in

Rania after demonstrators hurled stones and set political party buildings on fire, the source told CNN.

KRG Prime Minister Nechirvan Barzani appealed for calm, in a statement posted on his official Facebook page.

"Your frustrations are understandable, and I hear them," he wrote. "Peaceful expression of views is, of course, a legitimate and democratic right. But violence is never acceptable. I call on all of you to conduct your protests peacefully."

The protests started Monday -- including in the cities of Sulaymaniyah and Halabja -- as Kurdish civil servants demanded unpaid salaries and other demonstrators angrily called for better water, power and other public services.

The KRG condemned the violence in a statement, saying it sabotaged security and stability.

The government said it recognized citizens' right to protests and expressed concern over "activities that were not a part of civilian movements" that contributed to the violence, especially in Sulaymaniyah province.

The statement noted that buildings connected to the government and political parties had been targeted, leading to injuries and property



Iraqi Kurdish protesters shout slogans in Sulaymaniyah on December 19.

damage.

Videos on social media appeared to show protesters setting fire to buildings connected to the government, as well as the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and Kurdish Democratic Party of Iraq (KDP) in Sulaymaniyah, Kuya and Taktak. Tires and cars also were set ablaze.

Some video appeared to show cheering crowds as demonstrators torched posters of former Kurdish president Masoud Barzani. Heavy gun fire, presumably from Kurdish security forces, can be heard in some videos.

CNN could not independently verify the authenticity of the social media posts.

The regional government has been in financial straits since 2014. Baghdad reduced funding to the region when the KRG decided to bypass the central government and moved ahead with a controversial plan for a Kurdish -controlled pipeline to carry oil from Kirkuk to Turkey.

The KRG has been struggling to pay public sector salaries since a contentious independence referendum in September.

Baghdad regained control of disputed oil-rich fields in Kirkuk. In addition, the region has reeled from the cancellation of international flights as well as increasingly strained relations with neighboring Turkey and Iran.

Kirkuk is critical to the government coffers of both the KRG and the Iraqi government in Baghdad.

Kurdish forces gained control of the multi-ethnic city after Iraqi government forces abandoned it during the ISIS offensive in 2014. ●

CNN's Gul Tuysuz reported from Istanbul, Hamdi Alkhshali from Atlanta and Muwafaq Mohammed from Erbil, Iraq. Ray Sanchez wrote in New York.

# Official: UN human rights probe in Khurmatu 'misguided' by Shiite militia

By Rudaw.net 15/12/2017

**ERBIL, Kurdistan Region** – An ongoing UN probe to investigate the allegations of human rights violations in Tuz Khurmatu is being thwarted by the Shiite militia and the Iraqi forces that have controlled the diverse town since October 16, a Kurdish official claimed.

Hasan Baram, the deputy head of the Khurmatu office of Patriotic Union of Kurdistan (PUK) who now resides elsewhere in the Kurdistan Region, told Rudaw that a December 7 visit by the UN Mission in Iraq to investigate the allegations failed to visit the Kurdish areas that have become target for lootings and abuses by the forces who drove out the Kurdish Peshmerga.

UNAMI was not immediately available for comment at the time of publication.

The UN investigating team stated on Tuesday that it discussed the situation in Khurmatu with both Iraqi and Kurdish officials, including with representatives of the Khurmatu displaced who staged a protest in front of its headquarters in Erbil earlier this month. It added that they will focus on areas where Kurdish officials and the displaced claimed the violations took place.

Baram, from the PUK, said that if the UN's next visit decides to be guided by the Shiite Hashd al-Shaabi forces in the town, it is better for them not go at all.



A video screenshot recorded in November shows a Kurdish market damages following the Iraqi takeover of the diverse town of Tuz Khurmatu, south of Kirkuk. Photo: Rudaw TV

He said the UN must not allow the Hashd forces to become their "tour guides" and instead visit the Kurdish areas in Khurmatu. He added that last time the UN visited the town; they just listened to the "murderers," a term he used for the Iraqi forces and the Shiite militia.

"We hope that they will produce a realistic and accurate report this time," the Kurdish official said.

The UN statement also condemned mortar attacks against Tuz Khurmatu which resulted in a number of death and injuries, including civilians. The Hashd forces accused Kurdish militia who call themselves the "Liberation Army" of the mortar attacks, and they have since vowed to carry out a military operation east of

Khurmatu. Kurdish officials and eye witnesses have denied these accusations; instead they blamed it on an "unknown force," who believed to be ISIS remnants.

The Kurdistan Region parliament on December 7 labelled acts of violence in Khurmatu by Iraqi forces and the Shiite Hashd al-Shaabi as "genocide" and "ethnic cleansing" in a special session where the Kurdish MPs, and Khurmatu officials presented evidence for about two hours, discussing the plight of tens of thousands of Kurds who fled the city since October 16.

Speaking to Rudaw on October 21, five days after the fall of Tuz Khurmatu, Iraq's minister for the displaced, Darbaz Mohammed, said the

city was "out of control" and it was "unsafe" for Kurds to go back. He asserted revenge killings had occurred.

Rights organizations, including Amnesty International, also recorded acts of killing and looting in the city.

A Rudaw field investigation on November 26 found that thousands of houses in Kurdish neighbourhoods had been looted, burned and bombed, or appear to have been appropriated by the Shiite Hashd al-Shaabi.

The Office of the Iraqi Prime Minister earlier this month assigned the Ministry of the Displaced to work with the Iraqi federal police and the Hashd forces to return the displaced, but a UN report in early December stated that only 2 percent have done so.

Khurmatu, about 60 km south of Kirkuk, is within the administration of Salahaddin Province in northern Iraq.

Ahmad al-Jabouri, Salahaddin Governor, who visited Khurmatu this week, stated that the security situation in Khurmatu is normal and safe while advising the displaced to return home.

Media access to the town is restricted to a few Iraqi media outlets close to the Iraqi government or Shiite parties. All Kurdish parties have withdrawn their offices from the town, and an attempt to form a committee by the Iraqi parliament to investigate the allegations bore no fruit. ■

# Gorran and Komal withdraw from KRG

By Rudaw.net 20/12/2017

**SULAIMANI, Kurdistan Region** – Both Gorran and the Islamic Group (Komal) have decided to withdraw from the coalition government of the Kurdistan Region on Wednesday.

Gorran decided to give up the post of the Parliament Speaker held by Yousif Mohammed.

Gorran's leadership held a meeting in Sulaimani on Wednesday, following which they also decided to suspend an alliance agreement it signed with the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) in May, 2016 that resulted in forming a joint leadership.

The two joined the coalition

government dominated by the Kurdistan Democratic Party (KDP) after the 2013 parliamentary elections.

Gorran's ministers were suspended in October 2015 because of tensions with KDP in the aftermath of deadly clashes that year which affected the majority of Kurdish cities in Sulaimani and Halabja provinces.

Gorran's General Assembly voted last week to withdraw from the KRG and today the party's executive body, the National Assembly made the final decision to leave.

Komal fills two ministries at the KRG: The Ministry of Agriculture and Environment.

Both parties have stated that they support the demands of the



File photo shows head of the Change Movement (Gorran) Omar Sayeed Ali (L) in a meeting with Ali Bapir, head of the Kurdistan Islamic Group (Komal) in Sulaimani on September 4, 2017. File photo: Sbey

protesters that have been ongoing since Monday who ask for better services, fight against widespread corruption, and the full payment of delayed or reduced of public salaries. However, they urged calm from all sides following two days of deadly violent protests.

Gorran urged other parties to dissolve the current cabinet, and form an interim government following the loss of many Kurdistanis or disputed areas such as the oil-rich Kirkuk to Iraqi forces in mid-October. Both the KDP, and the Patriotic Union of Kurdistan, two of the main

ruling parties in the Kurdistan Region, rejected Gorran call.

Both Gorran and Komal stated that they had joined the KRG cabinet on the promise that they would work with other parties to root out corruption and improve various public sectors.

They said the ruling parties, the KDP and the PUK, continued on the course of wide-level "corruption," extended the term of the then president of the Kurdistan Region for two years in 2015, suspended the parliament for two years, and sacked Gorran ministers of the cabinet.

They added that the ruling parties drove the Kurdistan Region to economic and financial failure and caused the downfall of the

Kurdistan Region's vote on independence.

Both Gorran and Komal called on the KRG to form an interim government to be tasked with preparing for the upcoming elections and holding talks with the Iraqi government in the aftermath of the loss of the disputed or Kurdistan areas in October.

"But after spending several months in waiting, we lost our hope to remain part of this government," the two parties said in a joint statement on Wednesday night.

They called again on parties in the Kurdistan Region to form an interim government.

They two parties said that they support "the just demands of protesters," who do so in a civil

manner, away from violence; that they "condemn" attacks on offices of political and governmental offices; that there is "no ground" to arrest, detain or kill protesters; that those protesters arrested by the security forces must be released; and that any elections to be held must first guarantee that the list of voters will be cleaned.

They concluded that they will begin a "new political phase" that will mainly focus on forming a new alliance to carry out their stated objectives.

Gorran has 23 seats at the Kurdistan parliament and Komal holds six. Gorran dismissed one of its members of parliament in September.

Three parties remain in the

government: The KDP with 38 seats, the PUK with 18 seats, and the Kurdistan Islamic Union (KIU) with 10 seats.

The minorities who are allies with either the PUK or the KDP have 11 seats.

The Kurdish parliament has 111 seats total. It extended its current term for eight months in late October after the elections set for November 1 were postponed mainly because of the Iraqi military incursion.

The KRG last week asked the parliament to set a date for the general elections including the presidential election within three months. ■

REUTERS

## Opposition groups quit Iraqi Kurdish government over protests

DECEMBER 20, 2017 AHMED ABOULENEIN, RAYA JALABI  
BAGHDAD/ERBIL, IRAQ (REUTERS) -

**OPPOSITION GROUPS quit the government of Iraq's Kurdish region on Wednesday in protest at violent unrest in which at least three people were killed, with one group saying authorities had shown a flagrant disregard for life.**

In another test for the Kurdistan Regional Government (KRG) in northern Iraq, the United States meanwhile called on authorities in the semi-autonomous region to respect press freedoms after it shut down a local broadcaster.

The United Nations called for restraint on all sides.

Tension has been high in the region since the central government in Baghdad imposed tough measures in response to an independence referendum on Sept. 25 called by the KRG in which Kurds voted overwhelmingly to secede.

The move, in defiance of Baghdad, also alarmed neighbouring Turkey and Iran who have their own Kurdish minorities.

Strains spilled onto the streets on Monday and Tuesday when Kurds joined protests against years of austerity and unpaid public sector salaries, with some burning down offices belonging to political parties.

At least three people were killed and more than 80 wounded on Tuesday in clashes with Kurdish security forces in Sulaimaniya, local officials said. Some were injured when the crowd was shot at with rubber bullets and sprayed with tear gas.

On Wednesday leading opposition movement Gorran withdrew its ministers from the KRG and Kurdistan Parliament Speaker Yousif Mohamed, a party member, resigned in response to the violence.

Some have demanded the regional government's ousting.

"We urge the international community to confront the flagrant disregard for life, liberty and democracy shown by the authorities in #Kurdistan Region," Gorran said in a tweet.

The Kurdistan Islamic Group (Komal), another opposition party with a smaller presence in parliament, also withdrew from the government.

The U.S. embassy in Baghdad said on Wednesday it was worried about the closure of a local Kurdish broadcaster at the hands of Iraqi Kurdish security forces a day earlier.

"We are concerned by recent actions to curb the operations of some media outlets through force or intimidation, specifically yesterday's raid by Kurdistan Regional Government security forces of the NRT offices in Sulaimaniya," an embassy statement said.

### TEAR GAS, BURNINGS, CURFEWS

The United Nations Assistance Mission for Iraq (UNAMI) also said Kurdish authorities should respect media freedoms and that it was "deeply



People are seen outside the Directorate of province building after it was set on fire by Kurdish protesters in Pera magroon district in Sulaimaniyah, Iraq December 19, 2017. REUTERS

concerned" about violence and clashes during the protests. It called for restraint on all sides.

"The people have the right to partake in peaceful demonstrations, and the authorities have the responsibility of protecting their citizens, including peaceful protesters," UNAMI said in a statement.

Kurdish Asayish security forces on Tuesday raided the offices of Kurdish private broadcaster NRT in Sulaimaniya province, and took the channel off the air.

NRT's founder and opposition figure Shaswar Abdulwahid was also arrested at the Sulaimaniya airport on Tuesday. His family have asked for his release, amid local media reports that another NRT journalist was arrested in Sulaimaniya on Wednesday.

In a statement on Tuesday, Kurdish Prime Minister Nechirvan Barzani, who is on an official visit to Germany, told protesters that although he understood their frustrations, the burning of political party offices is "not helpful".

There were no major protests in the city on Wednesday.

Security forces from the region's capital Erbil have been deployed to help quell the unrest in Sulaimaniya, security sources told Reuters.

After Tuesday's unrest, curfews were imposed in several towns across the wider Sulaimaniya province, some have lasted through Wednesday. Local media reported smaller protests in towns across the province, including Ranya and Kifri. ●

Reporting by Ahmed Aboulenein in Baghdad and Raya Jalabi in Erbil;  
Editing by William Maclean

# Syrie. Bienvenue dans le village des femmes

Au Rojava, l'autre nom du Kurdistan syrien, les femmes construisent une vie dans laquelle il n'y a ni hommes ni capitalisme. Un nouvel idéal militant dans une région qui a perdu ses utopies.



—Daraj Beyrouth

Dans la région kurde du nord-est de la Syrie, sur la route [qui longe la frontière turque] entre les villes d'Al-Darbassiyé et Sere Kaniye [“Ras Al-Ayn” en arabe], un panneau un peu particulier attire l'œil du voyageur. Il indique la direction vers le “village de la femme”. Nous apercevons une grande pierre sur laquelle on peut lire, en plusieurs langues : “Bienvenue dans le village de la femme”. L'endroit ressemble à une ruche. Il y a un groupe de femmes et d'hommes qui préparent du matériel

de construction, les pieds dans la boue jusqu'aux genoux, pour brasser la glaise. Ils l'apportent ensuite dans une brouette à un autre groupe, à quelques mètres de là, qui la dispose dans des moules en bois pour en faire des briques. Celles-ci sèchent enfin au soleil et serviront à ériger les murs des futures maisons.

Les travaux ont commencé au début de l'hiver de cette année et sont censés s'achever au printemps 2018. Les travailleurs et travailleuses sont pour la plupart des volontaires. Certains perçoivent un petit salaire, tels que Fatmé, réfugiée venue de Raqqa avec sa fille. Elle reçoit 50 livres syriennes [0,08 euro] pour chaque brique qu'elle produit. Elle nous explique qu'elle peut en produire plus de trois cents par jour.

Un peu plus loin, un jeune homme, lui aussi de Raqqa, travaille comme maçon à côté de trois jeunes femmes préparant la glaise pour les fondations d'une future maison. Un autre groupe, en arrêt pour une pause bien méritée, chante des hymnes

**Un groupe chante des hymnes glorifiant le sens du travail et la liberté des femmes.**

entraînants avec des paroles glorifiant le sens du travail et la liberté des femmes.

Pour lancer l'idée de ce village, les organisations féministes du Rojava se sont inspirées des livres du chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) [mouvement de lutte armée kurde], Abdullah

Öcalan. Celui-ci a écrit, seul dans sa prison d'Imrali, près d'Istanbul, une série de livres pour revenir sur l'histoire et s'intéresser aux débuts de l'humanité, quand les sociétés fonctionnaient selon le principe de l'autogestion, avec des valeurs et des lois de la vie “communautaire”.

Malgré la difficulté de penser une société qui reposerait sur un seul genre, les organisations féministes kurdes sont convaincues de leur idée. Elles essayent donc de construire une société à petite échelle, libre, gérée par les femmes. Ceux qui participent au projet partent du principe que le village serait économiquement autosuffisant, par une production agricole et le travail manuel. Raman Mardin en est une des coordinatrices. Elle explique que les plans du village ont été préparés par des architectes et des topographes, avec 30 maisons agencées en forme de triangle, qui pourront à terme abriter un peu plus de 200 personnes. En plus des maisons, il y aura un hangar pour le stockage des produits alimentaires, qui seront distribués à chaque famille en fonction de ses besoins. À cela s'ajoutent huit autres bâtiments, tels que l'école, une académie des sciences féminines, un dispensaire spécialisé dans la médecine alternative, avec des traitements par des herbes et autres produits naturels, l'administration ainsi que les assemblées, de même qu'un musée qui exposera des œuvres, images et pièces archéologiques en rapport avec l'histoire des femmes.

“Les femmes en tireront le savoir-faire et les leçons pour mener une vie simple, loin de la ville, du béton, de la convoitise des hommes, des entreprises capitalistiques qui ont détruit l'être humain et qui l'ont transformé en rouage d'une grande machine qui tourne jour et nuit pour alimenter les profits”, explique une autre coordinatrice, Nujin, une Allemande d'origine kurde venue en tant que volontaire pour vivre dans le village. “Nous vivrons loin de la violence du capitalisme”, conclut-elle.

**Séparation des sexes.** Pour ce qui est des rapports avec les hommes, Raman explique que, “évidemment, chaque femme a le droit de vivre ici, à condition de respecter les règles de la vie en commun et les lois que nous sommes en train d'élaborer en guise de constitution du village. Et nous disons d'emblée : pas de place pour les hommes dans le village. Quant à celles qui viennent avec des enfants, nous sommes convaincues que, s'il s'agit de garçons, ils comprendront les règles en grandissant. Ils auront le droit de se marier et de continuer à vivre dans le village. Nous commençons par la femme parce qu'elle est la base, mais cela ne veut pas dire qu'on efface l'homme. L'homme qui vivra ici à l'avenir devra se montrer compréhensif pour l'esprit nouveau que nous construisons, loin du pouvoir masculin et de la mentalité machiste qui marginalise la femme et n'y voit qu'une mar-



chandise ou un corps dont il peut disposer pour le plaisir.”

Et d'ajouter : “C'est certain que la priorité sera de faire venir des femmes. Celles ayant subi des violences, que ce soit du fait de leurs familles ou de la société. Nous voulons →

← créer la femme libre, une femme qui transmettra cette liberté à ses enfants, en les éduquant loin de la modernité capitaliste et de la convoitise commerciale, croyant en la vie partagée entre toutes les religions, confessions et ethnies. D'ailleurs, ce village n'est pas réservé aux femmes kurdes, et nous enregistrons actuellement plusieurs femmes non kurdes. Elles viendront elles aussi vivre ici.”

L'idée du village repose sur la séparation des sexes. Ce concept peut paraître irréa-

liste et irréalisable. Mais les coordinatrices refusent d'entrer dans ce débat et insistent sur la validité de leur projet. Le financement est assuré par un ensemble de donateurs et des sommes récoltées par des œuvres caritatives. À cela s'ajouteront les revenus qu'engendrera l'agriculture, assurent-elles.

Avant de partir, je remarque de nombreuses jeunes Européennes venues comme volontaires. L'une est italienne et me parle dans un kurde très clair pour m'expliquer qu'elle est ingénieure en mécanique et qu'elle compte s'installer dans ce village pour offrir son savoir-faire aux autres habitantes.

En reprenant la route, je me dis que la vie est beaucoup plus simple qu'on ne le croit.

Lors de mes entretiens, on m'a donné un document qui explique comment construire soi-même sa maison. Pendant tout le trajet, j'en parle au chauffeur et lui explique que je vais quitter la ville, m'installer à la campagne et y faire meilleur usage de la glaise et de la terre plutôt que d'en faire un objet de litiges entre États, avec des guerres qui fauchent les âmes. Je suis presque sûr de l'avoir convaincu quand il me dépose, à la fin du parcours. Mais, le lendemain matin, je me réveille avec cette question dans la tête : y aura-t-il une femme pour vivre avec moi ?

—Taha Khalil

Publié le 30 novembre

LA CROIX 21 décembre 2017

## Au Kurdistan d'Irak, la rue contre les partis

— Durant trois jours, des manifestants ont dénoncé l'incurie des responsables politiques.

— Le référendum d'indépendance a accentué les fragilités de la région.

Une partie des Kurdes d'Irak ont signifié, hier encore, l'intensité de leur ressentiment à l'encontre des formations politiques. Dans la province de Souleymaniyeh, des manifestants ont mis le feu aux sièges de plusieurs partis, portant à pas moins de quinze le nombre de locaux de mouvements politiques incendiés depuis le début des émeutes. Entamées le 18 décembre, elles ont fait au moins cinq morts et fissurent le Kurdistan d'Irak, cinq millions d'habitants et jusqu'à présent l'un des rares territoires du pays résistant à la fragmentation.

Paiement des salaires et distribution d'électricité résonnent dans les slogans des manifestants, qui soulignent ainsi l'acuité du mal économique régional. Depuis que Bagdad a cessé, en 2014, d'abonder le budget du Kurdistan d'Irak et que, au même moment, les prix du pétrole ont commencé à chuter, les fonctionnaires, soit 1,4 million de personnes, ont subi de douloureuses pertes de salaire, et ont été payés avec retard de surcroît. Puis la situation a empiré avec la tenue d'un référendum

### repères

Vers l'étouffement du Kurdistan

**Le 25 septembre, le « oui » à l'indépendance du Kurdistan l'emporte avec 93 % des voix lors d'un référendum tenu malgré l'opposition de Bagdad.**

**Le 29 septembre, sur ordre de Bagdad, les vols sont suspendus entre le Kurdistan d'Irak et l'étranger – hormis vols humanitaires, militaires et diplomatiques.**

**Le 10 octobre, les autorités irakiennes décident de réhabiliter un oléoduc sous leur contrôle entre la province pétrolière de Kirkouk et le**

d'indépendance, le 25 septembre dernier.

Au lieu de réaliser le rêve séculaire de la naissance d'un État souverain, le scrutin a entraîné la faillite de la région. Bagdad, hostile au vote, s'est fondé sur ce prétexte pour reprendre le contrôle des champs pétroliers de la région de Kirkouk, jusqu'alors exploités par le Kurdistan et qui constituaient l'essentiel de ses ressources. « Ce désastre a entraîné la faillite économique et

■ Région autonome du Kurdistan



port turc de Ceyhan. Dix jours plus tard, elles auront repris la grande majorité des champs pétroliers jusqu'alors sous contrôle kurde.

**Le 20 novembre, la Cour suprême irakienne déclare « anticonstitutionnel » le référendum d'indépendance.**

financière du système, indique le géographe au CNRS Cyril Roussel, spécialiste du Kurdistan. Avec la perte des champs pétroliers à Kirkouk, les Kurdes ont perdu environ les trois quarts de leurs financements. On savait que, sans ce portefeuille, ils en auraient pour deux ou trois mois. »

Promis comme le grand soir par le président de la région Massoud Barzani, qui a démissionné depuis, le référendum d'indépendance a ainsi mis un coup d'arrêt

net et cruel à un processus d'autonomie long de plus de vingt-cinq ans. « Les manifestants rejettent aujourd'hui les dirigeants qui ont mis fin à une utopie », explique le géographe Cyril Roussel.

La colère de la rue cible plus particulièrement les partis politiques, notamment les deux frères ennemis que sont le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), surtout présent dans le nord, et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), dont le fief se situe dans le sud. « Aujourd'hui, il est très difficile d'être un citoyen normal au Kurdistan d'Irak sans appartenir à un parti politique, explique le sociologue franco-kurde et irakien Adel Bakawan, chercheur associé à l'École des hautes études en sciences sociales. Dans ce cas, pour le travail, les études, toutes les portes se ferment sur vous. » À ce mal ancien de la « partisanisation », selon le mot d'Adel Bakawan, s'ajoute la généralisation de la corruption, qui a creusé les écarts de richesses au sein de la société.

La classe politique régionale est d'autant plus discréditée auprès de la jeunesse. « Les manifestants ont rarement plus de 40 ans, note Adel Bakawan. C'est une nouvelle génération qui n'est pas passée par la résistance à Bagdad ou la socialisation autour du thème de la « kurdicité ». » Un immense défi pour les partis politiques qu'il leur faudra, tôt ou tard, relever.

Marianne Meunier

# Iraq's obscure future

Despite a decisive victory over IS and the blocking of the secession of Kurdistan, Iraq's future remains in doubt, writes Salah Nasrawi

Salah Nasrawi

Issue 1374, 21 December 2017

<http://weekly.ahram.org.eg>

Three years ago the prospects for Iraq were grim, and saving it looked uncertain. The Islamic State (IS) terror group had made stunning advances and captured large swathes of territory in the country. The Iraqi Kurds in their northern autonomous enclave had also taken advantage of the chaos and seized huge chunks of land, giving a boost to their vaunted secession.

Iraq seemed to be on the brink of falling apart: the militants had declared an Islamic caliphate over some one third of the country, the Kurds had started preparations for an independence referendum, and a total collapse of the national order looked imminent.

Since then, the Shia-led central government in Baghdad has succeeded in driving the IS terror group out from main cities and managed to confront Kurdish separatism by retaking control of territory claimed by the Kurdistan Region Government (KRG).

But as the Iraqi conflict enters its 15th year, the battle lines drawn with the US-led invasion in 2003 that toppled the regime of former dictator Saddam Hussein are fundamentally the same and still frame the conflict.

As the threats from IS and Kurdish separatism recede, the country has now entered a transitional phase that is both complex and fragile, presenting challenges which cloud the nation's future and also opportunities to break with the past.

The Iraqi state has accumulated conflicts over the last 15 years that have affected its ability to maintain stability and national cohesion. In order to end this dangerous phase in Iraq's history, the country needs to address such obstacles before it can stand on its feet again.

The lesson of the past decade-and-a-half is that stabilisation is the key challenge that Iraq faces and that some significant impediments to stability lie in the fragile state that emerged after Saddam's fall and the ethno-sectarian-based regime that replaced it.

The successful campaign against IS has underscored the need for political, economic and social solutions for the problems that have fuelled the Shia-Sunni conflict that gave rise to IS. Such an endeavour can only begin



if Iraq's communal leaders look beyond the country's sectarian and ethnic divisions and find ways to work together to face the full nature of these problems.

The Iraqi government has been talking about national reconciliation and a rebuilding programme following the defeat of IS to stabilise the newly liberated areas and heal the wounds left by war.

But while working on an effective state and nation-building programme remains necessary to maintain the country's unity, Iraq's communities should come up with concrete and workable plans to end their divisions and bridge their communal visions.

A first step should be for these communities to reach a new social and political contract for a functioning national political structure to replace the current dysfunctional system.

One essential element in such a strategy should be to reach out to the disgruntled Sunni population and address their grievances of exclusion and marginalisation that were used by IS to launch its insurgency.

While reconstruction and national healing remain necessary, efforts should focus on addressing the root causes that led to the rise of IS and immunise the liberated areas from falling back into the hands of extremists.

Iraq's other main challenge is how to deal with its long-standing Kurdish question. This has recently been inflamed by the failure of the referendum on the Kurdistan Region's independence after opposition from Baghdad and Iraq's neighbours.

Iraq can certainly point to major successes in stopping Kurdistan from splitting from Iraq, but it can hardly claim that it has crushed the Kurds' deep-rooted dream of independence.

There is a risk that old tensions between Baghdad and the Kurds will

re-emerge where these have not been mended and that grievances were set aside after the Kurds were granted autonomy in 2003.

As the KRG has now decided to put independence on hold and seek negotiations with Baghdad, the central government needs to stop being arrogant or bullying in trying to humiliate the Kurds for holding the poll in the first place.

The Baghdad government's pre-conditions for talks with the KRG on normalising ties with Irbil, especially its insistence on the cancellation of the results of the referendum, are harsh and humiliating. The KRG has already accepted a ruling by the country's supreme court that declared the referendum null and void.

As the deadlock lingers, the Iraqi-Kurdish dispute will remain a great challenge to the country's stability, and the Iraqi state could enter a prolonged and dangerous crisis with its Kurdish population.

The Kurds' longing for independence as demonstrated by the 25 September vote was a painful reminder that the Iraqi Kurds' ultimate aim of breaking away from the rest of Iraq can still stir the blood in Kurdistan and in Iraq as a whole.

While Iraq's military successes against IS and the Kurdish referendum's failure should be factored into the new reality, the political processes that were launched in the country after the US-led invasion might now need a reset.

In order for this to move forward, a transitional period should start now alongside an effective, well-defined and sustainable stabilisation programme.

This will require renegotiating the political system with both the Kurds and the country's Sunnis, including by writing a new constitution and elec-

ting a new parliament that will choose a government that will take responsibility for implementing a new national contract.

If these two major challenges continue unaddressed, stability in Iraq will continue to shrink and the country will remain in deadlock over its lingering communal disputes.

The parliamentary elections scheduled for next May hold tremendous implications for Iraq's future and the course of the ongoing conflict that has claimed thousands of lives and led to an existential national crisis.

But Iraq seems to be ill-prepared for the vote, given its political turmoil and the push by its incompetent and corrupt political elite to consolidate its grip on power.

The ruling Shia political class in Iraq is trying to seize on the victory over IS to continue monopolising power and to re-establish its hegemony. Even more dramatic is the emerging struggle between the Shia political groups and the Shia militias over power.

Several militia groups have expressed their willingness to participate in the elections next year, and they hope that their role in the victory over IS will be translated into a large number of seats in the next parliament.

However, a political role for the militias will increase apprehensions among the country's Kurds and Sunnis and enhance ethnic and sectarian polarisation. It will also trigger the further militarisation of Iraqi politics, a recipe for further conflicts and chaos.

On the other hand, many Sunnis are concerned that neither the national polity nor the local social order are ripe for credible elections on 12 May, and they want these to be postponed until a stabilisation and reconstruction plan is put into effect in their areas taken back from IS.

They specifically want the two million or so displaced persons still in camps or in Iraqi Kurdistan to return to their homes so that they can take part in free-and-fair elections.

The other problem casting its shadow over the elections is the dispute with Iraqi Kurdistan. If the political deadlock between Baghdad and the KRG over the referendum continues, the elections will be thrown into doubt as the Kurds will increasingly feel marginalised in Iraq.

It is not yet clear whether the government has a strategy to deal with these challenges, which will largely determine the future of Iraq in the short and medium terms. If it fails to meet these challenges, many Iraqis fear that this will set things back further, including by resuscitating the IS insurgency and Kurdish separatism. ■

# Depuis Alep, comment Bachar el-Assad a reconquis une grande partie de la Syrie

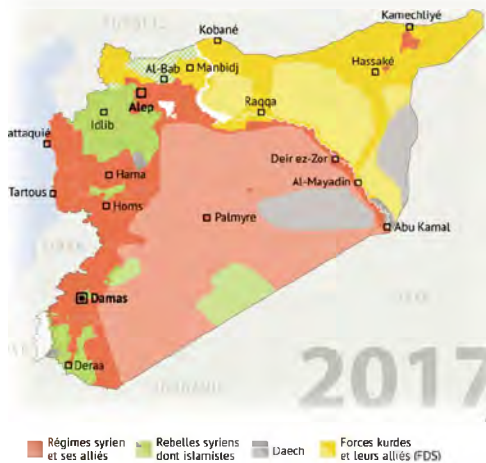
Par Alexis Feertchak, le 22/12/2017  
Journaliste Figaro Service Infographie  
<http://www.lefigaro.fr>

**CARTOGRAPHIE - Il y a un an, le régime de Damas reprenait le contrôle de l'intégralité d'Alep. Un tournant dans cette guerre de contre-insurrection que mène Bachar el-Assad contre les rebelles et l'État islamique. Cartes à l'appui, Le Figaro retrace les étapes d'une année de reconquête territoriale.**

Il y a un an dans le nord du pays, le régime syrien de Bachar el-Assad remportait une victoire décisive à Alep face aux rebelles. La reprise de l'ancienne capitale économique de Syrie par Damas a été un tournant dans la guerre civile qui a fait plus de 340.000 morts depuis 2011. Retranché au départ dans l'ouest du pays, le régime a depuis Alep largement accru sa reconquête du territoire syrien.

Un retournement de situation rendu possible grâce à l'intervention russe de septembre 2015, mais aussi grâce à la participation croissante de milices chiites parrainées par l'Iran, très présent dans ce pays situé au cœur de sa stratégie d'influence. Cartes à l'appui, Le Figaro retrace les étapes de cette reconquête territoriale du régime de Damas, qui permet à Bachar el-Assad, accusé de crimes de guerre, de se maintenir au pouvoir.

• CINQ ANNÉES DE CONTRE-INSURRECTION



Dès 2012, le régime a commencé à reculer à Alep face aux rebelles, finissant par ne plus détenir que la partie ouest de la ville, mais a réussi à maintenir un accès routier depuis le sud,



Bachar el-Assad, avec le président russe Vladimir Poutine, le 11 décembre sur la base aérienne russe de Hmeimim en Syrie. AFP / Syrian Presidency Facebook page

pour ne pas être encerclé. Selon Fabrice Balanche, géographe et chercheur à la Hoover Institution de l'Université Stanford aux États-Unis, Damas a élaboré dès le début du conflit une stratégie de contre-insurrection qui consiste d'abord à se replier sur les villes les plus sûres, à protéger les axes de communication et à abandonner les territoires acquis aux rebelles. Expurgée de ses éléments les moins fiables, l'armée peut ensuite lancer l'offensive en espérant que les populations locales se seraient entre-temps lassés des rebelles. «Une guerre contre-insurrectionnelle peut prendre des années», précise l'universitaire. Une stratégie risquée. Avant l'intervention des Russes en septembre 2015, le territoire contrôlé par le régime de Damas s'était réduit à peu de chagrin et l'Armée syrienne avait vu fondre ses effectifs.

• 22 DÉCEMBRE 2016: LA REPRISE D'ALEP, TOURNANT DE LA GUERRE

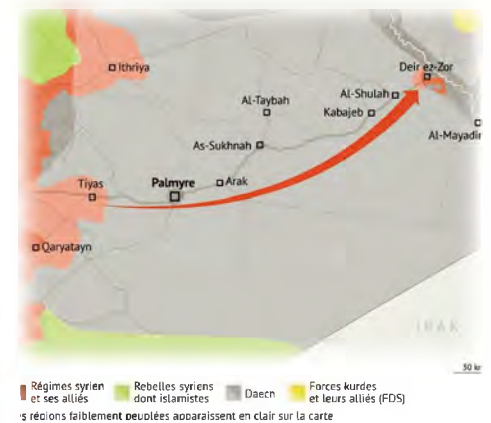


Le siège d'Alep avant l'intervention russe. Etat des forces en présence en octobre 2015. Sources: edmaps.com et syria.liveuamap.com

Cette stratégie a fini par porter ses fruits lors de la bataille d'Alep, facilitée par le rapprochement entre la Russie et la Turquie, qui a accepté de réduire son aide aux rebelles. L'armée russe apporte quant à elle un soutien aérien et logistique, ainsi que de nouveaux armements. Au sol, l'Iran encadre et finance des milices chiites, à commencer par le Hezbollah libanais, mais aussi des Irakiens et des Afghans. À l'été 2016, l'Armée syrienne lance l'offensive contre l'est de la ville, qu'elle parvient à encercler. Le 22 décembre, le régime reprend l'intégralité d'Alep, après des bombardements meurtriers. «C'est à Alep que les rebelles ont perdu la guerre», estime Fabrice Balanche.

Début 2017, le régime contrôle presque tout l'Ouest syrien, comprenant la majorité de la population et des forces économiques du pays. Cette Syrie souvent qualifiée d'«utile» forme un axe du Sud (Damas) au Nord (Alep) en passant par les villes centrales d'Homs et Hama. La région côtière de Lattaquié, fief de la famille Assad qui garantit un accès à la Méditerranée, est protégée. Échappe néanmoins au régime le gouvernement d'Idleb, aux mains des rebelles, en majorité islamistes, mais largement isolés.

• 2 MARS 2017: LA REPRISE DE PALMYRE, POSTE AVANCÉ VERS L'EST



Palmyre, clef de voute vers l'est syrien. Etat des forces en présence au moment de la prise d'Alep, en décembre 2016. Sources: syria.liveuamap.com

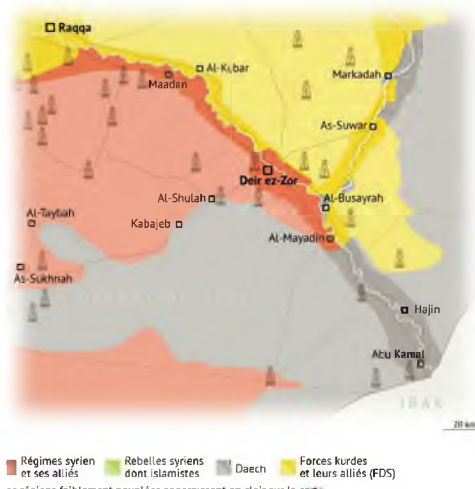
Après la chute d'Alep en décembre 2016, le régime de Damas lance son offensive vers l'est du pays. C'est là que se trouve la majorité des ressources en hydrocarbures. C'est aussi le moyen pour Bachar el-Assad de retrouver l'intégrité territoriale du pays pour en contrôler les frontières. «Pour gagner définitivement une guerre contre-insurrectionnelle, il faut fonctionner en vase clos pour empêcher toute aide»

► «étrangère aux rebelles», note Fabrice Balanche.

La première étape consiste à reprendre Palmyre et son site archéologique classé au Patrimoine mondial de l'UNESCO. Au centre de la Syrie, cette oasis dans le désert a été prise par l'État islamique en mai 2015. «En plus des champs gaziers qui l'entourent, c'est un poste avancé, qui permet à la fois de protéger l'ouest et de soutenir les forces armées à l'Est», explique Fabrice Balanche. L'Armée syrienne et des milices chiites ont repris une première fois Palmyre à Daech le 27 mars 2016. Mais alors que le régime focalise toute son attention sur la reprise d'Alep, l'État islamique lance une attaque-éclair contre la cité antique, qu'il reprend le 11 décembre 2016.

«Les milices chiites étaient plus nombreuses, mais n'étaient pas coordonnées entre elles», précise l'universitaire. Un défaut qui va pousser l'Iran et la Russie à placer les milices chiites (près de 50.000 hommes au total) et l'armée syrienne dans un commandement plus intégré. Cette réorganisation permet au régime de reprendre définitivement Palmyre le 2 mars 2017.

• 2 NOVEMBRE 2017: LA REPRISE DE DEIR EZZOR ET LA FIN D'UN SIÈGE DE TROIS ANS



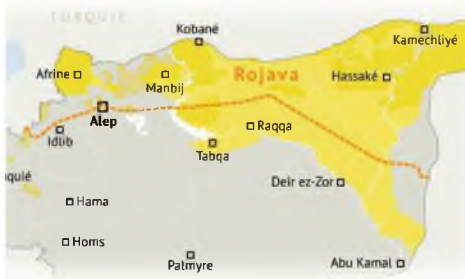
Deir Ezzor et le contrôle du pétrole. Etat des forces en présence lors de la prise de la ville. Source: syria.liveuamap.com

Palmyre ouvre la voie vers l'Est syrien, notamment la ville de Deir Ezzor, située de part et d'autre de l'Euphrate, non loin de la frontière irakienne. L'est de la ville était tenu par l'État islamique, qui contrôlait également les campagnes environnantes. Le régime se trouvait ainsi enclavé dans l'ouest de la ville, défendant à l'extrême l'aéroport pour pouvoir s'approvisionner en nourritures et en hommes. «Pendant cinq ans le régime a maintenu son emprise, faisant tourner tous les trois mois les effectifs de la Garde républicaine», une unité d'élite particulièrement fidèle au clan Assad, explique Fabrice Balanche.

Le 5 septembre, les forces syriennes brisent le blocus imposé par Daech et rejoignent l'ouest de la ville, puis, le 2 novembre, reprennent l'est,

après avoir franchi l'Euphrate. Un coup supplémentaire pour l'État islamique, qui a été défait le 20 octobre dans sa capitale syrienne à Raqqa, au Nord de Deir Ezzor, reprise par les Forces démocratiques syriennes (FDS), une coalition arabo-kurde, soutenue par les États-Unis.

• LES KURDES, ALLIÉS DES ÉTATS-UNIS POUR LIMITER L'AVANCÉE DU RÉGIME SYRIEN



Quel avenir pour les Kurdes de Syrie? Présence kurde en Syrie. Sources: M. Izady, Gulf/2000 Project - Columbia University et syria.liveuamap.com

«L'offensive des FDS est la réponse américaine à l'avancée de l'armée syrienne vers l'Est», commente Fabrice Balanche. Forte de 50.000 combattants kurdes et arabes, cette coalition est dominée par les YPG, la branche militaire du parti kurde PYD. Cette milice contrôle une large partie du nord de la Syrie dans les trois cantons kurdes d'Afrin, de Kobané et de Djéziré, qui forment un Kurdistan syrien qu'ils nomment «Rojava».

Inquiets du rapprochement entre Turcs, Russes, Iraniens et Syriens dans le cadre des pourparlers diplomatiques qui ont lieu depuis janvier 2017 à Astana au Kazakhstan, les Kurdes cherchent la protection des États-Unis, acceptant en échange d'organiser avec les FDS la reprise de la capitale syrienne de l'État islamique. «L'armée syrienne n'a pas essayé de la reprendre en premier, préférant se focaliser sur Deir Ezzor. Comme Raqqa est une ville arabe et non kurde, le régime estime que ces derniers n'y resteront pas», précise Fabrice Balanche. Mais face à l'avancée de l'Armée syrienne vers Deir Ezzor, les FDS, encouragés par Washington, sont allés plus loin au Sud pour reprendre le contrôle de l'intégralité de la Syrie à l'Est de l'Euphrate. «Cette répartition de l'Est syrien a fait l'objet d'un accord entre la Russie et les États-Unis. Le régime de Damas manquait d'hommes pour aller plus loin et espère récupérer cette partie de la Syrie ultérieurement, après des négociations politiques avec les Kurdes», précise Fabrice Balanche.

• 19 NOVEMBRE 2017: LA REPRISE D'ABOU KAMAL ET LA VICTOIRE DU «CROISSANT CHIITE»

L'abandon du régime de Damas de la partie la plus orientale de la Syrie ne l'empêche pas de créer une continuité territoriale avec l'Irak, qui était l'un des objectifs de Bachar el-Assad,



Le «croissant chiite» de Téhéran prend forme. Orientation politique des régimes de la région.

mais surtout de son parrain régional, l'Iran. Dans la foulée de Deir Ezzor, l'Armée syrienne a repris progressivement les bourgs se trouvant le long de la rive occidentale de l'Euphrate, notamment la ville d'Abou Kamal, à la frontière irakienne, conquise à la mi-novembre.

Une jonction avec l'Irak, où l'influence iranienne n'a cessé de grandir depuis l'intervention américaine de 2003, qui permet à Téhéran de constituer un corridor terrestre traversant le Moyen-Orient. Dénoncé dès 2004 par le roi de Jordanie, cet «arc chiite» passant par Téhéran, Bagdad, Damas et Beyrouth permet à l'Iran de faciliter son soutien au Hezbollah libanais tout en espérant gagner un accès à la Méditerranée grâce au port syrien de Tartous, où la Russie possède déjà une base navale.

• IDLEB, ZONE DE REPLI DES DJIHADISTES ET ZONE D'INFLUENCE TURQUE



La région d'Idleb et l'interventionnisme turc. Etat des forces en présence le 20 décembre 2017. Source: syria.liveuamap.com

Idleb sera la grande bataille de 2018», commente Fabrice Balanche. Cette province montagneuse située entre Lattaquié, le fief de ►►

► la famille Assad, et Alep, est bordée au Nord par la Turquie. Hormis quelques enclaves à Homs, Damas et dans le Sud syrien, Idleb est la seule région encore tenue par la rébellion, mais dominée par les islamistes, notamment le Front Fatah al-Cham (ex-Al-Nosra), liés à Al-Qaïda. La situation est d'autant plus complexe que l'Armée turque est aussi présente dans la région. Elle cherche à contenir les Kurdes syriens, liés aux Kurdes turcs du PKK.

Fabrice Balanche s'attend à de complexes négociations entre la Syrie, la Russie et la Turquie pour se partager ce territoire. «Il y a déjà une zone d'influence turque au nord d'Alep, qui s'é-

tend à une partie d'Idleb où se trouvent des populations turkmènes. L'armée turque y est déployée, l'électricité vient déjà de Turquie. Ankara essaie de faire de cette zone un mode de gouvernance antikurde», estime le chercheur. En échange, Bachar el-Assad pourrait obtenir de la Turquie l'arrêt de son soutien aux rebelles islamistes et reprendre le reste d'Idleb, la Russie jouant alors le rôle d'arbitre. Dans ce jeu de billard à trois bandes, les Kurdes risquent de se trouver isolés. «Les Américains ont annoncé qu'ils souhaitaient rester présents dans les zones kurdes jusqu'en 2021 [année des élections présidentielles en Syrie] pour conserver leur influence et empêcher Bachar el-Assad de se

représenter, mais ils ne veulent pas non plus se mettre à dos les Turcs en soutenant les Kurdes», commente Fabrice Balanche. Anticipant un retrait américain, les Kurdes pourraient chercher à obtenir le soutien de Damas et Moscou en laissant au régime les territoires à l'Est de l'Euphrate, dont Raqqa.

Depuis sa victoire à Alep il y a un an, le régime de Damas, fort du soutien de ses parrains russe et iranien, a inversé la donne militaire dans le conflit meurtrier qui ensanglante la Syrie depuis 2011. Un retournement de situation qui permet à Bachar el-Assad d'espérer pouvoir désormais renverser la donne politique. ■

Le Monde.fr 23 décembre 2017

## Manifestations violentes au Kurdistan irakien

Par Allan Kaval / 23.12.2017

Le mécontentement de la population du Kurdistan irakien couvait depuis des années. Cette semaine, il s'est exprimé par une vague de manifestations dans plusieurs localités de la région autonome, confrontée à une crise économique et politique sans précédent depuis l'échec du référendum sur l'indépendance du 25 septembre.

Les manifestants protestaient contre l'incapacité des autorités à payer les salaires de la fonction publique et à assurer des services de base. Ils réclamaient la démission du gouvernement. Leurs rassemblements ont donné lieu à des accès de violence contre les tenants du pouvoir.

Locaux des principales formations politiques incendiés

Des foules, composées pour l'essentiel de jeunes hommes, ont incendié à partir de lundi les locaux des principales formations politiques kurdes, ainsi que des installations des forces de sécurité qui leur sont affiliées, à travers le gouvernorat de Souleymanieh.

Au moins deux personnes ont perdu la vie, selon les autorités, dans la petite ville de Raniya et des dizaines d'autres ont été blessées dans des affrontements avec les forces de sécurité. Citant des sources au sein des services de santé locaux, certains médias kurdes relèvent un bilan de cinq morts.

Alors qu'un puissant déploiement des forces de sécurité a réduit l'ampleur de la mobilisation dans la région de Souleymanieh, des heurts

ont encore eu lieu vendredi à Raniya.

Mardi, les locaux de la chaîne de télévision d'opposition NRT à Souleymanieh avaient été pris d'assaut et son propriétaire placé en détention par les forces de sécurité locales, tandis que de nombreux activistes et journalistes étaient arrêtés, accusés d'inciter la population à la violence.

### LES PROVINCES D'ERBIL ET DE DOHUK ÉPARGNÉES

Les heurts, concentrés dans la province de Souleymanieh, dominée par la famille Talabani, ont épargné les provinces d'Erbil et de Dohuk, fiefs de la famille Barzani, mieux tenus par l'appareil sécuritaire qui lui est fidèle et plus homogène politiquement.

En s'attaquant aux bureaux des partis politiques qui se partagent le contrôle du Kurdistan irakien depuis les années 1990, les manifestants ont exprimé leur rejet d'un système arrivé à bout de souffle.

L'enrichissement des dynasties politico-militaires, le népotisme et la corruption étaient «tolérables» tant que l'économie de rente bénéficiait à la société dans son ensemble. Or, depuis 2014, la manne financière par laquelle le pouvoir kurde pouvait monnayer son maintien s'est tarie.

### SALAIRES PAYÉS PARTIELLEMENT, OU EN RETARD

La région kurde s'est vue privée de sa part du budget irakien, du fait de la volonté de ses chefs d'exporter ses hydrocarbures sans en référer à Bagdad. Une perte que le développement d'un secteur énergétique embryonnaire n'a pas permis de



Des manifestants contre le gouvernement régional kurde dans la ville de Rania le 20 décembre 2017

© AFP, SHWAN MOHAMMED

compenser.

Les salaires des fonctionnaires, qui représentent la grande majorité de la population active, ne sont payés que partiellement et en retard.

De plus, après s'être lancé dans un aventureux référendum sur l'indépendance resté sans lendemain, le leadership kurde subit aujourd'hui les conséquences cuisantes de la réaction de Bagdad.

Trois semaines après le scrutin, les forces armées irakiennes s'étaient emparées de l'essentiel des territoires autrefois disputés entre la région kurde et le gouvernement fédéral.

La province riche en pétrole de Kirkouk est ainsi repassée, le 16 octobre, dans l'escarcelle de Bagdad, sans que les peshmergas kurdes ne leur fournissent la résistance farouche qu'ils avaient promise.

### LA PERTE DE KIRKOUK, CATASTROPHE ÉCONO-

### MIQUE

La perte de Kirkouk s'est révélée une catastrophe économique pour la Région autonome. Ses champs pétroliers représentaient un tiers des revenus du Kurdistan irakien.

De retour d'une visite en Allemagne jeudi, le premier ministre du Kurdistan autonome, Nechirvan Barzani, a dénoncé lors d'une conférence de presse des émeutes «manipulées» selon lui par des puissances hostiles et le «chaos» qui en résultait.

Lundi, le chef du gouvernement kurde avait demandé au Parlement régional d'organiser dans les trois mois des élections législatives censées permettre de sortir de l'impasse actuelle.

Solidaires des manifestants, le mouvement anti-corruption Gorran et l'Union islamique du Kurdistan se sont pour l'heure conjointement retirés du gouvernement. ■

# How 'Kurdistan' became illegal in Turkey, again

The Turkey of 2013 and the Turkey of 2017 are very different places, which is why uttering the word "Kurdistan" is once again a punishable offense in the parliament.



Mustafa Akyol  
December 21, 2017  
www.al-monitor.com

An interesting episode unfolded Dec. 13 in the Turkish parliament as Osman Baydemir, a deputy from the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP) representing the province of Sanliurfa, took the rostrum and began talking about his and his party's "mission."

"I, as a Kurd, as a representative of Kurdistan," he said at one point, "I believe I have a role, a mission to make this roof the common roof of the Turk and Kurd." Baydemir could not continue much beyond that, as Deputy Speaker Aysenur Bahçekapili from the ruling Justice and Development Party (AKP) asked Baydemir to stop talking, muted his microphone, and then asked him, "Where is Kurdistan? There is no such region in Turkey." Baydemir responded, "It is right here," thumping the left side of his chest, over his heart.

Most of the deputies were not impressed with his response. A quick vote was taken, resulting in Baydemir being found guilty by the AKP and its new ally, the Nationalist Action Party (MHP), of using the word "Kurdistan." As punishment, Baydemir was banned from two parliamentary sessions and had his monthly salary cut by two-thirds. In defense of Baydemir, other HDP deputies reminded those present about someone else who had uttered the word "Kurdistan" from the very same pulpit: Turkey's current president, Recep Tayyip Erdogan.

Back in 2013, Erdogan had slammed the two opposition parties, the People's Republican Party (CHP) and the Nationalist Action Party (MHP), both of which were opposed to Erdogan's "Kurdish opening." Erdogan had said, "MHP and CHP [parliament members] should read the first official records of the parliament. They will see the word 'Kurdistan' in those records. When they look into the past, they will see that the eastern and southeastern [regions] are the Kurdistan region of the Ottoman [Empire]."

So how is it that the concept of Kurdistan, which Erdogan defended four years ago in reference to the Ottoman past, is now punishable by Erdogan's own party?

The simple answer is that the Turkey of 2013 and the Turkey of 2017 are very different places. In 2013, the AKP still imagined itself as a Reformist party questioning the century-old political taboos of the republic, including the hypersensitive "Kurdish question." That is why the party that represents the most uncompromising version of Turkish nationalism, the MHP, was up-in-arms over the AKP, constantly accusing it of "high treason." The Gulenists, also key actors at the time, likewise opposed certain aspects of Erdogan's Kurdish opening, such as the "peace process" with the armed and outlawed Kurdistan Workers Party (PKK).

In today's Turkey, however, the reforms and openings of the AKP have long passed. The party today only speaks in the most ominous language of "old Turkey," which is all about deadly threats, pernicious enemies, evil traitors and the ruthless power of the state. The peace process with the PKK collapsed in summer 2015, with the AKP embracing the hawkish security policies that it had formerly opposed. As a result, the MHP became the AKP's new best friend. In fact, the parties now co-exist as if two pillars of an Islamo-nationalist regime spearheaded by Erdogan.



Kurdish lawmaker Osman Baydemir gestures toward his heart when the Turkish Parliament's Speaker asks him where Kurdistan is. He received a banishment for two sessions for naming Kurdistan, Dec. 13, 2017.

Such dramatic swings in politics are a bit bizarre, but they are not unusual. Yet there is something more to Turkey's swings: When politics in Turkey go in a certain direction, everything else follows. The media follows. Academia follows. The very concept of "truth" follows.

Here is the truth about "Kurdistan," at least in my view: An independent country of Kurdistan has never existed, but Kurdistan has always existed as a cultural region. The Ottomans, as Erdogan rightly noted, never shied away from using the term "Kurdistan" to define their predominantly Kurdish provinces. They even created an administrative unit called Kurdistan in 1847, which was renamed Diyarbakir in 1867.

So, today, can a parliamentarian from Turkey's predominantly Kurdish provinces claim to be "from Kurdistan"? If he or she is referring to a historical-cultural region, yes. By doing so, he or she would also be echoing the political movements, as well as terrorist groups like the PKK, that aim to create an "independent Kurdistan" by carving large chunks of land from Turkey. Most Turks are rightly concerned about this, as would anyone facing a violent "separatist" movement.

The solution, however, is not to deny historical terms or ban their mere utterance, but to have an open, honest dialogue about the political meaning we impart on them today. Yet such a dialogue is either impossible or ineffective in Turkey, precisely because of the aforementioned problem of politics.

In Turkey, politics — and sometimes a single political leader — defines everything. In the current climate, Erdogan defines everything, and all else follows: the entire AKP, the whole bureaucracy, pro-Erdogan media, pro-Erdogan "intellectuals," university administrations, and countless numbers of "NGOs" that are in fact under the government's thumb. If Erdogan initiates a "Kurdish opening," then "Kurdistan" exists for them. If the "Kurdish opening" closes, "Kurdistan" ceases to exist for them.

The same relativism applies in every other arena. The entire world gets defined and redefined according to the machinations of Turkey's leader. Thus, the European Union can go from being a beacon of democracy that Turkey should emulate to being a "crusader alliance" that Turks should be alarmed about. Syrian President Bashar al-Assad can go from best friend to evil dictator and then back to being not so bad again. Ahmet Davutoglu can be hailed as the great "teacher" who will lead the AKP for the next decade and then be dismissed as someone compromised by the Western cabals conspiring against Erdogan. Yesterday's heroes can be today's traitors, and today's heroes can be gone tomorrow. There is only one constant "truth" — the will of the leader. All else is contingent.

One could call the prevailing situation Turkey's "post-truth moment." In it, truth does exist, but only as defined by power. Turkey will not make much progress, however, unless it reverses the nature of this relationship: determining power according to the truth, instead of determining the truth according to power. ♦

Mustafa Akyol is a columnist for Al-Monitor's Turkey Pulse, a columnist for the Turkish Hürriyet Daily News and a contributing opinion writer for The International New York Times. His articles have also appeared in Foreign Affairs, Newsweek, The Washington Post, The Wall Street Journal and The Guardian. On Twitter: @AkyolInEnglish

# Après Daech, le difficile retour des chrétiens irakiens de Ninive

Pris en tenailles dans le conflit entre Kurdes et Irakiens, les chrétiens craignent une hégémonie des chiïtes et de leurs milices.

INES DAIF  
PLAINE DE NINIVE (IRAK)

**MOYEN-ORIENT** Telskuf et Batnaya. Les deux villages limitrophes de la plaine de Ninive, à majorité chrétienne, délivrés de la servitude de Daech fin 2016, sont le reflet des tensions entre le gouvernement kurde et le gouvernement irakien provoquées par le référendum d'indépendance kurde de septembre. Ces troubles freinent le retour des populations déplacées et le travail des entreprises de reconstruction dans les territoires disputés entre Erbil et Bagdad. Depuis le 24 octobre, ces localités sont séparées par un mur invisible. Batnaya a été récupérée par les forces irakiennes, tandis que Telskuf demeure kurde. Cette dernière a été transformée en zone impenétrable, tenue d'une main de fer par les autorités kurdes. Quelque 850 habitants sont revenus au comptegouttes depuis janvier, après l'éviction de Daech. Mais nombre d'entre eux sont une nouvelle fois partis vers al-Qosh et Dahuk, leurs villes de refuge lors de l'arrivée de Daech en août 2014. « On vit avec les sacs ficelés par crainte d'un nouvel affrontement. Si l'on fuit tous, on perd tout à nouveau », témoigne, attristé, Aram, qui est, lui, demeuré sur place. Esteban, son fils de 19 ans, ne peut pas se rendre à l'université de Mossoul. Avec le nouveau découpage territorial, la route directe est inaccessible. Le seul espoir à l'approche de Noël serait, selon cet habitant, « une autodétermination de la plaine de Ninive ». « Je ne suis pas pour cette mainmise du gouvernement kurde, ni pour celle d'ailleurs du gouvernement irakien. Maintenant, je crains une nouvelle phase d'arabisation comme sous Saddam », explique-t-il.

À quelques ruelles de là, son voisin, un enseignant originaire de Batnaya, élève seul ses deux enfants. « Je commençais la réhabilitation de ma maison », explique Karam. « Aujourd'hui, je suis bloqué par l'instabilité de la région, et je ne peux plus me rendre à Batnaya », déplore-t-il. « Avec le conflit entre les deux forces, on ne peut pas envisager ce qui va advenir. En dehors d'un avenir sombre », ajoute-t-il.

« Toutes les minorités, kakaïes, chrétiennes, yazidiens, souffrent des tensions politiques dues au pétrole ; l'instabilité provient de cette manne », soupire frère Gabriel, un prêtre qui vient en aide à la population. « On ne veut plus du jeu entre les forces militarisées. celles des milices, même celles issues de la communauté chrétienne comme les NPU. On souhaite la civilisation ! »

Quelques kilomètres séparent Telskuf de la porte d'al-Qosh, ville du prophète Nahum, jamais pénétrée par l'État islamique, et sous tutelle du Kurdistan irakien depuis 2014. Le maire, Faiz Abed Jahwareh, a été destitué et

remplacé par un représentant du PDK, le parti du pouvoir en place dans la région. Des manifestations ont éclaté. Dans le bureau du Mouvement assyrien, Athra, son responsable, explique : « L'accord tacite était que les habitants votent majoritairement oui à l'indépendance du Kurdistan. Et en échange nous

« Les Shabaks sont soutenus par les al-Chaabi, financés par l'Iran et par des partis chiïtes irakiens comme le Parti islamique Dawā »

JAMEEL. ANCIEN MEMBRE DE LA MILICE CHRÉTIENNE NPU

pourrions avoir un territoire géré par les minorités assyriennes, kakates, yazidiens, arabes. Or le remplacement du maire est illégal et arbitraire. »

La mésentente kurdo-irakienne se ressent également à Qaraqosh, ville emblématique des chrétiens d'Irak. Sur la « frontière » des tractopelles déblayent à l'aube un monticule de terre constitué la veille au niveau du check-point tenu par les pechmergas. Il jouxte celui, som-

maire, tenu par les miliciens irakiens al-Hachd al-Chaabi. Plus loin, il y a celui de l'armée irakienne, qui contrôle cette partie de la plaine. À l'église Saint-Paul, le bureau des reconstructions attire les chrétiens souhaitant revenir. « Nous avons dû faire de nouveaux plans cadastraux, affirme le père Abou Georges, car les archives ont été pillées et brûlées par Daech. Des ingénieurs et un architecte préparent les devis. Les financements proviennent de neuf ONG. On a démarré par la réhabilitation des bâtisses les moins endommagées. »

Pour l'instant, 20 000 personnes sont rentrées. Les autres hésitent encore, ou sont parties à l'étranger. « Il est incommodé d'être au cœur des nouveaux conflits. Pour le moment nous sommes sous l'égide du gouvernement irakien. Nous avons notre propre milice, les NPU, qui nous protège, mais ses membres sont rémunérés une misère par le gouvernement », précise l'archevêque syro-catholique Petros Mouché. Le prélat a pris la décision temporaire d'interdire l'achat de terrain à des non-natifs de Qaraqosh. Quelques échauffourées ont débuté. « De jeunes étudiants chiïtes originaires du sud de l'Irak, de la nouvelle université de Qaraqosh, ont manifesté, car ils n'ont pas accès à des logements ici », affirme l'archevêque. Le général Najim al-Jibouri, grand acteur de la bataille de Mossoul, « est venu remettre de l'ordre », poursuit-il. Petros Mouché fait partie du Comité de reconstruction du Ninive, une instance qui se veut au-



Dans la plaine de Ninive, une croix marque l'entrée de Qaraqosh, ville emblématique des chrétiens d'Irak, occupée par Daech jusqu'en octobre 2016. QUENTIN BRUNO POUR LE FIGARO

dessus des mésententes entre les clergés. « Le tableau économique est sombre », dit-il. « Le gouvernement irakien ne donne rien. La police n'est plus payée depuis six mois. Qaraqosh semble être la plus stable, mais il faut rester prudent, tout en étant fraternels et pacifiques. Nos voisins sunnites restés sous Daech sont pour certains des repentis. »

L'avancée du chiïsme dans la plaine est l'autre grande préoccupation des chrétiens. Les griefs se portent sur la milice, à majorité chiïte al-Hachd al-Chaabi, et sa volonté de contrôle de la société et des territoires. Sur un mur d'une maison de Bartalla, près de Qaraqosh, une inscription prévient que « Bartalla appartient aux Shabaks (une minorité chiïte NDLR) ». Un désir d'hégémonie qui ralentit le retour des habitants, et attise les inquiétudes. « Les Shabaks sont soutenus par les al-Chaabi, financés par l'Iran et par des partis chiïtes irakiens comme le Parti islamique Dawā. Et pour moi Daech et al-Chaabi, c'est identique », s'énervé Jameel, un écrivain ancien membre de la milice chrétienne NPU.

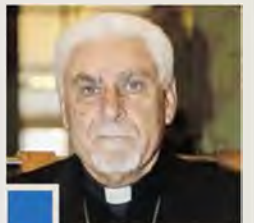
Retour à Qaraqosh. Les devantures des magasins sont décorées pour Noël. Certains de ces lieux étaient des ateliers de confection de mines sous Daech. « Certes 250 magasins ont ouvert en six mois. Mais beaucoup de commerçants veulent repartir à cause de l'insécurité. Certains ont été menacés avec des armes, les Shabaks voulaient s'approprier les maisons », explique un boutiquier. « On a peur des miliciens al-Chaabi. Ils veulent prendre le pouvoir. Nous craignons pour nos biens, on ne voudrait que la présence de l'armée irakienne », ajoute-t-il. Une voiture de Shabak passe, son visage se crispe. Il a peur. ■

**20 000**  
chrétiens

sont revenus à Qaraqosh (Irak), malgré l'insécurité qui y règne encore

CHRÉTIENS D'ORIENT:  
808 172 SIGNATAIRES  
REMISES À L'ONU

La pétition « Espoir pour le Moyen-Orient » a été remise à l'ONU les 11 et 12 décembre derniers par l'ONG Portes Ouvertes International, destinée au soutien des chrétiens persécutés. Elle a comptabilisé 808 172 signataires, représentant 143 pays, et près de 64 000 chrétiens irakiens l'ont signée.



Qaraqosh semble être

la plus stable, mais il faut rester prudent, tout en étant fraternels et pacifiques. Nos voisins sunnites restés sous Daech sont pour certains des repentis

L'ARCHEVÊQUE SYRO-CATHOLIQUE PETROS MOUCHÉ  
JAN SCHMIDT WHITLEY / LE FIGARO

# Les Kurdes syriens dans le viseur du régime

## DÉCRYPTAGE

### Le PYD cherche à améliorer ses relations avec les Américains tout en se rapprochant des Russes.

Wilson FACHE à Raqqa et  
Anthony SAMRANI | OLJ  
23/12/2017  
<https://www.lorientlejour.com>

Bachar el-Assad le répète à qui veut bien l'entendre depuis le début du conflit : il a la ferme intention de reconquérir l'ensemble du territoire syrien et de mater tous les mouvements qui ne se soumettent pas à l'autorité de l'État. Après avoir défait les rebelles à Alep et repris une grande partie de la province de Deir ez-Zor, grâce à ses alliés russes et iraniens, le président syrien lorgne désormais sur les territoires dominés par les Kurdes, notamment à l'est de cette même province.

Pour la première fois depuis le début du conflit, Bachar el-Assad a violemment attaqué les milices kurdes lundi en les qualifiant de « traîtres ». « Lorsqu'on parle de ceux qu'on appelle "les Kurdes", ce ne sont pas juste des Kurdes. Tous ceux qui travaillent pour le compte d'un pays étranger, notamment sous commandement américain, sont des traîtres », a dit M. Assad dont les propos ont été diffusés par la présidence sur les réseaux sociaux.

Soutenues par les Américains, les milices kurdes ont vaincu l'EI à Raqqa, ainsi qu'à l'est de la province de Deir ez-Zor, ce qui leur a permis de mettre la main sur d'importantes réserves de ressources naturelles autrefois sous contrôle du régime, à l'instar du champ pétrolier d'al-Omar, le plus important gisement du pays. Le régime a besoin de ces champs pétroliers pour relancer l'économie du pays, plombée par plus de six ans de guerre. Il voit également d'un très mauvais œil la présence des forces américaines, en soutien aux Kurdes dans l'est du pays, d'autant plus que ces dernières n'ont a priori pas l'intention de quitter la Syrie dans l'immédiat.

**« NOTRE ARMÉE EST CAPABLE DE SE DÉFENDRE »**

Alors que la bataille contre l'État islamique (EI) prend fin, les risques de confrontation entre les deux gagnants de la guerre contre l'EI semblent aujourd'hui plus importants. Nasrine Abdullah, porte-parole des brigades féminines des Unités de protection du



Des membres des forces kurdes à la frontière turco-syrienne. Rodi Said/Reuters

peuple (YPG), une organisation armée kurde représentant le principal contingent des Forces démocratiques syriennes (FDS), qui ont repris Raqqa au groupe État islamique avec le soutien de la coalition internationale menée par Washington, décrit comme « probable » une confrontation avec Bachar el-Assad. « Nous pensons néanmoins que le régime sait que ce n'est pas dans son intérêt de nous combattre. Notre armée, qui a réussi à défaire le groupe État islamique, est capable de se défendre », prévient Nasrine Abdullah. Alors qu'ils ont adopté une position de relative neutralité depuis le début du conflit syrien, coopérant même avec le régime à plusieurs reprises, les Kurdes cherchent désormais à rentabiliser politiquement leur implication dans la lutte contre l'EI en réclamant davantage d'autonomie dans les territoires qu'ils dominent. « La question d'une forme d'autonomie est négociable et peut faire l'objet d'un dialogue », avait déclaré le ministre syrien des Affaires étrangères, Walid Moallem, le 26 septembre dernier.

Mais en baassiste convaincu, Bachar el-Assad ne semble pas prêt à faire beaucoup de concessions sur ce sujet. Sihanok Dibo, conseiller politique au Parti de l'union démocratique (PYD), en poste à Qamichli, chef-lieu du Rojava, la région kurde de Syrie, croit néanmoins que des négociations sont possibles. « Depuis le début de la crise syrienne, nous estimons que le régime est le problème, mais qu'il fait aussi partie de la solution, estime-t-il. Surtout pour la phase post-État islamique. » Il concède que le PYD n'a

d'autre choix que de faire preuve de pragmatisme et suggère qu'ils pourront s'accommoder du régime à condition que celui-ci accepte l'implémentation d'une forme de gouvernance décentralisée, officialisant ainsi l'autonomie de facto que les Kurdes ont acquise depuis que Bachar el-Assad a retiré ses troupes du Rojava en 2011. Après des décennies d'oppression, ils ont profité depuis 2011 du chaos syrien pour multiplier leurs acquis, allant jusqu'à proclamer en 2016 une « région fédérale » où ils organisent leurs propres élections locales. Symbole sans doute de l'entente dite tacite entre Kurdes et régime – du moins jusqu'à présent –, le bureau de M. Dibo se situe à équidistance d'un portrait de Abdullah « Apo » Öcalan, leader du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), dont émane le PYD, et d'une statue de Hafez el-Assad, père et prédécesseur de l'actuel président syrien.

**« NOUS POUVONS TRAVAILLER AVEC LES DEUX »**

Comme en Irak, la question kurde syrienne a toutefois déjà pris une dimension régionale et internationale. Alors que les Kurdes d'Irak ont manqué d'alliés au moment où Bagdad a décidé de mettre fin à leurs velléités d'indépendance, leurs voisins syriens ne veulent clairement pas se retrouver dans la même situation. « Notre principal allié, ce sont les États-Unis. Mais ce n'est pas une erreur d'entretenir en même temps des contacts avec la Russie. La solution n'est pas complexe : nous pouvons travailler avec les deux

», souligne M. Dibo. À Deir ez-Zor, les Russes ont ainsi soutenu l'armée syrienne du côté occidental de l'Euphrate tout en faisant équipe avec les Kurdes du côté est du fleuve. Début décembre, suite à la prise de la localité d'al-Salihyah au groupe État islamique, les FDS avaient alors tenu une conférence de presse conjointe avec le général russe Yevgeny Poplavsky. Entretien de vieilles relations avec les Kurdes syriens, Moscou cherche à trouver un modus vivendi avec eux, et les a invités à plusieurs reprises à participer aux négociations de paix.

La Russie souhaite désormais les inviter à participer à son Congrès du dialogue national syrien à Sochi, qui devrait se dérouler les 29 et 30 janvier 2018. Si les Kurdes ont confirmé jeudi à Reuters leur intention de se rendre à Sochi, la liste finale des participants n'a pas encore été rendue publique. Et pour cause : la Turquie, qui considère le PYD comme la branche syrienne du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), avec qui elle est en guerre depuis trente ans, s'oppose pour l'instant à la présence des Kurdes. Ankara a fait de la lutte contre la formation d'un Kurdistan indépendant à sa frontière sud sa priorité en Syrie. Les Kurdes ont notamment peur que Washington ne décide de les lâcher, maintenant que la lutte contre l'EI est terminée, pour améliorer ses relations avec la Turquie, son alliée au sein de l'OTAN.

« Nous avons toujours pu compter que sur nous-mêmes, même avant l'arrivée des Américains », note Nasrine Abdullah. Mais les Kurdes n'ont clairement pas les moyens de résister à une double offensive, du régime et de la Turquie, et ont tout intérêt à préserver leurs relations avec les Américains tout en se rapprochant des Russes. Sihanok Dibo ouvre son carnet de notes et trace une ligne bleue à travers l'une des pages pour représenter l'Euphrate, qui traverse la Syrie du Nord au Sud. « Nous pouvons étendre nos contacts avec la Russie à l'ouest du fleuve, explique-t-il. Tout en renforçant notre partenariat avec les États-Unis à l'Est », dit-il. Si leur relation naissante avec la Russie a jusqu'ici pris la forme d'un soutien militaire sur le champ de bataille contre l'EI, un rapprochement avec le Kremlin, principal soutien de Bachar el-Assad, pourrait surtout les protéger de toute éventuelle offensive de ce dernier. « Le régime syrien n'est pas assez puissant pour attaquer les FDS seul. Il aurait besoin du soutien de la Russie, or je ne pense pas que Moscou accepterait cela », conclut M. Dibo. ●



# De Mossoul à Rakka, les civils comptent leurs morts



Après une offensive de l'armée irakienne à Mossoul-Ouest, le 4 juin 2017.

LAURENCE GEAI

**D**epuis le cinquième pont de Mossoul qui relie les deux berges du Tigre, la vieille ville, sur la rive droite, offre au regard un paysage de dévastation. En juillet, les forces irakiennes en achevaient la reprise au terme de neuf mois de bataille. Avant d'être rasés lors des ultimes combats, les quartiers situés au plus près du fleuve avaient abrité les derniers djihadistes assiégés et des habitants pris au piège. Des cadavres gisent encore dans les décombres : ceux des djihadistes, avec femmes et enfants, considérés par les nouveaux maîtres de la cité comme des ordures publiques ; et ceux d'habitants innocents dont les proches espèrent que la défense civile – les pompiers locaux – recueillera les restes. Six mois après la fin des combats, ce travail de recherche se poursuit à quelques centaines de mètres du pont, où un vendeur ambulancier de pâtisseries promène son plateau devant les militaires en faction. Pour les familles, l'attente est interminable.

Israa Omar, une jeune fille de 18 ans, a dû patienter deux mois avant de pouvoir enterrer ses parents et ses frères et sœur cadets, fauchés dans la destruction de la maison familiale le 30 juin. Makawi, le quartier de vieille ville où elle a toujours vécu, est l'un des derniers à avoir été repris par les forces irakiennes. « Nous savions que la fin de la bataille

aurait lieu vers chez nous, se souvient-elle. Nous avons essayé de fuir vers un autre quartier, mais Daech [l'acronyme arabe de l'organisation Etat islamique] nous en a empêchés. Il ne nous restait plus qu'à attendre. »

Depuis le début de son engagement en Irak et en Syrie, la coalition internationale contre l'EI n'a cessé de mettre en avant sa préoccupation pour le sort des populations et la fermeté de ses règles d'engagement, censées garantir un niveau minimal de pertes civiles. C'est pourtant dans les « capitales » densément peuplées de l'EI, Mossoul en Irak et Rakka en Syrie, que la guerre contre les djihadistes a été gagnée. A Mossoul, les plans de bataille initiaux envisageaient de laisser ouvert un corridor par lequel les djihadistes pourraient se retirer vers le désert. Mais l'encerclement de la ville en mars par les forces irakiennes et la détermination des djihadistes à utiliser les habitants comme boucliers humains ont condamné cette option et transformé la phase finale du conflit en une opération d'anéantissement dont la population a fait les frais.

« Ce matin-là, je me suis réveillée coincée sous des gravats, poursuit Israa. Quelque chose avait frappé notre maison. On m'a évacuée pendant que mon père essayait de retrouver les autres membres de la famille. » Le quartier de Makawi est alors disputé par les forces irakiennes et les djihadistes. D'après Israa, les environs de la maison ont été frappés à quatre reprises en une trentaine de mi-

nutes. La véritable cible – d'après elle, un hôpital de campagne voisin où étaient traités des djihadistes blessés – n'a été atteinte que par l'une des frappes. « La troisième s'est abattue sur ce qui restait de notre maison. » Si elle entendait encore auparavant la voix de son frère appelant à l'aide sous les décombres, cette troisième déflagration a décimé la famille, y compris son père.

D'une manière générale, sur le vaste champ de ruines qu'est devenue la capitale du « califat » de l'EI, les frappes aériennes de la coalition n'ont pas simplement été utilisées en soutien tactique aux forces déployées au sol, mais aussi pour détruire des cibles définies au préalable derrière les lignes djihadistes. Censé présenter un risque moins important de dommages collatéraux, ce type de frappes est tributaire de renseignements parfois erronés qui ont pu se traduire, en bout de chaîne, par des pertes civiles.

## UN PARCOURS ÉREINTANT ET COÛTEUX

Le fait d'avoir pour voisin une personnalité proche de l'EI a ainsi valu à Hassan Mohammed de voir sa maison du quartier de Mamoun détruite par ce qu'il estime être une attaque aérienne, d'y perdre deux de ses enfants et sept autres proches, cette frappe ayant causé au total la mort de quinze habitants de la rue. « Notre voisin, Jihad Jassem, était un ancien colonel de l'époque de Saddam Hussein, raconte Hassan. Depuis 2003 et l'arrivée des Américains, il était à la retraite mais nous le soupçonnions de travailler avec les gens qui combattaient les Américains quand ils occupaient encore Mossoul. Quand Daech est arrivée, lui et ses fils contrôlaient le quartier. » Depuis les fenêtres, Hassan et ses proches observent Jihad Jassem : il reçoit la visite de djihadistes étrangers, recèle des biens pillés, fait venir des esclaves sexuelles yézidiennes. « C'était quelqu'un d'important pour Daech, poursuit-il. Nous nous doutions qu'un jour une frappe aérienne allait le prendre pour cible. Il y avait eu des cas comme ça dans d'autres quartiers. Mais comme les attaques étaient précises, je ne m'inquiétais pas. »

Le 3 janvier vers midi, alors qu'un véhicule conduit par un des fils de l'ancien colonel vient de franchir la grille de la maison, un frère d'Hassan qui vit dans la maison mitoyenne, Mahmoud, voit des gravats tomber et une épaisse fumée sombre. Il pense aussitôt à une frappe aérienne. Parmi les occupants de sa maison, il aperçoit sa sœur, allongée dans les décombres, et son beau-frère, la jambe arrachée. « C'était une scène de chaos. Les enfants avaient le crâne fracassé comme des pastèques », confirme Mohammed Shaban, membre de la défense civile de Mossoul. « La nuit d'après, Jihad Jassem a quitté le quartier, déclare Hassan. C'est lui qui était visé. Alors, je me pose toujours cette question, tous les jours : pourquoi ma maison ? »

Depuis la reprise de son quartier, Hassan s'est lancé dans des démarches visant à obtenir une hypothétique compensation. Mais, aux yeux de l'administration irakienne, les membres de sa famille qu'il a perdus ce jour de janvier ne sont pas morts. Pour obtenir un

**L'AGENCE  
ASSOCIATED PRESS  
ESTIME QUE  
DE 9 000 À 11 000  
CIVILS ONT ÉTÉ  
TUÉS : UN TIERS  
SOUS LES  
BOMBARDEMENTS  
DE LA COALITION  
ET DES FORCES  
IRAKIENNES, UN  
AUTRE TIERS PAR  
L'ÉTAT ISLAMIQUE**

certificat de décès, les proches des personnes tuées durant la bataille doivent suivre un parcours éreintant et coûteux qui les mène des locaux de la défense civile à la morgue et jusqu'au palais de justice, en passant par les bureaux de diverses agences de renseignement censées certifier que les victimes en question n'ont pas de liens de sang avec des membres de l'EI. Les certificats de décès sont en effet refusés aux proches de djihadistes, combattants ou civils. « *Beaucoup de gens sont découragés par toutes ces démarches, reconnaît Adil Ahmed, responsable de la morgue de l'hôpital principal de Mossoul-Ouest. On ne peut donc pas savoir combien de civils sont morts dans les combats.* » Les membres des familles de djihadistes n'étant pas comptabilisés, les seuls chiffres disponibles sont ceux des registres de la défense civile. Ils font état de plus de 1400 morts sur la rive occidentale de Mossoul.

Par ailleurs, avant d'être dues à la contre-offensive engagée à l'automne 2016, les victimes civiles du conflit sont évidemment le fait des djihadistes. A sa proclamation en juin 2014, le « califat » a refermé ses portes sur 8 millions à 10 millions de civils en Irak et en Syrie. Incapables de fuir, si ce n'est au prix d'énormes risques avec des contrebandiers, ils ont dû se plier à un nouvel ordre moral, inspiré d'une vision ultrarigoriste de la loi islamique et qui a donné lieu à de multiples exactions : châtiments publics, tortures, exécutions, esclavagisme, utilisation d'enfants-soldats... Dans chaque ville, chaque village du « califat », l'approche des combats s'est traduite par une surenchère de violences, les djihadistes redoublant de paranoïa envers les informateurs présumés de l'ennemi. Partout, ils ont tiré avantage de la présence de civils pour tenter de se protéger. Jamais l'usage des civils comme boucliers humains – et de leurs maisons comme positions militaires – n'a d'ailleurs été aussi manifeste que lors des combats de Mossoul-Ouest. Avant la bataille, il restait encore 750 000 civils dans ce secteur, selon l'Organisation des Nations unies (ONU).

Dans un rapport publié en novembre, l'ONU accuse l'EI de « *violations sérieuses et systématiques* » durant la bataille de Mossoul, comme l'exécution de civils, la destruction de propriétés, le ciblage indiscriminé de personnes tentant de fuir les combats. Selon ce rapport, 2521 civils ont été tués pendant cette bataille – une majorité dans des attaques de l'EI –, dont 741 exécutés. Depuis 2014, au moins 74 charniers ont été découverts dans les territoires libérés.

**50 000 MUNITIONS TIRÉES**

Exhaustif sur les crimes perpétrés par l'organisation, le rapport des Nations unies reste étonnamment succinct sur les violations des droits humains par les forces armées irakiennes, leurs supplétifs et leurs alliés étrangers. Il avance le bilan de 461 morts civils du fait de frappes aériennes à Mossoul-Ouest. Commentaire d'une source humanitaire : « *L'ONU a enquêté sur de nombreux incidents imputés à l'EI, mais, quand il est question de l'autre camp, on a le sentiment qu'ils n'ont pas vraiment cherché à vérifier. Même dans le cas des exactions mises en lumière par le travail*

*du photographe Ali Arkady [qui a assisté à des séances de torture et à des exécutions sommaires par des unités de la police fédérale irakienne], ils vont jusqu'à dire ne pas avoir été en mesure de vérifier.* »

Chris Woods, le directeur de l'association Airwars, qui travaille sur les victimes civiles du conflit, estime que « *la plupart des crimes de guerre ont été commis par l'EI lors de l'occupation de territoires en Irak et en Syrie. L'ONU a qualifié d'actes de génocide leurs crimes contre les Yézidis* ». Il dénonce toutefois « *des crimes de guerre commis du côté des forces conventionnelles comme dans les derniers jours de la guerre de Mossoul avec l'exécution de civils, et aussi des exactions commises par les milices associées aux forces conventionnelles* ».

« *En ce qui concerne la coalition internationale anti-EI, poursuit Chris Woods, les bombardements intenses et le manque de discernement entre cibles civiles et militaires soulèvent des questions. Dans les deux batailles de Mossoul et de Rakka, il y a eu 50 000 munitions tirées : 29 000 à Mossoul et 21 000 à Rakka. Au moment où la guerre a gagné les zones urbaines, le nombre de victimes civiles a augmenté. Cette année a été la plus meurtrière pour les civils dans la guerre. Mais la plupart sont morts dans le cadre légal de la guerre. Et il est très difficile d'établir le bilan des morts, même six mois après la fin de la bataille de Mossoul.* »

Airwars estime qu'entre 1066 et 1579 civils ont été tués à Mossoul dans des frappes aériennes et des tirs d'artillerie de la coalition, entre le 17 octobre 2016 et le 15 juillet 2017. Entre 6320 à 8901 allégations de morts civiles ont été répertoriées sur cette période, attribuées à l'ensemble des parties. Dans une enquête publiée le 21 décembre à partir des registres des morgues et des données des ONG, l'agence Associated Press estime pour sa part que de 9 000 à 11 000 civils ont été tués : un tiers sous les bombardements de la coalition et des forces irakiennes, un autre tiers par l'Etat islamique, aucune responsabilité n'ayant pu être attribuée pour les autres.

A Rakka, Airwars évalue entre 1464 et 1972 le nombre de civils morts des suites de bombardements et de tirs d'artillerie, entre le 6 juin et le 16 octobre 2017. Ses enquêteurs ont répertorié entre 1925 et 3575 allégations de morts civiles, imputées à l'ensemble des parties. De son côté, le Réseau syrien des droits de l'homme fait état d'un bilan de 1854 morts civiles, dont 1058 attribuées aux forces de la coalition, 311 à l'EI et 191 aux Forces démocratiques syriennes (FDS).

Le fait que les Etats-Unis, qui commandent la coalition, aient changé de président en cours de conflit a suscité bien des questions sur les règles d'engagement de la force aérienne. Pour M. Woods, « *il y a eu deux moments-clés : le premier en décembre 2016, dans les dernières semaines de l'admini-*

*stration Obama, quand la bataille à Mossoul-Est a commencé à faire de nombreuses pertes chez les forces spéciales irakiennes, et que les règles d'engagement ont été relâchées ; puis en mars 2017, quand il y a eu une augmentation importante du nombre de morts civils et que Trump a déclaré avoir encore allégé les règles d'engagement...* ». Il est toutefois difficile d'estimer s'il y aurait eu moins de victimes civiles si les règles d'avant la bataille n'avaient pas évolué. De même, s'il est avéré que des munitions au phosphore blanc ont été utilisées à Mossoul et à Rakka, il est difficile d'établir si cela a directement touché des civils.

Selon Lise Grande, coordinatrice de l'action humanitaire de l'ONU pour l'Irak, « *Mossoul représente la plus grande évacuation de civils d'une zone de combat de l'histoire récente. Cela a été possible grâce à l'engagement exceptionnel des forces irakiennes à protéger des vies civiles pendant la bataille. L'impact de cette approche a été particulièrement évident au début des neuf mois de bataille, sur la rive orientale. Les opérations ont été bien plus difficiles sur la rive occidentale. L'EI a utilisé toutes les tactiques imaginables contre les civils : ils tiraient sur des gens qui fuyaient et utilisaient des civils comme boucliers humains.* »

Les enquêteurs de l'organisation de défense des droits de l'homme Human Rights Watch partagent ce constat, mais sont plus sévères sur la fin de la bataille. « *La bataille de Mossoul-Est a été remarquablement propre, estime Belkis Wille, qui a dirigé l'enquête sur les crimes de guerre à Mossoul. Mais Mossoul-Ouest fut vraiment dérangeant. Il y a d'abord eu la décision d'utiliser les mortiers et l'artillerie lourde puis, dans les deux dernières semaines, une décision de tuer tout le monde. Nous en avons eu la confirmation par de nombreux soldats des 9<sup>e</sup> et 16<sup>e</sup> divisions de l'armée irakienne : ils avaient des ordres. L'ordre de tuer.* » ■

**ALLAN KAVAL (MOSSOUL, ENVOYÉ SPÉCIAL)  
RÉMY OURDAN ET HÉLÈNE SALLON**

## EN TURQUIE, LA PURGE SANS FIN

### ÉDITORIAL **M**

**C'**est une purge sans fin dans laquelle s'est lancé le président turc, Recep Tayyip Erdogan. Depuis le coup d'Etat raté de juillet 2016, quelque 140 000 fonctionnaires avaient déjà été limogés et 44 000 jetés en prison. Mais cela n'a manifestement pas apaisé la vindicte du pouvoir, comme en témoigne le nouveau décret, publié dimanche 24 décembre, annonçant la mise à pied de 2 756 fonctionnaires supplémentaires, dont 637 militaires et 105 universitaires.

Cette tentative de putsch menée par un petit millier d'hommes, une cinquantaine de blindés et autant d'avions fut « *un don de Dieu* », selon les propres mots de M. Erdogan : elle lui a offert l'occasion de s'assurer une mainmise encore plus implacable

sur l'Etat et d'écraser toute opposition au nom de la « *lutte contre le terrorisme* ».

Et, comme si les limogeages massifs de personnels des administrations publiques ne suffisaient pas, le gouvernement s'appête à faire adopter un projet de loi assurant l'immunité aux civils engagés contre les putschistes. Sans craindre de favoriser le sentiment d'impunité des partisans du chef de l'Etat, ni d'aggraver le climat de peur qui règne en Turquie. L'ancien président Abdullah Gül, cofondateur avec M. Erdogan de l'AKP, le mouvement islamiste au pouvoir, s'en est ému publiquement malgré son habituelle prudence.

Il est vrai que la répression menée par Recep Tayyip Erdogan n'épargne personne. Elle a d'abord visé ses anciens alliés de la puissante confrérie islamiste fondée par Fethullah Gülen, imam septuagénaire réfugié en Pennsylvanie, aux États-Unis. Ensuite ont été systématiquement ciblés les militants kurdes et leur parti, dont les deux coprésidents et une dizaine de députés sont incarcérés. Enfin l'opposition de gauche et les « *kémalistes* », héritiers des valeurs de la République laïque fondée par Mustafa Kemal, n'ont pas été épargnés, comme le démontre l'acharnement du pouvoir contre le quotidien *Cumhuriyet*, mais aussi contre des intellectuels libéraux, les ONG, ou des figures de la société civile, comme le mécène Osman Kavala. La répression sans fin menée par le président

turc masque mal, pourtant, la faiblesse réelle de son pouvoir. Jamais la Turquie n'a été aussi isolée diplomatiquement, malgré son rapprochement avec Vladimir Poutine. Pilier du flanc sud-est de l'OTAN depuis plus d'un demi-siècle, Ankara a des relations de plus en plus tendues avec l'Alliance et plus encore avec les États-Unis. Quant aux négociations d'adhésion à l'Union européenne, elles sont plus que jamais au point mort, même si chacun en entretient la fiction – la Turquie pour rassurer les investisseurs, et l'Europe pour ne pas froisser un pays qui héberge près de 3 millions de réfugiés.

Certes, en quinze ans, Recep Tayyip Erdogan et son parti ont remporté toutes les élections, notamment grâce à une politique économique qui a multiplié par trois le revenu par habitant. Mais les fractures creusées délibérément par le pouvoir entre croyants et laïcs, entre Turcs et Kurdes, entre sunnites et alévis (proches du chiisme) inquiètent une partie croissante de la société. La très courte victoire du référendum organisé en avril pour renforcer encore les pouvoirs présidentiels l'a démontré : les grandes villes comme Istanbul ou Ankara, longtemps fiefs de l'AKP, ont voté largement contre. La Turquie de demain ne se reconnaît plus en Erdogan. Ce dernier l'a parfaitement compris. D'où son inquiétude et sa volonté d'imposer sa poigne de plus en plus autoritaire. ■

45<sup>e</sup> NORD.CA

Au plus près de l'action

## Mattis met Assad en garde: une offensive contre les Kurdes syriens serait «une erreur»

Par AFP le 30 décembre 2017  
<http://www.45enord.ca>

**L**e ministre américain de la Défense Jim Mattis a prévenu vendredi le président syrien que lancer une offensive contre les forces kurdes syriennes soutenues par les États-Unis, récemment qualifiées de traîtres par Bachar al-Assad, « serait une erreur ».

« Nous avons une ligne de démarcation » entre les zones contrôlées par les États-Unis, dans l'est de la Syrie, et celles contrôlées par le régime de Damas soutenu par la Russie, dans l'ouest du pays, a déclaré M. Mattis au cours d'un point de presse au Pentagone.

« Ce serait une erreur » de franchir cette ligne, a ajouté le secrétaire américain à la Défense. « Nous avons une ligne de démarcation et c'est comme ça ».

M. Assad et les forces kurdes ont échangé récemment des accusations violentes et inédites depuis le début de la guerre en Syrie, faisant craindre un déclenchement des hostilités entre les deux camps.

« Lorsqu'on parle de ceux qu'on appellent +les Kurdes+, ce ne sont pas juste des Kurdes. Tous ceux qui travaillent pour le compte d'un pays étranger, notamment sous commandement américain, sont des traîtres », a dit M.



Le ministre américain de la Défense Jim Mattis

Assad.

Les milices kurdes au sein des Forces démocratiques syriennes (FDS) ont réussi à chasser le groupe État islamique (EI) de plusieurs villes avec l'aide de la coalition internationale menée par les États-Unis. Leurs opérations ont été lancées sans coordination avec le régime Assad qui, appuyé par l'allié russe, a combattu ces mêmes djihadistes dans d'autres régions du pays.

**A**lors que les États-Unis ont fait savoir début décembre qu'ils resteraient dans l'est de la Syrie « aussi longtemps que néces-

saire », M. Mattis a affirmé vendredi que des diplomates américains se rendraient prochainement dans l'est de la Syrie pour organiser les opérations de déminage et de reconstruction nécessaires.

« Vous verrez davantage de diplomates sur le terrain », a-t-il répondu alors qu'on lui demandait quel serait le rôle des États-Unis en Syrie en 2018.

La mission des militaires américains en Syrie « va évoluer et passer d'une approche de saisie de territoire à une approche de stabilisation », a-t-il expliqué. « Les militaires vont aider aux déplacements de nos diplomates, assurer leur sécurité ».

Il n'a pas expliqué sur quelle base légale les États-Unis enverraient des diplomates en Syrie, où la coalition internationale n'est intervenue officiellement que pour pourchasser les djihadistes de l'EI en vertu de l'article 51 de la charte des Nations unies qui autorise la défense d'un pays ou d'un groupe d'alliés, en réponse aux attentats du groupe djihadiste dans les pays européens alliés de Washington au sein de l'Otan.

Le régime Assad contrôle 55% du territoire syrien après avoir chassé rebelles et djihadistes de nombreux fiefs, tandis que les Kurdes en contrôlent 28%. ●

# Arab Writers: Arab World's Opposition To Kurdish Independence Referendum Is Hypocritical



Iraqi Kurds wave Israeli flag along with Kurdistan flag. Image: Aljazeera.net, October 2, 2017

The Middle East Media Research Institute  
December 25, 2017 Special Dispatch No.7246  
<https://www.memri.org>

*Iraqi Kurdish leader Masoud Barzani's September 25, 2017 referendum on Kurdish independence sparked vehement opposition in Arab countries, as was expressed in statements by leaders and also by many articles in the Arab press. The main argument raised was that the Kurds are a tool of Israel – which is working to divide Iraq, and after that the rest of the Arab countries. As proof of this, they cited the Kurds' good relations with Israel and the fact that Israel is the only country that supports them.*

*Along with this opposition, the Arab press also published a few articles defending the Kurds' right to independence and criticizing those who opposed it. These articles rejected the conspiracy theory – i.e. that Israel was backing the referendum, with the aim of dismantling an Arab country – and noted that the Arabs' refusal to tackle their own domestic problems posed more of a danger than Israel did. They also said that those who oppose the Kurdish referendum in the name of Arab unity and the Palestinian problem have made other mistakes over the years – such as also supporting Nazism and Communism. This, while they themselves were doing nothing for the Palestinians, and were even causing harm to the Palestinians within their own countries' borders.*

## ARAB WRITERS: IT IS NOT ISRAEL THAT CREATED THE KURDISH PROBLEM, BUT RATHER THE ARAB REGIMES THAT DENIED THEIR RIGHTS

Jordanian journalist Fahd Al-Khitani wrote in the daily Al-Ghad under the title "It Is Not a Conspiracy": "The Arab logic immediately came up with a Zionist conspiracy as an explanation for the Kurds' insistence on seceding from Iraq and on holding a referendum several weeks ago. Proof of this conspiracy exists in abundance, since Israel effectively supported the Kurdish demand [for independence] and has been cultivating ties with certain Kurdish elements since the days of yore. But can the historic cause of the Kurds, which exists since before the founding of Israel, be reduced to this marginal fact?"

"Israel exploits regional crises to promote its own interests, that much is certain, and Arab and [other] regional forces do the same. We can present many examples of border disputes and political conflicts between states that have been exploited by Arab and foreign countries, [such as the conflicts] between Iran and Iraq, between Bahrain and Qatar, between Egypt and Sudan, and the Sahara conflict between Morocco and Algeria. These are all real problems, and the lack of willingness to resolve and settle them gives foreign forces an opportunity to exploit them for their own interests.

"Israel did not create the Kurdish problem. The problem of the Kurds in Iraq, Syria, Turkey and Iran is a flagrant national product of countries and regimes that denied the legitimate national rights of the [Kurdish] people. Like any oppressed and persecuted nation, the Kurds are trying

to enlist support for their cause, regardless of any other consideration. If Israel has indeed managed to infiltrate the Kurdish [ranks], this is nothing but a demonstration of the Arabs' failure to address their legitimate cause, and proof of the fragility of the Arabs' national security, which is breached from every direction – by Israel and by other forces. So don't blame it all on the Kurds.

"The perception of the Kurdish issue involves no small measure of radical nationalism, for there is a strange insistence on merging the various components [of our societies] into an exclusively Arab identity, and on denying the right of non-Arabs to express their national and cultural identity. Whoever lifts up his head and demands his rights is [immediately] accused of serving Israel. Is Israel also behind the referendum in Catalonia? Several days ago, some regions in Italy [likewise] announced their wish to hold a referendum on secession, [but] we did not hear anyone in Italy accusing Israel and Zionism of being behind this move. And what about Britain, whose people voted to leave the European Union? Can Israel, which was created thanks to a British promise [the Balfour Declaration], be behind this as well? If Israel is really motivating the Kurds and pushing them to conspire against the Arab nation, why did the U.S., Israel's number one ally in the world, oppose Israel's will and interests and reject the referendum?"

"Using this warped national logic, we avoid dealing with our problems in the Arab world. We have made a habit of blaming others for our failure, not only in the Kurdish issue but in all the challenges we have faced, before and since the establishment of Israel. Israel is no doubt the greatest enemy of the nation, but the enemy within is much more dangerous.

"In the collapsing countries of the east, as well as in the old democracies, a desire for secession and independence is emerging. This is a great challenge for both the Arab reasoning and the Western reasoning, and confronting it requires creative and innovative thinking." [1]

## LEBANESE JOURNALIST: WHY DO ALL THOSE WHO FOUGHT FOR THE PALESTINIANS' RIGHT OF SELF DETERMINATION DENY THE SAME RIGHT TO THE KURDS?

Lebanese journalist and political analyst Hazem Saghiya wrote in his column in the London-based Saudi daily Al-Hayat: "The minute [Kurdish leader] Masoud Barzani announced the decision to hold a referendum [on Kurdish independence], condemnations began to be heard of [the Kurds'] love of Israel: 'you are allies, partners and even agents of Israel.' Some people started digging into history – or even inventing it – in an effort to prove that the situation of the two sides [the Israelis and the Kurds] is identical... [The right to establish] an independent Palestinian state is a right that no reasonable person contests. Ideally, anyone who [demands] rights of his own should support and identify with all the just causes in the world. [But] the political reality does not always [correspond] to this ideal, for in the name of national rights, independence and hostility to Jewish immigration, most Arabs

➤ showed solidarity with Hitler and Nazism, and later, in the name of the very same rights, [they also] showed solidarity with the Soviet Gulag regime... These are positions that do not respect people's rights and even undermine them. Moreover, to this day, apologizing for them has not become a prominent part of Arab culture or ideology...

"Iraqis who now holler about the friendship between the Kurds and Israel did not hesitate to treat the Palestinians in the worst possible manner. This happened immediately after the 2003 war [in Iraq], and the Iraqis and Palestinians still remember it... We [also] know that, in Syria and Lebanon, the impassioned calls to advance the Palestinian cause coincide with the most despicable treatment of Palestinians. How did the war on the [Palestinian refugee] camps[2] during the 1980s help the Palestinians liberate Palestine?!

"The Palestinians' own behavior has not always been characterized by the justice in whose name they constantly speak, for they expressed sympathy for Saddam Hussein's attack on Kuwait and later for Assad's suppression of the Syrian majority that rose up in demand of freedom. They took part in the civil wars in Jordan and Lebanon, and their crimes against the rights of the Lebanese and Jordanians are comparable to the crimes of the Lebanese and Jordanians against their rights... So why are only the Kurds required to remain within the framework of a perfect correspondence between politics and justice? Or perhaps what is permitted to the master is not permitted to his slave?...

"As for the Kurds and Israel, the Hebrew state was the only one that welcomed the Kurdish referendum. It probably welcomed it for reasons that were less than noble, having to do entirely with its own [interests], but it did so while others all over the region were [threateningly] baring their teeth at the Kurds. In this situation, can the Kurds be expected to burn the Israeli flag? What have we Arabs done for the Kurds that we can expect them to hate Israel with a passion?...

"Moreover, since the Saddam Hussein era, the Palestinian cause has been used more than any other cause [as a means] to undermine the Kurdish issue and the Kurds' right [to independence], just as Bashar Al-Assad later used the Palestinian cause [to combat] the Syrians' [attempts] to oust his regime. Obviously, such conduct leaves psychological effects and scars in its victims, especially when no Palestinian voices are heard loudly condemning and opposing this use [of their cause].

"The obvious conclusion is that, in this region, we have what can be described as a mechanism of blackmail by means of [accusations of collaboration with] Israel. The Lebanese Christians know better than anyone else how they were subjected to such blackmail during the years of Syrian patronage [over Lebanon], and even the Palestinian leadership itself was not spared [this blackmail] when it tried to take its own national decisions, independently of the will of the Assad regime..."[3]

#### AL-HAYAT COLUMNIST: THE CLAIMS AGAINST THE KURDS HAVE BEEN DISPROVED

Hazem Al-Amin, another Lebanese columnist for the Saudi daily Al-Hayat, wrote cynically: "The Kurds' celebrations last month [over the referendum results] included waving Israeli flags – which pan-Arab eyes saw and made part of the Kurdish aspiration for independence. [They called the Kurdish state] 'an artificial state that is analogous to Israel.' Those with wounded pan-Arab sentiment have gone too far, [arguing that] not only is the future [Kurdish] state a product of Israel, but that it is also a partner in Tel Aviv's creation of ISIS, and wishes that the 200,000 Kurdish Jews in Israel will return to it. [They say] that the future [Kurdish] state is part of the Zionist plan to dismantle the region into small entities based on ethnicity and sect...

"Much can be said against the independence referendum... but it also had an upside, because it made the Arabs expend tremendous energy on writing nonsense, as they haven't done in a long time. [This] revealed that the Ba'th [party], including its branches in Iraq and Syria, is not a random, fleeting phenomenon in the pan-Arab sentiment, but is funda-

mental; that ISIS is its cousin and suckled the same milk; and that the Arab defeat throughout the conflict with Israel is the result of ignoring the truth. Anyone who says that the Kurds want 200,000 Kurdish Jews to return to Kurdistan from Israel fails to notice that they [the Kurds], by means of their activity that stems from delusions, will in fact restore the situation to what it used to be, and will serve Palestine by correcting the mistake of the pan-Arabism of Rashid 'Ali Al-Kilani[4] and his nationalist Arab cohorts,[5] which motivated them to raid the Jews in Baghdad and send them to Israel with the aid of the Jewish Agency.

"While pan-Arabism is forgiven for having abandoned Palestine, the Kurds are not forgiven for waving the Israeli flag at a moment of national intoxication... After all, they are Kurds, and they have no right to anger or mistakes, just as they are not allowed to dream of a state that was taken from them over a century ago. If they make a mistake, then [Hizbullah secretary-general] Mr. [Hassan] Nasrallah will come out to remind them that he will stand against any plan by [any] religious stream that divides the nation – when he [Nasrallah himself] apparently wants to unite [the nation] under the flag of the Rule of the Jurisprudent [of the Iranian regime] that has no connection to any [Sunni] religious stream...

"ISIS too, which according to the offspring [of Rashid 'Ali Al-Kilani and Hajj Amin Al-Husseini] sold Iraqi territories to Israel via Kurdish middlemen, found a place in the version [of reality] of the opponents of the Kurdish state. According to the latter, ISIS is not Arab and does not belong to the Ba'th, [but rather] is Kurdish and Israeli. The offspring of Rashid Al-Kilani have in their possession documents proving this, that they sent to Mr. Nasrallah; he will reveal them in his next speech...

"The Shi'ite Iraqi forces – once the allies of the Kurds in Iraq, in the post-Saddam era – united in a religious alliance [with Shi'ite Iran] that has no place for the Kurds' aspirations. And lo, they remind the Kurds of the Arabism of Kirkuk [which is actually Kurdish], while forsaking the Arabism of [the Shi'ite] Al-Najaf and of Karbala, and turning [the Sunni] Mosul, after its liberation from ISIS, into an Iranian metropolis. All this does not harm the offspring of Rashid 'Ali Al-Kilani [i.e. the Iraqis], as long as it is done by a strong tyrant [such as Saddam]. But the weak, such as the Kurds, have no right to dream of a state."[6] ●

[1] Al-Ghad (Jordan), October 22, 2017.

[2] This refers to a campaign waged by the Amal militia against the Palestinian refugee camps in Lebanon during the civil war in 1985-1986. Thousands of Palestinians were killed in the battles, and the Sabra, Shatila and Burj Al-Barajna refugee camps were almost completely destroyed, although Amal never managed to take over the camps.

[3] Al-Hayat (London), October 3, 2017.

[4] Iraqi politician Rashid 'Ali Al-Kilani (1892-1965), three-time Iraqi prime minister, led the 1941 rebellion that prompted the British to invade Iraq; in June of that year the Farhud, or pogrom, against the Jews of Baghdad took place. Al-Kilani fled to Nazi Germany, and was known for his connections to the Nazis and to Jerusalem Mufti Hajj Amin Al-Husseini.

[5] A reference to the Arab nationalist movement, founded in Beirut in the 1920s.

[6] Al-Hayat (London), October 3, 2017.

# Iraq's Maliki 'Courts' Kurds to Spite Abadi

Baghdad - 25 December, 2017  
<https://aawsat.com>

The Kurdistan Democratic Party of Masoud Barzani welcomed former Iraqi Prime Minister Nouri al-Maliki's recent statements during which he called for opening a new chapter of ties with the Kurds.

He called on the Iraqi Kurdistan Region and the central government come together at a dialogue table under the authority of the constitution.

"The Kurds will return to being partners and brothers in this country," he added during a televised interview on Saturday.

His remarks come in stark contrast to the stance he had taken during his tenure as premier between 2006 and 2014 when his hardline positions against the Kurds had at times reached the point of military threats.

Maliki explained that a new chapter of ties should be opened between Baghdad and Erbil after settling the dispute over the Kurdish independence referendum.

"It is shameful to punish the Kurdish people in order to garner more votes during elections. Such an approach contradicts ethical, national and legal norms," he went on to say.

He also said that he supported giving out salaries to employees in Kurdistan in order to restore stability there.

Commenting on Maliki's stances, Kurdistan Democratic Party member Mohsen



Nouri al-Maliki

al-Saadoun told Asharq Al-Awsat: "We welcome any effort that would help resolve the current pending problems between the Kurdistan Region and Baghdad."

"As a politician, Maliki is exploiting the current crisis between Prime Minister Haidar al-Abadi and the Kurds, especially after the Kurdish share of the state budget was cut and employees were deprived of their salaries," he explained.

The delay in heeding calls for dialogue between the two sides has also compounded the problems between them, he said.

Given the protests in Kurdistan, Maliki's statements will likely be welcomed among the protesters, Saadoun remarked.

"We are now questioning Abadi's ongoing stance to ignore calls for dialogue, which may cost him the support of the Kurdish people," he



Iraqi Prime Minister Haidar al-Abadi.  
(Reuters)

warned.

He said that the prime minister "knows very well that since the formation of his government in 2014 and up until the recent crisis caused by the referendum, the only Kurdish side that backed his policies was the Kurdistan Democratic Party and its leader Masoud Barzani, who forged a special relationship with Abadi."

This relationship was properly invested in the war against the ISIS terrorist group, he noted.

Observers meanwhile agree that Maliki is seeking to exploit the crisis between Baghdad and Erbil in order to reach rapprochement with the Kurds in the hope of forming an electoral alliance with them against Abadi during next year's polls. ♦

# Trump Approves Continued Armament of Kurdish Units

Saeed Abdul Razzak, 24 December, 2017  
<https://aawsat.com>

US President Donald Trump approved providing weapons worth \$393 million to its partners in Syria despite Ankara's concerns and objections over the continued delivery of heavy weapons and armored vehicles to the People's Protection Units (YPG), according to Turkish media reports.

Hurriyet Daily News newspaper reported that on December 12, Trump signed the Pentagon's list prepared in May, 18 days after his phone conversation with President Recep Tayyip Erdogan after which Ankara announced Trump's vow to end YPG's armament.

Trump was quoted as "openly instructing his generals to no longer give weapons to the YPG."

Turkish Foreign Minister Mevlut Cavusoglu declared after the phone call that Trump openly said that the "generosity should have ended much earlier." However, the White House announced later that Trump informed

Erdogan of the new alterations about providing weapons to US' partners in Syria as part of the war on ISIS.

The list included a total of 12,000 Kalashnikov rifles worth \$6.3 million, 60,000 Kalashnikov clips worth \$420,000 and 6,000 machine guns worth \$20.3 million, according to the newspaper.

In addition, the list did not give any direct reference to the Syrian Democratic Forces (SDF) or the YPG, but rather mentioned Vetted Syrian Opposition (VSO).

Following Trump's approval of this list, the Pentagon will continue to send weapons to Syria in 2018, including thousands of anti-tank arms, heat seeking missiles and rocket launchers.

According to the list, a \$1.2 billion budget was reserved for Iraq and \$500 million was reserved for Syria as a part of the fund for training equipment.

The Pentagon's Syria strategy for 2018 also included an increase in the number of Arab elements within the SDF.



US President Donald Trump. (Reuters)

The Pentagon also indicated that there are about 25,000 opposition forces supported as a part of the training program in Syria, knowing that this number is planned to be increased to 30,000 in 2018.

US support to the YPG creates tension in the relations between the two countries of the NATO given that Ankara considers the YPG a terror organization because of its links with the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK).

The Pentagon recently announced that it would withdraw weapons that pose a threat to Turkey's security from the Kurdish "units". However, Ankara demanded the withdrawal of all weapons, stressing that it was concerned with identifying what constituted a threat to its security. ♦

# Erdogan durcit encore l'état d'exception

## Les opposants turcs dénoncent une nouvelle atteinte à l'Etat de droit

ISTANBUL - correspondante

**E**n vigueur depuis la tentative de putsch du 15 juillet 2016, l'état d'urgence ne connaît pas de trêve en Turquie. Dimanche 24 décembre, alors que le Parlement était en vacances, deux décrets, signés par le président Recep Tayyip Erdogan et son gouvernement ont renforcé l'état d'exception.

Selon le décret n° 695, 2756 nouveaux fonctionnaires – policiers, militaires, universitaires – ont été limogés. Encore plus inquiétant, le décret n° 696 accorde l'immunité à tous les civils, quelle que soit la nature de leurs actes, dès lors qu'ils agissent au nom de l'antiterrorisme ou pour prévenir une tentative de renversement du gouvernement. Sa publication au *Journal officiel* a suscité l'indignation des responsables politiques, y compris dans le camp islamo-conservateur.

Connaissant la propension du président et de ses alliés à qualifier toute forme d'opposition politique de « terrorisme », notamment depuis la tentative de putsch, le décret signe la disparition de l'Etat de droit en Turquie, ou du moins du peu qu'il en reste. Imposé au lendemain du putsch manqué et régulièrement reconduit depuis, l'état d'urgence permet à l'exécutif d'agir à sa guise, sans passer par le Parlement ni par les instances judiciaires, ravagées par les purges après l'éviction de plus de 4 000 magistrats.

« Qu'avez-vous fait ? Cette loi permet aux citoyens de ce pays de tuer, de lyncher, sans aucun châtiement, sans aucune conséquence. Désormais, les gens vont pouvoir se tirer des balles dans la tête en pleine rue », s'est indigné le président de l'Union des barreaux de Turquie, Metin Feyzioğlu, dans

une vidéo publiée sur sa page Facebook. Se disant « horrifié » par le décret n° 696, il a réclamé son retrait au plus vite.

« Avec ce décret, les autorités permettent à n'importe qui de massacrer qui bon lui semble au nom de l'antiterrorisme. A la première manifestation de l'opposition démocratique, les autorités vont lâcher leurs milices privées sur nous, sans crainte des répercussions », a déploré le député d'opposition Özgür Ozel, membre du Parti républicain du peuple (CHP, kémaliste).

Meral Aksener, une ancienne ministre de l'intérieur qui vient de créer Le Bon Parti, une formation de l'opposition nationaliste désireuse d'affronter Erdogan lors des élections de 2019, a mis en garde sur les risques de voir la Turquie glisser vers « la guerre civile », à cause du décret. La Tusiad, l'Association des hommes d'affaires et des industriels turcs, soit l'équivalent du Medef français, a appelé à sa révision ainsi qu'à la levée complète de l'état d'urgence, perçu comme néfaste au climat des affaires.

Encore plus surprenant, l'ancien président Abdullah Gül (2007-2014), un allié de M. Erdo-



gan avec lequel il a fondé le Parti de la justice et du développement (AKP, islamo-conservateur), a joint sa voix à celles de l'opposition, estimant que le décret n° 696 était inquiétant par rapport « à la notion d'Etat de droit ».

« J'espère son prompt remaniement pour éviter des développements qui pourraient tous nous attrister à l'avenir », a-t-il écrit sur son compte Twitter, lundi 25 décembre. M. Gül, membre éminent de l'AKP, le parti au pouvoir depuis 2002, vit retiré de la vie politique depuis son départ de la présidence et se garde bien habituellement de commenter les faits et gestes de son successeur, avec lequel ses relations sont lointaines.

Face au tollé général, le porte-parole de l'AKP, Mahir Unal, a cru bon de préciser que l'immunité conférée par le décret était rétroactive. Le texte de loi ne s'appliquerait selon lui qu'aux personnes ayant empêché le coup d'Etat de réussir, le jour du 15 juillet et au matin du 16 juillet 2016. Mais comme cette précision n'apparaît pas dans le texte, toutes les supputations sont permises. Car il est bien stipulé que l'immunité sera octroyée aux civils

qui empêcheront « le prolongement » du coup d'Etat de 2016.

### Prolifération des milices privées

La nuit du putsch, le président Erdogan a dû sa survie à l'appel qu'il a lancé à ses concitoyens sur l'application Facetime. Il était plus de minuit lorsqu'il a enjoint à la population de descendre dans la rue pour résister aux militaires factieux. Du haut des minarets des mosquées, les muezzins ont relayé son appel, invitant la population à la résistance. Parmi les « résistants », certains étaient armés. Au total, 290 personnes (dont une cinquantaine de putschistes) ont perdu la vie dans les affrontements.

Depuis, les milices privées ont proliféré. Des militants proches de l'AKP, tels les Foyers ottomans, une organisation de jeunesse connue pour ses raids particulièrement virulents contre les opposants au régime, ou encore l'organisation Soyons frères, lancée depuis l'application WhatsApp par Orhan Uzuner, un proche de la famille Erdogan, ont désormais pignon sur rue.

Craignant un nouveau coup d'Etat, le président Erdogan a par exemple resserré ses liens avec Sadat, une société privée qui offre des entraînements aux militaires et aux services de sécurité. Sur son site, Sadat explique ainsi sa mission : « Favoriser la coopération dans les domaines de la défense et de l'industrie de défense du monde islamique. »

Quelques semaines après la tentative de putsch, en août 2016, le fondateur de Sadat, le général de réserve Adnan Tanriverdi, a été élevé au rang de conseiller militaire du président. Il a aujourd'hui la haute main sur le recrutement au sein de l'armée. ■

MARIE JÉGO

### Quatre collaborateurs de « Cumhuriyet » maintenus en détention

Un tribunal d'Istanbul a ordonné, lundi 25 décembre, le maintien en détention de quatre collaborateurs du quotidien d'opposition *Cumhuriyet* – le patron du journal, Akin Atalay, son rédacteur en chef, Murat Sabuncu, le journaliste d'investigation, Ahmet Sik, et le comptable, Emre Iper. A l'audience, le président du tribunal a ordonné l'expulsion du journaliste Ahmet Sik, lui reprochant de se livrer à une « défense politique ». Au total, 17 dirigeants, journalistes et autres employés actuels ou passés du quotidien critique du président Recep Tayyip Erdogan sont jugés pour « activités terroristes ». Le procès a été renvoyé au 9 mars. La prochaine audience se déroulera dans la prison de Silivri, à la périphérie d'Istanbul.

# Crispations entre Paris et Bagdad

L'appel à la démilitarisation des milices chiïtes, lancé par Emmanuel Macron début décembre, a entraîné une protestation du premier ministre irakien Haïdar al-Abadi.

GEORGES MALBRUNOT  @Malbrunot  
ENVOYÉ SPÉCIAL À BAGDAD

**IRAK** Le président « *Macron n'est pas le bienvenu en Irak.* » En costume cravate derrière son bureau dans le quartier ultrasécurisé de Jadrieh, le porte-parole d'une des plus puissantes milices chiïtes rumine sa colère contre le chef de l'État français. « *Votre président n'a pas le droit de s'ingérer dans nos affaires* », martèle Laïth al-Adhari, du bloc parlementaire d'Assaëb al-Haq. Il fait allusion aux récentes déclarations d'Emmanuel Macron, qui ont rendu furieux de nombreux dirigeants irakiens.

Le 2 décembre, le président de la République a appelé à « *une démilitarisation et au démantèlement progressif de la Mobilisation populaire (...) et de toutes les milices* » qui ont participé à la guerre contre Daech, à laquelle la France a également contribué militairement. L'appel est d'autant plus mal passé qu'Emmanuel Macron l'a lancé en recevant, comme un chef d'État ce 2 décembre, Nechirvan Barzani, premier ministre du gouvernement régional kurde, qui entend faire sécession de Bagdad. Immédiatement après, l'ambassade d'Irak à Paris a appelé l'Élysée pour protester contre la présence du drapeau kurde à la conférence de presse commune de MM. Macron et Barzani. « *On s'est rendu compte juste avant qu'on avait même oublié d'installer le drapeau irakien, reconnaît un diplomate français. Un membre de l'entourage du président est sensible aux pressions du lobby kurde.* »

« *À quelques jours de la réunion de la commission mixte franco-irakienne, le timing de cette visite n'était pas bon, regrette, de son côté, un diplomate irakien à Bagdad. Une semaine avant, notre ambassade avait fait passer un message à l'Élysée.* » Fin septembre, Paris s'était pourtant opposé au référendum sur l'indépendance kurde dans le nord de l'Irak, estimant qu'il menaçait l'unité du pays.

Lorsque Emmanuel Macron téléphona à Haïdar al-Abadi, quelques heures après sa rencontre avec le leader kurde, le premier ministre irakien ne mâcha pas ses mots. « *Abadi était en colère, souligne une source informée, il a dit à Macron qu'il n'avait pas à s'ingérer dans les affaires de l'Irak, et que la Mobilisation populaire était légitime, car sa création a été votée par le Parlement.* » En novembre 2016, à la veille de la bataille de Mossoul, la Mobilisation populaire a été reconnue par l'Assemblée comme une « *institution de l'État* » qui a décidé son intégration « *au sein des forces régulières* ».



Un homme appartenant à la milice chiïte Hashed-al-Shabi (Mobilisation populaire) brandit un portrait de l'ayatollah Ali Sistani dans une rue de Bassorah

Depuis, si les minorités sunnite et kurde applaudissent, c'est la stupeur et l'incompréhension chez de nombreux dirigeants chiïtes. « *Macron ignorait-il qu'une loi avait été votée sur la Mobilisation populaire?* », s'interroge le diplomate irakien. « *C'est dommage, dit-il, on le voyait comme une chance pour l'Irak après l'affaiblissement en Europe d'Angela Merkel et de Theresa May.* »

## Des contrats en jeu

Si al-Abadi resta discret, plusieurs responsables chiïtes critiquèrent le président français. D'abord, l'ancien premier ministre et rival d'al-Abadi, Nouri al-Maliki : « *Nous voulons qu'aucun pays n'impose sa volonté au gouvernement et à la brave nation irakienne.* » Puis Houman Hamoudi, vice-président du Parlement : « *Les Irakiens attendaient de la communauté internationale, et notamment de la France, qu'elle félicite les combattants qui ont donné leur vie pour leur pays et pour le monde. Sans la Mobilisation populaire, dit-il, Daech serait arrivé au cœur de Paris.* »

En 2014, face à l'offensive-éclair des djihadistes, qui s'étaient emparés du tiers du pays, plus de 60 000 Irakiens avaient répondu à l'appel à la mobilisation du chef spirituel de la communauté chiïte, l'ayatollah Ali Sistani (voir ci-dessous). Cinq jours après les propos d'Emmanuel Macron, une manifestation a été organisée devant l'ambassade de France à Bagdad. Elle n'a rassemblé qu'une centaine de personnes. Un avertissement à la France. « *Si la Mobilisation populaire le veut, prévient le chercheur Hisham al-Hashimi, elle peut faire converger un million de personnes près de la représentation française* », bunkérisée dans une ruelle, le long du Tigre.

Depuis, les diplomates français redoublent de prudence. « *Macron a été un peu direct, commente un expatrié français à Bagdad. Ses déclarations peuvent être dangereuses pour nos militaires*

*qui forment l'armée irakienne dans plusieurs endroits du pays. Il aurait dû faire passer le message en coulisses.* »

Est-ce la première imprudence du président dans un Moyen-Orient plus que jamais instable, où Macron entend faire de la France « *une puissance d'équilibre* » et « *parler à tout le monde* » ? « *C'est son rôle d'alerter sur certaines problématiques* », répond-on au Quai d'Orsay.

Sa saillie est d'autant plus surprenante que Paris et Bagdad rédigent actuellement un « *accord de partenariat stratégique* » en vue d'un renforcement de la coopération économique, militaire et culturelle. « *Comment signer un partenariat stratégique avec un pays allié de l'Iran, alors qu'en même temps, Paris dénonce la tentation hégémonique iranienne en Irak, mais aussi en Syrie et au Liban?* », s'interroge l'expert de la relation franco-irakienne.

En marge de la conférence sur le climat, le 12 décembre à Paris, Haïdar al-Abadi a été reçu à l'Élysée par Emmanuel Macron auquel il a remis une invitation à se rendre en Irak. « *Les choses ont été clarifiées par Abadi. Il s'est entretenu en tête à tête pendant quinze minutes avec Macron qui semble avoir compris que les milices vont être intégrées dans les forces de sécurité* », se félicite le diplomate irakien.

Comme le Qatar vient de le faire en recevant Macron, al-Abadi pourrait, en échange d'une modération du président français, faire miroiter la signature de contrats lors du voyage du chef de l'État à Bagdad, notamment dans la réhabilitation des raffineries pétrolières. Mais « *cette animosité peut nuire aux négociations sur ces contrats, rappelle l'expert de la relation, car Bagdad se retrouve dans une position difficile. Si l'Irak signe avec des entreprises françaises, certains opposants diront qu'al Abadi a cédé sous la pression de Macron.* » ■



# La crise entre Erbil et Bagdad freine l'humanitaire en Irak

À la suite du référendum au Kurdistan, l'Irak a interdit les vols internationaux vers sa région kurde du nord.

Jérémy André, le 28/12/2017  
De notre correspondant / Erbil  
www.la-croix.com

L'Irak met-il en péril son avenir en sanctionnant trop durement le Kurdistan ? En trois mois, le conflit a fait une première victime : l'humanitaire. Le 12 décembre, 77 organisations non gouvernementales (ONG) irakiennes ont signé un appel demandant au premier ministre Haïder Al Abadi de mettre fin à l'embargo sur les liaisons aériennes internationales vers le Kurdistan. « Les plus touchés sont les civils, les malades et les personnes âgées en particulier, parce que l'embargo affecte nos activités humanitaires », s'alarmaient les signataires.

Les ONG internationales restent quant à elles discrètes sur le sujet : elles n'osent pas aborder un sujet politiquement explosif. Mais même les plus importantes reconnaissent qu'elles sont affectées. « Nous avons observé des coûts supplémentaires à cause des employés qui ont dû faire des allers-retours hors du pays », explique Alexandra Saieh, responsable de la communication du Conseil norvégien pour les réfugiés en Irak. « Si les restrictions s'aggravaient dans le futur, la situation humanitaire et les programmes d'aide pourraient être sévèrement affectés », prévient pour sa part Médecins sans frontières. Dans son rapport au Conseil de sécurité de l'ONU, rendu le 22 novembre, Jan Kubis, émissaire de l'ONU en Irak, a exprimé pour sa part l'urgence de négociations qui « permettent la réouverture des vols internationaux aussi vite que possible ».

Le torchon brûle entre le gouvernement central et la région autonome à la suite du référen-



Un handicap pour les organisations humanitaires qui doivent gérer les conséquences de l'après-Daech autour de Mossoul.

dum d'indépendance organisé le 25 septembre dernier par Massoud Barzani, ex-président kurde, finalement forcé à renoncer à ses fonctions fin octobre. Les premières représailles de Bagdad ont consisté en l'interdiction des vols internationaux vers Erbil et Souleimaniye, les deux aéroports kurdes, à partir du 29 septembre.

À terme, les autorités fédérales souhaitent reprendre le contrôle de leurs frontières. Depuis les années 2000, les Kurdes gèrent des postes frontaliers avec la Turquie et l'Iran, et surtout la police des frontières dans leurs aéroports. Ils émettent ainsi leurs propres « visas à l'arrivée », de simples tampons autorisant les ressortissants de pays occidentaux à séjourner dans la région trente jours sans passer par une demande officielle de visa dans une ambassade irakienne. Les organisations non gouvernementales en ont profité pour établir leurs bases et s'enregistrer à Erbil, la capitale du Kurdistan.

Elles doivent aujourd'hui s'adapter en catastrophe. Indispensable pour obtenir des

visas, l'enregistrement à Bagdad est une procédure longue, qui peut parfois prendre deux ans. Il reste certes possible d'entrer au Kurdistan par la frontière turque, mais le tampon kurde n'est plus reconnu par les Irakiens.

Pour sortir d'Irak, il faut ensuite soit repasser par cette voie de terre, extrêmement longue, soit transiter par l'aéroport de Bagdad, en payant une amende de 500 dollars (420 €). Et même pour les humanitaires dont les organisations sont déjà enregistrées à Bagdad, les Irakiens n'octroient quasiment jamais de visas de longue durée. « La majorité des équipes internationales du Conseil norvégien pour les réfugiés ont des visas de court terme (un mois), ce qui signifie qu'ils doivent sortir du pays fréquemment, détaille Alexandra Saieh. Peu d'ONG internationales ont été capables de s'assurer de visas multi-entrées (de 3 mois à 1 an, NDLR). » ■



DECEMBER 27, 2017

## Two intelligence officers killed in armed attack in Kirkuk

by Mohammed Ebraheem Dec 27, 2017

**Kirkuk (Iraqnews.com)** – Two Iraqi intelligence officers were killed Wednesday in an armed attack in Kirkuk, a security source told Alsumaria News.

“Unidentified gunmen opened fire at two intelligence agents on a road leading to Shoraw neighborhood in Kirkuk, killing them immediately,” the source said.

“A security force carried the bodies to the forensic medicine department and a probe was launched into the incident,” the source added.

Earlier in the day, a roadside bomb planted by Islamic State went off at a village south of Kirkuk, leaving two security men, including an officer, dead, Commander of Kirkuk Operations Maj. Gen. Ali Fadel Umran said.

Two other soldiers were wounded in clashes with Islamic State militants immediately after the bombing, Umran said.

At least 45 civilians and security personnel were killed in attacks launched by Islamic State militants on Hawija city, Kirkuk, over the past two months, a senior security official said on Tuesday.

“The Iraqi army and police, on the other hand, killed 288 Jihadists and arrested 55 others during the same period,” Middle East Online quoted the official as saying.

In October, Iraqi Prime Minister Haider al-Abadi declared that Iraqi troops recaptured Hawija, a main town held by Islamic State in the country.

The town fell to IS in June 2014, when the militant group seized control of much of northern and western Iraq and proclaimed the creation of a self-styled “caliphate”. ■

# L'Iran maître du jeu régional

APRÈS LE CALIFAT 315 La guerre engagée depuis juin 2014 contre l'organisation Etat islamique a permis à la puissance chiite d'asseoir son influence en Syrie et en Irak, et de réaliser son dessein régional

**L**e roi Soleiman». En ce 21 novembre, le quotidien iranien *Afkar* tressait une couronne au général Ghassem Soleimani à sa « une ». Cet officier iranien, figure éminente des gardiens de la révolution et patron de la force Al-Qods, un contingent d'élite voué aux opérations extérieures, venait de se rendre maître d'Al-Boukamal,

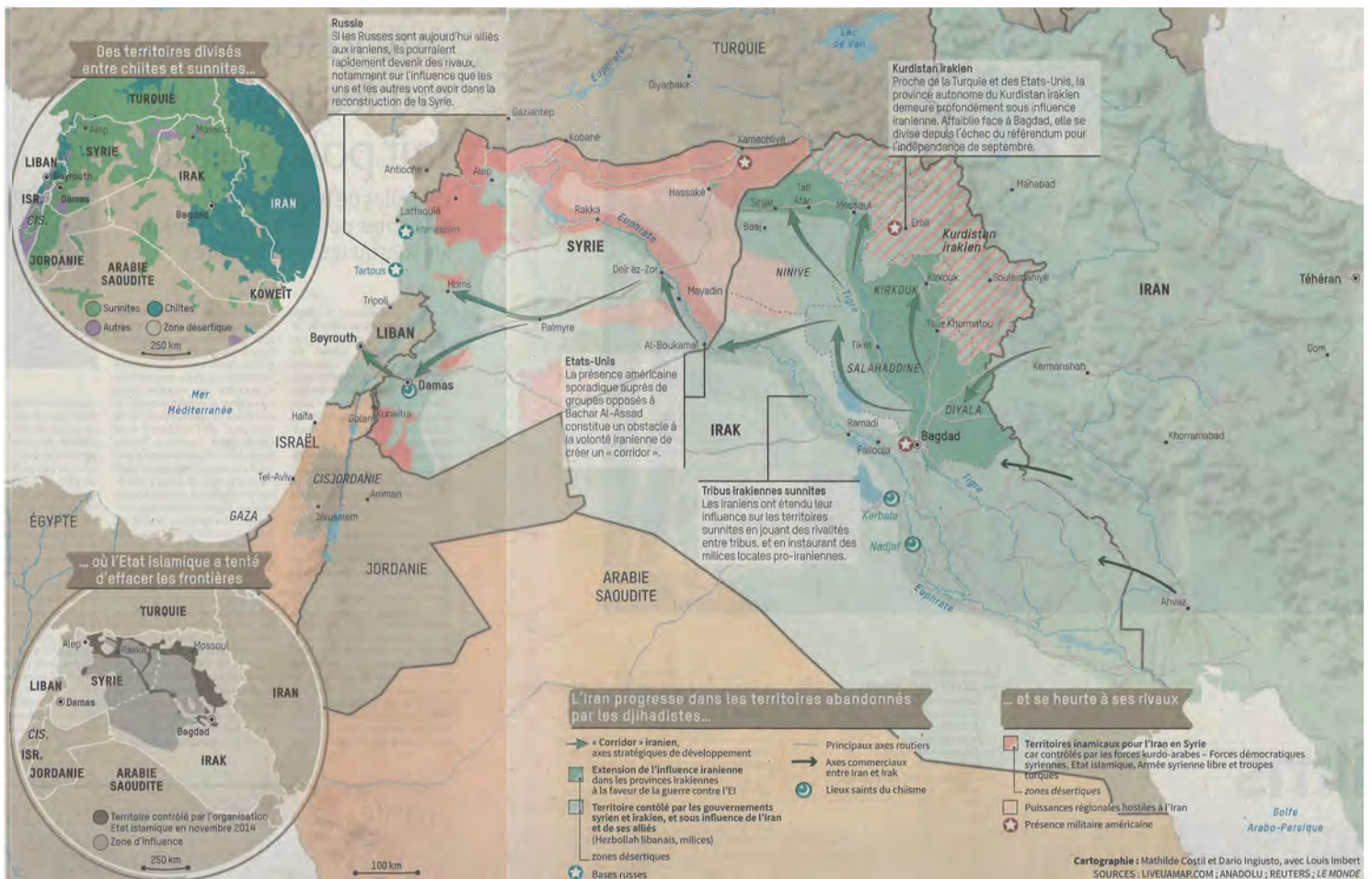
une bourgade syrienne située aux confins de la vallée de l'Euphrate. A la tête d'une troupe expéditionnaire, il avait chassé l'organisation Etat islamique (EI) de la dernière ville de Syrie: ses hommes pouvaient multiplier les selfies en faisant jonction avec des forces irakiennes alliées, sur la frontière.

Après trois ans de combats contre l'EI dans ces deux pays, Soleimani avait l'honneur de

proclamer la « victoire » finale contre les djihadistes, dans une lettre ouverte adressée au Guide suprême iranien, Ali Khamenei. Quelques jours plus tôt, *Javan*, le quotidien des gardiens, avait publié une tribune résumant l'enjeu de cette bataille: « La libération d'Al-Boukamal signifie l'achèvement du corridor terrestre de la résistance, qui ouvrirait à Téhéran un accès terrestre à la mer Méditerranée et à Beyrouth: un fait notable dans l'histoire millénaire de l'Iran. » Entre les lignes du texte triomphal, pointait comme une nostalgie impériale...

Ce « corridor terrestre » relie trois capitales arabes sous emprise iranienne (Bagdad, Damas, Beyrouth), selon un axe orienté vers la Méditerranée. C'est une zone d'influence plutôt qu'une véritable autoroute, comme certains critiques de Téhéran aiment pourtant le laisser croire. Il est d'ailleurs étonnant de lire ce terme aux accents coloniaux dans un journal iranien.

Auparavant, le roi Abdallah II de Jordanie avait popularisé une autre expression, le « croissant chiite », après la chute de Saddam Hussein, en 2003. Le « croissant » comme le « corridor » désignent à peu près la même chose: la longue montée en puissance de l'Iran, en rivalité avec les monarchies sunnites du Golfe. Les Iraniens, eux, évoquent avec constance depuis les années 1980 un « axe de la résistance » à Israël – l'ennemi originel – aux Etats-Unis et à leurs alliés arabes du Golfe. Accessoirement, Téhéran inonde déjà le pre-



mier tronçon de cet axe, l'Irak, de ses produits manufacturiers (électroménager, automobiles, agroalimentaire, etc.) et promet d'investir dans la reconstruction de la Syrie.

Ce grand dessein, les djihadistes de l'EI ont bien failli le détruire en 2014 en prenant le contrôle des provinces majoritairement sunnites d'Irak. Au mois de juin, Mossoul, deuxième ville du pays, tombe. La police et l'armée s'effondrent dans tout le nord. Le « califat » est proclamé avec à sa tête Abou Bakr Al-Baghdadi. Bagdad et les provinces kurdes sont menacées : l'Iran dépêche immédiatement son aide, des conseillers militaires, des armes. Les Etats-Unis, qui ont retiré leurs troupes de ce pays en 2011 – laissant Téhéran s'y affirmer comme une puissance tutélaire –, attendront trois mois avant de se résoudre à intervenir.

Pour les Iraniens, l'EI représente une menace existentielle : les djihadistes sunnites voient dans la République islamique d'Iran une ignominie, et tiennent les chiites dans leur ensemble pour des apostats. Pourtant, passée la panique des premiers mois, cette guerre va offrir à Téhéran une opportunité historique. L'appel à la mobilisation nationale contre l'EI émis par l'ayatollah irakien Ali Al-Sistani, la plus haute autorité religieuse chiite de leur pays, en juin 2014, donne aux milices irakiennes fidèles à l'Iran l'occasion de se

placer à l'avant-garde de la reconquête du territoire. Elles recrutent massivement et noyant une entité militaire appelée à opérer aux côtés des forces régulières : la Mobilisation populaire (MP), un groupement de milices.

Ces hommes, formés durant les années 2000 dans la lutte contre « l'occupant » américain, puis dans la guerre civile entre groupes sunnites et chiites, étaient jusque-là perçus par bien des Irakiens comme des criminels, des semeurs de trouble. Avec la bénédiction de l'ayatollah Ali Al-Sistani, qui ne les porte pourtant pas dans son cœur, ils se rachètent tout en acquérant d'un coup une légitimité nationale. Etroitement encadrés par des conseillers politiques et militaires iraniens dépêchés sur les fronts, ils vont étendre leur influence.

#### L'IMPLANTATION PAR LES MILICES

Après trois ans de combats, le « califat » djihadiste est aujourd'hui vaincu. Alors que l'autorité de Bagdad s'affirme de nouveau dans les zones sunnites du pays, l'implantation des milices chiites a tracé les contours d'une zone d'influence iranienne renouvelée, encore en construction, qui va de la province de Diyala, sur la frontière iranienne, au gouvernorat de Mossoul, frontalier de la Syrie. Elle couvre les secteurs majoritairement sunnites ou « mixtes » qui s'étendent du sud-est au nord-ouest, aux confins du pays kurde et de l'Irak arabe. Ce sont les premières étapes du corridor iranien au Moyen-Orient.

« Politiquement, les principaux vainqueurs de la guerre contre Daech [acronyme arabe de l'EI], ce sont l'Iran et ses hommes en Irak », tranche un membre des services de renseignement kurdes irakiens, lié à une faction dont les liens avec Téhéran sont anciens et solides. Il suit l'avancée des intérêts iraniens depuis son bureau, dont les murs sont couverts de cartes des districts du nord de l'Irak,

où il a ajouté à la main des dizaines de noms de tribus et de clans. « Dans les zones libérées, les milices pro-iraniennes cooptent des chefs de tribus ou des notables locaux, qui créent leurs propres groupes armés dans le cadre de la MP, indique-t-il. Elles leur permettent d'investir les institutions locales. En retour, ils servent leurs intérêts. Les zones affectées par le conflit sont dévastées. Il n'y a pas d'autre solution, pour recevoir un salaire, que d'être recruté au sein des milices locales. »

Cette stratégie d'influence iranienne, déployée parfois à l'échelle microscopique de la tribu, du village ou du quartier, est orchestrée par de hauts cadres de la MP comme Hadi Al-Amiri, le leader des brigades Badr, et Abou Mahdi Al-Mohandes : deux anciens résistants à Saddam Hussein, soutenus par l'Iran dès les années 1980. Les efforts du premier ont déjà abouti dans le gouvernorat de Diyala, frontalier de l'Iran. Cette province, « mixte » du point de vue confessionnel, a longtemps été un terrain de confrontation entre l'insurrection sunnite irakienne, dont l'EI est issue, et les forces de sécurité de Bagdad, à dominante chiite. Les djihadistes y avaient pris le contrôle de plusieurs localités après 2014. Leur défaite a laissé le champ libre à Hadi Al-Amiri pour parachever un travail de sape entamé dès 2003 au sein de la population sunnite.

« A Diyala, le facteur tribal a été utilisé parmi les sunnites pour bannir certains clans hostiles et en rallier d'autres. Après Daech, leurs chefs ont été contraints de se soumettre ou de partir », explique l'agent du renseignement kurde, en contact régulier avec des figures tribales sunnites opposées à l'expansionnisme iranien. Une logique similaire a été suivie dans le gouvernorat limitrophe de Salahadin, au nord de Diyala, après la reprise, au printemps 2015, de son chef-lieu Tikrit, bastion sunnite et ville de naissance de Saddam Hussein. « La lutte contre l'Etat islamique leur a facilité le travail, poursuit la même source kurde. Il suffit de présenter les personnalités sunnites qui ne se rallient pas comme des soutiens du terrorisme pour les marginaliser ou les supprimer. »

#### UN ARCHIPEL DE MINORITÉS CHIITES

Le camp pro-iranien s'est appuyé sur un archipel de minorités chiites enclavées du nord de l'Irak, notamment dans les territoires disputés par les Kurdes et Bagdad. Début 2017, dans la bourgade de Touz Khormatou, Ahmed Charliya, un cadre militaire des Kataeb (brigades) Hezbollah, une milice affiliée à Téhéran, décrivait ainsi le nouvel ordre en marche : « Avant Daech, les Kurdes contrôlaient tout ici. Aujourd'hui, nous sommes armés et organisés. Et nous représentons l'autorité du gouvernement central irakien face à eux. Soit ils coopèrent, soit un jour ou l'autre ils seront chassés. » Longtemps, seule la médiation d'émissaires iraniens avait permis de maintenir un semblant de paix civile entre les deux communautés kurde et turkmène chiite.

Ahmed Charliya, un quinquagénaire massif qui s'appuie sur une canne de bois vernis, a joué un rôle décisif dans l'expulsion des populations arabes sunnites des environs de Touz Khormatou, à la faveur du reflux de l'EI.

## « LE CORRIDOR DE LA RÉSISTANCE OUVRIRAIT À TÉHÉRAN UN ACCÈS TERRESTRE À LA MER MÉDITERRANÉE ET À BEYROUTH : UN FAIT NOTABLE DANS L'HISTOIRE DE L'IRAN »

UNE TRIBUNE DANS LE JOURNAL DES GARDIENS DE LA RÉVOLUTION

Et même s'il se réclame de l'autorité de Bagdad, c'est à l'omniprésent général iranien Ghassem Soleimani – le « roi Soleiman » adulé par le quotidien iranien *Afkar* – que sa fidélité va d'abord. Frère de quatre « martyrs », l'un tué au combat contre les Américains dans les années 2000 au sein d'une milice pro-iranienne, les trois autres contre l'EI, Ahmed Charliya jouit d'un accès privilégié à Soleimani. « C'est l'homme qui pense le projet iranien en Irak et dans toute la région, dit-il. Un être exceptionnel qui a une relation particulière avec Dieu. A Touz, nous sommes avec la République islamique, l'Iran est comme notre père. Il nous a aidés avant même Bagdad. Il nous a donné des munitions, des équipements, des armes... »

En septembre, le référendum sur l'indépendance organisé dans la province autonome du Kurdistan a suscité une vive réaction de Bagdad : le gouvernement central est revenu en force à la mi-octobre dans les zones que les forces kurdes lui disputaient. Depuis, les Kurdes de Touz Khormatou ont quitté la ville, leurs biens ont été largement détruits. La mairie a été reprise par un fidèle des brigades Badr d'Hadi Al-Amiri (MP), qui ont également gagné en influence à Kirkouk, capitale d'une province riche en hydrocarbures, à une heure de route au nord.

Les cadres des brigades Badr y laissent le contrôle des rues à l'armée et à la police, et s'attachent à combler le vide politique laissé par les Kurdes, maîtres de la ville depuis la chute du régime de Saddam Hussein, en 2003. Il leur revient d'organiser de nouveaux réseaux de clientèle parmi les tribus sunnites. Les élections locales et parlementaires de 2018 devraient leur permettre d'affermir leur emprise sur les institutions locales.

Alors que le pétrole brut de Kirkouk sous domination kurde était exporté vers la Turquie par oléoduc, il est passé pour l'essentiel sous le contrôle de l'Etat central irakien. « Cette évolution renforce d'abord Bagdad, mais elle profite aussi à l'Iran », explique Ben Van Heuvelen, rédacteur en chef de la publication spécialisée *Iraq Oil Report* : « Le Kurdistan irakien est beaucoup plus faible et moins lié aux intérêts turcs depuis que le gouvernement fédéral a repris le contrôle des champs pétroliers de Kirkouk. C'est un développement

positif du point de vue de Téhéran. »

Plus à l'ouest, la ville de Mossoul barre la trajectoire expansionniste de l'Irak et de ses alliés vers le désert syro-irakien. Bastion sunnite, deuxième agglomération du pays, ancienne capitale irakienne de l'EI reprise aux djihadistes à l'issue d'une bataille de neuf mois, Mossoul n'a pas été une prise facile. Mais son arrière-pays, qui va jusqu'à la frontière syrienne, s'est révélé un bon terrain d'expérimentation pour l'ingénierie géopolitique iranienne. Chiïtes de la minorité shabak ou chrétiens dans les plaines de Ninive, yézidis du Sinjar ou encore Turkmènes chiïtes de Tall Afar, tous ont créé leurs propres groupes armés depuis 2014, désormais reconnus au sein de la Mobilisation populaire. Ici aussi, on prépare les élections du printemps prochain.

Certains de ces militants « s'idéologisent » à grande vitesse : ils jurent fidélité au Guide suprême et aux dogmes de la révolution iranienne. Mais la plupart jouissent avant tout du confort qu'offre une place dans le camp des vainqueurs. En s'appuyant sur des potentats locaux, Téhéran peut jouer les médiateurs, régler les conflits, inévitables entre ses partenaires. Mais ces zones morcelées du nord de l'Irak révèlent toute la fragilité du corridor irakien. Loin de ses bases, Téhéran court le risque d'être dépassé par des guerres de clocher insolubles. Vu d'ici, la Méditerranée paraît encore loin...

Depuis l'arrivée à la Maison Blanche de Donald Trump, en janvier, Washington clame sa volonté de « repousser » l'influence iranienne dans la région. Mais aucune mesure concrète n'émerge en Irak, encore moins en Syrie, le deuxième morceau du corridor, malgré le déploiement par les Etats-Unis de la principale force aérienne dans la région, dans le cadre de la coalition internationale contre l'EI. Cette puissance de feu attend que Washington formule une nouvelle politique pour la Syrie, début 2018. « Les faucons aux Etats-Unis

veulent remettre l'Irak dans sa boîte. Mais c'est une position idéologique, ça ne veut rien dire, s'exclame un diplomate à Paris. Il est normal que l'Irak exerce une influence. »

Cette influence, l'Irak l'a payée durant cinq ans en soutenant le président syrien Bachar Al-Assad contre l'insurrection, aux côtés de son allié libanais, le Hezbollah, dont la survie dépend des armes, des fonds et du matériel iraniens qui lui parviennent à travers la Syrie depuis les années 1980. C'est le chef de Hezbollah, Hassan Nasrallah, qui se serait rendu en 2012 à Téhéran, « neuf mois après le début de la guerre civile », pour convaincre le Guide suprême, Ali Khamenei, de peser de toutes ses forces dans une bataille qu'il jugeait alors presque perdue, selon un récit donné par l'ex-parlementaire iranien Esmail Kowsari, un ancien gardien de la révolution, à l'agence de presse Fars, fin 2013.

#### « AXE DE LA RÉSISTANCE » CONTRE ISRAËL

Depuis, plus de 500 Iraniens sont morts en Syrie. Le Hezbollah a payé un prix plus élevé : plus de 1200 morts, d'après un décompte d'Ali Alfoneh, expert affilié au think tank américain The Atlantic Council. A ces pertes, il faut ajouter un millier de miliciens chiïtes afghans



Le commandant Ghassem Soleimani lors de l'offensive contre les troupes de l'Etat islamique à Tal Ksaiba (Irak), le 8 mars 2015. REUTERS

et pakistanais opérant sous commandement iranien, et au moins une centaine d'Irakiens. Parmi ces derniers figurent quelques fidèles d'Ahmed Charliya, le petit potentat que nous avons rencontré à Touz Khormatou, dans le nord de l'Irak. M. Charliya se dit fier d'avoir participé avec ses hommes à la guerre civile syrienne, sous commandement iranien. Si loin de chez lui, son horizon s'est élargi. Il a le sentiment d'avoir participé à un projet qui le dépasse, dans lequel les frontières s'effacent : la construction d'un « axe de la résistance », sous la houlette d'une puissance unique, l'Irak. « J'ai combattu le terrorisme chez moi, à Touz Khormatou, comme je l'ai combattu à Alep, en Syrie, lance-t-il. Toujours sous les ordres du général Ghassem Soleimani. C'est une guerre unique et nous savons que l'ennemi est Israël. » Le 20 novembre, en proclamant la victoire contre l'EI, ce même général rendait hommage aux « martyrs » de l'internationale milicienne. Il oubliait de mentionner le fait que ces hommes avaient combattu avant tout les opposants à Bachar Al-Assad, et plus tardivement – et dans une moindre mesure – l'EI.

Plus encore que l'Irak, la guerre civile syrienne est le chaudron dans lequel les gardiens de Téhéran ont formé une coalition dévolue à leur grand dessein régional, relativement peu coûteuse. « C'est en quelque sorte une réponse locale et bricolée à l'OTAN : les Iraniens ont appris en Syrie à déplacer et à coordonner de larges corps miliciens internationaux au sein de leur zone d'influence », résume Afshon Ostovar, professeur à l'Ecole navale américaine de Monterey (Californie).

Alors que cette internationale chiïte célèbre sa « victoire », Moscou, dont le soutien aérien a été décisif, presse désormais pour une solution politique en Syrie, sous l'égide de l'ONU. L'opposition syrienne, ses soutiens étrangers et le voisin israélien, eux, s'interrogent : l'Irak retirera-t-il ses contingents ? Dans son discours à l'assemblée générale des Nations unies, en septembre, le premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, mettait Téhéran en garde : « Nous agissons pour empêcher l'Irak d'établir des bases mili-

**PLUS ENCORE QUE  
L'IRAK, LA GUERRE  
CIVILE SYRIENNE  
EST LE CHAUDRON  
DANS LEQUEL  
LES GARDIENS  
DE TÉHÉRAN  
ONT FORMÉ  
UNE COALITION  
DÉVOLUE À LEUR  
GRAND DESSEIN  
RÉGIONAL**

itaires permanentes en Syrie (...), d'y produire des armes mortelles (...), et d'ouvrir de nouveaux fronts de la terreur contre Israël le long de notre frontière nord. »

La mise en application n'a pas tardé : le 2 décembre, des missiles israéliens auraient frappé des hangars et des baraquements militaires à Al-Kiswah, à une dizaine de kilomètres au sud de Damas. Selon une source au sein d'un service de renseignement occidental cité par la BBC, l'Irak y construisait une base permanente, sur un site de l'armée syrienne.

ordres du général Ghassem Soleimani. C'est une guerre unique et nous savons que l'ennemi est Israël. » Le 20 novembre, en proclamant la victoire contre l'EI, ce même général rendait hommage aux « martyrs » de l'internationale milicienne. Il oubliait de mentionner le fait que ces hommes avaient combattu avant tout les opposants à Bachar Al-Assad, et plus tardivement – et dans une moindre mesure – l'EI.

Plus encore que l'Irak, la guerre civile syrienne est le chaudron dans lequel les gardiens de Téhéran ont formé une coalition dévolue à leur grand dessein régional, relativement peu coûteuse. « C'est en quelque sorte

une réponse locale et bricolée à l'OTAN : les Iraniens ont appris en Syrie à déplacer et à coordonner de larges corps miliciens internationaux au sein de leur zone d'influence», résume Afshon Ostovar, professeur à l'École navale américaine de Monterey (Californie).

Alors que cette internationale chiite célèbre sa « victoire », Moscou, dont le soutien aérien a été décisif, presse désormais pour une solution politique en Syrie, sous l'égide de l'ONU. L'opposition syrienne, ses soutiens étrangers et le voisin israélien, eux, s'interrogent : l'Iran retirera-t-il ses contingents ? Dans son discours à l'assemblée générale des Nations unies, en septembre, le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, mettait Téhéran en garde : « Nous agissons pour empêcher l'Iran d'établir des bases militaires permanentes en Syrie (...), d'y produire des armes mortelles (...), et d'ouvrir de nouveaux fronts de la terreur contre Israël le long de notre frontière nord. »

La mise en application n'a pas tardé : le 2 décembre, des missiles israéliens auraient frappé des hangars et des baraquements militaires à Al-Kiswah, à une dizaine de kilomètres au sud de Damas. Selon une source au sein d'un service de renseignement occidental cité par la BBC, l'Iran y construisait une base permanente, sur un site de l'armée syrienne.

Mais l'Iran a-t-il vraiment besoin de semer des casernes à chaque kilomètre de son corridor ? Ses combattants ont mené l'essentiel de la guerre sans installations militaires propres, en s'appuyant sur les bases de l'armée syrienne. Depuis 2012, ils n'ont pas ménagé leurs efforts pour pénétrer l'appareil sécuritaire. Tout comme en Irak, ils ont coopté des milices syriennes mobilisées par les multiples services de sécurité de Damas. « Les Iraniens ont beaucoup investi dans les réseaux du régime », résume Kheder Khaddour, chercheur syrien invité au centre Carnegie pour le Moyen-Orient à Beyrouth. Leur objectif n'est pas de maintenir une présence militaire, des bases dans le pays à long terme, mais de demeurer ancrés dans ces réseaux. »

Le diplomate interrogé par *Le Monde* à Paris

## « NOUS AGISSONS POUR EMPÊCHER L'IRAN D'ÉTABLIR DES BASES MILITAIRES EN SYRIE »

**BENYAMIN NÉTANYAHOU**  
premier ministre israélien

estime lui aussi que « les Iraniens n'ont pas l'intention d'envahir la Syrie. Ils souhaitent une présence armée aussi faible que possible ». Quitte à faire pression sur Bachar Al-Assad pour garantir de bonnes places à leurs alliés locaux. A la fin du mois de novembre, le leader des gardiens, Mohammad Ali Jafari, affirmait ainsi qu'Assad se savait « endetté » auprès des « milices populaires ». Le dictateur comprenait que leur soutien lui était désormais indispensable, estimait le général, cité par le quotidien iranien *Vatan-e-Emrooz*. Assad « institutionnalisera, bien sûr, les milices, afin qu'elles demeurent utiles face à de futures menaces ».

### LE HEZBOLLAH EN PREMIÈRE LIGNE

Dans la phase de reconstruction du pays qui s'annonce à peine, les gardiens comptent sur ces alliés pour sécuriser leurs chantiers, signalait M. Jafari. Les entreprises qu'ils contrôlent ont une expertise reconnue dans les travaux publics. « Au sein de l'Etat iranien lui-même, le niveau d'expansion des gardiens en Syrie fait désormais débat, affirme Pierre Razoux, directeur de recherche à l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire. Certains estiment qu'ils devraient recentrer leurs efforts en Iran, où l'EI a commis une première attaque terroriste en juin, à Téhéran. »

De toute façon, les gardiens peuvent compter sur le Hezbollah, que peu d'observateurs imaginent quitter la Syrie, alors que l'armée syrienne manque cruellement d'hommes. « L'axe de la résistance » passe par la ville de

Qoussair, tout près de la frontière libanaise, point d'entrée de l'intervention massive du Hezbollah en Syrie, en 2013. Le mouvement libanais est aussi présent sur la route reliant Damas à Beyrouth, dont il contrôle de longue date l'aéroport. A Damas, les alentours du mausolée de Sayyida Zeinab, petite fille du Prophète, un lieu de pèlerinage chiite, ont été colonisés par les alliés irakiens et ceux issus de la petite communauté chiite syrienne.

Avec sa présence en Syrie, le Hezbollah dispose d'une profondeur stratégique précieuse, en cas de nouveau conflit avec Israël, en prolongement de ses bases dans le sud du Liban et dans la vallée de la Bekaa. De fait, l'ampleur de la « frontière » entre la milice chiite libanaise et l'Etat hébreu a doublé à la faveur de la guerre civile syrienne. En novembre, Moscou a négocié avec Washington et Amman une « zone d'exclusion » dans le sud syrien, qui précise un premier accord conclu en juillet. Il s'agissait notamment de garantir à Israël que le Hezbollah comme les gardiens iraniens se tiendraient à l'écart d'une zone qui s'étend jusqu'à trente kilomètres du plateau du Golan, sous contrôle israélien. Cependant, Téhéran maintient ses liens avec des groupes locaux alliés, et Israël a laissé entendre qu'il pourrait frapper encore dans la région.

A Washington, des analystes militaires craignent que l'Iran ne développe la capacité de déployer ses forces dans cette zone, depuis les profondeurs de son corridor. Cette inquiétude est flatteuse pour Téhéran, mais elle paraît surévaluer ses ambitions. Mal équipées, technologiquement dépassées après des décennies d'isolement et de sanctions, « les forces iraniennes demeurent structurées selon une logique défensive », assure Pierre Razoux, à l'École militaire. Elles ont déjà fort à faire pour souder les maillons de ce corridor, qui s'étire dans le même temps à l'ouest, jusqu'en Afghanistan. ■

**LOUIS IMBERT**  
ET ALLAN KAVAL (ERBIL, CORRESPONDANCE)

AFP

## Bagdad prolonge de deux mois le blocus aérien au Kurdistan

Erbil (Irak), 28 décembre 2017 (AFP)

**BAGDAD** a prolongé jusqu'à fin février l'interdiction des liaisons aériennes entre la région autonome du Kurdistan irakien et l'étranger, a indiqué jeudi la directrice de l'aéroport international d'Erbil.

Ce blocus aérien avait été décidé fin septembre, quelques jours après un référendum d'indépendance organisé par Erbil, la capitale de la région autonome, et qui avait été déclaré nul et illégal par Bagdad.

Depuis cette consultation, massivement remportée par le "oui", Bagdad et Erbil sont à couteaux tirés.

Le gouvernement central, déterminé à obtenir d'Erbil qu'il renie ce référendum, a également repris aux Kurdes l'ensemble des zones dont ils s'étaient emparés au-delà des frontières administratives du Kurdistan ainsi que la manne pétro-

lière qu'elles renfermaient.

Jeudi, "le ministère des Transports a envoyé un courrier électronique aux aéroports d'Erbil (nord) et de Souleimaniyeh (nord-est) pour leur signifier que les vols internationaux étaient interdits jusqu'au 28 février", a indiqué à la presse Talar Faiq Saleh, la directrice de l'aéroport international d'Erbil.

"Seuls les vols intérieurs sont autorisés", a-t-elle ajouté.

Depuis le début du blocus, tous les vols du Kurdistan vers l'étranger transitent par Bagdad et les étrangers qui, avant, ne devaient pas solliciter de visa des autorités fédérales pour se rendre au Kurdistan doivent désormais le faire.

Le Premier ministre kurde Netchirvan Barzani a dénoncé "une punition collective imposée par le gouvernement central à l'ensemble du peuple du Kurdistan". Il a encore accusé jeudi Bagdad d'utiliser ce blocus comme "une carte pour faire pression" sur la région autonome avant des négociations entre les deux pouvoirs.

L'interruption des vols internationaux est un nouveau coup dur porté à l'économie du Kurdistan irakien, région qui se vantait, il y a encore peu, de sa richesse et de sa stabilité pendant que le reste de l'Irak sombrait dans le chaos, avec l'offensive du groupe Etat islamique (EI) en 2014.

Aujourd'hui en profonde crise politique, elle traverse également sa pire crise économique et est criblée de dettes. ■

# Erdogan Law Stirs Fears of Legalized Extra-Judicial Violence

By Onur Ant 25 décembre 2017  
www.bloomberg.com

- No penalties for actions to resist coup 'or its continuation'
- Bar chief says it'll incite political lynchings and murder

Turkish President Recep Tayyip Erdogan's latest emergency decree risks inciting political violence by giving legal cover to pro-government vigilantes, opposition parties and legal authorities warned.

The order, declared in the Official Gazette on Sunday, grants sweeping immunity for acting against terrorism or attempts to overthrow the government. Civilians won't face legal consequences for actions against last year's coup attempt -- or more importantly -- anything that could be considered its "continuation," the decree said.

Erdogan and his allies regularly accuse political opponents of furthering the agenda of coup plotters, raising concern - and fear - about how broadly the decree will be interpreted. Opposition parties led by the Republican People's Party, or CHP, said the measure provides immunity not just to those who fought back a failed coup attempt by a faction of the military on July 15, 2016, but to supporters of the government intent on stifling political dissent.

## NO CONSEQUENCES

"They've paved the way for anyone who claims to be fighting against terrorism to slaughter everybody else," Ozgur Ozel, a CHP parliament whip, said in televised remarks in the western province of Manisa. "They will unleash vigilantes on us in a future democratic rally and will face no charges."

Ozel's comments were echoed across Turkey's normally fractured opposition spectrum. Meral

Aksener, a former interior minister who leads the newly established Iyi Party, said in a Twitter post that the decree risks dragging Turkey into a civil war by allowing civilians to use weapons on the pretext of suppressing rebellion. It also legitimizes use of paramilitary forces, according to Ziya Pir, a lawmaker with the pro-Kurdish party HDP.

Even Abdullah Gul, a former president who co-founded the AKP with Erdogan, warned of "events that could upset us all" and called for the law to be revised. Its wording is "inappropriate for legal language and is worrying from the perspective of rule of law," he said on Twitter, in an unusual criticism of his successor's policies.

More than 200 people including civilians were killed on the night of the coup attempt. There have also been widespread accusations of violence against rank-and-file soldiers who were following their commanders' orders.

The decree was vaguely worded in terms of its timeframe and its targets. Party spokesman Mahir Unal said it only applied to events that took place on July 15-16, 2016, but that timeline isn't spelled out in the order.

Ayhan Bilgen, spokesman for the HDP, questioned why the act was written to apply to terrorism if the intent, as Unal said, was only to grant immunity for acts in the two days around the attempted coup. Tusiad, Turkey's largest business group, called for an overhaul of the decree and a complete end to the state of emergency, citing possible future grievances due to vague clauses in the law.

## LAWYERS 'HORRIFIED'

Metin Feyzioglu, head of the national bar association, said in a video posted on Facebook that he was "horrified" by the decree, which he said appears designed to exempt pro-government actors from the legal consequences of political violence. He called on Erdogan to immediately retract it.

"People on the streets are going to start shooting one another in the head," Feyzioglu said. "You



Recap Tayyip Erdogan Photographer: Konstantinos Tsakalidis/Bloomberg

just passed a law that allows citizens to kill one another, to lynch one another, without any punishment or compensation -- what have you done?"

Sunday's decrees add to a long list of government decisions issued under the state of emergency declared after last year's failed putsch. Emergency rule allows Erdogan to govern with decrees that carry the force of law, bypassing parliamentary and judicial oversight. The head of Turkey's top court said earlier this year that the court has no authority to rule on the legality of emergency measures.

Prime Minister Binali Yildirim said after imposition of the state of emergency last year that it would never be used for decisions related to economic policies, but that also hasn't been the case. The latest batch of decrees included several economic measures, among them an executive order allowing the transfer of a majority stake in state-run lender Turkiye Vakiflar Bankasi TAO from the state foundation that owned it to the Treasury.

A spokesman for Yildirim's office declined to comment when contacted by phone on Monday. The office of presidential spokesman Ibrahim Kalin, who's accompanying Erdogan on a trip to Sudan, also said it couldn't immediately respond to opposition criticism of the measure. ●

# Conflicting Reports Emerge on Abadi's Initiative on Erbil

Baghdad, Erbil - 26 December, 2017  
https://aawsat.com

Conflicting reports emerged on Monday concerning the visit by two Iraqi ministers from Haidar al-Abadi's government to the Kurdistan Region.

Iraq's Interior Minister Qasim al-Araji and Defense Minister Irfan Hayali are expected to visit Erbil to discuss the border-crossings and airports.

The visit will be a culmination of many initiatives and the expressed readiness for talks



with Baghdad and international efforts to bring Erbil and Baghdad to the negotiating table, reported the Rudaw news agency on Monday.

"International and internal pressures have an influence over the visit of the two ministers

to the Kurdistan Region," Masoud Haidar, a Change Movement MP in Baghdad said.

He added that the visit is linked to the comments by former Iraqi Vice President Nouri al-Maliki, in which he called for dialogue between the two sides and criticized the punishing procedures taken against the Kurdistan Region.

However, an Iraqi official source told Ashraq Al-Awsat on condition of anonymity that Abadi does not want to dispatch his two

ministers to the Kurdistan Region. "There is no information in this regard," the source said.

At the current moment, the source ruled out that Abadi could send the two ministers to Erbil on grounds that if a dialogue between the two sides takes place, it would be held on other recognized bases.

On the letter addressed lately by Iraqi President Fouad Massoum to each of Abadi, Prime Minister of the Kurdistan Region Nechirvan Barzani and UN Secretary General

Antonio Guterres concerning the need to start talks between Baghdad and Erbil, Kurdish sources uncovered the presence of another letter addressed by Barzani to Abadi in this regard.

Rudaw said that in his letter, Barzani told the Iraqi PM that the two sides should not respond to each other via press conferences. He said the only way to reach a solution is through dialogue. ♦

LA CROIX 22 DÉCEMBRE 2017

# Le fragile projet des Kurdes en Syrie

## Du Rojava à la Fédération Nord-Syrie

Jérémy André, De notre envoyé spécial Kobané, Tabqa (Syrie) le 22/12/2017  
www.la-croix.com

Dans le nord du pays, enclaves kurdes et régions arabes gèrent ensemble l'après-Daech, malgré leur isolement et leurs divergences.

Le petit musée des martyrs de Karkar, une sorte de monuments aux morts au centre de Kobané, a des couleurs de fête, avec ses fanions vert, rouge, jaune. Ce sont les drapeaux des YPG (acronyme kurde des Unités de protection du peuple), troupes des Kurdes de Syrie, et de son organisation mère, le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan). L'épaisse moustache de son fondateur, Abdullah Öcalan – en prison en Turquie depuis 1999 –, trône au milieu des portraits des morts. Clandestin partout ailleurs, désigné par la Turquie comme une « organisation terroriste », le mouvement révolutionnaire peut ici s'afficher au grand jour. La bataille de Kobané avait été le point de départ de sa victoire, désormais totale, contre Daech.

Le régime syrien s'était retiré de l'enclave kurde il y a déjà six ans. Depuis, celle-ci a pris son autonomie, et s'est même étendue à des zones à majorité arabe. Les dirigeants de cette région proclamée « Fédération démocratique du Nord-Syrie », assurent ne pas vouloir remettre en cause l'unité du pays ni l'autorité de Damas, et disent réclamer seulement l'autonomie. Dans cette « Fédération », on trouve tout à la fois des poches du régime, des troupes russes et des bases américaines – une assurance-vie pour les Kurdes.

Car si la Syrie de Hafez Al Assad, père de Bachar, a accueilli autrefois Abdullah Öcalan en exil, elle peut aussi violemment réprimer sa minorité kurde – ce fut le cas en 2004. « Il était

interdit de parler kurde, rappelle Kamal Bassraoui, 43 ans, docteur en physique. Quand j'étais en master à l'université d'Alep, on m'a noté absent à un examen d'anglais pour qu'un Kurde ne reçoive pas un prix. Par pur racisme ! (...) Je suis parti finir mes études en Ukraine. » Aujourd'hui, le professeur prend la tête de l'« université de Kobané » ouverte début décembre par les autorités locales. Ses 50 étudiants y étudient sans savoir si leurs diplômes seront jamais reconnus.

Sans État, l'après-Daech s'écrit au jour le jour. « Après la libération, les organisations humanitaires ont beaucoup promis, mais ce n'était que des paroles, regrette Berivan Hassan, 27 ans, coprésidente du canton de Kobané. Seule la ville kurde de Diyarbakir en Turquie a vraiment aidé à la reconstruction, avant qu'Ankara ne ferme totalement la frontière à l'automne 2015. » Les restrictions sont drastiques. Malgré tout le pétrole sous le contrôle des Kurdes, l'essence est rationnée.



Des civils traversent la frontière irako-syrienne pour revenir au Rojava, le territoire sous contrôle des Kurdes de Syrie. / Quentin Bruno/Brassage Photo



« Les gens revendent cette essence sept fois son prix au marché noir », peste un cadre kurde chargé de l'économie dans la région de Tabqa, à 150 km au sud de Kobané. Ravagé, ce centre industriel sur les rives de l'Euphrate, surplombant un immense barrage, était autrefois une cité modèle, métissée, éduquée et riche, une « petite Syrie », se souviennent ses habitants.

À Tabqa, la sécurité est désormais assurée par des milices arabes locales, regroupées au sein des Forces démocratiques syriennes (FDS), sous commandement YPG. Et le « conseil civil », qui rassemble chefs tribaux et jeunes activistes kurdes et arabes, gère l'après-guerre. « Nous avons dû faire face à de grosses difficultés, à cause des mines et des infrastructures détruites », déplore le cheikh Hussein Al Rached, 61 ans, membre du conseil. Quand le vent a tourné, les cheikhs de la région, anciens soutiens de Daech, ont prêté allégeance aux FDS et leurs hommes se sont enrôlés. « Un État athée qui respecte les droits de l'homme vaut mieux qu'un État islamique qui les bafoue, se justifie Hussein Al Rached. C'est le régime qui a divisé la société syrienne, mais il y avait des liens plus anciens qui ont été ressoudés. » Cette alliance hétéroclite espère s'asseoir à la table des négociations sur l'avenir de la Syrie.

La Russie organisera une grande conférence en février 2018 à Sotchi. La « Fédération » espère qu'elle en fera partie. « Bachar Al Assad ne sait parler qu'avec la force, prévient Berivan Hassan, du canton de Kobané. Mais ici, personne n'acceptera plus son régime. Il sera bien obligé de discuter. » ■



December 23, 2017

# Iraqi Shia militias deploy to Syrian border to back guard forces

Sangar Ali Sangar Ali December 23-2017  
<http://www.kurdistan24.net>

**ERBIL, Kurdistan Region (Kurdistan 24)** – Iranian-backed Shia Hashd al-Shaabi militias, also known as the Popular Mobilization Forces (PMF), were deployed to the Iraqi border with Syria to support border guard troops who came under fire from within Syria in the past few days, a militia commander said on Friday.

There was no immediate comment on who opened fire from the Syrian territory, but forces fighting the Islamic State (IS) in Iraq and Syria believe the extremist group was responsible after losing its strongholds in the urban areas in early 2017.

“After several Iraqi border guard positions came under missile attacks, and backup from security forces was late, the PMF’s 13th brigade was deployed and targeted the origin of the launch,” PMF commander for west Anbar, Qassem Mesleh, said in a statement.

“Operations command and the infantry

brigade are now present on the Iraqi-Syrian border in border guard positions to repel any attack or movement by the enemy,” Mesleh explained.

“This area is not within the PMF’s remit, but it is our duty to back up all security forces,” he added.

Both Kurds and Sunni Muslims have repeatedly called on Iraqi Prime Minister Haider al-Abadi to disarm the Shia group, accusing the PMF of widespread abuses against civilians in the country.

Brigadier General Yahya Rasool recently told Reuters the PMF deployment was temporary and “very normal” because it was the Shia militia’s duty to support government troops.

On Dec. 9, Iraqi forces liberated the last bits of land under IS control along the border with Syria, securing the western desert.

The victory marked the end of the war against the militant group, three years after



they overran about a third of Iraq’s territory.

Rasool, a military spokesperson, denied that back up to the border guards had been late, noting that “the primary responsibility of border security belongs to the border guards and the army.”

He said Iraqi forces coordinate with the Syrian army, Iran, and Iranian-backed militias, as well as the US-backed alliance of Kurdish and Arab forces known as the Syrian Democratic Forces (SDF) opposed to Syrian President Bashar al-Assad. ●

**TheNational** DECEMBER 25, 2017

# Baghdad lists 13 preconditions for talks with Kurds

**Besides annulling independence referendum, Erbil must hand over control of border crossings and airports and all revenues from oil and customs duties**

Mina Aldroubi Dec 25, 2017  
<https://www.thenational.ae>

Iraq’s central government has set out 13 conditions for the Kurdistan region to meet before “real” negotiations can begin to resolve a crisis triggered by a Kurdish independence referendum.

“The central government is serious about solving the issues between Erbil and Baghdad, but the latter has to fulfil its constitutional obliga-

tions,” said Saad Al Hadithi, spokesman for the Iraqi prime minister.

Iraq’s Kurdish region voted for independence in a symbolic yet controversial referendum that was held in September despite Baghdad’s insistence that it violated the constitution. The central government responded by halting all international flights to and from Iraqi Kurdistan and sending troops to retake disputed areas held by Kurdish forces out-

side of the autonomous region. The measures have left the Kurdish Regional Government (KRG) in Erbil grappling with an economic and political crisis.

Mr Al Hadithi said on Sunday that the preconditions laid down by prime minister Haider Al Abadi were “in accordance with the Iraqi constitution”.

They include a demand that the KRG issue a handwritten note annulling the result of the referendum. The Kurdish government has said it respected a ruling by Iraq’s federal court that the referendum was illegal, but has not formally renounced it.

The central government is also asking Erbil to guarantee that it will not seek independence in future.

The Kurds must also hand over control of all border crossings in Kurdish territory, including Faysh Khabur and Ibrahim Khalil on the border with Turkey, as well as of the airports in Erbil and Sulaimaniyah.

Baghdad is also insisting that Kurdish officials “are not allowed to

leave the country without Baghdad’s permission”.

The Kurdish government said the list of demands “demonstrates that Baghdad is still considering a military option against the KRG”.

The central government also wants the KRG to hand over all future federal revenues, including those from oil sales and customs duties.

The two sides have clashed over territory and sharing of oil revenue since the fall of Saddam Hussein in 2003. Baghdad has stopped central funds to Kurdistan for the past three years.

Earlier this month the UN envoy in Iraq, Jan Kubis, stressed the need “to hold technical and political negotiations between both sides to reach solutions to all outstanding issues”.

Members of the European parliament also have urged Baghdad to hold talks with the Kurdistan region, but echo the Kurdish position that the referendum was not a declaration of independence but rather the basis “for the start of a conversation”. ●



# Au moins six djihadistes français arrêtés par des Kurdes en Syrie

Parmi les combattants de l'EI interceptés, Thomas Barnouin, très proche des frères Clain, les « voix » qui ont revendiqué les attentats du 13 novembre

ÉRBIL (IRAK) – correspondance,

Il s'agit sans doute du premier djihadiste français d'envergure à avoir été arrêté en Syrie. Le vétéran du djihad Thomas Barnouin, ancien membre de la filière irakienne d'Artigat (Ariège), aujourd'hui combattant de l'organisation Etat islamique (EI), a été arrêté à la mi-décembre par les forces kurdes en Syrie en compagnie de plusieurs combattants français. L'information, révélée par TF1-LCI, a été confirmée au Monde de source proche des services de renseignement.

Contacté par *Le Monde*, Khaled Issa, représentant du Rojava (Kurdistan syrien) en France, précise que ce groupe de six Français a été interpellé par la branche armée du Parti de l'union démocratique (PYD) syrien dans la région d'Hasaké (Nord-Est). Parmi les prisonniers figure un compagnon de route de Thomas Barnouin, Thomas Collange, ancien membre lui aussi de la cellule d'Artigat, une des premières filières d'acheminement de djihadistes français vers l'Irak au milieu des années 2000.

Vieille connaissance des services antiterroristes, Thomas Barnouin, un converti albigeois de 36 ans, est considéré comme un théologien et propagandiste res-

**En 2015, les services de renseignement font état d'un projet d'attentat impliquant des contacts de Thomas Barnouin**

pecté au sein des troupes francophones de l'EI. Il est notamment très proche des frères Jean-Michel et Fabien Clain, les deux responsables de la propagande francophone de l'EI qui ont enregistré le message de revendication des attentats du 13 novembre 2015 à Paris et Saint-Denis.

## L'« émir blanc »

Selon une note rédigée en 2008 par la sous-direction antiterroriste de la police judiciaire (SDAT), Thomas Barnouin se serait converti à l'islam en 2000 après la lecture de trois livres : une « *biographie de Malcolm X* », *Mahomet, la parole d'Allah* et la traduction du Coran. Deux ans plus tard, il intègre la mouvance salafiste toulousaine en fréquentant une mosquée du quartier de Bellefontaine, à Toulouse. Il s'y lie d'amitié

avec les frères Clain et Sabri Essid, dont le père a épousé la mère de Mohamed Merah, futur auteur des attentats de Toulouse et de Montauban en 2012.

Décrit comme un « *intellectuel* » par un ancien camarade salafiste, Thomas Barnouin part ensuite étudier la théologie à l'Université islamique de Médine, en Arabie saoudite, entre 2003 et 2006. A son retour en France, il prend la décision de participer au djihad irakien.

La filière dite d'Artigat, du nom du village de l'Ariège où habitait son mentor, Olivier Corel dit l'« émir blanc », est alors en train de se structurer autour de deux autres figures du salafisme toulousain, les frères Clain. Thomas Barnouin deviendra un de ses pionniers.

En décembre 2006, le jeune Albigeois s'apprête à rejoindre le champ de bataille irakien en compagnie de Sabri Essid quand les deux hommes sont arrêtés les armes à la main en Syrie par les autorités du pays. Après deux mois d'incarcération, Thomas Barnouin et Sabri Essid sont expulsés le 13 février 2007 et interpellés à l'aéroport d'Orly.

Dans les mois qui suivent, la cellule dite « d'Artigat » est entièrement démantelée. Thomas Barnouin, Sabri Essid, Fabien Clain et cinq de leurs complices seront condamnés en décembre 2009 à cinq ans de prison. Après avoir purgé leur peine, les membres d'Artigat n'ont rien renié de leurs convictions. La cellule renaît vite de ses cendres. Entre janvier et février 2014, plusieurs d'entre eux – Jean-Michel Clain, Imad Djebali, Sabri Essid, Mohamed Megherbi ou encore Thomas Barnouin – rejoignent la Syrie avec femmes et enfants au nez et à la barbe des services de renseignement.

Après avoir échoué dans son implantation irakienne, la cel-

lule, baptisée « Artigat 2 » par les services antiterroristes, se reconstitue sur une nouvelle terre de djihad. En Syrie, les frères Clain deviennent rapidement des cadres de l'organe de propagande francophone de l'organisation Etat islamique, structurellement lié aux services chargés de la planification des attentats. Thomas Barnouin est soupçonné d'être un de leurs lieutenants.

## Revendications kurdes

Mais, avant de quitter la Ville rose, la cellule a pris soin de semer ses graines. Dans une note « confidentiel défense » de décembre 2015, les services de renseignement font état d'un projet d'attentat impliquant des contacts de Thomas Barnouin. On y trouverait Farouk Ben Abbas, un autre vétéran du djihad qui avait été mis en examen en 2009 pour un projet d'attentat visant le Bataclan. Selon cette note, un groupe de Toulousains, en contact avec Thomas Barnouin, Jean-Michel Clain et Sabri Essid avant leur départ pour la Syrie, projetait une opération en France.

Quel sera le sort de Thomas Barnouin ? L'Albigeois est visé par un mandat de recherche de la justice française. Le représentant du Rojava en France insiste sur le fait que « les YPG [Unités de protection du peuple] kurdes respectent les règles du droit international qui réglementent les conflits armés ». Il profite cependant de l'occasion pour rappeler quelques revendications du Kurdistan syrien : « *La France doit continuer son soutien militaire, mais surtout politique et diplomatique pour que l'expérience démocratique de la Fédération du nord de la Syrie soit protégée et équitablement représentée au pouvoir central dans une Syrie fédérale.* » ■

ALLAN KAVAL

ET SOREN SEBLOW (À PARIS)

## Des enfants rapatriés d'Irak

Trois enfants, âgés de 3 à 8 ans, d'un couple de djihadistes français parti en Irak en 2015 pour rejoindre l'organisation Etat islamique (EI) ont été rapatriés. Leur mère et son plus jeune enfant de moins de 1 an sont restés sur place, selon une information de France Inter. La famille avait été capturée en juillet lors de la reprise de Mossoul. Le père est mort au cours du siège. « *Ce retour est le fruit du dialogue qui s'est intensifié ces derniers mois avec le Quai d'Orsay et la Croix-Rouge. Nous restons très vigilants sur la situation de Melina et de son quatrième enfant* », ont déclaré à l'AFP les avocats William Bourdon et Vincent Brengarth. Arrivés en France le 18 décembre, les enfants ont été confiés à l'aide sociale en Seine-Saint-Denis et placés dans des familles d'accueil.

# Erdogan se rêve en leader des musulmans

**RIVALITÉ** Le président turc, qui vient d'achever une tournée au Soudan, au Tchad et en Tunisie, veut se poser en recours contre l'influence de l'Arabie saoudite

Des forteresses et des mosquées, en ruine ou restaurées, surplombant la mer Rouge. C'est dans ce décor de cinéma, celui de l'île soudanaise de Suakin, que le président turc Recep Tayyip Erdogan a marqué une des étapes les plus importantes de sa tournée africaine, qui l'a conduit au Soudan, au Tchad et en Tunisie entre dimanche et mercredi.

Le leader turc n'a pas choisi au hasard ce port du nord-est du Soudan, propriété de l'Empire ottoman pendant quatre siècles. Temporairement rétrogradée à la Turquie par les autorités soudanaises pour restauration, l'île servira désormais d'étape touristique pour les pèlerins turcs qui rejoindront Djedda puis La Mecque par bateau, à 1.200 kilomètres à vol d'oiseau. Surtout, elle abritera des navires civils et militaires. Istanbul et Khartoum étant désormais liés pour « tout type de coopération militaire ». Un symbole, lorsqu'on se souvient que les Ottomans utilisaient ce port pour sécuriser la province du Hedjaz, aujourd'hui située dans l'ouest de l'Arabie saoudite, contre les attaques extérieures...

Cette tournée inédite, réalisée avec une dizaine de ministres et une centaine d'hommes d'affaires turcs, aura permis au président de nouer des partenariats diplomatiques et militaires pour asseoir son influence, en plus d'une vingtaine d'accords commerciaux signés. « Il y a plus de dix ans, Erdogan voulait déjà jouer un rôle plus important dans le monde arabe », souligne Didier Billion, directeur adjoint de l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris). Mais il avait des objectifs surtout économiques, sans stratégie géopolitique achevée. Il voulait avant tout satisfaire les « tigres anatoliens », ces hommes d'affaires qui constituent une partie de sa base électorale. »



Recep Tayyip Erdogan, accueilli par son homologue soudanais Omar el-Béchir, à son arrivée à Khartoum, le 24 décembre.

A. SHAZLY/AFP

## Défenseur des Syriens et des Palestiniens opprimés

C'était l'époque où le monde arabe regardait avec envie cette Turquie en pleine expansion économique, qui élargissait droits et libertés en puisant ses racines dans l'islam politique turc. « Après 2011, nous entrons dans une deuxième séquence, poursuit le géopolitologue. Erdogan a cru pouvoir constituer un axe avec les Frères musulmans dans plusieurs pays, mais cela n'a pas fonctionné. Les intellectuels arabes sont devenus plus nuancés en constatant les mesures liberticides sur le plan intérieur. Concernant la Syrie, nombreux ne comprennent pas non plus son soutien aux djihadistes. Erdogan considère qu'il faut aujourd'hui regagner "le cœur et les esprits" du monde arabe. »

Pour ce faire, sa communication a été soignée. « Trois lionceaux lui ont été offerts par le président soudanais, un cadeau symbolique, détaille Selçuk Tepeli, rédacteur en chef du quotidien Habertürk. Du coup, on l'appelle "le lion du monde musulman". »

En Tunisie, Erdogan et son homologue, le président Béji Caïd Essebsi, ont évoqué les crises palestinienne et libyenne, soudeés par un adversaire commun : les Emirats arabes unis, grands alliés de l'Arabie saoudite. Ankara a pris la mouche la semaine dernière après le tweet d'un officiel émirati accusant les troupes ottomanes d'avoir fait main basse sur des fonds et des manuscrits à Médine, en 1916. « Un impertinent s'abaisse à accuser nos ancêtres de

banditisme », a attaqué le président turc sur Twitter, évoquant « la fraternité qui lie [les Turcs] au peuple arabe ». « Le monde arabe ne sera pas dirigé par Téhéran ou Ankara », a répliqué le ministre émirati des Affaires étrangères mercredi, appelant à rejoindre « l'axe arabe » emmené par l'Arabie saoudite et l'Égypte. « Nous devons afficher unité et solidarité dans le monde islamique », tempore-t-on au ministère turc des Affaires étrangères. Mais cette semaine, Erdogan a tout de même renforcé sa présence militaire au Qatar, qu'il soutient face à Riyad et Abu Dhabi.

Le président turc n'abandonnera pas non plus la bataille des réseaux sociaux. Sur ses différents comptes en langue arabe, il se pose régulièrement en défenseur des musulmans opprimés, des réfugiés syriens aux Rohingyas. Le 23 décembre, il a partagé une photo avec un adolescent palestinien atteint de trisomie. Arrêté par les forces de sécurité israéliennes en Cisjordanie le 10 décembre lors d'une manifestation consécutive à la décision de Donald Trump de reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël, le jeune garçon a depuis rejoint la Turquie pour être soigné. « Al-Qods [Jérusalem en arabe] est notre ligne rouge », a prévenu Erdogan.

## Consolider son électorat islamo-conservateur

Quelques jours plus tôt, le chef d'État appelait les pays musulmans à reconnaître Jérusalem-Est comme la « capitale de la Palestine ». « Il a

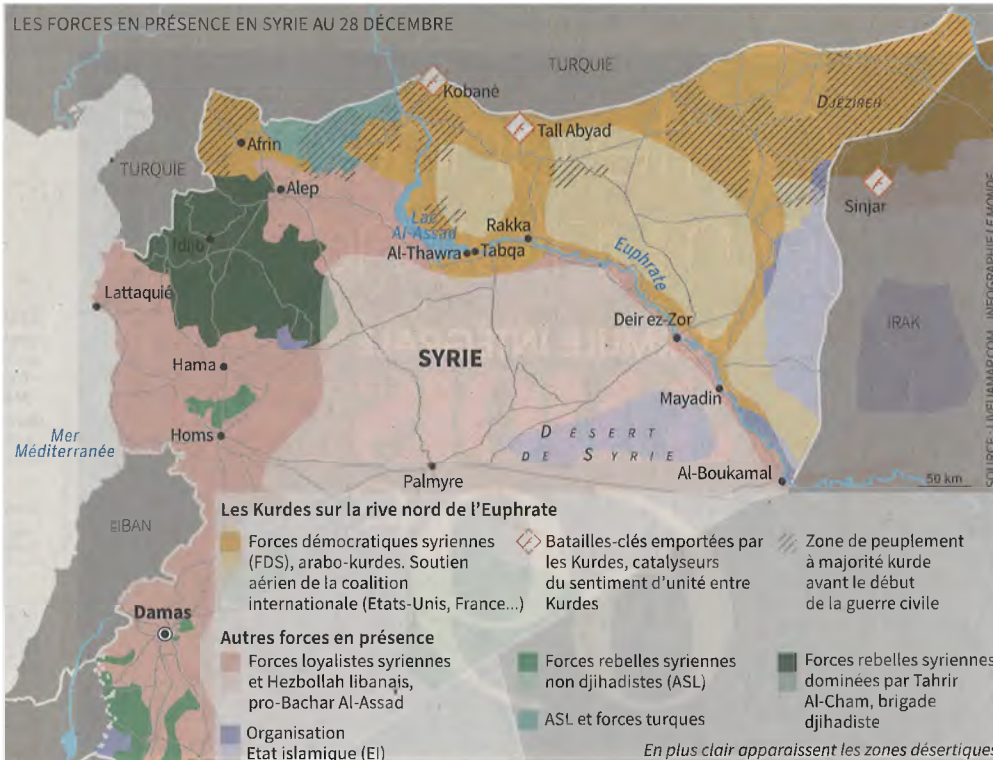
parfaitement compris qu'en durcissant le ton sur ce sujet il pouvait reconquérir une partie des opinions perdues dans le monde arabe », souligne Didier Billion. Ce sujet sera évoqué vendredi à Paris, lors de sa rencontre avec Emmanuel Macron, comme le dossier syrien.

L'attitude d'Erdogan sur Jérusalem contraste avec le service minimum effectué par l'Arabie saoudite, alliée des États-Unis et, de moins en moins officiellement, d'Israël. « Erdogan veut se poser en recours pour ceux qui ne supportent pas l'hégémonie des Saoudiens », poursuit le spécialiste de la Turquie. À l'époque du roi Abdallah, les relations étaient plutôt cordiales. Elles se sont gâtées avec l'arrivée du roi Salman, et surtout de son fils Mohammed Ben Salman. Erdogan craint que les Saoudiens ne parviennent à reconstruire un nouveau leadership derrière eux. »

Cet activisme régional n'est pas non plus dénué d'arrière-pensées sur la scène intérieure. « L'affaire de Jérusalem est une aubaine pour consolider une partie de sa base électorale », confirme l'avocat Ahmet Kiraz, vice-président du CHP (parti d'opposition social-démocrate) de Beyoglu, un quartier d'Istanbul. Une piqûre de rappel bienvenue à destination de son électorat islamo-conservateur, alors que des élections municipales, présidentielle et législatives se profilent en 2019. ●

CAMILLE NEVEUX @camille\_neveux

# Le « laboratoire » kurde en Syrie



Les Kurdes, qui ont joué un rôle central dans la bataille contre l'organisation Etat islamique, instaurent dans le nord du pays un modèle de gouvernance calqué sur l'idéologie du Parti des travailleurs du Kurdistan, le PKK

TABQA, QAMISHLI, AÏN ISSA - envoyé spécial

**V**oilà bien longtemps qu'on ne projette plus de films dans l'ancien cinéma d'Al-Thawra. La petite salle appartient au temps révolu où cette ville nouvelle sy-

rienne des bords de l'Euphrate était appelée à devenir la cité idéale du baathisme autoritaire et triomphant des années 1970. Des ingénieurs soviétiques affectés à la construction du barrage voisin – un fleuron national, visible sur les anciens billets de 500 livres syriennes – y vivaient avec leurs familles et celles de leurs collègues locaux. Autour du cinéma, les rues sont tracées au cordeau, les immeubles d'habitation ressemblent à des blocs de béton brut de quatre étages. Des figures schématiques d'épis de blé et d'engrenages industriels servent d'ornement urbain. L'ensemble, construit selon les canons de l'urbanisme alors en vogue en URSS, alliée du régime syrien, raconte la promesse non tenue d'un avenir radieux.

Quatre décennies après sa construction, ce songe architectural soviétique perdu aux confins de la Mésopotamie est tombé aux mains de l'organisation Etat islamique (EI), en même temps que le bourg voisin de Tabqa, en 2014. Rakka, l'ancienne capitale syrienne du « califat », est à une quarantaine de kilomètres en aval.

Etrange rémanence de l'histoire... Ces quartiers ont accueilli un temps des djihadistes originaires d'ex-URSS. Mais leur utopie totalitaire, elle aussi, a vécu. Au printemps, les frappes de la coalition internationale, dirigée par les Etats-Unis, les ont chassés de ce pay-

sage à l'optimisme décrépi, désormais ponctué de bâtiments effondrés. Aux djihadistes ont succédé, en mai, les Forces démocratiques syriennes (FDS), un groupement arabo-kurde allié au sol de la coalition dans sa guerre contre l'EI.

Depuis, les murs du cinéma d'Al-Thawra ont été repeints. En ce matin gris du début novembre, la salle est pleine. Sur la scène, deux femmes et deux hommes, dont l'un porte une tenue traditionnelle de chef tribal, discutent. Au-dessus d'eux, cet écriteau : « Administration civile démocratique de Tabqa ». Cette nouvelle structure mise en place par l'encadrement kurde des FDS nommé ce jour-là son conseil exécutif, sous le regard bienveillant et vigilant des *kadros*, les commissaires politiques du mouvement kurde qui s'adressent à tous en donnant du « camarade ». Femmes et hommes au physique dur, marqués par leurs années de guérilla, combattants à la parole précise, forgée par une formation théorique implacable, ils sont présents partout où les FDS ont pris pied dans le nord de la Syrie. Leur rôle : superviser l'instauration, sur les décombres du « califat », d'institutions conformes à l'idéologie mise au point par Abdullah Öcalan, le fondateur du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

## AUTOGESTION, FÉMINISME, ÉCOLOGIE

Autrefois marxiste-léniniste, ce mouvement politique et militaire, en guerre contre l'Etat turc, a presque l'âge de la ville idéale d'Al-Thawra. Sa création remonte à 1978, au cours d'une réunion nocturne dans un village kurde reculé d'Anatolie orientale. Elle doit beaucoup à la volonté d'un groupe d'étudiants kurdes de Turquie. Formés aux méthodes de la gauche radicale locale, ils sont décidés à faire d'un nationalisme kurde, alors moribond, une force anticoloniale dirigée contre Ankara.

Près de quarante ans ont passé. Même s'il est toujours en conflit avec Ankara, le PKK a renoncé à la sécession et professe dorénavant un assemblage de principes autogestionnaires, féministes et écologistes. Il s'est éloigné du nationalisme kurde pour embrasser le projet d'une émancipation des peuples du Moyen-Orient par leur « auto-administration » et l'abandon du modèle de l'Etat-nation.

Öcalan, le fondateur vénéré comme une icône, a beau être détenu sur une île-prison de la mer de Marmara, au large d'Istanbul, depuis son arrestation, en 1999 au Kenya par les forces spéciales turques, le PKK est plus puissant que jamais. L'organisation veille à entretenir son ancrage chez les Kurdes de Turquie, délocalisant ses bases de guérilla dans les zones montagneuses du Kurdistan d'Irak pour mieux les protéger et étendant ses ramifications au Moyen-Orient et en Europe. C'est pourtant le conflit syrien qui lui a permis d'ouvrir une nouvelle page de son histoire et la lutte contre l'EI qui en a fait un acteur majeur de la scène régionale.

Dès les premiers troubles révolutionnaires de 2011 en Syrie, les enclaves kurdes du nord du pays, qui avaient fourni à l'organisation d'Öcalan une part non négligeable de ses recrues depuis les années 1980, sont investies

par des cadres du PKK. Le régime syrien ne conserve qu'une présence très limitée dans ces zones. Elles offrent ainsi au PKK et à ses cousins syriens un terrain idéal pour la mise en pratique de leur idéologie. De nouvelles institutions sont mises sur pied. La parité est imposée aux postes à responsabilité. Des *komin* (communes populaires) sont établies, censées être la cellule de base de l'écosystème sociopolitique qui voit le jour sous la houlette des *kadros*. Ils ne veulent pas prendre part à une révolution contre le régime syrien qu'ils estiment perdue d'avance, mais profiter de la vacance du pouvoir pour créer leur propre mode de gouvernance.

Dans le même temps, la machine politique se double d'un appareil sécuritaire et militaire structuré. Les Unités de protection du peuple (YPG) et les Unités de protection de la femme (YPJ) sont créées dans les trois « cantons kurdes » d'Afrin, dans le nord-ouest de la Syrie, de la Djézireh, dans le nord-est, et de Kobané, sur la frontière turque. L'offensive de l'EI contre cette petite localité kurde isolée,

fin 2014, change la donne. Alors que Kobané est sur le point de tomber aux mains des djihadistes malgré la résistance acharnée de ses défenseurs – filmée par les caméras du monde entier depuis la Turquie voisine –, la coalition internationale à dominante américaine intervient depuis les airs.

Cette assistance apportée dans l'urgence se mue bientôt en un partenariat militaire durable. Les forces kurdes sont dotées d'un encadrement efficace, d'une idéologie forte qui les rend imperméables au radicalisme islamique. Au-delà, elles ne considèrent pas la lutte contre le régime de Damas comme une priorité. Dès lors, elles constituent le partenaire idéal qu'il manquait à la coalition pour vaincre l'EI en Syrie.

#### AVEC LES CHEFS TRIBAUX ARABES

« Kobané a tout changé pour nous, admet un haut *kadro* kurde, le « camarade » Badran. Il y a eu un changement dans l'équilibre des forces, se souvient-il. Nous sommes devenus les partenaires de la coalition pour combattre le terrorisme. Et cela nous a permis de jouer un rôle plus important qu'avant sur le terrain. » Dès 2015, les unités YPG et YPJ sortent des enclaves kurdes et progressent le long de la frontière syro-turque, dont elles interdisent l'accès aux djihadistes, tout en se préparant à lancer l'offensive sur Rakka. L'aide de la coalition se renforce et les unités à dominante kurde, désormais regroupées avec leurs alliés arabes au sein des FDS, avancent vers le sud, finissant par s'emparer de Rakka en octobre 2017, avant de poursuivre leur progression vers la frontière irakienne, le long de l'Euphrate et à travers le désert de l'est syrien.

C'est ainsi qu'en Syrie, la guerre menée par la coalition a provoqué l'émergence dans son sillage d'un territoire politique dont l'étendue correspond grossièrement à la rive gauche de l'Euphrate. Ce sont les FDS, emmenés par un corps de cadres kurdes, qui l'ont organisé et se sont chargés de lui faire prendre forme. Ces hommes et femmes, inspirés par une organisation issue de l'extrême gauche turque et du nationalisme kurde convertie aujourd'hui à l'autogestion, ont organisé



un vaste territoire à large majorité arabe à mesure qu'offensive après offensive, l'EI en était chassé.

Dans l'ancienne salle de cinéma d'Al-Thawra, alors que l'« Administration civile démocratique de Tabqa » élit son conseil exécutif local et ses comités paritaires, l'avenir nébuleux de l'après-guerre se lit dans les travées et sur les murs. L'assistance composée de jeunes femmes kurdes en uniforme, de chefs tribaux arabes en habits traditionnels, de dames aux voiles fleuris et de garçons en tenue décontractée, approuve à main levée la nomination de ses délégués. La salle est décorée de banderoles couvertes de slogans : « La réalité de la nation démocratique est la coexistence entre les peuples » ; « Les femmes ont le droit de s'auto-organiser de manière indépendante ».

Ces slogans ont été écrits uniquement en arabe. La rhétorique est bien celle des cadres kurdes mais ici, à Al-Thawra et Tabqa, il n'est pas opportun de mettre cette identité en avant. « Nous sommes d'abord syriens ! », indique une *kadro* kurde présente sur le parvis du cinéma alors que la réunion se termine et que l'assistance hétéroclite s'éparille en petits groupes. « Nous participons à la construction d'une Syrie démocratique pour tous les peuples

**« IL FAUT NÉGOCIER  
UN ACCORD TANT  
QUE NOUS SOMMES  
EN POSITION  
DE FORCE.  
NOUS VOULONS  
UN CHANGEMENT  
DE CONSTITUTION  
ET UNE SYRIE  
FÉDÉRALE »**

**FAWZA YOUSSEF**

membre du mouvement kurde en Syrie

**Dans la ville de Qamishli, à la frontière turque, les photos des martyrs kurdes sont placardées.**

LAURENCE GEAI  
POUR « LE MONDE »

en suivant les idées du président Öcalan », précise cette femme d'une quarantaine d'années.

La mise sobre, voire ascétique, qu'elle arbore, son air militaire malgré les vêtements civils, son phrasé kurde, émaillé de néologismes propres au mouvement, racontent la nature d'une organisation en mesure de transformer le corps et l'esprit de celles et ceux qui la servent. Cette avant-garde, formée dans les bases reculées de l'organisation, au Kurdistan irakien, est déployée partout où le mouvement combat, gouverne ou maintient une présence. Ses membres ont perdu leurs noms de naissance, remplacés par des pseudonymes. Le mariage leur est interdit, de même que les possessions matérielles. Leur existence est vouée au PKK et à son implacable aspiration à transformer le réel.

Leur présence tranche, devant l'ancien cinéma, avec celle de certaines personnalités tribales de la région, connus pour avoir

frayé avec les anciens maîtres djihadistes de Tabqa. « Bien entendu, nombreux sont les chefs de tribu qui ont fait allégeance à Daech, reconnaît le cheikh Hamid Al-Freidj, coprésident du Conseil de Tabqa. Ils sont ensuite venus voir les camarades [des FDS] et il y a eu une procédure de réconciliation. Ils leur ont donné une nouvelle chance. » L'entrée de la salle, désormais vide, est surmontée d'un slogan qui semble sonner plus juste que les pétitions de principes affichées ailleurs avec grandiloquence : « Nos victoires ne sont pas définies par le nombre des ennemis tués mais par le nombre de ceux que nous rallions. »

Alors que l'idéologie de l'encadrement kurde a remplacé celle des djihadistes de l'EI, les cheikhs tribaux collaborent au nouveau système comme ils s'étaient accommodés du précédent. « Il faut réunir les gens de bonne



Statue à l'effigie d'un soldat kurde martyr mort au combat à Kobané, le 20 novembre. Le doigt sur la gâchette, car il est mort dans cette position. LAURENCE GEAI POUR LE MONDE



Un soldat des forces démocratiques syriennes, (FDS) chauffe de l'eau à Raqqah, le 17 novembre. LAURENCE GEAI POUR « LE MONDE »

volonté pour avancer...», justifie un cadre kurde, le camarade Shiyar, face au paradoxe apparent de la politique menée par les FDS : proposer un changement révolutionnaire en s'appuyant sur les structures sociales les plus conservatrices.

La cheville ouvrière de ce grand dessein paradoxal s'appelle Omar Allouche. Ancien homme d'affaires originaire de Kobané, M. Allouche n'est pas un cadre mais un compagnon de route du mouvement kurde. Il déclare avoir été l'un des premiers à accueillir Abdullah Öcalan, lorsqu'en 1979, celui-ci était venu se réfugier en Syrie pour échapper aux forces de sécurité turques. Depuis le retour de l'organisation dans le pays, il a mis à sa disposition son entregent et un vaste réseau de contacts parmi les notables arabes. « Depuis le début, nous savions qu'il allait falloir compter avec les populations arabes et que notre projet en Syrie ne pourrait pas être seulement un projet kurde », précise Omar Allouche. De fait, les trois enclaves kurdes du nord du pays que le mouvement aspirait à réunir en une bande territoriale continue sont séparées par de vastes zones de populations arabes. « Nous avons commencé par créer des partis politiques arabes, mais ça n'a pas fonctionné. La seule solution, c'était de s'appuyer sur les tribus », indique M. Allouche.

Le début du partenariat entre les forces kurdes et la coalition internationale a conforté les dirigeants des FDS dans leur pari tribal. En reculant, les djihadistes laissaient derrière eux une société sinistrée où l'encadrement politique kurde pouvait faire émerger des intermédiaires. « Le politique ne peut pas se faire sans le militaire », confiait au printemps Omar Allouche dans la bourgade d'Aïn Issa, où se trouvent les locaux du Conseil civil de Rakka, alors que les FDS s'apprêtaient à lancer l'assaut sur la capitale djihadiste.

#### ISOLÉS PAR LA TURQUIE

« Avant chaque offensive, nous avons travaillé à la constitution de conseils locaux composés de personnes hostiles à Daech, tout en maintenant des contacts avec des notables présents à l'intérieur des zones qui étaient visées », expli-

quait-il alors. L'installation de ces institutions dans les zones reprises à l'EI va ensuite de pair avec le recrutement massif de jeunes hommes arabes dans des FDS, bien qu'elles demeurent encadrées par des commandants kurdes.

La mise sur pied du Conseil civil de Rakka a suivi cette logique. Sa composition occupait déjà Omar Allouche plus d'un an avant le début des opérations militaires. « La coalition internationale considère que sa mission en Syrie est de détruire l'Etat islamique. Elle s'intéresse uniquement au militaire, pas au politique », dit-il, tout en regrettant le manque d'engagement en matière civile de la part des alliés occidentaux des FDS. Si le Conseil civil de Rakka a finalement été reconnu comme l'acteur de référence pour la gouvernance de cette ville et de ses environs, il ne bénéficie que d'un soutien diplomatique limité. En cause, la position de la Turquie. « Les pays occidentaux coopèrent avec nous militairement mais ils ne sont pas prêts à s'investir davantage en raison de leurs relations avec la Turquie », constate Omar Allouche.

Du point de vue turc en effet, le territoire que se sont taillés les FDS dans le nord de la Syrie est perçu comme une menace existentielle, tandis que le PKK poursuit sa guérilla contre les forces armées d'Ankara dans les régions kurdes du sud-est du pays, contiguës du territoire des FDS. Pour cette raison, la nature révolutionnaire du mouvement, l'ampleur de son projet et sa vocation universaliste tendent à échapper à ses interlocuteurs étrangers. Souvent perçu comme un simple représentant des intérêts de la minorité kurde de Syrie, le mouvement entend se distinguer nettement de cette posture, ses revendications ne concernant pas les droits d'une population particulière mais un modèle de gouvernance.

« Les gens qui dirigent ce projet pensent sincèrement que les Etats-nations ont échoué. Il faut qu'ils continuent à effacer toute trace de nationalisme dans leur pratique, estime à Qamishli, Hikmet Al-Habib, un membre arabe d'une des structures de gouvernance instaurées par les FDS. Mais ils font des efforts. Au début, les Kurdes appelaient cette zone le Kurdistan occidental, ensuite le Rojava [l'ouest en

kurde]. Maintenant ils parlent du nord de la Syrie... » Si la direction des FDS reste essentiellement kurde, la formation de cadres locaux a commencé. « Pas besoin de les envoyer dans les montagnes, assure Hikmet Al-Habib. Des académies ont été créées ici pour former des cadres arabes. » L'enseignement qui y est dispensé est inspiré de l'idéologie du mouvement et de son chef historique, Abdullah Öcalan.

#### « LE SENS DU VENT »

Avec le reflux de l'EI, l'ancien territoire du « califat » en Syrie est désormais partagé entre le mouvement kurde et ses alliés locaux d'une part, et le régime de Damas de l'autre. La vallée de l'Euphrate dessine la limite entre ces deux blocs. « En Syrie, aujourd'hui, il n'y a plus que nous et le régime », rappelait, après la chute de Rakka, le « camarade » Badran : « Soit on coopère, soit c'est le chaos. » De fait, le mouvement kurde et les FDS contrôlent non seulement le grenier à blé du pays mais également ses principales infrastructures hydroélectriques, ainsi que d'importantes ressources naturelles. A l'automne 2016, à la suite de la chute de Rakka, les FDS ont ainsi chassé les djihadistes des vastes champs d'hydrocarbures de la province de Deir ez-Zor, y compris du champ gazier d'Omar, le plus grand de Syrie.

Bien que les deux parties aient un intérêt mutuel à coopérer, leur vision de l'avenir diffère. Le régime de Bachar Al-Assad entend reprendre possession de l'ensemble du territoire national et y restaurer son autorité. Les FDS, eux, entendent obtenir la reconnaissance formelle de leurs acquis politiques dans le nord par une nouvelle Constitution. « Nous refusons tout arrangement ponctuel avec le régime sans cadre général », répondait en novembre Fawza Youssef, membre éminente du mouvement kurde en Syrie. « Il faut que nous négociions un accord global alors que nous sommes en position de force, ajoutait-elle. Les accords locaux donnent l'opportunité au régime de se renforcer pour redevenir une menace dans quelques années. Nous voulons un changement de Constitution et la construction d'une Syrie fédérale et démocratique. Jusqu'à ce que cet accord soit trouvé, nous renforçons notre modèle : une autonomie géographique,

qui n'est pas basée sur l'appartenance ethnique.» En octobre et en décembre, des élections locales et législatives ont eu lieu dans les zones tenues par les FDS. Ces scrutins, qui n'avaient rien de déterminant du point de vue politique, visaient à approfondir un système qui continue d'évoluer et de se structurer tant qu'il a l'espace pour le faire.

Face à Damas, la partie kurde est prête à négocier l'intégration des FDS, qui n'ont pas cessé de recruter depuis la bataille de Rakka, à une nouvelle armée syrienne, ainsi qu'à partager le contrôle des frontières et à organiser

celui des revenus issus de l'exploitation des ressources naturelles. Le régime, en revanche, multiplie les signaux négatifs, révélateurs de son raidissement : le territoire en formation dans le nord de la Syrie est systématiquement désigné comme un espace à reconquérir et ceux qui le dirigent comme des « traîtres ».

Sans le soutien de la coalition que les FDS jugent dépourvue de vision politique en Syrie, le mouvement a placé ses espoirs dans un éventuel rôle de médiation de la Russie, alliée du régime et avec laquelle il coopère dans l'enclave kurde d'Afrin, dans le nord-ouest. La pos-

ture offensive du régime de Damas et la rhétorique de plus en plus incendiaire de ses responsables risquent cependant de semer le trouble parmi les alliés arabes du mouvement kurde. Hikmet Al-Habib, un cadre arabe des FDS, l'admettait récemment : « *Beaucoup de chefs tribaux sont des opportunistes qui suivent le sens du vent. Maintenant que l'EI est vaincu et que le régime et nous sommes face à face, ils hésitent à choisir leur camp.* » ■

ALLAN KAVAL

Le Monde 27 DÉCEMBRE 2017

# Le retour des « survivantes » yézidiées

## Enlevées, séquestrées, violées, des femmes racontent l'horreur de leur captivité

BAMERNY (KURDISTAN D'IRAK) -  
envoyée spéciale

Des dizaines de femmes et d'enfants en tenues colorées, cheveux au vent, vont et viennent entre de simples bâtisses en parpaing à flanc de colline. Baigné de soleil et bercé par le chant des grillons, le village chrétien de Bamerny, aux confins nord du Kurdistan irakien, est devenu un refuge temporaire pour des centaines de yézidis. Chassés de la région des monts Sinjar en août 2014 par l'organisation Etat islamique (EI), des milliers de membres de cette communauté kurdophone ont été massacrés ou asservis par les djihadistes qui ont décrété leur religion, vieille de plus de 4 000 ans, « hérétique ».

Des familles se recomposent tant bien que mal au gré du retour des « survivants ». C'est ainsi qu'ils nomment ceux qui, parmi les femmes et les jeunes filles devenues esclaves sexuelles de djihadistes, ou les enfants et adolescents adoptés et parfois endoctrinés pour rejoindre les « Lionceaux du califat », ont été sauvés de l'EI avec l'aide de passeurs ou à la faveur des combats. L'espoir est mince de voir revenir les hommes, dont beaucoup ont été massacrés dès leur capture.

**« Il me forçait à faire des choses »**  
Depuis qu'elle a fui les environs de Tall Afar, en novembre 2016, Nadia (les prénoms des personnes citées ont été modifiés) vit avec deux de ses sœurs à Bamerny. Ses longs cheveux noirs soigneusement lissés découvrant des boucles d'oreille et un collier en or, la jeune fille de 17 ans est assise sur le matelas posé au sol. Elle a poussé la coquetterie jusqu'à assortir son rouge à lèvres à son ensemble fuchsia. Avec simplicité, elle relate plus de deux ans de

captivité depuis son enlèvement dans le Sinjar par des djihadistes irakiens, le 3 août 2014, avec ses parents, ses huit sœurs, son frère et ses deux nièces.

Triées par âge, statut marital et beauté, comme toutes les autres femmes yézidiées, les sœurs et les nièces ont été dispersées sur les marchés aux esclaves de Mossoul et de Tall Afar ou directement chez des « maîtres ». « J'ai été vendue et achetée tant de fois », explique Nadia en comptant sur ses doigts : « Quatre fois. » La première, c'était en avril 2015. « Ils nous ont retirées à notre mère : moi, ma grande sœur et une des plus petites. Ma mère pleurait, les suppliait. Ils l'ont frappée et éloignée en l'emportant dans une couverture », se souvient-elle.

Nadia a été conduite sur un camp militaire avec l'une de ses petites sœurs où se trouvaient déjà quatre esclaves. « Quelqu'un m'a achetée, mais n'est jamais venu me voir, poursuit-elle. Il m'a revendue à Ahmed. » Elle avait 15 ans, le jeune homme, 30 ans. « Je suis restée trois semaines avec lui dans une maison. Il m'enfermait quand il partait. Il ne m'a jamais frappée, mais il me forçait à faire des choses », dit-elle, opinant du chef quand on lui demande s'il la violait.

Lorsque l'épouse et les filles du « maître » sont venues s'établir avec lui à Tall Afar, Nadia a été vendue à son cousin, Abou Maria, puis une semaine après, à un certain Abou Aïcha, qui avait déjà deux femmes et une esclave domestique. D'un « maître » à l'autre, la même terreur l'attendait : « Tous étaient toujours en colère. On ne pouvait pas parler et s'ils demandaient quelque chose, on devait le faire. Leurs femmes nous détestaient. Elles nous surveillaient et nous forçaient à tout faire dans la maison. »

Nadia a été achetée par un djihadiste turc, Abou Omar, déjà « propriétaire » de son cousin. Elle a vécu trois mois avec lui sur une base militaire puis plus d'un an dans sa famille avec trois autres esclaves yézidiées. « Sa femme était jalouse, dit Nadia, elle ne voulait pas qu'il dorme avec moi. Je n'ai plus jamais passé une nuit avec lui. Ses parents me traitaient comme leur enfant, sauf que je devais tout nettoyer. Ils m'emmenaient à l'école coranique quatre fois par semaine pour apprendre à prier. » Convertie malgré elle à l'islam, Nadia a été émancipée et mariée à un jeune yézidi plus âgé d'un an, adopté par une famille de l'EI et enrôlé de force comme combattant au sein des « Lionceaux du Califat ».

**Un passeur pour 4 000 dollars**

« Quand la bataille de Mossoul et de ses environs a débuté, certaines familles sont parties à Mossoul, d'autres en Syrie, poursuit-elle. Nous, les yézidis, on ne pouvait pas bouger. Le frère de mon mari avait un téléphone. Il a trouvé un passeur pour nous faire sortir. » Pour 4 000 dollars par personne, le passeur les a conduites, elle et 17 autres yézidiées, jusqu'aux positions tenues par les peshmergas, les combattants kurdes. Nadia était enceinte quand elle a fui. Après l'accouchement, elle a été séparée de l'enfant, qui a été confié à la famille de son mari, à Dohouk (nord de l'Irak).

Sa demande d'asile au Canada est en attente. L'une de ses sœurs, sauvée avant elle des griffes de l'EI, y est déjà installée. Une autre est en Allemagne, une troisième en Australie. Nadia, elle, ne se sent pas prête à partir tout de suite. « Mon mari est resté coincé avec Daech. On n'a pas de nouvelles de lui mais j'ai l'espoir qu'il rentre. Je veux l'attendre », confie-t-elle, avouant être

tombée amoureuse. « Si je ne peux pas repousser le départ, j'irai au Canada avec ma grande sœur et ses enfants pour trouver un meilleur avenir », lâche-t-elle, résignée.

En attendant, elles espèrent aussi le retour des trois dernières sœurs encore aux mains de l'EI et de leur frère, porté disparu. « En février, une femme est revenue de Rakka, en Syrie, et a dit que l'une d'elles s'y trouvait mais nous n'avons pas eu d'autres nouvelles », indique Nadia. Leurs deux nièces de 9 et 7 ans sont les dernières à être rentrées de Mossoul. Depuis, elles restent muettes. « Nous avons récupéré la dernière, le corps couvert de bleus et la tête pleine de poux. Elles savent tout ce qui s'est passé mais elles ont besoin de temps pour parler et elles ne parlent pas kurde, mais arabe », dit la sœur aînée de Nadia, caressant la tête de la plus jeune.

L'horreur qu'elles gardent enfouie en elles, Lina la raconte à demi-mot. Cette « survivante » de 19 ans a vécu avec sa nièce de 9 ans et d'autres enfants pendant vingt mois chez le même « maître », un émir local de l'EI, à Hammam Al-Alil puis à Mossoul. En février, elles ont fui avec l'aide du beau-frère de l'émir, qui s'est servi d'elles pour franchir les barrages des forces irakiennes en se présentant comme leur sauveur.

« Même les filles de 8 ans et plus, ils leur faisaient des choses, accuse Lina, la voix étranglée. Un matin, une d'elles a disparu. J'ai demandé où elle était. On m'a dit qu'elle n'avait pas survécu à la nuit passée avec le maître. A Hammam Al-Alil, il y a les tombes de deux fillettes que je connais. » Lina se surprend à réprimer un sanglot. « Je n'arrive pas à pleurer, se ressaisit-elle. Je me sens si froide et insensible après tout ce que j'ai vécu pendant deux ans... » ■

HÉ. S.

# HOW ABADI VIOLATES IRAQ'S CONSTITUTION

## Iraq's prime minister denies Kurds equal rights

By Rachel Avraham - - Wednesday, December 27, 2017  
<https://www.washingtontimes.com>

### ANALYSIS/OPINION:

In recent times, Iraqi Prime Minister Haider Al Abadi has been mistreating the Kurdish citizens in his country. It is time for this to come to an end.

U.S. Secretary of State Rex Tillerson has finally declared that Washington, D.C. will stand with the Kurds in their efforts to get the Iraqi Constitution fully implemented. In recent years, the Iraqi Constitution has been violated repeatedly, thus providing the Kurds with a major incentive to secede and declare independence.

After the U.S. came out strongly against Kurdistan's Independence Referendum, the fact that the U.S and other countries across the world are now calling upon Mr. Abadi to respect the Iraqi Constitution is a milestone.

As Kurdistan's Prime Minister Nechirvan Barzani proclaimed, "If Baghdad and the international community want a stable Iraq, Baghdad has to be serious in its commitment to the implementation of the Iraqi Constitution of all its articles."

Indeed, had the Iraqi government followed the federal constitution like they were supposed to, it is less likely that the Kurds would have pushed forward with an Independence Referendum and thus these recent wave of protests would have been avoided. Therefore, it is of pivotal importance that America tell the Central Iraqi government to stop oppressing the Kurds and to follow the Iraqi Constitution to the last letter.

From the very onset, Iraqi Prime Minister Haider Al Abadi did not treat the Kurds as citizens of his country with equal rights. Article 131 of the Iraqi Constitution proclaimed that the Kurds were entitled to an equitable share of Iraq's revenues and declared that the Iraqi central government had an obligation to fund Kurdish Peshmerga Forces, who are responsible for securing their areas.

However, the central Iraqi government not only did not send the necessary funds and weapons to the Kurdish Peshmerga so that they could fight against ISIS more efficiently. They also refused to send Kurdish Civil Servants their monthly salaries. This forced the Kurds to rely upon oil revenues in order to cover their own expenses because the Iraqi central government was not living up to their end of the bargain according to the Iraqi Constitution.

Article 140 of the Iraqi Interim Constitution stated that those who had been deported or expelled from Kirkuk and other disputed areas should be returned to their homes and compensated by the Iraqi government. The Iraqi Constitution furthermore called for a referendum that will determine the future of these areas no later than Dec. 31, 2007. None of this came into fruition, but still Kurdistan's prime minister is asking for dialogue.

For the Kurds, Kirkuk is the heart of Kurdistan. Under Saddam Hussein,



the Kurds were ethnically cleansed from their historically significant city of Kirkuk. Only after the Kurds seized control of the city from ISIS did the city become multi-ethnic once again.

However, after the Central Iraqi government seized control of the city in the wake of Kurdistan's Independence Referendum, Kurds in Kirkuk have been killed, beaten, raped and forced out of their homes once again. Many Kurds stress that this not only violates the spirit of the Iraqi Constitution; it also brings back traumatic memories for them and makes it much harder for them to remain part of Iraq.

Article 114 of the Iraqi Constitution emphasizes that the borders of Iraq are not the exclusive authority of the federal government and should be managed jointly with the KRG. This implies that the Kurds should also be able to operate their own airport and to have international flights coming to and from Erbil. However, the Iraqi central government is not permitting international flights to come to and from KRG areas. They are also demanding that the Kurds hand over all of the border areas to them. Mr. Abadi and his government are not abiding by the Iraqi Constitution in this regard.

But the Kurds feel that the lack of equality between Kurds and Arabs in the new Iraq is not limited to violations in the Iraqi Constitution. When Mr. Abadi gave an address on the victory against ISIS, he did not mention the role of the Kurdish Peshmerga in defeating ISIS. To add insult to injury, in a Dawa Party meeting, Mr. Abadi proclaimed: "Uniting Iraq and preventing it from partition was another victory, which was no less than the triumph achieved over the ISIS terrorist gangs."

The Ministry of Peshmerga Affairs was outraged. They responded: "What does Mr. Al Abadi have to say to the families of 1,824 martyrs and more than 10,000 wounded Peshmergas, as he considers himself to be their Prime Minister as well? Those Peshmerga sacrificed their lives for the sake of defeating ISIS. How can Prime Minister Al Abadi expect the families of the martyred and wounded Peshmergas and the people of Kurdistan to be loyal to Iraq when he fails to recognize and appreciate their sacrifices?"

The time has come for Mr. Abadi to be forced to treat his Kurdish citizens with the dignity that they deserve. The time has come for Mr. Abadi to be compelled to engage in meaningful dialogue with the Kurdistan Regional Government. If Mr. Abadi continues to fail to talk to the Kurdistan Regional Government and refuses to comply by the Iraqi Constitution, then any demands for the implementation of the Kurdistan Independence Referendum are more than justified. ●

• Rachel Avraham, a senior media research analyst at the Center for Near East Policy Research and a correspondent for the Israel Resource News Agency, is the author of "Women and Jihad: Debating Palestinian Female Suicide Bombings in the American, Israeli and Arab media."

# Officials sound alarm over Arabization: Kurds given 72-hrs to leave

By Rudaw.net 28/12/2017

**DUBIZ, Kurdistan Region** – A number of Kurdish villagers in Kirkuk have been given a 72-hour ultimatum to leave their homes, instead allowing other people from an Arab tribe to take their places, witnesses, officials and official letters that go back as early as November 5 reveal.

Locals and officials describe the move as a continuation of the infamous process of Arabization that lasted for at least three decades under the Baathist regime, but was stopped when the new Iraq was founded in 2003.

Iraqi Deputy Parliament Speaker Aram Mohammed, a Kurd, stated that they have notified Iraqi Prime Minister Haider al-Abadi about the "dangerous precedent."

Kurdistan Region Prime Minister Nechirvan Barzani said his government is concerned about the resumption of Arabization in areas around Kirkuk and demanded the practice be stopped.

"In our view, this is not in the interest of the Kurdistan Region or Iraq," Barzani said in a press conference on Thursday. "We believe resuming Arabization in that area creates more instability, more insecurity. This will not solve any problem."

"We demand this be stopped. We demand the government of Iraq, the United Nations interfere," he stated, warning that the area risks entering a new cycle of instability.

At least 500 Arab people accompanied by military vehicles of the Federal Police showed up at Palkana village in Dibis or Dubiz district, west of Kirkuk on Wednesday morning at about 10 a.m., witnesses who fled the village told Rudaw.

Fakhir Ismael, from Palakana of the Sargaran sub-district, said that the Arabs were cheerful and celebrating when they entered the village.

He told Rudaw when they enquired about the presence of the large number of Arab people in their village, one of them replied to him that "we will drive you out, you dogs!" Ismael said, explaining the villagers and the newcomers began to quarrel, only to be separated by the police force.

The police told the villagers that they should have a meeting at a later time in the day to "reach an understanding," a demand first refused by the villagers as they believed



A number of Kurdish people evicted from their homes in the village of Palkana, west of Kirkuk, protest against the new measures instructed by Kirkuk acting governor on December 28, 2017. Photo: Rudaw TV

they are the rightful owners.

He said that the Arabs had orders signed by the acting Kirkuk Governor, and military commanders instructing the authorities to evict the Kurdish population from Palkana and at least three other villages.

"They had an order from Kirkuk provincial government, and the commander of the deployment of Federal Police [in Kirkuk]. It was not from Baghdad, it was signed only by these two. They had this order so that they can force us out once again," he told Rudaw while accompanied by at least a dozen people who were forcibly displaced from their homes.

"Take this, you have now 72 hours to leave," Fakhir said of the order they received from the Federal Police.

Aram Mohammed, the deputy speaker of the Iraqi parliament, said in a statement that they had confirmed the villagers were given 72 hours to leave, which was also reported by Sargaran's top officer Luqman Husen.

The affected villages are part of the disputed or Kurdistan areas claimed by both Erbil and Baghdad. The fate of these areas is to be determined by the implementation of Article 140 that includes a series of steps such as a reverse to the process of Arabization that was conducted by the Baathist government until the US-led invasion of Iraq in 2003. The article should have been implemented by 2007 per the Iraqi constitution.

"At a time we are busy to return back the Kurds displaced from Tuz

Khurmatu and normalize the situation there...this dangerous precedence does not help returning stability and co-existence in the disputed areas," Mohammed said in his statement.

Khurmatu, located south of Kirkuk, came under the control of the Iraqi forces and Iranian-backed Shiite Hashd al-Shaabi forces on October 16, the same day as the fall of Kirkuk, after driving out Kurdish Peshmerga.

Tens of thousands of Kurds fled their homes as they were ethnically-targeted in Khurmatu. Rights organizations such as Amnesty International, as well as a UN probe found hundreds of cases of burning, bombing and looting of houses and business of mainly Kurdish residents in the diverse city. The Kurdish parliament labeled such acts alongside revenge killings "genocide," while the Iraqi Vice President Nouri al-Maliki described it as "ethnic cleansing."

Mohammed added that Kurds have a "bitter" experience with the process of Arabization, something that must not happen in a "democratic Iraq."

Ismael, Palakana resident whose house has been occupied by an Arab family now, said that the Arab tribe had been to the village many times, "but this time in a bigger number...accompanied by the police force."

"We had been forced from our homes once," he said, about the Arabization process under the former Iraqi regime that forcibly removed the Kurds from their home villages and towns.

"I appeal to not let this happen

again. What is our sin? Is it just because we are Kurds?" he posited.

Another man, who gave only his first name, Dashti, had his house confiscated by an Arab family, said that they were told the order is in two stages.

"They said this is the first stage," he said referring to the confiscation of homes, "the second stage is to take the [agriculture] land."

Abadi appointed Rakan al-Jabouri, a Sunni Arab, as the acting governor following the fall of Kirkuk in October. He became the first Arab governor there since 2003.

An official letter obtained by Rudaw titled "returning the abandoned villages" dated November 5 was sent by acting governor al-Jabouri that instructs the mayor office in Dubiz to "do whatever needed" to help an Arab Sheikh named Ali Hawas al-Hathmi from the Shammar tribe to help his tribesmen to reside in the villages requested by the tribe's leader. It requested the local government to cooperate with the security forces to implement the instruction from the governor office.

A second letter also obtained by Rudaw, dated November 4, which was signed by the acting governor reads that they have attached a request from the same man, identified as head of the Shammar tribe, to reside "in their villages." It added that these people from the Shammar tribe do not have the right to use farms in the identified areas without first getting a "response from the directorate of Kirkuk culture."

In late November, Mahdi Mubarak, the director of Kirkuk's Agriculture Department who fled to Erbil after the events of October 16, used oversee compensation for Arab families and the return of land they had occupied to their rightful owners.

"The Arabs whose contracts we had cancelled for seizing peoples' land have taken these lands back from their rightful owners and cultivated them again, especially in Dubiz, Daquq and Yaychi," Mubarak said then of the fertile areas.

"These contracts were cancelled in accordance with Section No. 4 of Article 140 in 2007, and the lands were given back to their owners. They (the Arabs) are now asking the agriculture departments for these places not to recognize these decisions, even putting pressure on them in some places," he claimed.

The committees formed to implement Article 140 worked in



Kirkuk for six years. They gave 10 of millions of dollars in compensation to the Arabs brought to the area during the former regime's Arabization campaign from 1975 to 2003.

According to figures provided by

Kirkuk's Agriculture Department, more than 1.2 million acres of agricultural land were returned to their owners who were mostly Kurds, along with some Turkmen.

"Arabization is on the rise in Dubiz," Majid Mahmud, Kirkuk provincial council member, also said

then. "Many Arabs have returned there, and we are monitoring the situation. They have benefitted from current conditions. The ministry of agriculture in Baghdad makes many decisions that favor settled Arabs."

Mahmud estimated that at least 300,000 acres of land has fallen back into the hands of the Arabs. ■



28 December 2017

## Iraq Extends Ban on International Flights to Breakaway Kurdistan

28.12.2017 <https://sputniknews.com>

**Iraq's September ban on international flights to the Kurdistan region will reportedly remain in place until February 28.**

MOSCOW (Sputnik) — Iraqi authorities have extended by two months September's ban on international flights to the breakaway Kurdistan region after its vote for independence, local media reported Wednesday.

Banners calling for voting in a referendum on Iraqi Kurdistan independence from Baghdad in Erbil

Independence Crisis: Iraqi Kurdistan's Government Was in a Lose-Lose Position

Restrictions will remain in place until February 28 and concern Kurdistan's Erbil and Sulaimani airports, the Rudaw news channel said. It was due to expire this Friday.

"It is unfortunate that the Iraqi government issued this decision while we were expecting talks to begin to solve the problems," Kurdish acting



The Iraqi government initially imposed the flight ban on international flights to and from the Kurdistan Region on September 29, just four days after the Kurdish vote on Independence.

Photo: EIA

Transport Minister Mawlood Bawamurad told the outlet.

Military, diplomatic, humanitarian and UN flights are reportedly exempted but subject to approval by the Iraqi government.

More than 90 percent of Kurds voted in September in favor of the autonomy's secession from Iraq. Baghdad called the referendum illegal and launched a military operation to recapture the Kurdish-held disputed areas of the country, also imposing sanctions on Kurdish authorities. ◆



December 26, 2017

## Kurdistan flag banned, Khamenei photo raised in Kirkuk

By Rudaw.net 26/12/2017

**KIRKUK, Kurdistan Region** — Following the Iraqi takeover of the disputed province of Kirkuk, supported by Iranian-backed militias, photos of Shiite figures like Iranian Supreme Leader Ayatollah Ali-Khamenei have been displayed in the city. At the same time, the Kurdistan flag has been banned.

An Iraqi flag has taken the place of the Kurdistan one at the giant Peshmerga statue built in the city in memory of the sacrifices of Kurdish soldiers in the war against ISIS.

In other places, photos of Kurdish figures like the late Iraqi President Jalal Talabani appear to have been damaged.

Kirkuk's Provincial Council voted to raise the Kurdistan flag alongside the Iraqi one over state buildings in the province in March,



despite opposition from the government in Baghdad.

Iraqi forces removed the Kurdistan flag from state buildings throughout the province in late

October and banned Kurdish parties from raising the banner over their own offices.

An Iraqi commander on October 17, a day after the city fell to Iraqi

forces, did not allow a Kurdish police officer to speak in his native tongue, though the Iraqi constitution officially recognizes the language.

Iraqi forces took control of many of the disputed or Kurdistan areas in mid-October after a military incursion triggered by the independence vote held in the Kurdistan Region and disputed areas in the face of Iraqi opposition.

A Kurdish official told Rudaw over the weekend that some employees in certain public offices have been asked to indicate whether or not they helped implement the KRG's "unconstitutional referendum" on September 25.

The KRG has offered to freeze the outcome of the vote in return for open dialogue with the Iraqi government on the basis of the constitution and has also respected rulings issued by the Iraqi Federal Court that declared the vote "unconstitutional" and canceled its results. ◆



December 27, 2017

# Four Iraqi soldiers killed in renewed IS attacks in Kirkuk

Baxtiyar Goran December 27-2017  
www.kurdistan24.net

**ERBIL, Kurdistan Region (Kurdistan 24)** – Four members of the Iraqi security forces on Wednesday were killed and two others wounded in two separate incidents in Kirkuk Province.

A security source reported the deaths of two Iraqi intelligence officers in a northern city of Kirkuk amid the rise of violence following the Iraqi army and Iranian-backed Shia Hash al-Shaabi militias attack on Peshmerga forces in the province.

Unknown armed men opened fire on two officers working at Kirkuk's Intelligence and Security Directorate in the Shoraw neighborhood, north of the city, killing both of them at the scene, the source said.

In another incident on Tuesday night, a roadside bomb by the Islamic State (IS) targeted an Iraqi

army convoy in the town of Gaida in southern Kirkuk killing two soldiers, Gen. Ali Omran, commander of Kirkuk operations, said.

The army commander added that following the blast, armed men opened fire at the convoy, wounding two soldiers before fleeing the area.

Contrary to the Iraqi Prime Minister's early December announcement of the end of IS in Iraq, the extremist group's sleeper cells continue to launch attacks and claim lives.

Ryan Dillon, a spokesperson for the US-led coalition against IS, previously told Military.com there were about 1,000 remaining IS fighters across Iraq and Syria.

On Oct. 16, Iraqi forces and the Hashd al-Shaabi attacked and took over the oil-rich and multi-ethnic province of Kirkuk which had been under the protection of Peshmerga since 2014 following the emergence of IS and collapse of the Iraqi army.



An Iraqi security forces military vehicle at the site of a suicide bomb attack in Kirkuk. (Photo: Reuters/Ako Rasheed)

Shakhawan Abdullah, an Iraqi MP from Kirkuk and a Member of the Parliament's Security Committee, warned about the collapse of large areas in the province to IS extremists as reports of daily kidnappings, killings, and armed attacks increase.

The Kurdish MP emphasized the need for Iraqi forces to collaborate with Peshmerga "to stabilize the security situation, and fill the security vacuum created following the incidents on Oct. 16." ●



30 DECEMBER 2017

# Hashd Al-Shaabi Continues to Shell Kurdish Villages in Tuz Khurmatu

Basnews English 30/12/2017  
http://www.basnews.com

**ERBIL** – The Shi'ite militias of Hashd al-Shaabi once again shelled the areas on the outskirts of Hanjira mountain near Tuz Khurmatu city, where dozens of Kurdish villages are located.

Artillery forces of the Hashd al-Shaabi militias shelled last night the areas behind the Hanjira mountain range where Kurdish villages are located, Mohammed Fayaq, head of Tuz

Khurmatu media, confirmed to BasNews.

There are 50 Kurdish villages along the mountain range.

However, no reports of civilian casualties are available.

The artillery shelling by the Hashd al-Shaabi militias has spread fear among the civilians living in the areas near the mountain range. Moreover, many displaced Kurdish families from the district of Tuz Khurmatu are also living in those areas.

Fayaq added that unknown gunmen last



night stole 500 sheep belonging to an Arab civilian in Albu Sabah village in Tuz Khurmatu.

After the events of October 16 and the violent takeover of the disputed territories by the Iraqi forces and Hashd al-Shaabi militias, thousands of Kurdish families in the disputed areas were forced to flee their homes, mainly in Tuz Khurmatu. Hundreds of houses and properties of the Kurds were looted and destroyed. ●



30 DECEMBER 2017

# Anti-government Protests Continue for 3rd Day in Iran

Basnews English 30/12/2017 -  
http://www.basnews.com

**ERBIL** – Anti-government demonstrations in Iran continued for the third day in a row in major cities across the country.

The demonstrations first began on Thursday in Mashhad, the second-largest city in Iran, located in the northeast of the country. The protests later spread to other parts including Kermanshah, in the Kurdish west, Tehran, and Qom.

According to the videos circulated on social media, people took to the streets for the third day in Tehran, Esfahan, Kermanshah and other cities across Iran, calling for economic reforms and elimination of the widespread corruption in the government.

The demonstrations are against the dire financial situation people are undergoing in the country and widespread corruption in the government.



The protestors are demanding Iran to stop the costly interventions in Syria and Iraq, and improve the situation of its citizens instead.

Videos shared on social media show security forces confronting the protestors and trying to disperse them by force which led to violence in some areas. ●

analyse

Par **Denis Bauchard**,  
conseiller pour le Moyen-  
Orient à l'Institut français  
des relations internationales  
(IFRI).



**Photo ci-contre :** Le 21 novembre 2017, près de la frontière irakienne, des soldats gouvernementaux syriens célèbrent leur victoire sur l'État islamique (EI) après la prise d'Abou Kamal, dernier bastion important des djihadistes en Syrie. Après les chutes consécutives des villes de Mossoul, Rakka, Deir-ez-Zor et Rawa (dernier bastion de l'EI en Irak), cette prise fait perdre à l'organisation terroriste le statut « d'État » pour redevenir un simple groupe terroriste dont les membres se replient notamment dans les zones désertiques le long de la frontière poreuse entre la Syrie et l'Irak. (© Xinhua/Ammar Safarjalani)

## Moyen-Orient : un champ de bataille sans fin ?

Aujourd'hui, le Moyen-Orient connaît une situation chaotique qui affecte non seulement les pays qui le composent mais également des pays extérieurs, aussi bien en Occident qu'en Orient.

**A**u cours des âges, le Moyen-Orient, au carrefour de trois continents, a toujours été une zone géostratégique sensible. Sa position géographique contribue à expliquer que les grands empires s'y sont régulièrement affrontés. Ce n'est pas un hasard si le projet ambitieux de nouvelle route de la soie lancé par Xi Jinping la traverse.

Aujourd'hui, les enjeux de sécurité restent majeurs pour les pays de la région comme pour ceux qui leur sont extérieurs. La sécurité des approvisionnements en hydrocarbures reste un problème majeur pour de nombreux pays. La tentation de certains pays de se doter d'un programme nucléaire militaire continue d'être forte. Des atteintes à l'intégrité et à la souveraineté des États de la région sont toujours d'actualité. La menace terroriste est persistante : le Moyen-Orient reste l'épicentre du terrorisme islamiste.

Or les facteurs de déstabilisation demeurent forts et, pour la plupart, sont toujours présents : le poids de l'Histoire et les conséquences du démantèlement de l'Empire ottoman ; le réveil des chiites et la rivalité entre l'Irak et l'Arabie saoudite ; la défail-

lance de la gouvernance des États de la région ; la poussée de l'islam radical ; l'échec des printemps arabes ; des interventions extérieures imprudentes. Ce sont autant d'éléments qui ont contribué et qui contribuent encore au chaos moyen-oriental. En effet, le Moyen-Orient est devenu une terre de conflits aux multiples acteurs : États, seigneurs de la guerre, milices armées, groupes terroristes.

On peut regrouper les conflits régionaux selon cinq types (cf. *infra*) qui, malgré leur caractère arbitraire, mettent en valeur la complexité et la diversité des situations.

### Un conflit de basse intensité

Le conflit israélo-palestinien relève de cette catégorie. Occultée par les printemps arabes puis par la « menace iranienne », la question palestinienne n'est toujours pas réglée. Il s'agit maintenant, pour les autorités israéliennes, d'un « conflit de basse intensité », non pas d'une menace sérieuse, comparable à celle que ferait peser l'Iran. Il peut être géré au jour le jour par des moyens à caractère policier, accompagnés éven-

## Les conflits au Moyen-Orient



tuellement d'opérations militaires ponctuelles mais massives, qui maintiennent un effet de dissuasion, comme celles déclenchées contre le Hamas, à Gaza en décembre 2008, mars 2012 et juillet 2014. Après la période difficile qu'a connue Israël entre 2002 et 2004, avec des attentats suicides très fréquents, la vie est redevenue normale et les attentats se sont raréfiés et sont le plus souvent le fait d'individus isolés utilisant des moyens dérisoires (attaque au couteau, recours à des voitures béliers). En fait, le processus de paix est mort. Il est peu probable qu'il reprenne avec la majorité qui gouverne actuellement le pays. L'annexion progressive de la Cisjordanie est demandée ouvertement par plusieurs partis de la coalition au pouvoir. Une telle perspective serait lourde de menaces pour l'avenir, compte tenu du poids démographique que représente une population arabe privée d'un État. Seule la solution des deux États est de nature à régler la question palestinienne. Mais le doute grandit sur sa faisabilité.

*“ Par leur brutalité, les sanctions prises contre le Qatar peuvent être assimilées à un acte de guerre destiné à provoquer un changement de régime. ”*

### Une guerre froide dans le Golfe

La rupture des relations diplomatiques accompagnée d'un boycott décidée le 5 juin par quatre pays, à l'initiative de Mohammed ben Salmane et du prince héritier d'Abou Dabi, Mohamed ben Zayed, a surpris par sa soudaineté et sa brutalité. Certes, le contentieux de l'Arabie saoudite et d'Abou Dabi avec le Qatar est ancien et connu. Les causes en sont multiples. La création d'Al-Jazeera et sa liberté de ton sont un élément de crispation parfois aigüe entre le Qatar et ses voisins émirati et saoudien, de même que l'appui du Qatar au printemps arabe et le jeu du Qatar exaspèrent l'Arabie saoudite.

Les sanctions prises contre l'émirat – rupture des relations diplomatiques, mais surtout embargo sur les relations commerciales par terre, air et mer – sont justifiées notamment par le « soutien au terrorisme ». Par leur brutalité, elles peuvent être assimilées à un acte de guerre destiné à provoquer un changement de régime. En effet, l'essentiel des approvisionnements de l'émirat – environ 80 % – viennent d'Arabie saoudite et des É.A.U., notamment via Dubaï. Les treize exigences formulées, dont la réduction des relations diplomatiques avec l'Iran, la fermeture d'Al-Jazeera ou la cessation de tout lien avec les « organisations terroristes », y compris les Frères musulmans, sont pour la plupart totalement inacceptables par tout État souverain.

Après un moment de flottement, le Qatar a réagi en organisant de nouveaux circuits d'approvisionnement, en provenance notamment d'Iran et de Turquie et n'apparaît pas isolé. Ainsi cette initiative apparaît malencontreuse à bien des points de vue et contraire en définitive aux intérêts de tous, y compris de l'Arabie saoudite. Elle apporte de nouvelles sources de tensions dans une région déjà en fortes turbulences. Elle fait le jeu de

l'Iran en soulignant les clivages au sein du Conseil de coopération du Golfe (CCG) et d'une façon plus générale au sein du camp sunnite face à l'Iran chiite. Le CCG, qui a toujours eu du mal à s'affirmer, risque d'éclater.

### Des guerres par procuration entre l'Arabie saoudite et l'Iran

Cette guerre s'est déroulée et se déroule encore sur de nombreux champs de bataille :

- En Irak, l'Arabie saoudite, après avoir apporté son appui aux *insurgents* contre le nouveau gouvernement légal, semble avoir renoncé à déstabiliser le régime chiite mis en place par les États-Unis par la voie d'élections démocratiques. Le voyage



### Photo ci-contre :

L'émir du Qatar, Cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani, à la tribune de l'ONU à New York. « Ils veulent un changement de régime, c'est évident », a-t-il déclaré le 29 octobre dernier, lors d'un entretien diffusé sur la chaîne américaine CBS, en faisant référence à l'Arabie saoudite, les É.A.U., Bahreïn et l'Égypte, quatre États qui imposent depuis le 5 juin 2017 un blocus économique et politique à son pays. Le lendemain, le chef de la diplomatie de Bahreïn proposait de geler l'adhésion du Qatar au Conseil de coopération du Golfe. (© UN)

en février 2017 du ministre saoudien des Affaires étrangères marque un tournant : l'Arabie saoudite semble adopter une nouvelle approche, en jouant l'appui au gouvernement irakien face à son « protecteur » iranien ; elle s'efforce d'assurer la défense des intérêts d'une minorité sunnite en désarroi en raison de sa marginalisation dans le nouvel Irak.

- En Syrie, à partir de l'automne 2011, Riyad encourage l'opposition contre Bachar el-Assad par un appui politique, de même que par un soutien financier et un envoi d'armes, notamment aux groupes rebelles salafistes comme Ahrar al-Sham. Le retournement de la situation au profit du régime à la suite de l'engagement de la Russie et de l'Iran l'a conduit à un certain retrait.

- La même évolution peut être constatée au Liban. Après avoir apporté un appui massif au camp du 14-mars, en particulier à la famille Hariri, elle apparaît maintenant également en retrait. Elle n'a pu empêcher la montée en puissance du Hezbollah : l'accord qui a conduit en octobre 2016 à l'élection du général Aoun comme président et à la nomination de Saad Hariri comme Premier ministre confirme que l'Arabie saoudite a préféré l'apaisement à un affrontement où elle aurait été en position difficile. Mais la démission de Saad Hariri en novembre dernier sonne comme un échec.



## Les conflits au Moyen-Orient



### Photo ci-dessus :

Le 5 novembre 2017, des habitants de Sanaa, la capitale yéménite actuellement sous le contrôle des rebelles houthis, se rassemblent sur la place d'Al-Sabeen, où des frappes aériennes ont été menées par les avions de la coalition dirigée par les Saoudiens. Quelques heures auparavant, des rebelles houthis avaient tiré des missiles balistiques vers l'aéroport de Riyad. (© Xinhua/Mohamed Mohammed)

### Photo ci-contre :

Le 19 novembre dernier, lors d'une réunion extraordinaire de la Ligue arabe au Caire, le ministre saoudien des Affaires étrangères, Adel al-Jubeir, a averti Téhéran que celle-ci ne resterait pas « les bras croisés face aux agressions de l'Iran et [n'épargnerait] aucun effort pour défendre sa sécurité nationale ». (© Chatham House)

En revanche, sur d'autres terrains, l'Arabie saoudite est encore à l'offensive.

- Au Bahreïn, le printemps arabe éclate dès le mois de février 2011. L'Arabie saoudite, avec l'aval du Conseil de coopération du Golfe, intervient le 14 mai en envoyant une force de 1500 hommes avec des véhicules blindés à la demande des autorités bahreïnaises dépassées par une révolte où elle voit la main de l'Iran.

- Au Yémen en 2009, puis en 2015, la révolte des Houthis, tribu zaïdite proche du chiisme, est interprétée par l'Arabie saoudite comme la volonté de l'Iran de déstabiliser un pays qu'elle considère comme son arrière-cour. Grâce à une alliance avec l'ex-président Saleh, la rébellion prend Sanaa, chasse le gouvernement légal et étend son contrôle sur une grande partie du pays. Riyad réagit en développant une double offensive diplomatique et militaire. Malgré la reconquête d'Aden, l'offensive piétine et le conflit s'enlise. L'importance du nombre des victimes civiles à travers la multiplication des dommages collatéraux, l'extension du choléra et des pénuries alimentaires affectent l'image de l'Arabie saoudite, déjà traditionnellement honnie par la population. Aucune solution politique n'est encore en vue, compte tenu de l'intransigeance qui règne de part et d'autre.

Dans cette guerre par procuration avec l'Iran, l'Arabie saoudite est manifestement sur la défensive et a déjà perdu plusieurs batailles. Cet affrontement peut-il dégénérer en guerre ouverte ? L'hostilité est exacerbée du côté saoudien : en 2009, le roi Abdallah avait

appelé les États-Unis à « couper la tête du serpent ». Le président Trump est à cet égard un allié plus sûr que son prédécesseur. Cependant, un affrontement direct entre les deux pays n'apparaît ni réaliste, ni conforme à leurs intérêts bien compris et serait très couteux en termes financiers et humains, alors qu'ils font face à des défis économiques majeurs. En outre, il est clair que leurs armées ne

“ Au Yémen en 2009, puis en 2015, la révolte des Houthis est interprétée par l'Arabie saoudite comme la volonté de l'Iran de déstabiliser un pays qu'elle considère comme son arrière-cour. ”

sont pas prêtes à faire la guerre, pour l'Iran faute de moyens financiers et de matériel performant, pour l'Arabie saoudite, faute de combattants suffisamment nombreux, déterminés et capables d'utiliser le matériel sophistiqué dont elle dispose. Mais au Moyen-Orient, la raison n'est pas toujours un critère de décision et tout peut arriver.

### Les guerres contre la menace terroriste

Le Moyen-Orient est le champ de bataille principal dans la guerre contre les mouvements djihadistes.

L'apparition de mouvements djihadistes dans les années 1980 et leur développement récent s'explique par un faisceau de causes : poussée de l'islam radical, manipulation de groupes violents en Afghanistan pour lutter contre l'armée soviétique, dissolution en 2003 de l'armée irakienne dont les éléments sunnites ont rejoint les *insurgents*, échec des révolutions arabes qui a conduit à un vide politique dans lequel se sont engouffrés des groupes violents, poussée de l'islam radical dans un monde musulman en crise. La scission en deux mouvances principales – Al-Qaïda et Daech – n'a fait que renforcer la menace qu'ils représentent.

S'agissant de Daech, celui-ci a échoué en voulant construire un État islamique à cheval sur l'Irak et la Syrie gouverné par la charia. Il a échoué politiquement, dans la mesure où la population sunnite qui l'avait accueilli plutôt favorablement s'en est détournée progressivement en raison de sa brutalité et de son inefficacité. Il a échoué militairement face à une coalition, certes très hétérogène, mais qui avait la supériorité en nombre et en matériel. Cette guerre asymétrique en effet a réuni à la fois les armées régulières irakienne et syrienne, mais également des milices chiites encadrées et armées par l'Iran, des forces kurdes, dont certaines sont l'émanation du PKK, l'armée turque, ainsi que l'aviation et des forces spéciales russes, américaines, britanniques et françaises.



## Les conflits au Moyen-Orient



La chute de Mossoul, puis de Rakka et Deir-ez-Zor, signifie-t-elle la fin de Daech et du chaos qui règne au Moyen-Orient ? Rien n'est moins sûr, car une partie des combattants s'est échappée et que de nombreux mouvements se réclamant de sa mouvance existent encore, au-delà même de cette région. De plus, la gestion de l'après-Mossoul et Rakka s'avère spécialement compliquée, compte tenu de l'hétérogénéité des acteurs qui ont contribué à la fin de Daech en tant que proto-État. Les rivalités dans le partage des influences, les procédures d'épuration souvent brutales, la mise sous tutelle des populations sunnites libérées sont autant de problèmes à résoudre.

La lutte contre Al-Qaïda est plus discrète, mais néanmoins en cours tant en Syrie, en particulier dans la région d'Idlib, qu'au

ritaires, yazidis et chrétiens par exemple, connaissent des moments difficiles, voire tragiques dans le contexte actuel.

Assiste-t-on pour autant à un conflit entre sunnites et chiïtes, comme on le dit parfois ? Plusieurs éléments permettent de récuser cette approche. Tout d'abord, sunnites comme chiïtes ne forment pas de groupes monolithiques. Du côté sunnite, les désaccords sont évidents entre les tenants d'un islam ouvert et modéré et ceux qui se réclament du salafisme ou d'un islam wahhabite. Il en est de même du côté chiïte, où les alaouites, les zaïdites et les chiïtes duodécimains ont peu de choses en commun. Au niveau des États sunnites, les désaccords s'affichent. La Turquie et le Qatar ne cachent pas leur hostilité à l'égard de la politique menée par l'Arabie saoudite ou l'Égypte et

**“ La chute de Mossoul, puis de Rakka et Deir-ez-Zor, signifie-t-elle la fin de Daech et du chaos qui règne au Moyen-Orient ? Rien n'est moins sûr. ”**

Yémen, qui sont ses principaux fiefs au Moyen-Orient. Même si la mort de Ben Laden en 2011 l'a affaiblie, les groupes se réclamant de cette mouvance restent actifs. Au Yémen, Al-Qaïda continue de contrôler une zone importante dans le Sud, grâce à l'appui des tribus et au jeu ambigu de la coalition menée par l'Arabie saoudite. La concentration des efforts contre Daech ne doit pas faire oublier qu'Al-Qaïda demeure une menace majeure aussi bien contre les États du Moyen-Orient que contre des pays extérieurs à la zone, en Asie ou en Europe.

En fait, la défaite militaire ne suffira pas à éradiquer les groupes terroristes. Seule une politique de longue haleine ayant pour objectif de réintégrer la population sunnite dans le jeu politique et de supprimer les causes qui ont expliqué l'apparition du terrorisme permettra à terme de régler le problème.

### Des conflits intercommunautaires

Le Moyen-Orient est une zone où les structures communautaires restent fortes, qu'elles soient tribales, ethniques ou religieuses. Une mosaïque de peuples et de religions se côtoient depuis des siècles en entretenant des relations qui ont été souvent conflictuelles. Les minorités connaissent encore actuellement des situations difficiles : elles sont discriminées, voire persécutées. Le déclin du nombre des chrétiens d'Orient en témoigne.

Cependant, les guerres civiles qui ensanglantent la région ne sont pas toutes le fait de communautés en rivalité. En Syrie, le conflit n'oppose pas les Alaouites qui contrôlent le régime aux autres communautés. Les minorités – chrétiens ou druzes – le soutiennent en majorité, tandis que les sunnites sont partagés. Au Yémen, le jeu des forces traditionnelles est aussi complexe : il ne s'agit pas d'un conflit entre les zaïdites et le reste de la population, même si au départ une tribu zaïdite a été à l'origine du conflit [voir également p. 43 l'article de F. Frison-Roche]. Au Liban, il en est de même : les chrétiens comme les sunnites sont divisés entre un camp pro-syrien et le camp hostile à Damas, et tous les chiïtes ne se reconnaissent pas dans le Hezbollah. En revanche, il est vrai que certaines des communautés mino-



### Photo ci-dessus :

La libération des derniers fiefs de l'État islamique en Syrie et en Irak ne signifie pas pour autant la fin de l'organisation djihadiste. Celle-ci va rejoindre la clandestinité ou tenter de créer un nouveau califat dans une autre région telle que le Sahel en Afrique ou le Sinaï en Égypte, où les forces de sécurité égyptiennes combattent, depuis 2014, un groupe affilié à l'État islamique. (© Shutterstock/ kafeinkolik)

entretiennent actuellement de bonnes relations avec l'Iran. En revanche, il est clair que le religieux est instrumentalisé de part et d'autre. L'Arabie saoudite entend s'affirmer comme leader de la communauté sunnite et la plupart de ses religieux considèrent que les chiïtes sont des infidèles, voire des apostats, ce qui est pire encore. À l'inverse, l'Iran s'affiche en protecteur de toutes les communautés chiïtes, qu'elles soient duodécimaines ou non. Cependant cette instrumentalisation risque de dégénérer à terme en véritable guerre de religions. Mais, pour l'instant, derrière l'apparent affrontement sunnites-chiïtes, se cachent essentiellement une volonté de puissance et une guerre d'influences qui opposent les deux pays rivaux que sont l'Iran et l'Arabie saoudite.

Le cas des Kurdes demande un examen particulier. Cette importante communauté de 30 millions de personnes réparties sur quatre pays (Turquie, Iran, Syrie, Irak) veut affirmer son identité et acquérir son autonomie, voire son indépendance. La promesse d'un État kurde, tel qu'il avait été inscrit sur la carte par le traité de Sèvres en 1920 mais jamais appliqué, a marqué les esprits. Les progrès vers l'autonomie sont réels au Kurdistan irakien, qui bénéficie d'un régime spécial. Les Kurdes syriens ne cachent pas leur volonté d'ériger un Rojava qui, d'Afrin à Qamashli, les réunirait dans une entité commune. En Turquie, le PKK est en rébellion depuis des décennies sans

## Les conflits au Moyen-Orient



### Photo ci-contre :

Le 25 septembre 2017, des Kurdes d'Erbil, en Irak, célèbrent le résultat du référendum sur l'indépendance organisé par la région autonome du Kurdistan. Dès le résultat, le gouvernement central irakien – opposé à toute sécession – a envoyé ses troupes reprendre le contrôle – perdu en 2003 – de toutes les zones situées en dehors de la région autonome. (© Shutterstock/thomas koch)

que la cause kurde ne progresse, bien au contraire [voir p. 50 l'article de J. Marcou]. En Iran, la communauté kurde est sans doute plus intégrée, mais Téhéran exerce un contrôle étroit. En fait, la perspective de Kurdistan indépendants, à plus forte raison d'un grand Kurdistan à cheval sur les quatre pays, paraît problématique pour de nombreuses raisons. Les États concernés y sont foncièrement hostiles et utiliseront la force pour empêcher une telle évolution. Les grandes puissances y sont également hostiles. En outre, les Kurdes sont profondément divisés idéologiquement et politiquement. Le PKK – comme l'YPG, qui est son émanation syrienne – est un mouvement marxiste utilisant la violence pour faire progresser sa cause. Ailleurs, la société kurde reste dominée par des structures féodales qui ont des intérêts différents, et tous ne sont pas attirés par une indépendance. Les moyens militaires et financiers dont ils disposent restent faibles comparés à ceux des États dans lesquels ils vivent. En fait, le mieux qu'ils puissent obtenir dans le contexte actuel est une certaine reconnaissance de leur identité et un régime d'autonomie contrôlée, comme c'est le cas pour le Kurdistan irakien. Aller plus loin est sans doute voué à l'échec, comme l'a montré la facilité avec laquelle l'armée irakienne a reconquis une partie du territoire que le gouvernement régional kurde s'était attribué dans la région de Kirkouk. Mais il est probable que la cause kurde continuera encore longtemps à alimenter un irrédentisme et des actions militaires de « basse intensité », comme c'est le cas en Turquie.

Cette distinction entre cinq types de guerre, utile pour l'analyse, a naturellement un caractère quelque peu artificiel. La guerre en Syrie est à la fois une guerre civile opposant des rebelles au pouvoir et un conflit qui implique des mouvements djihadistes. Elle est de plus un champ de bataille où l'Iran et l'Arabie saoudite s'affrontent et, dans une certaine mesure, un théâtre où l'influence des États-Unis et de la Russie se rencontrent. Elle est également un lieu où s'affichent des revendications communautaires, celles des Kurdes. Malgré la mise en place de zones de désescalade, ce conflit est loin d'être terminé.

### Photo ci-dessous :

Le 22 novembre 2017, le Premier ministre libanais, Saad Hariri, vient assister à une parade militaire dans les rues de Beyrouth organisée pour célébrer le 74<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance du pays. L'annonce de sa démission, depuis l'Arabie saoudite, avait provoqué une crise politique majeure au Liban, sur fond de lutte d'influence régionale entre l'Arabie saoudite et l'Iran. Le président libanais, Michel Aoun, avait accusé le royaume saoudien de maintenir Saad Hariri « en captivité ». (© AFP/Anwar Amro)



“ La perspective d'un retour à une certaine stabilité au Moyen-Orient, et a fortiori à la paix, paraît lointaine. Pourtant, des instruments diplomatiques existent. ”

### Une situation appelée à perdurer

En conclusion, le bilan des guerres qui dévastent le Moyen-Orient est particulièrement lourd. Depuis maintenant près de quarante ans, cette région est un champ de bataille qui a fait plusieurs millions de morts et de blessés, sans compter les destructions d'un patrimoine immobilier et historique considérable. L'essentiel des pertes de guerre est supporté par des populations civiles victimes des combats. On observera que sur les cinq types de guerre en cours dans cette zone, aucune n'a un caractère conventionnel. La dernière guerre de ce type est l'affrontement, d'ailleurs bref, entre l'armée américaine et celle de Saddam Hussein. Depuis lors, il s'agit de guerres asymétriques ou hybrides, de guérillas, de guerres civiles, d'actions terroristes, d'affrontements intercommunautaires. Cependant de nouvelles guerres conventionnelles ne sont pas à exclure, par exemple celle qui pourrait survenir entre l'Arabie saoudite et l'Iran, même si, comme on l'a vu, aucun des protagonistes n'a logiquement intérêt à la déclencher.

Cette situation risque de perdurer. La perspective d'un retour à une certaine stabilité, et a fortiori à la paix, paraît lointaine. Pourtant, des instruments diplomatiques existent pour répondre au besoin de sécurité exprimé par de nombreux pays dans la région. On pourrait concevoir un système de sécurité qui pourrait s'inspirer du processus d'Helsinki, tel qu'il a été conçu en pleine guerre froide et qui a permis d'éviter le pire. Mais à l'évidence, il n'y a pas, tout au moins pour le moment, de volonté politique pour aller dans ce sens. Ainsi le chaos moyen-oriental est-il une donnée qui risque de peser encore longtemps sur la sécurité, non seulement de la région, mais des pays extérieurs à la zone, qu'ils soient européens ou asiatiques.

Denis Bauchard

# CONFLIT SYRIEN : APRÈS AVOIR GAGNÉ LA GUERRE, IL FAUDRA GAGNER LA PAIX

Par **Jean-Paul Burdy**, historien, enseignant-chercheur associé au master « Méditerranée-Moyen-Orient » de l'Institut d'études politiques de Grenoble.

**C**apitulation d'Alep-Est en décembre 2016 ; reconquête de Palmyre en 2016, puis en mars 2017 ; reprise de Raqqa le 17 octobre 2017 et de Deir ez-Zor le 2 novembre : le sort des armes a basculé en Syrie depuis l'intervention militaire russe de 2015, qui a sauvé Bachar el-Assad. Pour autant, les perspectives diplomatiques sont incertaines, et le blocage politique interne reste total.

## Une intervention russe décisive en 2015

L'intervention militaire russe contre l'« insurrection islamiste » n'a cessé de monter en puissance depuis le 30 septembre 2015. Elle a répondu à une demande de Damas, en application d'un traité bilatéral de 1980, le régime soulignant, a contrario, l'illégalité de l'intervention de la coalition occidentale. En sauvant de l'effondrement son allié syrien, Moscou atteste de la fiabilité de ses engagements politiques ; affaiblit les Occidentaux divisés face au régime et à des djihadistes financés par les pétromonarchies ; mène directement la lutte contre le djihadisme, menace avérée au Caucase et en Asie centrale ; cultive des alliances ou des clientèles, en recevant à Moscou tous les dirigeants de la région. Moscou a déployé en Syrie, à partir de la base navale de Tartous et de la base aérienne de Hmeimim – comparable aux bases américaines du Golfe –, l'arsenal russe le plus récent, parfois surdimensionné pour une guerre civile très asymétrique. En se donnant les moyens d'inverser les rapports de force sur le terrain, Vladimir Poutine peut mettre en scène le retour de la Russie, puissance militaire et diplomatique, dans une démonstration de force globale, accompagnée d'une guerre de l'information sur Internet : la Syrie efface ainsi pour partie les humiliations de la période post-guerre froide et de la crise ukrainienne. La guerre en Syrie est à fronts multiples. À partir de 2012, l'agglomération d'Alep est disputée entre les forces du régime, à l'ouest, et une trentaine de groupes rebelles, à l'est. Le partage n'évolue qu'en 2016, sous la pression des Iraniens et du Hezbollah, puis avec l'arrivée des Russes. Alep-Est, assiégée, doit capituler le 13 décembre, après des mois de bombardements aériens syriens et russes. La chute d'Alep est une étape décisive. Le régime consolide son contrôle sur l'axe stratégique central Damas-Homs-Hama-Alep, et sur la « Syrie utile ». Pour les opposants, c'est une défaite majeure et symbolique. Au terme d'un accord russo-turc difficilement accepté par les Iraniens et le Hezbollah, les insurgés et civils assiégés sont évacués vers le gouvernorat d'Idlib, contrôlé par des groupes

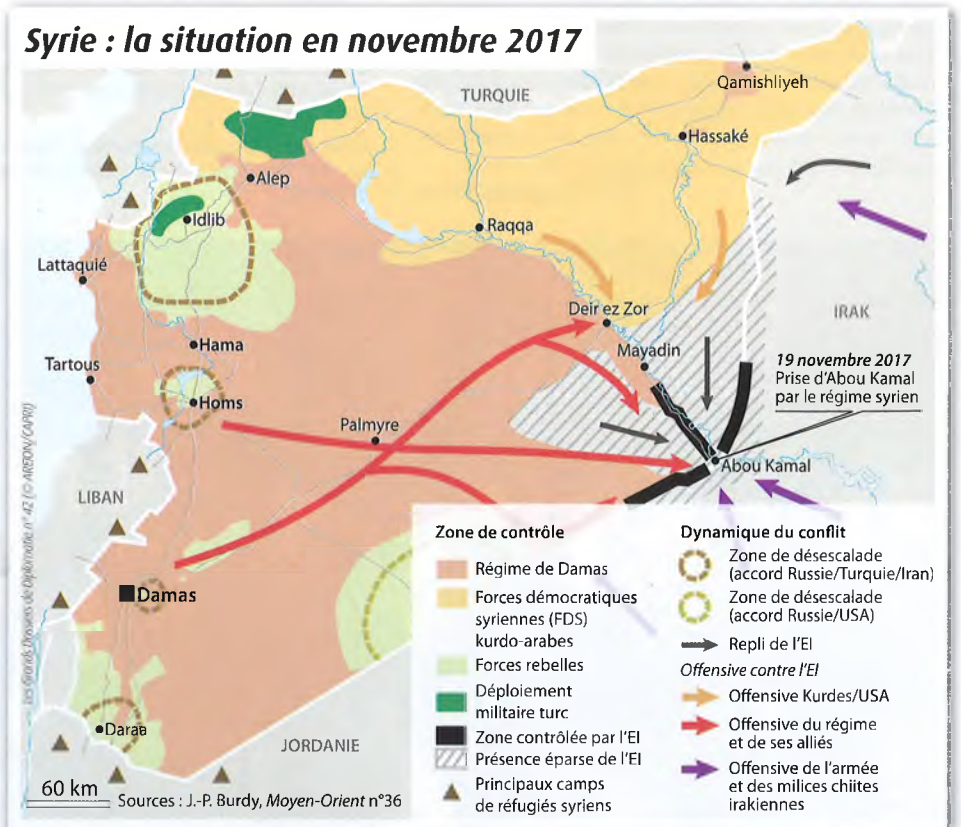
islamistes, et plusieurs enclaves rebelles autour de Damas font reddition.

La coalition internationale de 22 pays menée par les Américains a procédé à des bombardements aériens contre l'État islamique à partir d'août 2014. À l'inverse, les forces loyalistes, puis les Russes, sont rarement intervenus contre l'EI jusqu'en 2016. Raqqa, dans la vallée de l'Euphrate, est promue capitale du nouveau califat à l'été 2014, d'où sera planifiée une longue série d'attentats en Europe, au Proche-Orient et en Asie. Les opérations terrestres pour reprendre la ville sont menées à partir de novembre 2016 par les Forces démocratiques syriennes, associant une large majorité de combattants kurdes du Rojava (le Kurdistan syrien) et des forces arabes tribales, soutenus par les forces spéciales occidentales et l'aviation de la coalition : peu après celle de Mossoul, la bataille est gagnée le 17 octobre 2017. Après la chute d'Alep, les forces loyalistes peuvent se retourner vers l'est. À l'été 2017, la « bataille du désert » progresse, à partir de Palmyre, vers Deir ez-Zor et les gisements pétro-gaziers de l'Euphrate, ainsi que le long de la frontière avec la Jordanie et l'Irak. L'offensive associe les brigades du régime, les Iraniens (Force Al-Qods des Gardiens de la révolution, bassidjis, milices chiites irakiennes, afghanes,

pakistantaises), le Hezbollah et les Russes. Elle doit contourner la zone d'Al-Tanf, tracée autour d'une base des forces spéciales américaines. Deir ez-Zor reprise début novembre, les Kurdes et les Américains, sur la rive nord de l'Euphrate, et les forces du régime et les Russes, sur la rive sud, sont désormais au contact et progressent vers Abou Kamal et l'Irak.

## Le repositionnement des acteurs

Du côté des opposants nationalistes, les brigades de l'Armée syrienne libre (ASL), divisées, instrumentalisées par leurs parrains régionaux, sortent très affaiblies et démoralisées d'Alep. Au nord-ouest, cinq groupes djihadistes (dont Fatah al-Cham, proche d'Al-Qaïda) ont fusionné en janvier 2017 dans le Hayat Tahrir al-Cham (Organisation de Libération du Levant), disposant d'importantes ressources financières venant du Golfe, et en concurrence sanglante avec l'État islamique. Mais l'emprise territoriale syro-irakienne de l'EI a fondu, et son projet califal est caduc : Daech va replonger dans la clandestinité, et ses avatars se métastaser dans tout le Moyen-Orient et au-delà, proliférant, comme Al-Qaïda, sur les terres





multiples du chaos ambiant. Idéologiquement motivés, militairement efficaces, les Kurdes du Rojava, soutenus par les Américains, sont depuis 2012 des alliés tactiques de fait de Damas. Les objectifs des parties au conflit ont évolué. La Turquie a renoncé à renverser Bachar el-Assad et à soutenir les groupes djihadistes. Vouant les États-Unis aux gémonies pour leur soutien aux Kurdes, elle entend surtout empêcher toute continuité territoriale du Rojava kurde le long de sa frontière (opération « Bouclier de l'Euphrate », 2016). Ankara s'appuie pour cela sur des forces locales (Turkmènes, ASL), et s'est rapproché de Moscou et de Téhéran en intégrant le processus de « déconfliction » d'Astana (Kazakhstan). Les pétromonarchies du Golfe ont soutenu les salafistes et djihadistes radicaux, l'Arabie saoudite wahhabite menant en Syrie une guerre indirecte contre l'Iran chiite. Désormais accaparées par les dissensions au sein du Conseil de coopération du Golfe et par la guerre au Yémen, ces pétromonarchies s'effacent, ou se rapprochent de Moscou (où le roi Salmane d'Arabie s'est rendu en octobre 2017). L'Iran est intervenu dans le conflit dès 2012. Au-delà de la « protection des lieux saints chiites », les Gardiens de la révolution poursuivent un objectif stratégique : garantir un corridor terrestre irako-syrien reliant directement l'Iran à la Méditerranée et au Hezbollah libanais. Le poids politique, militaire et économique iranien n'a cessé de croître, et Qassem Soleimani, le chef de la Force Al-Qods, a été le stratège de toutes les batailles depuis 2014, en coordination avec Moscou. Mais Téhéran nourrit une suspicion certaine à l'égard des relations qu'entretiennent les Russes avec les Américains et les Israéliens. Car Israël, acteur invisible du conflit, directement impliqué sur le plateau du Golan, entend casser la montée en puissance militaire du Hezbollah en bombardant stocks ou livraisons d'armes iraniennes ; et empêcher l'installation de bases iraniennes permanentes en Syrie, exigeant à cette fin des garanties de sécurité de Moscou.



Le 20 octobre 2017, des combattants kurdes des Forces démocratiques syriennes circulent à bord d'un camion dans les rues détruites de Raqqa, libérée de l'État islamique quelques jours plus tôt. (© AFP/Bulent Kilic)

## Des perspectives contradictoires

Le régime, qui a remis son sort militaire entre les mains des Iraniens, du Hezbollah et des Russes, et bénéficie de l'action des Kurdes et de la coalition occidentale, est en train de gagner la guerre : en novembre 2017, il contrôle les deux tiers du territoire (contre moins de 20 % à la veille de l'intervention russe), et les deux tiers de la population (11 millions de Syriens sur 16 restés dans le pays). Ses opposants, divisés, sont désormais confinés dans le Sud, dans des poches autour de Damas et de Hama, et dans le gouvernorat d'Idlib, alors que l'emprise de l'EI s'effondre à l'est. Vladimir Poutine a profité de la paralysie de la diplomatie onusienne, des tergiversations occidentales, et de son engagement militaire pour faire de Moscou le passage diplomatique obligé de toutes les parties au conflit. Le 31 décembre 2016, le Conseil de sécurité vote à l'unanimité la résolution 2336 soutenant un accord russo-turc visant au cessez-le-feu, ce qui légitime, dès janvier 2017, le processus d'Astana, dont l'objectif principal est de délimiter des « zones de désescalade » militaire, pour amorcer une « déconfliction » qui mécontente le régime syrien, et parfois le Hezbollah. La Turquie s'est ainsi engagée en octobre à Idlib, s'appuyant sur l'ASL pour

réduire l'influence des djihadistes. Bachar el-Assad est désormais assuré de rester au pouvoir, au moins à moyen terme ; aucun acteur important ne fait plus de son départ un préalable, et les menaces de la justice internationale sont très lointaines. Fort de ses gains sur le terrain – au prix d'un réel abandon de souveraineté, et d'un appareil sécuritaire toujours aussi tentaculaire et violent, il peut promettre des élections générales, sans avoir cédé la moindre once de démocratisation. Son refus de toute concession mécontente Téhéran comme Moscou. Les Russes entendent réunir les conditions d'un compromis politique avec les oppositions intérieures et extérieures, hormis les djihadistes. Mais l'esquisse russe de solution fédérale, comme l'option iranienne d'un système politique plus représentatif, sont catégoriquement rejetées par Damas et les nationalistes du régime, attachés à un État unitaire et centralisé. S'il est en train de gagner la guerre, le régime n'est pas en capacité de « gagner la paix ». La reconstruction du pays exigera, selon la Banque mondiale, au moins 200 milliards de dollars. Et le bilan humain est vertigineux : un demi-million de morts, cinq à six millions de déplacés, autant de réfugiés à l'étranger, et les deux tiers des Syriens sous le seuil de la grande pauvreté.

Jean-Paul Burdy



## SYRIE

**CHEF DE L'ÉTAT**  
Bachar el-Assad  
(depuis le 17 juillet 2000)

**CHEF DE GOUVERNEMENT**  
Imad Khamis  
(depuis le 3 juillet 2016)

**SUPERFICIE**  
185 180 km<sup>2</sup>  
(90<sup>e</sup> rang mondial)

**CAPITALE** : Damas

**POPULATION**  
18 millions d'habitants

**RELIGION**  
Musulmans (87 %),  
chrétiens (10 %),  
Druzes (3 %).

## LE CONFLIT

**INTENSITÉ**  
Niveau 5 (guerre)

**OBJET**  
Système/idéologie,  
pouvoir national

**PARTIES AU CONFLIT**  
NC, FSA, Jaish al-Fatah **vs**  
Jaish al-Islam, gouvernement

**DURÉE** : Depuis 2011

**VICTIMES**  
Un demi-million de morts,  
cinq à six millions de déplacés

**AUTRES CONFLITS**  
DANS LE PAYS : 7

Sources : HIIK, CIA, Council on Foreign Relations

# Affaire Kavala : la société civile atteinte au cœur

L'arrestation du mécène et philanthrope turc Osman Kavala, n'a pas fini de causer des remous bien au-delà des frontières de la Turquie.

■ PAR TIGRANE YÉGAVIAN

Il y a un côté *Largo Winch* dans cet homme discret au charisme indéniable. «Milliardaire rouge» ou «Soros de Turquie», les comparaisons varient selon le camp dans lequel on se trouve. Kavala, un nom cher aux Arméniens, Grecs, Kurdes et autres Turcs progressistes qui ont cru à la possibilité d'une démocratisation de la société turque par le bas. Les yeux bleus, les cheveux bouclés et la barbe rousse, l'homme d'affaires de gauche s'est retrouvé très jeune à la tête de la holding Kavala. Cette icône de la société civile a été interpellée à Istanbul le 18 octobre à sa descente d'avion. Passée une garde à vue de 14 jours, il a fait l'objet d'un véritable lynchage médiatique de la part des médias pro gouvernementaux. Les charges retenues sont aussi lourdes que grotesques. Sa proximité avec la fondation, Open democracy du milliardaire américano-hongrois George Soros, a prêté le flanc au président Erdogan et sa meute de journalistes affidés. On l'accuserait notamment d'être en affaire avec un mafieux et derrière les événements de Gezi en 2013, ou encore de participation à la tentative du coup d'Etat manqué du 15 juillet 2016. C'est oublier que Kavala était parmi les rares à avoir décelé l'autre visage du nébuleux réseau Fethullah Gülen.

## La culture pour rapprocher les gens

Né en France en 1957, diplômé d'économie de l'Université de Manchester puis de la New School for social research de New York, le jeune Osman est à l'époque sensible aux idéologies pacifistes en vogue dans les campus occidentaux. De retour en Turquie, et après le décès prématuré de son père en 1982, il prend le relais tout en investissant dans la société civile. C'est ainsi que voit le jour la maison d'édition *Iletisim*, editrice du Prix Nobel de littérature Orhan Pamuk. A partir de 2002, à l'instar de nombreux intellectuels libéraux de gauche, il soutient l'arrivée au pouvoir de l'AKP islamo-conservateur et son discours pro-européen et anti-militaire. Il crée dans la foulée la fondation Anadolu Kultur, destinée à promouvoir par le biais de l'art et de la culture l'émergence d'une société civile démocratique en Turquie. Ami de longue date, Serge Avédikian sait ce qu'il doit à ce philanthrope hors pair qui avait coproduit le film d'animation *Chienne d'Histoire* (Palme d'or à Cannes 2010) ainsi que la pièce de théâtre de Gérard Torikian qu'il avait mise en scène, *Le Concert arménien ou le proverbe turc*, produite à Istanbul et Diyarbakir en 2009, deux ans après l'assassinat de Hrant Dink. "Toute notre relation est basée sur la confiance et le ressenti, une chose très rare quand on est un philanthrope, on a tendance à poser ses marques. Osman



*a pris le risque de travailler avec des artistes qui pouvaient nuire à son image d'une certaine façon. Je me souviens toujours de son restaurant le Cezayir dans le centre-ville d'Istanbul qui était un haut lieu de débats et de liberté d'expression [...] Il a fait ce que Hrant Dink a voulu faire mais n'a pas pu faute de moyens".*

Des projets fous, Osman Kavala en regorgeait dans ses tiroirs : à commencer par un concert de Charles Aznavour à la frontière turco-arménienne, ou l'éclairage nocturne des ruines d'Ani. A défaut, il avait pu mener à bien l'exposition du photographe Antoine Agoudjian à Istanbul ou encore ce projet d'orchestre symphonique des jeunes musiciens arméniens et turcs (Istanbul et Berlin) grâce à un solide partenariat noué avec son ami philanthrope lyonnais, Manoug Pamokdjian. Ce dernier avait un rendez-vous avec Kavala, prévu quelques jours après son arrestation, à Paris. Il peine à contenir son émotion : "J'ai réagi avec une extrême rage comme je n'ai jamais eue ! Arrêter Osman c'est le summum de l'injustice, un nouveau crime d'Etat contre une personne qui est le symbole le plus flamboyant de la société civile turque !" s'indigne-t-il. Continuer et réussir à mettre en place un vrai dialogue entre les jeunes d'Arménie et de Turquie, voilà ce qui rapprochait les deux complices armés d'une solide dose d'optimisme en dépit des temps qui courent. Manoug projette un concert courant janvier avec l'association des droits de l'Homme turque de Paris. Kavala faisait partie des rares intellectuels démocrates restés au pays. Il encourt aujourd'hui la prison à perpétuité. ■

# Le Hezbollah en Syrie et en Irak : *une force au service du panchiisme iranien*



© Xinhua/Ammar Safarjalani

Depuis fin 2012, l'Iran exporte le « modèle Hezbollah » en Syrie afin de sécuriser ses acquis stratégiques dans le bassin levantin de la Méditerranée. En Irak, cette méthode a commencé dès l'invasion américaine de 2003 et permet à Téhéran de mettre la majeure partie des zones chiites sous son influence. Sur le plan régional, elle tend à sanctuariser l'axe Téhéran-Bagdad-Damas-Beyrouth : les réseaux de la « résistance islamique » se renforcent et le Moyen-Orient est entré dans la période du djihad chiite au service de l'Iran.

Le concept de résistance fait partie intégrante de la politique étrangère de l'Iran, avec notamment la figure de Qassem Suleimani, dirigeant de la force Al-Qods, sur l'affiche centrale lors d'une manifestation à Téhéran en février 2015.

**L**es termes « combattants étrangers » sont devenus synonymes de « djihadistes sunnites » dans les médias occidentaux. Mais le conflit syro-irakien a remis au jour le « djihadisme chiite », qui permet à Téhéran de satelliser l'Irak chiite – environ 65 % des 38,27 millions d'habitants en 2017 – et de « libaniser » la Syrie en instituant un réseau transfrontalier de plusieurs milliers de guerriers. Le contexte y est propice : alors que les États irakien et syrien ont perdu de larges pans de leur territoire respectif, l'organisation de l'État islamique (EI ou Daech) cumule les défaites. Le Hezbollah libanais est alors devenu le modèle à suivre. Néanmoins, plus que l'aspect technique du mouvement, c'est la doctrine de la « résistance islamique » Celle-ci consiste à intégrer toute la population chiite dans une « résistance » multistratège (économique, politique et sociale) au service de l'Iran. La « résistance islamique » est la version chiite de la théorie de la guerre totale et permanente. Afin de projeter sa puissance, Téhéran y superpose un khomeynisme panchiite par le biais de la doctrine de la *velayat-e faqih*, selon laquelle la loyauté religieuse, politique et sociale est adressée au Guide suprême en attendant le retour du douzième imam.



## Des intérêts stratégiques iraniens

Pour certains observateurs, la prolifération des Hezbollah semble anarchique et conditionnée par des besoins opérationnels. Toutefois, organisée par les Gardiens de la révolu-

tion (*pasdaran*) et ses soldats d'élite de la force Al-Qods, elle sert des intérêts stratégiques iraniens déterminés. En Irak, l'objectif est de fragmenter légèrement la communauté chiite pour mieux la contrôler. En créant de plus en plus de milices chiites et de Hezbollah irakiens, l'Iran impose aux chiites irakiens réticents un rapport de forces permanent. Téhéran prend par contre soin de ne pas trop diviser la communauté, d'où

son soutien à la création et à l'institutionnalisation des Forces de mobilisation populaire. En Syrie, l'apparition de milices chiites multinationales (Libanais, Syriens, Afghans, Irakiens) sous enseigne Hezbollah vise à homogénéiser la géographie confessionnelle du pays et à créer un « nouveau Liban » dans lequel la communauté chiite serait garante des intérêts iraniens au Levant, dont la sécurisation des axes de trafics à destination du Hezbollah libanais.

Plus globalement, la prolifération des enseignes Hezbollah en Syrie et en Irak a pour objectif de sanctuariser les gains stratégiques iraniens post-EI. L'Iran veut maintenir son axe de Téhéran à Beyrouth, en passant par Bagdad et Damas. À long terme, Téhéran souhaite fidéliser les communautés chiites et se positionner comme centre géostratégique du chiisme mondial, une « Mecque chiite ». Le djihadisme chiite, puissant lors de la guerre Iran-Irak (1980-1988) et du conflit civil libanais (1975-1990), est de retour.

Les chiites syriens – sans inclure les alaouites – constituaient à peine 3 % de la population nationale avant le début du conflit (20,8 millions en 2011). Afin de se garantir une place dans l'avenir politique de la Syrie, et conscient du fait sectaire levantin, Téhéran s'est lancé dans une chiisation des forces antirebelles et anti-EI à travers le Hezbollah libanais et les milices irakiennes transfrontalières. Dans un premier temps, de mi-2012 à mi-2013, l'Iran a aidé le régime de Bachar al-Assad (depuis 2000) à constituer des groupes multiethniques et multiconfessionnels opérant aux niveaux locaux (villages et bourgades) et régionaux (provinces et axes routiers). Par exemple, certaines milices druzes, présentes dans le sud-ouest, n'ont pas été combattues par le régime ou par l'Iran et ont bénéficié de transferts d'armes légères. Néanmoins, dès fin 2012, les Gardiens de la révolution et le Hezbollah libanais ont orienté les forces prorégime vers une rhétorique plus confessionnelle. Les milices chiites sont passées de la rhétorique « laïque » de la défense d'Al-Assad contre les « terroristes » à celle de la protection des lieux saints chiites. Les différentes milices ont été entraînées en Iran et au Liban. Dans les camps de formation, les futurs « combattants de Sayyida Zaynab », nom de la mosquée abritant le mausolée de la fille de l'imam et calife Ali (600-661) et petite-fille du prophète Mahomet (570-632), étaient entraînés au combat et suivaient des cours de religion. Ces derniers mettaient l'accent sur la « défense sacrée » du mausolée qui, outre sa force symbolique, a une localisation stratégique pour l'axe iranien : il se trouve dans le sud de Damas et à l'ouest de l'aéroport international de la capitale syrienne.

Afin de gagner les rues chiites libanaises, syriennes et irakiennes à cette cause, les réseaux de la « résistance islamique » ont eu recours à divers moyens de propagande, tels des clips vidéo, des chansons et des réseaux sociaux (1). Mais l'usage de ce mausolée à des fins politiques n'est pas récent. Il était déjà depuis quelques décennies un centre névralgique des projets iraniens dans la région. Téhéran y détient des parcelles de terrains, y a organisé de nombreux programmes de pèlerinage et y a ouvert des librairies religieuses. Dès la fin des années 1980, le Hezbollah libanais y faisait transiter des Saoudiens avant leur retour dans le royaume afin de servir le Hezbollah al-Hejaz, branche locale du Hezbollah créée en 1987.

La société civile chiite syrienne fut elle aussi mise à contribution. Plusieurs organisations de « scoutisme » chiite (*kishaf*) furent créées. Elles s'implantèrent autour du mausolée pendant



La présence militaire du Hezbollah n'est plus à démontrer en Syrie, notamment dans la région frontalière avec le Liban du Qalamoun.

les fêtes de l'Achoura en 2013. De plus, de nombreux comités populaires furent mis en place. Ils se donnaient pour but la défense des lieux saints chiites à travers toute la Syrie (financement de projets de reconstruction, bénévolat, etc.). En réalité, ces différents comités collectent des fonds qui seront reversés aux familles des « martyres » et prennent parfois en charge l'achat d'équipements pour les combattants locaux.

## « Débaasiser » les milices antirebelles en Syrie

Sur le plan opérationnel, cette chiisation s'est faite en deux temps. Premièrement, des groupuscules se sont affranchis des Forces de défense nationale, l'équivalent syrien des Forces de mobilisation populaire irakiennes. Elles étaient principalement encadrées par des officiers baasistes de l'armée syrienne et risquaient donc d'être étanches à la pénétration iranienne. La Brigade Abou Fadel al-Abbas est représentative de ce mouvement de « débaasisation ». En décembre 2013, plusieurs commandants syriens de cette force ont été remplacés par des Irakiens et des membres du Hezbollah libanais, et plusieurs milliers de volontaires chiites irakiens y ont été intégrés. Après la progression de l'EI en Irak en 2014, la Brigade Abou Fadel al-Abbas a étendu ses actions aux deux théâtres d'opérations. Deuxièmement, le Hezbollah libanais et la force Al-Qods ont construit un réseau syrien de la « résistance islamique » en créant différents groupes armés : le Hezbollah en Syrie, les Vainqueurs-Bataillon de la résistance islamique en Syrie, les Forces jaafarites et l'Armée du Mahdi-Résistance nationale idéologique en Syrie constituent le fer de lance irano-Hezbollah en Syrie du fait de leur adhésion à la doctrine de la *velayat-e faqih*. Dès mi-2013, ces milices furent progressivement transformées en forces mobiles de réponse rapide. Ce changement, perçu par certains experts militaires comme une nouvelle tactique militaire, était en fait une tentative iranienne de disperser géographiquement ces groupes afin d'empêcher leur intégration à l'appareil sécuritaire de Bachar al-Assad. Preuve en est, ces forces, prétendument de défense des lieux saints et des minorités, sont actives dans l'est de la Syrie, dans le désert, à la frontière irakienne. Or cette région n'a aucun intérêt stratégique pour le régime, mais elle est un passage obligé des trafics d'armes et de matériels à destination du Hezbollah libanais.

La dernière étape de cette chiisation, au détriment de Damas, est celle de l'homogénéisation confessionnelle du territoire

DOSSIER

Le Hezbollah en Syrie et en Irak : une force au service du panchiisme iranien



Des Unités de mobilisation populaire en Irak (à gauche) au Hezbollah en Syrie (centre), les milices chiïtes révèlent l'influence de l'Iran dans ces deux pays. À droite, des civils de Kefraya et Foua sont évacués en avril 2017 en vertu d'un accord passé entre le régime de Damas et la rébellion.

syrien. L'objectif est de créer des îlots chiïtes étanches. Depuis 2016, plusieurs accords dits humanitaires ont été conclus entre la Turquie, le Qatar et l'Iran, organisant des déplacements de populations entières. La « Syrie utile », de la côte méditerranéenne jusqu'au sud, ressemble de plus en plus à la géographie confessionnelle cloisonnée du Liban dans laquelle les différentes communautés religieuses sont restreintes à des portions territoriales limitées. Le 14 avril 2017, quatre villes syriennes dans la « Syrie utile », deux tenues par les forces gouvernementales (Kefraya et Foua) et deux tenues par les rebelles (Madaya et Zabadani), ont été évacuées en vertu d'un accord entre Damas et la Turquie, parrainé par le Qatar et l'Iran. Au total, plus de 30 000 personnes ont été déplacées à cette occasion. Aucun plan de retour postconflit n'a été prévu. De fait, cette opération a homogénéisé la confession des régions urbaines concernées.

## Irak : entre réticence et adhésion

L'Irak, réservoir de recrues chiïtes et bien pénétré par l'appareil sécuritaire iranien, a aussi dû faire face à une prolifération des groupes Hezbollah. Ce phénomène remonte à l'invasion américaine de 2003, catalyseur de la conscience politique chiïte locale.

Au contraire de la Syrie, les chiïtes irakiens sont majoritaires dans leur pays et avaient déjà créé leurs partis politiques – flanqués de milices – avant les conquêtes de l'EI. Néanmoins, leur adhésion à la doctrine de la *velayat-e faqih* n'est pas unanime, et une partie du clergé chiïte irakien ne voit pas d'un bon œil la vassalisation de sa communauté par Téhéran.

Les Brigades Badr, créées par Abdulaziz al-Hakim (1953-2009) en 1982 en Iran, étaient le bras armé du Conseil suprême islamique d'Irak (CSII) et ont combattu Bagdad lors de la guerre irako-iranienne de 1980-1988. Le CSII fut dissous en 2008 et les Brigades Badr formèrent l'Organisation Badr, dirigée par Hadi al-Amiri. Ce dernier est aussi influent dans les Hached al-Chaabi (Unités de mobilisation populaire), formées en juin 2014 après la *fatwa* de l'ayatollah Ali al-Sistani appelant à la lutte contre l'EI. Dès sa création, l'Organisation Badr a adopté la doctrine de la *velayat-e faqih* et est le principal vecteur de projection de la puissance iranienne en Irak.

Comme en Syrie, la rhétorique sur la défense des lieux saints chiïtes a pris la relève sur la rhétorique nationaliste ou idéologique. Le sanctuaire Al-Askari, dans la ville de Samarra, est devenu l'équivalent irakien du mausolée de Sayyida Zaynab. Comme chez leurs voisins syriens, des comités populaires de défense des lieux saints ont été créés et constituent le centre névralgique du processus de recrutement des milices chiïtes. En Irak, le plus imposant est, ironiquement, le Comité populaire de mobilisation pour la défense de Sayyida Zaynab. Ces organismes ont aussi créé des « scouts ». Le plus grand groupe est celui de l'imam Hussein, associé à la milice Phalanges du Hezbollah. La formation dispensée dans ces associations, tant militaire que religieuse, est axée sur une rhétorique selon laquelle tout chiïte doit allégeance au Guide suprême iranien et doit défendre ses coreligionnaires de par le monde.

Mais Téhéran a dû faire face à des réticences quant à l'implantation d'un panchiisme. Faire proliférer les Hezbollah irakiens lui a permis d'affaiblir les contestations et de faciliter l'entrée de la communauté chiïte irakienne dans le conflit syrien. Cette prolifération, accompagnée de *fatwa* et de *taklif charii* (mandat religieux), a légitimé le djihad chiïte irakien en Syrie en brouillant la perception de la rue chiïte irakienne quant à la posture du clergé non khomeyniste.

Le groupe Phalanges du Hezbollah est la branche armée du Hezbollah irakien. Hezbollah-Les Combattants en Irak a été créé après la prise de Mossoul par l'EI en juin 2014. D'autres milices intègrent les principales caractéristiques visuelles de l'enseigne Hezbollah (le bras tenant une kalachnikov, un verset du Coran ou la couleur jaune). Cela est le cas de la Ligue des vertueux, des Phalanges de l'imam Ali, du Mouvement des nobles du Hezbollah, des Phalanges de la sainte défense et du Hezbollah des innocents.

## Fragmenter pour mieux régner ?

Cette multitude de mouvements Hezbollah ou de groupes inspirés du *modus operandi* et de la symbolique du groupe libanais pourrait paraître chaotique. Néanmoins, Téhéran a un intérêt tactique à fragmenter les organisations politico-militaires chiïtes irakiennes de l'avant-Daech. Certaines hautes références religieuses chiïtes irakiennes n'ont pas cautionné l'appel au dji-

had chiite en Syrie et n'adhèrent pas à la doctrine de la *velayat-e faqih*. Or la manne humaine chiite irakienne est nécessaire pour l'approvisionnement en personnel des milices opérant en Syrie. En général, les religieux chiites de Nadjaf et Moqtada al-Sadr n'ont pas publiquement soutenu l'effort du djihad chiite irakien en Syrie. Alors que le secrétaire général du Hezbollah libanais, Hassan Nasrallah, annonçait en mai 2013 son djihad en Syrie, l'ayatollah irakien Ali al-Sistani refusait d'émettre une *fatwa* en faveur de la participation de ses concitoyens. L'Iran a donc eu recours, à travers ses groupuscules Hezbollah, à une campagne de manipulation de l'opinion chiite irakienne.

Dans un premier temps, Téhéran a utilisé certains religieux proches d'Ali al-Sistani, en particulier Jalal al-Din Ali al-Saghir, leader influent de la mosquée Bouratha de Bagdad. Il cultiva des liens étroits avec l'Organisation Badr qui, à coup de posters, de publications en ligne et de discours, a persuadé l'opinion chiite irakienne qu'Al-Saghir soutenait le djihad chiite en Syrie et était encore le porte-parole d'Al-Sistani. Ce dernier aurait alors donné son accord tacite à la défense du régime syrien.

Autre problème pour Téhéran : Moqtada al-Sadr et les cercles sadristes en général. Le 5 novembre 2013, l'ayatollah Kazim al-Husseini al-Haeri, père spirituel de Moqtada al-Sadr, émettait une *fatwa* légitimant le djihad chiite en Syrie. Explicite, ce document affirmait qu'un tel djihad aidait à « propager [la] *velayat-e faqih* ». Alors qu'Al-Sadr déclarait dans un entretien au journal *Al-Hayat* en janvier 2014 que « les événements en Syrie sont une affaire interne et personne n'a le droit d'y intervenir », plusieurs milices chiites irakiennes opérant en Syrie affichaient quelques-unes de ses photos sur leurs affiches de recrutement.

## Les Hezbollah syriens et irakiens dans l'après-Daech

L'EI étant en déroute sur les deux théâtres d'opérations, les regards se tournent sur la période postconflit. En Syrie, les milices Hezbollah aux ordres de Téhéran devraient en principe adopter une tactique similaire à celle de leur collègue libanais.



Le 30 juillet 2017, le prince héritier d'Arabie saoudite, Mohamed bin Salman (à droite), reçoit le dirigeant chiite irakien Moqtada al-Sadr, à Djeddah.

Le Hezbollah libanais a en effet réussi à geler toute tentative gouvernementale contre ses intérêts. Depuis l'accord de Doha de 2008, qui mit fin aux combats entre le Hezbollah et le « bloc antisyrrien » à Beyrouth et dans la vallée de la Bekaa – combats qui avaient prouvé la supériorité militaire du Hezbollah –, le groupe chiite bénéficie d'un « tiers de blocage ». Ce mécanisme consiste à considérer tout gouvernement dont le tiers de ses membres démissionne comme lui-même démissionnaire. Le Hezbollah, grâce à sa répartition démographique et à ses alliances avec certains partis politiques libanais tel le Courant patriotique libre du président de la République Michel Aoun, garantit donc son pouvoir de faire tomber tout gouvernement pouvant perturber ses opérations. Or, selon la Constitution syrienne réformée de 2012, le Baas, anciennement parti-État, a perdu le monopole du pouvoir en Syrie.

Il n'est pas à exclure que les milices chiites syriennes puissent prochainement créer des formations politiques afin de capitaliser leurs gains territoriaux.

Quant à l'Irak, tous les yeux sont tournés vers les ambitions des Forces de mobilisation populaire. En effet, deux échéances électorales sont prévues : le scrutin provincial en septembre 2017 et les législatives au printemps 2018. Moqtada al-Sadr a déjà commencé ses manœuvres pour endiguer la vague électorale des milices pro-iraniennes. Il a conclu en juin 2017 un accord avec l'ancien Premier ministre (2004-2005) et actuel vice-président (depuis 2016), Iyad Allaoui. Ce dernier n'est pas un atout pour l'Iran, se faisant le pourfendeur de l'ingérence dans son pays. Al-Sadr, en réponse au panchiisme accru de Téhéran, adopte un « nationalisme » et tend la main aux Kurdes et sunnites irakiens. Il a même présenté, en février 2017, un plan de 29 points pour l'après-EI en déclarant que les milices confessionnelles, dont chiites, n'avaient « pas leur place » en Irak et que Bachar al-Assad devait quitter le pouvoir. Dernier affront d'Al-Sadr contre l'Iran, la rencontre du 30 juillet 2017 avec le prince héritier saoudien et homme fort du régime de Riyad, Mohamed bin Salman, à Djeddah. Pourtant, malgré les résistances, les djihadistes chiites syriens et irakiens sont voués à s'inscrire durablement dans les paysages électoral et politique syrien et irakien. ■

PHILIPPE BOU NADER

### NOTE

(1) À titre d'exemple, la chanson *Oh Zaynab!*, du chanteur Ali Muwali, associé à la Brigade du jour promis, dans laquelle le djihad chiite est loué et qualifié de « sacré ».



# Les Libanais, acteurs économiques majeurs du Kurdistan d'Irak



Depuis la guerre d'Irak en 2003, près de 180 compagnies libanaises ont ouvert une filiale dans la région kurde du pays. C'est vingt fois plus que leurs homologues françaises. De nombreux entrepreneurs libanais y ont également créé leur entreprise sous statut local (1). À l'exception des compagnies turques et iraniennes, dont les propriétaires sont souvent issus des minorités kurdes de ces pays frontaliers, il s'agit de la plus importante communauté d'affaires étrangère à y opérer. La région, forte d'une croissance économique de 70 % sur cinq ans entre 2003 et 2008, suivie d'une hausse annuelle de 8 % de son PIB jusqu'en 2014, a longtemps présenté des atouts considérables pour les investisseurs.

L'instabilité qui reste associée à la région kurde d'Irak, résultat des guerres successives à s'y être déroulées – dont aujourd'hui encore la lutte contre l'organisation de l'État islamique (EI ou Daech) –, a toutefois eu tendance à primer dans les esprits sur la politique de libéralisation de son marché orchestrée par le Gouvernement régional kurde (GRK) depuis une dizaine d'années. Ainsi, nonobstant l'intérêt que lui portent bon nombre de groupes pétroliers, comme DNO, Gulf Keystone Petroleum, Chevron ou Total, les entreprises et entrepreneurs européens – à l'exception des britanniques – ne s'y sont que faiblement engagés. Les compagnies américaines ne sont guère plus présentes. La mise de côté du marché kurde par ces acteurs souligne d'autant plus le dynamisme des hommes d'affaires libanais : ces derniers se sont rapidement investis dans ce qui a un temps été considéré comme un « prochain Dubaï ».

Alors que certains n'y ont associé que risques et contraintes, ils y ont aperçu des opportunités à saisir. Des paramètres historiques, sociaux et culturels ont influencé les modalités de leur immigration et leur degré d'intégration dans l'économie et la société kurdes.

## « Mission accomplie » : le marché est ouvert

Le 1<sup>er</sup> mai 2003, à bord du porte-avions USS *Abraham Lincoln*, le président américain George W. Bush (2001-2009) déclare triomphalement que les « opérations majeures de combat en Irak ont pris fin ». Profitant de la levée consécutive de l'embargo imposé par l'ONU sur le pays depuis 1990, trois compagnies

libanaises viennent s'installer dès 2004 dans sa région kurde. Mazen Bissat, un pharmacien libanais passionné d'aviation et à la tête de la compagnie aérienne Tapis volant (« Bissat al-Rih » en arabe, jeu de mots formé à partir de son nom), ouvre une ligne directe entre Beyrouth et Erbil. Il y transporte tout d'abord quelques hommes d'affaires, à leur demande, dans un bimoteur Metroliner de 19 places. Puis, fort du succès rencontré, il organise des vols réguliers en Boeing 737 deux fois par semaine. Le manque criant d'infrastructures dans cette région au sortir de la guerre attire en effet des entreprises spécialisées dans la construction, l'aménagement et l'urbanisme. Réactive, Byblos, l'une des banques libanaises dites alpha (c'est-à-dire dont les dépôts excèdent 2 milliards de dollars), y ouvre également une agence en 2006. Elle y suit sa clientèle d'affaires et espère profiter du développement éclair de l'économie locale. Nouveau pôle d'attraction du pays, la région kurde est rapidement présentée comme l'« autre Irak », slogan issu d'une campagne publicitaire lancée en 2005 par le gouvernement local et destiné à vanter ses atouts commerciaux et touristiques. Longtemps en marge du pays, elle gagne en centralité jusqu'à devenir la porte d'entrée privilégiée des entrepreneurs et des investisseurs en Irak. Les avant-postes qu'ils y établissent s'apparentent à de futures bases arrière desquelles ils souhaitent déployer leurs activités une fois l'ordre rétabli dans le reste du pays. Comme l'indique le dirigeant d'une entreprise libanaise de construction opérant à Erbil depuis 2004, « le Kurdistan reçoit 17 % du budget fédéral, ce qui veut dire qu'il reste 83 % dans le sud que les Libanais regardent avec leurs grands yeux » (2). En attendant, et en seulement quelques années, tous les secteurs d'activité sont investis dans la région : hôtellerie, restauration,

import-export, éducation, bien-être, commerce de luxe, etc. Cinq nouvelles banques libanaises suivent l'exemple de Byblos dans sa conquête du marché kurde, et la compagnie Middle East Airlines, fleuron du transport aérien libanais, démocratise l'accès à cet « eldorado » dès 2010 en offrant quotidiennement et à prix abordable un vol aller-retour sans escale entre Beyrouth et Erbil.

Cette rapidité de réaction des Libanais n'est pas le fruit du hasard. Karwan Jamal Tahir, ancien directeur adjoint du département des Affaires étrangères kurdes et actuellement haut représentant du GRK au Royaume-Uni, explique que les deux communautés sont liées de longue date : « Les Kurdes ont des liens historiques importants avec le Liban. Il y existe une large communauté kurde depuis la Première Guerre mondiale et les accords de Sykes-Picot [mai 1916]. » Quand leur région s'émancipe du reste de l'Irak, ils se tournent spontanément vers des compagnies libanaises pour en dynamiser l'économie. Ces dernières sont démarchées et incitées à venir s'y établir. « Nous avons beaucoup travaillé dans les pays du Golfe et participé à leur développement, donc les Kurdes qui veulent suivre le même chemin se tournent vers nous. Ils se tournent vers ce qu'ils ont vu, ce qui se fait de meilleur à proximité. [...] En tant que Libanais, nous sommes habitués à des situations sécuritaires instables, nous sommes flexibles à ce niveau-là. Nous sommes également flexibles sur le travail : nous n'avons pas de procédure fixe, nous pouvons un peu tout faire sans être bloqués par des procédures codées », explique un représentant d'une entreprise libanaise présente dans la région kurde d'Irak depuis 2005.



Café arabe dans le centre d'Erbil, au pied de la Citadelle.

## Un terreau fertile pour les affaires libanaises

Un *habitus* kurde veut que les besoins de la population soient largement pris en charge par l'État et les institutions publiques. Ainsi, environ 65 % des Kurdes irakiens vivent de revenus réguliers alloués par leur gouvernement (salaires, retraites, allocations diverses). Si l'on ajoute à cela les emplois contractuels, le chiffre friserait 90 %. La culture de l'entrepreneuriat n'ayant alors jamais été très développée et les salaires de la fonction publique ne permettant que rarement d'investir à titre privé, la porte est ouverte aux entreprises et aux entrepreneurs étrangers. Depuis 2011, la raréfaction des opportunités d'affaires disponibles au Liban, décrite par de nombreux dirigeants

d'entreprises installés à Erbil, a poussé les sociétés libanaises à étendre leurs activités à l'étranger. Les tensions politiques internes et le conflit syrien ont négativement impacté la croissance économique du « Pays des Cèdres ». Une forte hausse du nombre de filiales de compagnies libanaises ouvertes annuellement auprès du ministère kurde du Commerce et de l'Industrie est alors enregistrée à cette période (seulement dix en 2010 contre 27 en 2011 et jusqu'à 42 en 2013). Des particuliers ont également tenté leur chance en ouvrant une affaire dans la région, parfois sans aucune expérience entrepreneuriale préalable. La proximité géographique d'Erbil, à environ deux heures de Beyrouth par avion, lui a conféré un atout supplémentaire en tant que destination d'affaires. Certains sont allés jusqu'à prendre le risque de vendre leur maison au Liban pour se constituer un capital et y investir.

Dans la région kurde d'Irak, les Libanais mettent alors à profit diverses ressources. Outre les importantes capacités financières préalables de certains, ils sont tous armés d'un fort capital humain, nourri par des études supérieures et/ou une formation professionnelle. Quelques-uns poursuivent des activités économiques familiales et ont ainsi « hérité » d'attitudes et de savoir-faire intergénérationnels. Un vendeur de cigares installé à Erbil est par exemple le petit-fils d'un muletier s'étant enrichi durant la guerre du Liban par la contrebande de cigarettes ; son père avait par la suite continué à travailler dans le tabac dans

un pays du Caucase avant qu'il ne vienne lui-même opérer dans la capitale kurde. Une circulation rapide de l'information liée aux affaires, des réseaux construits au fur et à mesure de migrations successives, le caractère temporaire et ciblé de leurs séjours et une certaine fierté jouent un rôle essentiel dans le succès des Libanais.

Ces derniers ont également pu profiter du cadre légal kurde relativement favorable aux investissements dans la région. Aux autorisations d'entrée et de résidence sur le territoire aisément accordées aux hommes d'affaires s'ajoute une loi des plus attractives votée en 2006. Celle-ci s'applique aussi bien aux étrangers qu'aux locaux et accorde aux importants projets d'investissements le droit d'obtenir gratuitement, ou à un prix très préférentiel, le terrain nécessaire à leur réalisation. Elle offre aux investisseurs un congé fiscal de dix ans et une suppression des droits de douane liés à leurs projets pendant cinq ans. Elle leur permet également de rapatrier l'intégralité de leurs profits quand ils le souhaitent. Contrairement aux pratiques des États du Golfe, il n'existe aucune obligation de sponsor (*kafala*) ou d'association à un partenaire local : la compagnie



peut être détenue à 100 % par un étranger. S'appuyant sur ces avantages, des projets libanais d'ampleur ont pris forme : construction d'hôtels, dont le cinq étoiles Rotana par le groupe Malia Holding, exploitation d'un « village » (quartier résidentiel sécurisé aux services modernes multiples) par la Compagnie Hariri, ouverture d'une université, d'une usine de broyage de pierres, etc. À eux seuls, huit grands projets ont mobilisé un capital cumulé d'un milliard de dollars américains entre 2007 et 2013.

## Une intégration locale limitée

Contrairement à leurs habitudes aux États-Unis ou en Europe, les entrepreneurs et dirigeants d'entreprises libanais installés dans la région kurde d'Irak ne le sont que pour les affaires. Leur vie familiale y est mise entre parenthèses : femme et enfants restent le plus souvent au Liban. Ils vivent généralement en cohabitation avec employés et collègues, dans des appartements



Avec la chute de Saddam Hussein en 2003, la région kurde attire notamment les entrepreneurs de la construction, faisant d'Erbil une ville nouvelle.



© Shutterstock/Angela N. Perryman



© France3 Jmeilid / Rchiviel

Résidant notamment à Ainkawa, le quartier chrétien d'Erbil où la vente d'alcool est autorisée, les Libanais sont présents dans l'hôtellerie (ci-contre le Rotana) et la banque (ci-dessus, Byblos).



© DR

ou villas de fonction. Les plus indépendants louent à titre personnel, mais il leur est extrêmement difficile de devenir propriétaires. En effet, pour les étrangers, seules leurs compagnies sont généralement autorisées à acquérir de l'immobilier. Résidant dans les différents « villages » ou à Ainkawa, le quartier chrétien d'Erbil, les Libanais restent en marge de la population kurde (à l'exception des citoyens des classes les plus aisées avec qui ils éta-



Si, après 2003, Erbil a attiré de nombreux investisseurs étrangers, l'instabilité politique de l'Irak et de la région kurde a tempéré l'euphorie des premières heures.

© Shutterstock/Dumney

blissent des relations professionnelles), dont ils ne parlent pas la langue. Leur implantation et leur degré d'intégration dans la vie quotidienne locale sont donc limités. Leurs activités sociales se résument le plus souvent à une soirée au Rotana et à la fréquentation des nombreux restaurants libanais, en compagnie de leurs concitoyens. Une migration circulaire s'est mise en place. Les hommes d'affaires libanais, limitant leurs dépenses personnelles dans la région kurde, réservent le principal de leurs revenus à leur famille restée au pays, famille qu'ils vont retrouver une semaine par mois en moyenne.

Sur le plan professionnel, les Libanais se concentrent dans la région sur une offre de produits dits « globaux », aux caractéristiques, à la qualité et au prix semblables à ceux des économies développées. Ce choix trouve plusieurs explications. Tout d'abord, forts de leurs expériences professionnelles respectives, il leur est plus facile de répliquer des modèles préalablement testés au Liban, aux Émirats arabes unis, et parfois en Europe ou aux États-Unis, que de mener une enquête laborieuse sur les modes de consommation locaux. Des pratiques et techniques sont ainsi importées directement et transposées au contexte kurde. L'exemple type de ce modèle est celui des franchises, comme Hublot, Laliq, BtoB ou Wardé. Ce segment de marché « global » correspond à une demande des élites locales qui cherchent, d'une part, à bénéficier chez elles de produits et de prestations de services découverts lors de voyages à l'étranger et, d'autre part, à acquérir des biens associés à la réussite sociale (bijoux, vêtements et montres de luxe, etc.). Il est aussi fortement basé sur une recherche de familiarité des expatriés dans leurs modes de consommation. La spécialisation libanaise sur les produits à forte valeur ajoutée dans la région kurde d'Irak atteste également d'une difficile compétition sur ceux à faible valeur ajoutée, leur quasi-monopole étant détenu par les compagnies turques et iraniennes.

Les pratiques commerciales des dirigeants d'entreprises libanaises les ont ainsi maintenus isolés du marché « local », c'est-à-dire du marché de biens aux caractéristiques, à la qualité et aux prix locaux. Une incompréhension réciproque s'est alors inexorablement établie avec une majorité de Kurdes. Ces derniers regardent parfois d'un œil suspect les pratiques des premiers et n'adhèrent que peu aux nouveaux concepts proposés. Un chauffeur de taxi, passant devant une chaîne de restauration rapide libanaise, commente ainsi : « On n'y mange rien, tout est petit : quand tu ressors, c'est comme si tu n'avais rien mangé ! Et c'est très cher ! Moi, pour 2 000 ou 3 000 dinars [entre 1,5 et 2,2 euros], je peux me faire un plat copieux qui me tient toute la journée ! » Les Libanais, eux, restent dubitatifs quant à ce manque d'intérêt pour leurs prestations. Ils jugent les Kurdes fermés et résistants à l'« évolution » qu'ils leur offrent. Les consommateurs de produits « globaux » ne feraient d'ailleurs pas exception à la règle, n'accordant que difficilement leur confiance et n'acceptant que rarement suggestions et conseils. Un sentiment de frustration s'est donc progressivement développé chez de nombreux dirigeants d'entreprises libanaises qui sont, de surcroît, confrontés aux multiples incertitudes du marché kurde. « Les Libanais travaillent sur la valeur ajoutée, mais les Kurdes ne sont pas consommateurs. Ce n'est pas comme à Dubai, où dès qu'il y a quelque chose de nouveau, ils s'en saisissent. [...] Ici, ils ont une mentalité bloquée, ils ne veulent jamais rien changer, ils ne veulent pas changer leurs habitudes. Par exemple, ils aiment Toyota, et voilà. Porsche a dû fermer et Range Rover ne fonctionne pas bien. Mais nous sommes dans un pays pétrolier quand même, ça devrait marcher ! Pour les montres, c'est pareil. Ceux qui ont les moyens veulent une Rolex et seulement une Rolex, quoi qu'on leur apporte. On a beau leur expliquer qu'il existe quelque chose de mieux, ils

n'entendent rien », se désole le directeur d'une compagnie libanaise résidant à Erbil depuis 2012.

## Faire face aux incertitudes d'un marché émergent

Derrière la devanture dorée offerte par le GRK en matière d'investissements, les dirigeants d'entreprises libanais sont confrontés à des difficultés résultant d'un environnement réglementaire incertain. Pour faire face aux lourdeurs et aux aléas administratifs locaux (changements réguliers de réglementations, opacité des procédures, etc.), certains décident de s'allier à des Kurdes. Des partenariats sont ainsi scellés avec des particuliers ou des compagnies locales qui, pour être efficaces, se doivent d'être proches des formations politiques et des grandes familles au pouvoir (le Parti démocratique du Kurdistan, autour de Massoud Barzani, et l'Union patriotique du Kurdistan, autour de Jalal Talabani). Les Libanais ne faisant pas ce choix s'exposent à la corruption locale, surtout s'ils sont porteurs d'importants investissements : l'acceptation d'un projet et son autorisation d'exploitation peuvent être bloquées par un responsable de l'administration kurde qui exige une contrepartie financière à son accord. Ce phénomène de corruption confère néanmoins paradoxalement un avantage compétitif aux Libanais puisque le paiement consenti des sommes demandées leur ouvre le marché, alors que d'autres compagnies étrangères, parfois plus contrôlées, ne peuvent s'y résoudre.

L'incertitude liée au macrocontexte économique et politique dans lequel s'inscrit la région kurde d'Irak n'épargne pas non plus les entreprises et entrepreneurs libanais. C'est ce que rappelle notamment la crise qu'elle traverse depuis 2014 : un conflit avec Bagdad portant sur la distribution de son budget, la guerre coûteuse menée contre Daech, l'afflux de réfugiés syriens et de déplacés irakiens et la chute des cours du pétrole ont mis un frein important au développement économique fulgurant de la région. Les Libanais ont perdu bon nombre de leurs clients à la suite du départ d'expatriés et de la baisse du pouvoir d'achat des locaux (le salaire des fonctionnaires, à l'exception des forces de sécurité, a été divisé par deux). Surtout, une nouvelle restriction d'accès aux territoires kurdes pour les Arabes originaires du reste de l'Irak les prive des touristes qui emplissaient leurs établissements (Erbil avait été nommée « capitale 2014 du tourisme arabe » juste avant la crise).

Flexibles et en accord avec leur logique de circulation, de nombreux entrepreneurs sont alors rentrés (souvent temporairement) au Liban ou se sont redéployés dans d'autres espaces

géographiques : sud de l'Irak, Afrique, etc. Les compagnies dont le siège est à Beyrouth se sont, quant à elles, pour partie mises en retrait, contribuant à une chute de 30 % du nombre des résidents libanais dans la région kurde d'Irak entre 2014 et 2015. En un an, leur effectif est ainsi passé d'environ 2 700 à moins de 1 900.

Malgré les difficultés, les dirigeants d'entreprises libanais gardent espoir. Lancée dans la nuit du 16 au 17 octobre 2016 par une coalition internationale, l'offensive sur Mossoul leur a redonné confiance. Avec le succès de sa libération annoncé le 9 juillet 2017, certains imaginent déjà une reprise de leurs activités économiques liées à la reconstruction future de la ville (qui n'est distante que de 80 kilomètres d'Erbil). Des investisseurs potentiels sont d'ailleurs à nouveau de passage dans la capitale

kurde. Les perspectives d'un nouveau conflit post-Daech avec des milices chiïtes et/ou d'une résurgence des tensions avec Bagdad à la suite du référendum sur l'indépendance du Kurdistan irakien du 25 septembre 2017 ne semblent guère les inquiéter. Si besoin est, ils aviseront le moment venu. Mais, comme relativise un banquier, « nous avons vécu trente ans de crise au Liban, donc les hommes d'affaires libanais ont une certaine expérience dans ce domaine. Les attentats, les voitures qui explosent, ça ne nous impressionne pas ». Pour le moment, certains font le dos rond en attendant que les turbulences économiques s'estompent, tandis que d'autres profitent de la baisse générale des prix et d'une raréfaction de la concurrence pour renforcer leurs positions : constructions de nouvelles infrastructures, ouvertures d'établissements, etc. Le pari sur une future prospérité du GRK, voire d'un État kurde, reste fort. L'un des quatre courtiers de la Bourse d'Erbil, institution qui doit participer à la diversification et à la redynamisation des investissements dans la région, est d'ailleurs lui-même libanais... Un jeune chef d'entreprise résume ainsi l'état d'esprit actuel : « C'est vrai qu'il y a un risque à investir [...], mais c'est aussi justement là l'opportunité ! » ■

DIMITRI DESCHAMPS

### NOTES

(1) La loi irakienne permet à un étranger d'ouvrir dans le pays une compagnie au même titre et selon les mêmes modalités qu'un citoyen irakien. Cette entreprise est alors considérée comme locale et non étrangère.

(2) Les citations sont issues d'entretiens réalisés par l'auteur à Erbil et Beyrouth en 2015 et 2016.

